

Numéro 571

Avril 1976

LA VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

LE COMBAT DE L'OCI

- 2 mois après son XXe congrès
- l'OCI et la jeunesse
- dans l'enseignement

**Liberté pour Hernan CUENTAS
et Victor CUADROS**



Numéro 571 Avril 1976

Prix du numéro : 6 F

Commission paritaire n° 51.695

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : Pli non clos : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) :
45 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : Pli non clos : 1 an : 35 F - Pli clos : demander à
l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.
Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.
Imprimerie ABEXPRESS - PARIS.

POUR LA LIBERATION D'HERNAN CUENTAS ET DE SES CAMARADES

Début décembre, la police politique arrête Hernan Cuentas, dirigeant de la Fédération des mineurs du Pérou, dirigeant du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire du Pérou, membre du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Elle arrête également Victor Cuadros, autre dirigeant de cette Fédération, et les avocats du syndicat des mineurs, Ricardo Díaz Chavez, Genaro Ledesma Izquieta, Jose Eulalio Ona Meono.

Ces arrestations surviennent alors que s'engagent d'importantes actions revendicatives, notamment dans le secteur minier, alors que la situation économique du Pérou, frappée de plein fouet par le mûrissement de la crise à l'échelle mondiale, se dégrade rapidement. Le gouvernement militaire du général Morales Bermudez se présentait comme un gouvernement « anti-impérialiste », « progressiste ». Sa réalité se révèle dans la répression qu'il déclenche contre les représentants des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière du Pérou. Ce sont les masses qui se dressent contre les conséquences de plus en plus intolérables de la domination impérialiste, contre l'aggravation de leur exploitation par la bourgeoisie péruvienne subordonnée à l'impérialisme, que le gouvernement Morales Bermudez attaque, et non l'impérialisme. Et, pour ce faire, il doit bafouer les libertés les plus élémentaires. Les avocats du syndicat sont jetés dans un camp de concentration en pleine Amazonie. Hernan Cuentas et Victor Cuadros, contre qui aucune inculpation n'est formulée, sont gardés au secret, transférés de prison en prison...

C'est après soixante-dix jours de ce traitement arbitraire et inhumain, et alors qu'une puissante protestation mobilise de plus en plus largement les masses travailleuses et les organisations syndicales du Pérou qu'Hernan Cuentas et Victor Cuadros engagent la grève de la faim. Transférés dans un état grave à l'hôpital de la police de Lima, ils seront à nouveau conduits dans un lieu inconnu lorsque leurs femmes seront parvenues à les retrouver dans cet hôpital.

L'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) considère — et elle l'a mis en pratique — que la lutte contre la répression doit être inconditionnelle, indépendante des divergences, qu'elle doit rassembler toutes les organisations du mouvement ouvrier et démocratique.

C'est sur la ligne du front unique ouvrier que l'OCI et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale ont engagé le combat pour la libération d'Hernan Cuentas, dirigeant trotskyste, de Victor Cuadros et des autres emprisonnés qui ne se réclament pas de la IV^e Internationale. D'ores et déjà, cette campagne a pris une grande ampleur en France et aujourd'hui elle prend une dimension internationale.

Des milliers de travailleurs et de jeunes se sont associés aux télégrammes de protestation envoyés à l'ambassade du Pérou à Paris. Des centaines de sections syndicales CGT, CGT-FO, FEN, CFDT ont pris position. Le congrès de la Fédération de l'éducation nationale s'est prononcé pour la libération d'Hernan Cuentas, de Victor Cuadros et de leurs avocats. Le comité directeur du Parti socialiste a également pris position, ainsi que la Fédération des mineurs CGT, des responsables et des parlementaires du PCF, des dirigeants de la CGT-FO et de nombreuses personnalités connues pour leurs actions dans le domaine de la défense des libertés. En Angleterre, quarante-sept députés du Labour Party se sont adressés à l'ambassade du Pérou, en Belgique des responsables et des militants du Parti socialiste belge ont pris position, au Danemark des députés du Parti socialiste de gauche, etc.

Mais si la lutte contre la répression doit être inconditionnelle et unitaire, il est évidemment légitime que chaque organisation du mouvement ouvrier engage des actions spécifiques en faveur des militants et des organisations qui partagent ses positions politiques. Dans toute activité menée dans le cadre d'un front unique, les organisations

qui y participent conservent leurs positions propres. Le Parti socialiste, par exemple, qui appelle à la libération d'Hernan Cuentas, ne peut cautionner ses positions politiques.

De même, pour l'OCI et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, le combat pour la libération d'Hernan Cuentas et ses camarades se lie à la défense de la politique pour laquelle le dirigeant trotskyste Hernan Cuentas a combattu, de la politique au nom de laquelle il a été démocratiquement désigné par les travailleurs des mines comme l'un de leurs responsables. Contre la répression qui le frappe parce qu'il met en avant la politique capable d'unir les rangs des masses exploitées et opprimées du Pérou contre l'impérialisme et la bourgeoisie péruvienne, nous défendons le Parti ouvrier marxiste révolutionnaire du Pérou, nous appelons à la solidarité militante et matérielle à son égard.

Le Parti ouvrier marxiste révolutionnaire du Pérou déclarait dès le 16 décembre :

« La détention de Cuentas comme celle de Ricardo Diaz Chavez, Genaro Ledesma, Victor Cuadros, Jose Ona, Arturo Salas, sont des attaques contre la classe ouvrière et le peuple opprimé, sont des agressions contre les libertés démocratiques que tout citoyen doit condamner, sont des concessions à l'impérialisme que tout combattant anti-impérialiste doit rejeter, sont des attaques qui annoncent la détermination d'imposer aux travailleurs des villes et des campagnes les coups de la brutale crise économique, sont des mesures patronales afin d'imposer une « discipline du travail », un régime de surexploitation dans les usines et les entreprises.

« Travailleurs, jeunes, citoyens !

« Une crise économique sans précédent se développe. Le chaos et la catastrophe menacent le pays. La production agricole stagne, le coût de la vie augmente. Les salaires se déprécient, les augmentations sont gelées, la dette extérieure augmente, les réserves de devises se réduisent, le chômage s'aggrave, les licenciements se généralisent.

« Travailleurs, jeunes, citoyens !

« Les directions politiques et syndicales de la classe ouvrière et du peuple doivent décider.

« Ou bien elles permettent que l'offensive patronale et impérialiste stoppe la mobilisation des travailleurs.

« Ou bien, dans l'unité, elles organisent la défense des revendications et des conquêtes du prolétariat et des masses populaires. »

C'est cette politique que le POMR continue, malgré la répression, à promouvoir, et dont précisément l'une des expressions est d'assurer la réalisation du front unique des organisations ouvrières et anti-impérialistes pour la libération des dirigeants de la Fédération des mineurs et de leurs avocats. La lutte que mène le POMR s'inscrit dans la perspective que s'est fixée la conférence des organisations trotskystes d'Amérique latine, tenue en novembre 1975, d'une conférence latino-américaine d'unité anti-impérialiste.

C'est une tâche d'honneur pour toutes les organisations engagées dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale que d'être au premier rang de l'action pour arracher la libération d'Hernan Cuentas. C'est aussi une exigence politique. C'est à un double titre que cette action s'inscrit pleinement dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

En menant une campagne internationale coordonnée pour la libération d'Hernan Cuentas, dirigeant trotskyste du mouvement ouvrier péruvien, pour la défense du POMR, pour la solidarité politique et matérielle avec les organisations trotskystes d'Amérique latine, les organisations affiliées au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale affirment et affirmeront, sur l'un des terrains de la lutte des classes, celui de la lutte contre la répression, la réalité politique du processus de reconstruction de la IV^e Internationale.

En impulsant, sur le terrain du front unique ouvrier, une large campagne pour la libération d'Hernan Cuentas et de ses camarades, elles contribuent à restituer à la lutte unie contre la répression sa véritable dimension, celle de la mise en pratique du mot d'ordre qui est à l'origine du mouvement ouvrier organisé :

« Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Notes sur la situation politique

par Stéphane JUST

La sainte-alliance contre-révolutionnaire au jour le jour

M. Kissinger est un grand voyageur devant l'éternel. Au cours du mois de janvier, il est allé de nouveau à Moscou. L'objectif officiel de ce voyage était de débloquer la discussion relative à la limitation des armements SALT. Quelques jours avant l'arrivée de Kissinger, Brejnev l'avait déclaré avec force : il n'y aura pas de négociations à propos de l'Angola et du Liban. Selon lui, d'ailleurs, l'URSS n'intervient pas dans les affaires des autres peuples. Lorsqu'elle apporte une aide économique et militaire à certains d'entre eux, cette aide n'est assortie d'aucune condition. Les peuples doivent disposer librement d'eux-mêmes. En apportant une aide, le Kremlin n'a aucun autre objectif.

Mais, ô merveille, à peine Kissinger était-il de retour aux USA que la situation se dénouait en Angola, et qu'une solution politico-militaire était trouvée au Liban. La presse de tous bords en a tiré des conclusions très simples : par Cubains interposés en

Angola, Syriens au Liban, le Kremlin a infligé de dures défaites à l'impérialisme US. Que le Kremlin ait utilisé les positions qu'il occupe en Angola, en Syrie, pour faire pression sur Washington, en vue d'arracher quelques concessions, ce n'est pas douteux. Il s'agit de savoir dans quel cadre et pourquoi. Là est l'important.

Dans le cadre de la sainte-alliance contre-révolutionnaire et afin d'obtenir plus de souplesse de la part des USA pendant les négociations SALT en échange d'une contribution à la mise en œuvre de la politique américaine en Afrique et au Moyen-Orient.

En Angola, les preuves abondent. Les masses aspirent à se libérer de la subordination à l'impérialisme. C'est cette aspiration profonde qui a nourri la lutte contre la tutelle portugaise.

Cela n'empêche pas que derrière les différents mouvements manœuvraient les grandes puissances impérialistes, et l'impérialisme portugais également. L'Angola est une région très riche de l'Afrique noire. Elle

fait l'objet, ainsi ce fut le cas du Zaïre (Congo belge) il y a plus de dix ans, des convoitises des vautours impérialistes. Le départ des troupes portugaises a déchaîné ces appétits. Aucun des mouvements d'indépendance ne représentait vraiment les intérêts fondamentaux des masses angolaises. Désormais, toutes les puissances impérialistes et les gouvernements d'Afrique noire estiment que le gouvernement de Luanda, celui du MPLA, est le mieux en mesure de sauvegarder les intérêts généraux de l'impérialisme. La lutte va se poursuivre entre eux. Manœuvres et contre-manœuvres vont se succéder. Encore faut-il que les masses angolaises soient contenues, refoulées. La force d'intervention cubaine et du Kremlin en est aujourd'hui la meilleure garantie.

C'est ainsi que l'impérialisme US n'a apporté qu'une aide limitée au FNLA et à l'UNITA, non comparable à celle que Cuba et le Kremlin ont apportée au MPLA. Cette aide, ainsi que celle du Zaïre et de l'Afrique du Sud, a cessé. Les gouvernements de la CEE se déclarent prêts à fournir au gouvernement du MPLA une aide économique, celui des USA une aide « humanitaire ». Les gouvernements de la CEE sont prêts à reconnaître celui de Luanda ; ceux du Portugal, de France, d'Espagne, d'Irlande, de nombreux gouvernements d'Afrique noire l'ont déjà reconnu. Le gouvernement sud-africain retire ses troupes d'Angola. La puissance de l'impérialisme américain, comparée à celle de ses rivaux, ses rapports avec le Kremlin, ceux que Castro et lui commencent à nouer, lui garantissent qu'en fin de compte, en dépit des difficultés, il sera le gagnant de cette compétition, sur les os des masses angolaises.

Au Liban, la coopération syrienne lui permet également d'espérer redresser une situation compromise. Ce sont des milices chrétiennes qui ont engagé la guerre civile contre les

masses et les réfugiés palestiniens. L'opération envisagée était de même nature que celle que l'armée jordanienne réalisa en septembre 1970 contre les fedayin palestiniens : les écraser.

Il s'agissait d'un volet de la politique américaine qui vise à faire reconnaître l'Etat juif aux Etats arabes, à « régler » la question palestinienne, en instituant un Etat croupion palestinien en Cisjordanie. Pour ce faire, il est nécessaire d'écraser les masses arabes, à commencer par les masses palestiniennes. Mais l'opération a bien failli se retourner en son contraire, les phalanges chrétiennes être défaites, l'armée libanaise se décomposer.

L'Etat et le gouvernement libanais se disloquaient. L'intervention de la Syrie et son arbitrage ont sauvé l'Etat libanais, imposé aux fedayin de ne plus sortir armés de leurs camps. Ce que la réaction et l'Etat libanais n'ont pu imposer, l'écrasement des fedayin en utilisant d'autres Palestiniens de l'OLP, le gouvernement « progressiste » syrien va-t-il être chargé de le faire ? Et va-t-il réussir ? Ce n'est pas donné. Il reste que son intervention contient, si elle ne l'écrase pas, le mouvement révolutionnaire des masses dans cette partie du Moyen-Orient. Elle était nécessaire à la poursuite de la politique de l'impérialisme US, à l'application du plan Kissinger, repris du plan Rogers. La « diplomatie » du Kremlin a joué le jeu des intérêts de Washington. Dès le lendemain du voyage de Kissinger à Moscou, les événements l'ont démontré.

Ainsi va au jour le jour la nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire. La prime que le Kremlin perçoit est bien mince. L'impérialisme US poursuit la course aux armements et renforce sa pression économique et militaire.

Mais la sainte alliance a deux axes dont le pivot commun est aux USA :

Washington-Moscou et Washington-Pékin.

A défaut de Ford à l'avenir chancelant, engagé dans une difficile campagne électorale, c'est Richard Nixon qui a été triomphalement reçu à Pékin. Au moment où, à nouveau, les contradictions déchirent la bureaucratie chinoise, alors que l'avenir de Ford aux USA est incertain, la réception démonstrative de Nixon à Pékin, son entretien spectaculaire avec Mao tsé-Toung a fait couler beaucoup d'encre. La presse fran-

Éléments sur le marché mondial.

Contradictions et difficultés s'accroissent. Elles assaillent l'impérialisme et les bureaucraties contre-révolutionnaires. Ensemble, et chacun de leur côté, l'impérialisme et les bureaucraties contre-révolutionnaires se battent. Ils s'efforcent de faire face, de colmater les brèches dangereuses qui s'ouvrent sur le front de la contre-révolution. Mais à quoi servirait de colmater une brèche en Angola, une autre au Liban, de réaffirmer la solidarité contre-révolutionnaire entre Washington et Pékin, si le système impérialiste se disloquait sous l'effet de la crise économique qui menace ?

Au cours de ces derniers mois, les principales puissances impérialistes ont déployé les plus grands efforts pour la conjurer et la faire reculer. Réunions et conférences se sont succédé : après Rambouillet, la Jamaïque.

Les temps où les mécanismes du mode de production capitaliste aux échelles nationales et internationales jouaient librement sont très loin. Alors la crise économique, par la dévalorisation du capital, la liquidation de masses énormes de capitaux, établissait les conditions de la reprise et d'un nouveau cycle. La hausse du

taux de profit succédait à sa chute et à son plafonnement, le renouvellement du capital fixe donnait une puissante impulsion à la reprise. Un nouvel équilibre dynamique entre les différents secteurs de la production se développait. Un nouveau cycle était parcouru. L'impérialisme, le capital financier, le capitalisme de monopoles ont faussé ces mécanismes en empêchant notamment la dévalorisation et la liquidation d'une grande partie du capital constant, surtout du capital fixe et même du capital fictif. La marche à la crise est combattue en utilisant le crédit des Etats qui créent des marchés artificiels et parasitaires, notamment au travers d'énormes dépenses d'armement. Ainsi, le budget militaire des USA 1975-1976 atteindra 114 milliards de dollars, officiellement.

Mais la dimension nationale est insuffisante pour faire face et tenter d'enrayer la marche à la crise.

« Si les prix étaient supérieurs d'environ 30 % à ceux de 1946 (et représentaient à peu près deux fois ceux de 1938), la valeur des échanges, exprimée en dollars aux prix courants, avait presque sextuplé depuis 1946. En 1968, à prix constants, elle était quatre fois plus élevée. »

Au cours des années suivantes, on constate que :

« L'apparition des tendances à la récession dans les économies des pays industrialisés n'a aucunement limité l'expansion des transactions internationales et les exportations mondiales ont atteint 273 milliards de dollars, ce qui a représenté une augmentation de 14,5 % par rapport à 1968. Le comportement des prix des produits à l'exportation explique dans une large mesure cette accélération du taux de croissance du commerce international.

L'accélération de l'expansion des échanges mondiaux a été ainsi particulièrement rapide au cours des années 1972 et 1973.

En 1972, la croissance en valeur du commerce international par rapport à 1971 a atteint plus de 17 % ; mais si cet accroissement était encore attribuable en majeure partie à l'augmentation du volume des échanges (+ 9 %), l'évolution des prix devrait refléter le renchérissement prononcé des produits de base à un moment où une nette tendance à la reprise de l'activité économique se manifestait dans les pays industrialisés.

En 1973, le taux de progression en valeur des exportations par rapport à 1972 a largement dépassé 30 %. (...) Le volume du commerce a augmenté d'une année à l'autre de 11 %. (...) (Le financement du commerce international, par Jacques Blanc. Notes et études documentaires, 31, octobre 1975, p. 11.)

Fait tout aussi important :

« L'expansion des échanges est plus rapide que celle des productions industrielles nationales. Le rapport du taux moyen de croissance des exportations par rapport à celui de la production industrielle est donc supérieur à l'unité.

Il est intéressant de constater que l'élasticité des exportations par rapport à la production augmente depuis 1969 ; pour de nombreux pays, elle passe même de 1,6 à 2. En moyenne, sur l'ensemble de la période 1953-1973, chaque

variation d'un point de la production industrielle a été accompagnée par une modification d'un point et demi du volume du commerce international. L'interpénétration croissante des économies naît ainsi d'une commercialisation croissante sur les marchés extérieurs, d'une part toujours croissante de la production nationale. » (Idem, p. 13.)

C'est ainsi que pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la production industrielle a diminué de 15 % au cours du premier semestre 1975 par rapport au second semestre 1974 et les échanges internes à l'OCDE ont diminué en 1975 de 11 %. C'est la première fois qu'il diminue depuis vingt-cinq ans.

Tenter d'enrayer la marche à la crise, la faire reculer si possible, exige donc un imposant effort des Etats nationaux afin d'ouvrir artificiellement de nouveaux marchés, et une action internationale, qui empêche le commerce mondial de s'effondrer, la division internationale du travail de se disloquer. C'est ce que tentent de faire les Etats des grandes puissances capitalistes. En témoignent les énormes déficits des budgets de ces grands Etats en 1975 : USA, 74 milliards de dollars (prévus) pour l'exercice 1975-1976 ; contre 44 milliards pour l'exercice précédent ; Angleterre, 12 milliards de livres ; en Allemagne fédérale, le déficit global (Etat fédéral, Lander, communes) s'élève à 70 milliards de marks ; en France, 39,618 milliards ; en 1974, il y avait un excédent de 3,845 milliards.

C'est là un indice, un aspect de la tentative de relance au moyen de crédits publics. Il faut encore relancer des échanges internationaux alors qu'en de nombreux pays le déficit de la balance commerciale épuise rapidement les réserves de changes. Parmi les exemples les plus démonstratifs, on peut citer l'Angleterre et l'Italie : en Angleterre en 1975, bien qu'il ait diminué de moitié, le déficit commercial atteint deux milliards de

livres. En Italie, ce déficit a atteint, dans les dix premiers mois de 1975, 1 570 milliards de lires contre 6 150 milliards au cours des dix premiers mois de 1974.

A l'inverse, il est vrai, un pays comme l'Allemagne continue à avoir sa balance excédentaire de 30,8 milliards de marks au cours des dix premiers mois de 1975, mais ses exportations diminuent en volume de 13 %, soit un manque à gagner de 40 milliards ; les Etats-Unis ont un excédent commercial record en 1975 d'environ 10,6 milliards de dollars, contre un déficit de 5,5 milliards en 1974, mais c'est le résultat d'un recul brutal des importations dû à la crise et au dumping qui résulte de la dépréciation du dollar, ainsi qu'à l'exportation d'importantes quantités de produits agricoles (céréales en URSS). En France, la balance commerciale déficitaire de 4 milliards de dollars en 1974 serait bénéficiaire de 2 milliards en 1975, mais c'est à partir d'une diminution de 10 % des importations.

Pour l'OCDE, à un déficit de 27 milliards de dollars en 1974 aura succédé un excédent de 7 milliards (1). Mais c'est sur la base de la chute de la production et des échanges internationaux. Les énormes déficits des balances commerciales entraînent des déséquilibres aussi considérables, sinon plus, des balances des comptes, lesquelles à leur tour incitent à limiter plus encore les importations. Le « nationalisme économique » a fait sa réapparition

(1) L'ensemble de ces chiffres est extrait du document que « Le Monde » a publié : L'année économique et sociale.

en 1974-1975 comme au temps de la crise des années trente.

Procurer des « liquidités » aux pays déficitaires est tout aussi important que de relancer les économies au moyen des dépenses et des crédits étatiques et para-étatiques. D'ailleurs, accorder d'importants crédits aux Etats dont les économies sont des plus déficitaires leur permet de pratiquer plus facilement et plus amplement cette politique. Les moyens pour y parvenir sont nombreux et divers. Ils vont : des crédits à l'exportation que les Etats consentent aux exploitations, crédits qui reviennent à des crédits aux Etats importateurs ; à des prêts consentis à plus ou moins longue échéance, d'Etat à Etat ; au recours des Etats débiteurs au marché international des capitaux ; jusqu'à la création des « liquidités » internationales.

C'est ainsi que l'Angleterre a emprunté ces dernières années sur le marché des capitaux dix milliards de dollars, que l'Italie a fait de multiples appels au marché international des capitaux. Sa dette se monte à 14 milliards de dollars.

L'énorme masse de dollars flottants, ou qui constituent une importante partie des réserves des banques centrales, ne suffit pas. Ils affluent dans les pays aux balances commerciales et des comptes positives. Ils fournissent la grande masse de manœuvre de la spéculation qui rapporte des profits considérables et ne s'investissent à court terme qu'à des taux usuraires. Le taux d'escompte de l'argent à court terme que pratique la Banque d'Angleterre a évolué entre 9,75 % et 12 % en 1975.

L'emprunt que la Deutschbank a consenti à l'automne 1974 à la Banque d'Italie était draconien et usuraire.

De « nouvelles liquidités internationales », dévaluation, dumping.

Donc, il existe une masse énorme de capitaux flottants et spéculatifs, et, paradoxe, l'un des plus grands problèmes des gouvernements des pays capitalistes est de « créer de nouvelles liquidités internationales ». Maintes et maintes conférences y ont été consacrées. La fonction principale du Fonds monétaire international consiste à y répondre.

Au bout de plusieurs années de discussions, les USA ont consenti à ce que les banques centrales puissent contracter des emprunts entre elles garantis par leurs réserves d'or estimées au prix du marché. C'est sur cette base que la Deutschbank a consenti en septembre 1974 un prêt à la Banque d'Italie. Ensuite, ils ont admis que les banques centrales puissent se céder réciproquement de l'or pris sur leurs réserves au prix du marché. La condition en est que le dollar reste monnaie de réserve, toujours défini à la valeur théorique de 42 dollars l'once d'or, et qu'il soit inconvertible en or. La réévaluation du stock d'or des banques au cours du marché est évidemment un moyen « d'augmenter » les réserves théoriques, les « liquidités », de nourrir l'inflation. Mais elle est directement contradictoire au maintien de la définition théorique du dollar à 42 dollars l'once d'or.

Qu'importe ! A la Jamaïque, une nouvelle conférence, qui s'est tenue au cours de la deuxième semaine de janvier 1976, a abouti à une soi-disant « démonétisation de l'or ». L'or n'aura plus, officiellement, de prix. En conséquence, le Fonds monétaire international, qui possède 150 millions d'onces d'or, restituera immédiatement un sixième à ses membres, et vendra en quatre ans un autre sixième — 17,5 millions d'onces d'or — au prix du marché, ventes qui

permettront de constituer un fonds destiné à fournir des prêts aux pays membres dont le revenu par tête n'a pas dépassé en 1975 351 dollars (1 544,20 F). Il est évident que ce sont les banques centrales qui disposent d'importantes réserves de devises dites fortes qui acquièrent cet or. Pour l'instant, les ventes du FMI entraînent une baisse du prix de l'or. Mais c'est une façon particulière de le « démonétiser ».

Désormais, « les droits de tirage spéciaux (DTS) devraient constituer le principal capital de réserve dans le système monétaire international ». Il faut préciser ce que sont ces DTS. Le Fonds monétaire international était constitué de quote-parts qui payaient les membres adhérents, dont 25 % était payé en or et 75 % en devises nationales du pays adhérent. Le pays adhérent pouvait, pratiquement sans conditions, « tirer » en devises étrangères qui lui convenaient les 25 % de sa quote-part. Or, pour obtenir d'autres droits de « tirage », à fortiori au-delà de la quote-part, il fallait remplir des conditions de plus en plus difficiles, déterminées par la direction du Fonds. C'est ainsi que le Fonds monétaire international octroyait des crédits aux pays dont la balance des comptes était déficitaire, et dont les réserves de change s'épuisaient. Le dépôt de 25 % de la quote-part en or, les conditions plus ou moins difficiles de tirages limitaient (sans plus) l'inflation de crédits qui pouvaient être consentis.

A la suite de l'accord de la Jamaïque, il va en aller tout différemment. Le paiement en or de 25 % de la quote-part est supprimé. Mais l'obtention d'un crédit de 25 % qui lui correspond ne fait pas plus de difficultés. Les quote-parts que devront acquitter les membres sont relevées

de 32,5 %. Par contre, ils pourront « tirer » 45 % de plus des sommes en devises étrangères qu'ils n'en pouvaient « tirer » précédemment.

Ce n'est pas tout. Les droits de tirage spéciaux ne fonctionnent pas selon ces règles. Ils ne sont pas remboursables au-delà de 30 %. Ils sont créés ex-nihilo par le Fonds lui-même. C'est ainsi qu'il a créé lui-même, au 1^{er} janvier 1970, 3 414 millions de DTS ; au 1^{er} janvier 1971, 2 949 millions ; au 1^{er} janvier 1972, 2 952 millions. Les autres années, cela n'a pas été nécessaire en raison de « l'abondance » de dollars due au déficit de la balance des paiements US. C'est le Fonds qui répartit les « allocations » de DTS. Le bénéficiaire doit mettre à la disposition du FMI, en sa monnaie, le double de la somme qu'il a droit de tirer en monnaie des autres membres du Fonds. L'obligation des 30 % de remboursement va être abolie.

Les DTS sont une monnaie de compte. C'est-à-dire qui n'est pas émise, et dont la « valeur » résulte d'un « cocktail de monnaie ». Seize monnaies de pays représentaient au moins 1 % du commerce mondial. Pour le détacher de l'or, un système très complexe a été mis au point, mais qui prend comme point d'appui le dollar, par rapport auquel les autres monnaies sont cotées. Le dollar entre pour 33 % dans le calcul. En d'autres termes, le prix du dollar est déterminant. Ajoutons que les devises du FMI doivent être prises à une majorité de 85 %, ce qui donne un droit de veto aux USA qui ont droit à 30 % des voix.

L'accord de la Jamaïque est un extraordinaire moyen d'inflation à l'échelle internationale, dont toutes les puissances impérialistes espèrent bénéficier, mais où les USA ont une position prépondérante, d'autant qu'ils ont imposé la flottaison du dollar par rapport aux autres monnaies. Il s'agit d'une véritable fuite en avant pour tenter d'enrayer et de faire reculer la crise, et qui ne peut aboutir qu'à

un chaos monétaire multiplié, à une nouvelle vague d'inflation sans précédent. Ces accords s'ajoutent à une situation de fait, qui permettait aux USA de « créer » d'énormes quantités de « liquidités internationales ». Le cours forcé du dollar à l'échelle internationale, le fait que le Federal System Bank ait bloqué son remboursement en or aux autres banques centrales et que celles-ci soient contraintes de l'emmagasiner, permet aux Américains de couvrir leurs déficits internationaux, en payant en dollars que la banque centrale émet sans limites ni contraintes.

Avec quelle angoisse tous les gouvernements apprécient la conjoncture, et déjà les économistes extrapolent la légère reprise de la production industrielle qui s'est produite aux USA et en Europe occidentale au cours de ces derniers mois !

Mais immédiatement se relèvent d'autres courbes. Celle du chômage qui ne pourrait régresser qu'au cas de reprise dépassant les taux d'expansion des années 1972-1973... Les déficits des balances commerciales française, italienne, anglaise, américaine réapparaissent ou augmentent. La hausse des prix n'a jamais cessé, elle s'accroît. Une nouvelle crise monétaire se dessine en Europe. La monnaie espagnole vient d'être dévaluée de 11 % par rapport au dollar. Plus important encore : la livre plonge à nouveau et le franc est dangereusement menacé. En Italie se combinent la détérioration de la situation économique et la crise politique qui incite à la fuite des capitaux. Depuis que la lire flotte (le 9 février 1973), elle avait perdu début janvier plus de 20 % de sa valeur. Le 21 janvier, après avoir dépensé 528 millions de dollars depuis le début de l'année pour soutenir la lire, le gouvernement italien démissionnaire décidait de fermer le marché des changes. Le nouveau gouvernement italien a décidé la réouverture du marché des changes le 1^{er} mars. La lire a encore perdu pendant la fermeture plus de

15 %. Depuis qu'elle flotte, elle a perdu 27,83 % par rapport au dollar et 36,78 % par rapport au « serpent européen ».

Le 21 janvier 1974, le gouvernement français décidait de sortir du « serpent européen ». Le déséquilibre de la balance commerciale française, la spéculation contre le franc obligeaient la Banque de France à engager des milliards de devises pour défendre la parité à 2,25 % au-dessus et en dessous du cours normal du franc par rapport aux autres monnaies comme le mark. En mai 1974, l'écart entre les cours théoriques du franc et du deutschemark allait jusqu'à 14 %. Le ralentissement des importations françaises et d'importants emprunts sur le marché financier ont permis au franc de retrouver sa parité en mai 1975. Le gouvernement français Giscard-Chirac décidait d'entrer à nouveau dans le « serpent » le 10 juillet 1975. Corrélativement à la chute de la lire et de la livre, le franc, en janvier et février 1976, a commencé à s'affaiblir. La Banque de France a dû intervenir en dépensant des centaines de millions de dollars et de marks pour acheter massivement des francs, pour éviter que son cours ne tombe en dessous du pourcentage que permet l'appartenance au « ser-

Les contrats salariaux.

Ces considérations économiques et financières démontrent et les tentatives du capital d'enrayer la crise et la fragilité de la « reprise ». Le capitalisme français est confronté aux dures exigences de la concurrence qui ne peut que s'exacerber. Il lui faut défendre son taux de profit. Le système capitaliste a ses exigences irrépressibles : la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse doivent faire les frais de la crise du capital. Le patronat français a réclamé du gouvernement Giscard-Chirac qu'il

« mette en œuvre une politique beaucoup plus rigoureuse vis-à-vis des masses. La bonne volonté du gouvernement Giscard-Chirac ne fait pas défaut. »

« L'important est que, à la spéculation classique sur les variations du cours des monnaies, s'est ajoutée la tentative des capitalistes français d'obtenir une dévaluation du franc qui leur permettrait de développer les exportations et de freiner les importations en fonction des avantages artificiels que donne une monnaie dévaluée dans la concurrence. C'est maintenant une pratique généralisée que de jouer sur les changes pour défendre le marché national et faire une sorte de dumping sur les marchés étrangers. A tout seigneur, tout honneur : l'impérialisme US impose la flottaison de sa monnaie afin de pratiquer cette méthode (2). »

(2) Commentant la hausse de la Bourse de New York, « Les Echos » du 10 mars écrivent : « La reprise économique bat son plein. Elle a été provoquée par une dévaluation systématique du dollar qui a favorisé les exportations américaines. Aujourd'hui, la reprise générale est assez forte pour permettre au dollar de retrouver tout son allant. L'Italie et l'Angleterre essaient, avec retard, de suivre l'exemple américain en pratiquant la dévaluation sauvage de leur monnaie. »

« mette en œuvre une politique beaucoup plus rigoureuse vis-à-vis des masses. La bonne volonté du gouvernement Giscard-Chirac ne fait pas défaut. »

Selon le journal « Les Echos » du 20 janvier 1976, s'adressant à 400 représentants des chefs d'entreprise, à la Chambre de commerce à Paris, Fourcade, ministre des Finances, affirmait : « Il nous faut un franc solide et donc une politique des revenus pour maîtriser l'inflation. »

La politique des revenus, Chaban-Delmas tentait d'aller vers son application, en proposant aux syndicats des « contrats de progrès » qui sont à l'origine des contrats salariaux actuels.

Des éléments de cette politique restent présents dans les contrats salariaux actuels. A titre d'exemple, voici les données principales du contrat salarial que la direction de la RATP soumettait au début 1975 aux dirigeants syndicaux :

« La direction générale de la RATP et les organisations syndicales représentatives du personnel de la RATP se sont réunies les 19 décembre 1974, 6, 15, 22, 29 janvier et 5 février 1975 en vue de rechercher en commun les bases d'un accord sur les modalités d'évolution des salaires au cours de l'année 1975.

Au terme de ces négociations, il a été convenu d'appliquer les dispositions faisant l'objet du présent protocole.

ARTICLE 1

Indépendamment :
1° du rajustement intervenu avec effet du 1^{er} janvier 1975 en application du jeu combiné du dernier alinéa de l'article 1 et des alinéas 3 et 4 de l'article 2 du protocole du 20 mars 1974, et ceci conformément à l'avenant du 5 novembre 1974 ;

2° des mesures d'apurement qui seront éventuellement décidées en application de l'article 4 dudit protocole,

le salaire de base, sous réserve des articles 2, 3, 5 et 6 ci-après, sera majoré de 1,25 % le 1^{er} janvier 1975.

Cette majoration sera portée successivement :

— au 1^{er} avril, à un taux de majoration supérieur de 1 % au taux d'accroissement des prix entre décembre 1974 et mars 1975,

— au 1^{er} juillet, à un taux de majoration supérieur de 0,75 % au taux d'accroissement des prix entre décembre 1974 et juin 1975,

— au 1^{er} octobre, à un taux de majoration supérieur de 0,75 % au

taux d'accroissement des prix entre décembre 1974 et septembre 1975, — au 1^{er} janvier 1976, au taux d'accroissement des prix entre décembre 1974 et décembre 1975 compte tenu des dispositions de l'article 3.

Les taux d'accroissement des prix seront appréciés sur la base de l'indice des prix à la consommation (série parisienne) ; toutefois, l'indice des prix à la consommation n'étant connu qu'avec un mois de décalage, un acompte à valoir sur les augmentations prévues les 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre sera versé avec la paye de chacun de ces mois.

ARTICLE 2

Dans l'hypothèse où l'indice des prix à la consommation (série parisienne) ferait apparaître au cours du premier semestre une hausse des prix supérieure à 1 % en moyenne mensuelle sur cinq mois, la commission d'application visée à l'article 7 ci-après pourrait apporter au niveau des taux de majoration prévus à l'article 1 ci-dessus pour les 1^{er} juillet et 1^{er} octobre les corrections nécessaires.

ARTICLE 3

Un crédit de 0,40 % en masse est dégagé avec effet du 1^{er} juillet 1975. Il permet, ajouté à un prélèvement de 0,35 % en masse sur l'étape d'augmentation du 1^{er} juillet 1975, de majorer uniformément à cette date l'ensemble des coefficients de base de 4 points.

La valeur correspondant à ce prélèvement sera prise en compte dans l'apurement prévu au 1^{er} janvier 1976.

ARTICLE 4

Indépendamment des mesures ci-dessus, 0,40 % de la masse salariale sera réservé à des mesures catégorielles applicables avec effet du 1^{er} juillet 1975.

ARTICLE 5

Le pourcentage d'augmentation de la masse salariale que représente l'ensemble des mesures visées aux articles 1, 2, 3 et 4 ci-dessus sera majoré d'une valeur calculée selon la formule suivante :

$S = 0,25 + 0,025 (PKO + V)$
dans laquelle :

PKO représente l'accroissement, en pourcentage, du nombre de places-kilomètres offertes sur l'ensemble des réseaux en 1975 par rapport à 1974,

V représente l'accroissement, en pourcentage, du nombre de voyageurs transportés sur l'ensemble des réseaux en 1975 par rapport à 1974.

Les termes PKO et V ci-dessus ne sont pris en compte dans la formule que s'ils sont positifs.

Ce supplément de masse salariale sera utilisé dans les conditions prévues à l'article 7 ci-après.

Leur application à la RATP en 1975.

Mais la lutte des classes ne laisse pas si facilement les formules s'appliquer rigoureusement. Ce que le gouvernement a dû concéder sous des formes multiples a dépassé ce qu'il proposait initialement, et même ce que les syndicats signataires ont ratifié, les formules ont été plus ou moins disloquées. François Ceyrac prétendait à l'assemblée générale du CNPF que l'augmentation des salaires avait été en France de 14% en 1975. C'est faux. Il reste que c'est bien supérieur à ce que le CNPF estime être compatible avec les besoins pressants du capital. Le journal du syndicat « Union FO » des administratifs, techniciens, maîtrise, ingénieurs et cadres de la RATP fait franchement le point. Ce syndicat n'a pas signé le contrat salarial et il donne le compte rendu de la première réunion 1976 :

« Il appartenait donc à ceux qui avaient approuvé le contrat salarial 1975, c'est-à-dire la direction et les syndicats signataires, d'apporter la preuve du bien-fondé de leur accord.

Que dirent-ils ?

1° que le contrat avait été respecté ;

2° que les résultats étaient les suivants :

ARTICLE 6

Le pourcentage d'augmentation de la masse salariale que représente l'ensemble des mesures visées aux articles 1, 2, 3, 4 et 5 ci-dessus sera éventuellement majoré d'une valeur égale à la moitié de la différence entre l'augmentation de la production intérieure brute (PIB) en volume pour 1975 et le taux de 4,2 % ; le taux d'augmentation utilisé pour la détermination définitive de cette majoration de la masse salariale sera celui qui sera consigné dans le rapport sur les comptes de la nation. (...) »

— évolution du point de base	+ 9,40 %
— mesures de coefficients	+ 1,88 %
— Mesures catégorielles	+ 0,80 %
	soit 12,08 %

3° il fut précisé qu'en moyenne les agents d'exécution avaient vu leurs salaires augmenter de 12,38 %, la maîtrise de 11,86 % et les cadres de 11,21 %,

4° les signataires et la direction ont affirmé que l'indice des prix de l'INSEE ayant augmenté de 10 %, toutes les catégories de personnel avaient vu leur pouvoir d'achat augmenter.

Il nous a semblé percevoir une certaine satisfaction chez les signataires et la direction. L'autosatisfaction étant si fréquente de la part des princes qui nous gouvernent et de leurs représentants que nous nous bornerons à l'analyse des motifs du contentement de ceux qui ont pour mission la défense des intérêts professionnels des agents de la Régie.

Nous rappellerons la raison fondamentale pour laquelle nous n'avons pas signé le contrat 1975. En effet, il nous est apparu comme inacceptable que l'augmentation de l'indice des prix ne soit pas intégralement répercutée sur le point de base, à nos yeux instrument

de mesure, amputé ainsi de 0,70 % en fin d'année.

Ceci dit, analysons la réalité des résultats du contrat 1975.

Considérons le cas de « l'agent moyen-Régie ». Il est nécessaire de distinguer celui qui fut bénéficiaire de mesures catégorielles et celui qui ne le fut pas ; le premier a enregistré une augmentation salariale de 12,08 %, mais le second n'a vu son traitement augmenter que de 11,28 %.

Examinons maintenant ce qu'a rapporté le contrat 1975 à « l'agent moyen » de chacune des grandes catégories :

1° Exécution :

« L'agent moyen » a perçu avec mesures catégorielles	+ 12,38 %
— évolution du point de base	+ 9,40 %
— mesures de coefficients	+ 2,21 %
— mesures catégorielles	+ 0,77 %
	+ 12,38 %

— sans mesures catégorielles + 11,61 %

2° Maîtrise :

« L'agent moyen » a perçu avec mesures catégorielles	+ 11,86 %
— évolution du point de base	+ 9,40 %
— mesures de coefficients	+ 1,64 %
— mesures catégorielles	+ 0,82 %
	+ 11,86 %

Les contrats salariaux remis en cause : conséquence dans la lutte des classes.

Il est donc compréhensible qu'au moment du renouvellement des contrats salariaux, le gouvernement ait tenté une offensive pour imposer des conditions draconiennes qui se résument en quelques mots : le gouvernement estime que le coût de la vie augmentera de 7,5 %, selon son indice, en 1976, l'augmentation des salaires nominaux ne peut dépasser 7,5 %. Sur cet ultimatum, la politique des contrats salariaux a capoté dans les

— sans mesures catégorielles	+ 11,04 %
3° Cadres :	
« L'agent moyen » a perçu avec mesures catégorielles	+ 11,21 %
— augmentation du point de base	+ 9,40 %
— mesures de coefficients	+ 1,01 %
— mesures catégorielles	+ 0,80 %
	+ 11,21 %
— sans mesures catégorielles (C 1 et C 3b)	+ 10,41 %

Comparons maintenant « l'agent moyen cadre » et « l'agent moyen maîtrise » avec « l'agent moyen Régie » ; l'un et l'autre ont perçu une augmentation inférieure, de 0,22 % pour la maîtrise et de 0,87 % pour les cadres.

Il est clair que le contrat a permis de donner aux uns ce qu'il prenait aux autres.

Nous ne sommes pas opposés, bien au contraire, au rétrécissement de l'éventail des salaires. C'est une question de justice. Mais il est inconcevable que les travailleurs consentent à se faire justice eux-mêmes en se répartissant la pénurie. Une véritable rétrécissement de l'éventail hiérarchique des rémunérations passe obligatoirement, en ce qui nous concerne, par la révision de la grille.

assurances. Aucun syndicat n'a signé. Cette position du gouvernement a été une des raisons majeures qui ont incité les dirigeants syndicaux FO et Autonomes à appeler le personnel exploitation de la RATP à faire grève 24 heures le 13 janvier, bien que la revendication mise en avant ait été celle de 104 jours de repos annuels pour ces catégories de personnels.

Depuis, le gouvernement a indiscu-

tablement reculé. Quelque 0,30 % de la masse salariale seront utilisés à des mesures catégorielles, 0,30 % à la revalorisation du travail manuel (30 F mensuels pour certaines catégories). Mais ces deux fois 0,30 % devront être financés par le PKO. Concession importante, la direction de la RATP rencontrera tous les trois mois les dirigeants signataires en vue d'apprécier la hausse réelle du coût de la vie. Enfin, le pourcentage des réajustements prévus serait de 8 % au lieu de 7,30 %. Le recul du gouvernement reste néanmoins limité. Il maintient 8 % d'augmentation prévisible des prix, or, selon son indice, ceux-ci ont augmenté de 1,1 % dès janvier. Les dirigeants du syndicat général FO et les Autonomes de la RATP ont capitulé et signé (un des syndicats FO, celui qui a effectué les calculs cités plus haut, n'a pas signé).

Le sort de la politique salariale va se jouer entre la fédération des fonctionnaires FO, la FEN et le gouvernement. Au moment où cet article est écrit, la FEN et FO ont déposé un préavis de 24 heures pour les fonctionnaires et les enseignants, le 9 mars. Les négociations ne sont cependant pas terminées. Le gouvernement peut encore faire quelques concessions. Cependant, si l'ordre de grève est maintenu, la CGT et la CFDT, qui ont lancé le mot d'ordre d'une semaine d'action du 8 au 12 mars, auront beaucoup de mal à ne pas participer à cette grève de 24 heures. En tout état de cause, la politique des contrats salariaux est minée et ébranlée.

Les besoins objectifs du capitalisme français contraignent le gouvernement à scier un des piliers sur lequel il s'appuie. La politique des contrats salariaux contribue de façon très importante à contenir la classe ouvrière. Elle est une digue que les appareils bureaucratiques ont dressée, qui a protégé le gouvernement d'un déferlement de la classe ouvrière.

Les uns en signant ces accords, les autres en développant une politique de division contre les organisations signataires. La non-reconduction de la politique salariale dégagerait considérablement la voie à l'unité et au combat que la classe ouvrière tente de s'ouvrir depuis des années. Venant après la grève de 24 heures du 13 janvier à la RATP, une grève générale de 24 heures des fonctionnaires et des enseignants influencerait de façon décisive le cours de la lutte des classes en France.

Réaliser en pratique l'unité pour et dans le combat contre le gouvernement en partant des revendications ne pourrait en rester là dans ces corporations, et aurait un immense écho dans chaque corporation, chaque entreprise. Conjointement à la maturation qui s'opère dans la jeunesse, et particulièrement chez les étudiants, des processus qui sont en cours au sein de la classe ouvrière (d'autres articles de « La Vérité » analysent ces mouvements) ouvrieraient une nouvelle phase de la lutte des classes en France, avec au centre la lutte pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac et dont la logique est de porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, le PS et le PCF.

Aussi, à quelques jours d'un tel mouvement, il n'est pas encore réalisé. Tout comme à la RATP, les dirigeants FO et FEN vont faire, ainsi que le gouvernement, l'impossible pour aboutir à un texte signable. La CGT et la CFDT leur laissent actuellement les mains parfaitement libres. Demain, si les dirigeants FO, FEN, Autonomes signent, ce sera un infernal vacarme contre eux, calculé afin que se creuse la division. Il n'en demeure pas moins que la politique des contrats salariaux est ébranlée, que les failles ouvertes tendront à s'élargir. Les fonctionnaires, les enseignants, les travailleurs qui dépendent de l'Etat patron, utilisant ces failles, s'efforceront de les élargir,

de s'y engager à fond afin d'imposer le front unique des organisations et le combat contre le gouvernement.

Ce ne sont pas seulement ces catégories de travailleurs, ces corporations qui sont concernées, toutes les corporations, toute la classe ouvrière projettent sur leur propre plan les développements de la lutte des classes qui se font jour actuellement à l'intérieur de la Fonction publique.

La crise de la bourgeoisie française, de son gouvernement, les contradictions entre ce que celui-ci devrait faire et ce qu'il peut faire du point de vue des intérêts du grand capital, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, de la classe ouvrière notamment, mettent au centre de tout le front unique et le combat de la classe ouvrière, de la jeunesse, de toutes les couches exploitées. L'ensemble de ces développements politiques a comme point focal et aboutissant la question du gouvernement, des institutions, du

Un vieux baril de poudre humide.

Ainsi, vieille manœuvre toujours renouvelée, est relancée la question de l'Europe, de la Communauté économique européenne, d'institutions politiques spécifiques européennes. Pompidou, on s'en souvient, avait en avril 1972 lancé une opération de grande envergure. Il organisait un référendum à propos des institutions européennes.

Son but était simple : quitter à provoquer une crise à l'intérieur de l'UDR, spécialiste de l'honneur et du nationalisme français, en concurrence avec le PCF lorsque ce n'est pas à ses côtés, il tendait la main au PS, pour creuser un fossé (en réalité justifier que les dirigeants du PS et du PCF le creusent) entre le PS partisan de l'Europe et le PCF plus tricolore que Clemenceau, Foch et de Gaulle réunis.

Cette question n'a jamais été plus actuelle. En finir avec le gouvernement Giscard-Chirac en partant des conditions et des formes par lesquelles la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées s'engagent sur la voie du front unique ouvrier, du combat pour en finir avec la V^e République, son Assemblée nationale, ses institutions, porter au pouvoir un gouvernement du front unique ouvrier sans représentants des organisations et partis bourgeois, un gouvernement des grands partis ouvriers, le PS et le PCF. C'est ce qui est au centre de toutes les batailles politiques, même si ce n'est pas directement invoqué, même si le point de départ en semble très éloigné. Les masses cherchent à avancer dans cette direction, les appareils, y compris lorsqu'ils sont obligés d'ouvrir des brèches, veulent maintenir ce qui est. Les manœuvres combinées contre le front unique des organisations ouvrières pour soutenir ce gouvernement se multiplient. Tout est bon.

Le PS se contentera de s'abstenir, tandis que le PCF votait contre. En fin de compte, le référendum Pompidou était un échec. Néanmoins, l'abstention que les dirigeants du PS avaient préconisée sauvait Pompidou d'une défaite comparable à celle que de Gaulle avait subie trois ans plus tôt. En effet, la « majorité » que Pompidou obtenait était une majorité de faveur. Le PS et le PCF dénonçant la nature du référendum, appelant en commun à voter non, Pompidou était en minorité. La manœuvre que Pompidou tentait échouait : le PS ne pouvait être intégré à une nouvelle majorité parlementaire débarrassée sur la droite des ultras de l'UDR. Au-delà des manœuvres et contre-manœuvres, cet échec avait des causes très profondes.

L'UDR est le parti par excellence de la V^e République. La V^e République est un système politique de caractère bonapartiste abâtardi, mais bonapartiste. Le Parlement est une couverture du pouvoir réel qui appartient aux organismes de l'Etat et que concentre le président de la République. La couverture « d'une majorité parlementaire » n'en est pas moins nécessaire au fonctionnement du système. Mais la participation du PS exige l'introduction d'une bonne dose de parlementarisme incompatible à ce régime politique. Mollet a littéralement assassiné la SFIO en portant au pouvoir de Gaulle et en participant plusieurs années au gouvernement de Gaulle qu'il fut finalement contraint de quitter et de combattre. Cela n'empêche pas que de temps à autre cette opération est tentée de nouveau sous une forme ou sous une autre.

La publication du rapport Tindemans sur l'union européenne a été l'occasion d'un commencement de manœuvres de même type. Œuvre du Premier ministre belge de surcroît démocrate-chrétien, ce rapport tente de fournir une orientation qui permette de faire « avancer » sur tous les plans « l'intégration » européenne économique, sociale, militaire, diplomatique, politique, institutionnelle. Après comme avant ce rapport, « l'intégration européenne » n'a pas plus de chances d'avancer. L'obstacle auquel se heurte « l'intégration » européenne est insurmontable. Il tient à la formation et au développement historique concret du mode de production capitaliste en Europe, qui a moulé en d'étroites limites nationales, qu'il leur est impossible de dépasser, les différents capitalismes nationaux. En même temps, l'exigence de les dépasser est toujours plus pressante, l'intégration au marché européen et mondial à la division internationale du travail une nécessité. Mais la nature du mode de production capitaliste, l'époque de l'im-

périalisme font que c'est toujours sur la base du rapport de forces, de la tentative du plus fort de se subordonner et d'écraser les plus faibles. Jamais le rôle des Etats nationaux n'a été plus important que depuis que la Communauté économique européenne a été constituée. Les échanges intereuropéens se sont multipliés, des politiques communes ont été élaborées, les gouvernements s'efforcent de maintenir en vie la CEE, d'aboutir à des accords, à des compromis ; l'effondrement de la CEE serait, à l'étape actuelle, une catastrophe économique et politique pour toutes les bourgeoisies européennes. Et pourtant, chaque bourgeoisie éprouve le pressant besoin de renforcer sa base nationale, son Etat national, et de s'abriter derrière. Le rapport Tindemans, comme beaucoup de ceux qui l'ont précédé, s'efforce de résoudre la quadrature du cercle. Il ne fait que souligner, à contrario, la nécessité de combattre dans chaque pays pour porter au pouvoir des gouvernements ouvriers et paysans qui exproprieraient le capital, et seront en conséquence en mesure de réaliser l'unité de l'Europe sur sa seule base possible, les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Cela n'empêche pas que le rapport Tindemans a été l'occasion d'un essai de renouveler l'opération Pompidou. Trois points principaux ont été mis en avant : le resserrement de la coopération militaire des pays de la CEE, l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen, le renforcement des institutions exécutives et la création de nouvelles institutions exécutives européennes. Dessiner une nouvelle majorité aux contours des partisans de l'Europe, c'est-à-dire éliminant une partie de l'UDR et comprenant le PS, quel rêve merveilleux pour un homme comme Lecanuet, récemment promu ministre d'Etat à rang égal avec Poniatowski, grand prophète de cette formule politique. La position européenne du PS s'y

prête, n'est-il pas partisan de l'élection au suffrage universel d'un « Parlement européen » ? Aussitôt, le PCF se devait d'emboucher la trompette guerrière, de hisser le drapeau tricolore, de le faire flotter sur le ciel d'azur et, aux côtés de Sanguinetti, des gaullistes « historiques », raidis en un garde-à-vous impeccable, de saluer aux couleurs. Que de bons souvenirs. Quels temps heureux que ceux où tous les nationaux, gaullistes de vraie souche, bourgeois patriotes, staliniens d'expérience, combattirent unis comme les cinq doigts de la main la Communauté européenne de défense, dont d'ailleurs le capital financier français ne voulait pas et que défendaient (bien mollement) les cosmopolites agents des USA. N'était-ce pas celui où la division des organisations ouvrières, syndicats et partis était la plus profonde ? « L'Union du peuple de France » était ressortie en cette occasion. Centristes, giscardiens et autres, tirant de leur côté, dirigeants du PCF tirant d'un autre côté, c'était l'occasion de combattre contre l'unité des organisations et partis ouvriers.

La volonté des masses

Le premier tour des élections cantonales qui viennent d'avoir lieu confirme cette volonté. Quelques semaines avant ces élections, le parti « de la majorité » giscard-lecanuettiste faisait des appels du pied au Parti socialiste. A la veille de ces élections, le PS était devenu, et Miterrand en particulier, la cible des partis de la majorité, quels qu'ils soient. Attaqué de ce côté, le PS ne l'était pas moins du côté des dirigeants du PCF. Rien que de bien logique. Amoindrir l'influence du PS est un moyen de prolonger la situation actuelle. Ne pouvant y parvenir en l'associant à sa politique, la « majorité » doit tenter de lui porter des

L'opération n'a pas été loin : elle n'avait pas de base. L'intégration européenne dans le cadre du régime capitaliste est un mythe. La marche à la crise économique met à rude épreuve la CEE. La crise économique la liquidera. En outre, l'obstacle majeur auquel Pompidou s'est heurté demeure : impossible d'amender le bonapartisme sénile que représente la V^e République, d'y introduire une dose de parlementarisme. Bien au contraire, plus ce système politique menace ruine, plus le président de la République concentre de pouvoirs. Pompidou prenait plus de pouvoirs que de Gaulle n'en avait pris. Giscard d'Estaing en prend plus que Pompidou n'en avait pris. Enfin, le mouvement profond de la classe ouvrière, des masses exploitées et dans une large mesure de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes est irréversible : elles veulent en finir avec la V^e République, ses institutions, elles se tournent vers les partis ouvriers dont elles espèrent qu'ils vont s'unir et postuler à former ensemble un gouvernement.

coups, à la veille d'un scrutin dont les indications politiques sont importantes. Les dirigeants du PCF, quant à eux, poursuivent leur politique systématique de division. A ce point de vue, la page-affiche de « L'Humanité » du vendredi 5 mars 1976 vaut d'être reproduite :

« Dans les conseils généraux, le Parti communiste est déjà sous-représenté.

C'est trop injuste.

Ça ne leur suffit pas.

Ils veulent encore aggraver l'inégalité.

Le pouvoir a charcuté les cantons.

Le Parti communiste a été exclu de la télévision pendant la campagne électorale.

Face à des sortants communistes, la droite ne présente pas de candidats et appelle à voter socialiste. Corrigez l'injustice. Votez pour la démocratie. Votez communiste.»

On ne peut être plus clair. Le PS est la bête noire qu'il s'agit de vaincre. Cette campagne préparait le refus de se désister au deuxième tour en faveur d'un certain nombre de candidats du PS arrivés avant les candidats du PCF. Ce coup de Jarnac était préparé de longue date. En octobre 1975, au moment de l'élection complémentaire de Châtelleraut, Edith Cresson, candidate du PS, pouvait battre le candidat de la « majorité », Abelin, quelques voix auraient suffi. Marchais, le lendemain de l'élection, expliquait que de nombreux électeurs du PCF s'étaient refusés au deuxième tour à voter PS étant donné la politique et les manœuvres des dirigeants du PS, ce qui, selon lui, était parfaitement légitime. Il amorçait une manœuvre de grande ampleur dont les jalons devaient être : le maintien de certains candidats du PCF au deuxième tour des élections cantonales de mars 1976 ; une campagne effrénée au moment des élections municipales de 1977 contre le PS alimentée par les positions purement électoralistes des fédérations socialistes prêtes à faire les pires compromis avec des partis de la « majorité » si cela leur permet de contrôler telles ou telles municipalités ; finir en apothéose aux élections législatives où, dans la plupart des cas sinon de façon générale, le PCF refuserait de se désister au second tour, ne laissant d'autre moyen aux dirigeants du PS de satisfaire leurs grands appétits électoraux que de nouer des alliances électorales à droite.

Les élections cantonales sont un type d'élections défavorables aux grands mouvements politiques. Les influences, les combinaisons locales y occupent une place importante. Les

grandes masses ne s'y intéressent que peu. De façon significative, la participation électorale au premier tour a été très importante. Le profond mouvement politique en cours s'y est exprimé : un recul considérable de l'UDR, la « majorité » devenant au vu et au su de tous minorité, les partis ouvriers frôlant la majorité absolue, et ce qu'il est convenu d'appeler « la gauche » obtenant près de 56 % des voix exprimées, et le triomphe du PS, à lui seul 26,5 % des voix exprimées.

La aussi la politique de division du PCF subit un échec cinglant. Dès le soir du premier tour, Marchais a dû changer de ton. Il semble que tous les candidats du PCF qui ont obtenu moins de voix que ceux du PS devraient se désister au second tour pour ces derniers. Même sur ce terrain, les aspirations des masses parviennent à s'exprimer. Toutefois, la manœuvre de grand style n'a pas encore échoué. Elle peut être reprise en d'autres occasions.

Les processus politiques en cours se développent et s'expriment sur des terrains et de façon très différente. Ils englobent : ces mouvements partiels aux objectifs limités par lesquels les masses à une échelle réduite imposent l'unité et l'action, l'action et l'unité ; les mouvements étudiants qu'une manifestation centrale unifierait contre la réforme du second cycle ; le puissant mouvement de grève de 24 heures des fonctionnaires et des enseignants qui aura lieu mardi 9 mars et qui est la conséquence des contradictions qui ont mis en cause la politique des contrats salariaux ; les résultats du premier tour des élections cantonales. Ils procèdent d'un même fond politique et se dirigent vers un même objectif : en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, la V^e République, ses institutions, porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, pour cela imposer l'unité.

Des traditions politiques dans un pays déterminé jouent toujours un rôle important dans le développement de la lutte des classes. La France ne fait pas exception, et la tradition électorale et parlementaire y est très forte. Il n'est donc pas étonnant que les masses tentent de s'exprimer politiquement en utilisant les formes électorales et y attachent une grande signification. Ce serait du crétinisme électoral et parlementaire que de ne voir que l'aspect électoral qui est un des aspects que prend le processus politique en cours. Les combats sur le terrain et sous les formes qui sont ceux du prolétariat sont décisifs. Ce serait également une sorte de crétinisme politique que de ne pas apprécier, appréhender l'importance et la portée des formes électorales et parlementaires en relation avec les traditions françaises. Depuis les élections à la présidence de la République, toutes les élections législatives partielles ont démontré que le suffrage universel désavoue la soi-disant

majorité, que l'Assemblée nationale actuelle n'est plus que l'ombre du passé. Les élections cantonales sont parmi le genre d'élections, répétons-le, les plus défavorables qu'il soit au grand mouvement politique. Elles sont d'autant plus significatives : le problème de la dissolution de cette Assemblée nationale se trouve d'autant plus fortement posé.

Le PS et le PCF se disent partis électoraux et parlementaires, qu'attendent-ils pour s'unir, mobiliser les masses en vue d'imposer la dissolution de cette Assemblée nationale ?

L'agitation sur cette question est une partie indispensable de notre politique. Elle est un des chemineurs du combat pour le front unique des organisations ouvrières, en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, le PS et le PCF, sans représentants des organisations et partis bourgeois.

Stéphane JUST.
Le 8 mars 1976.

P.S. — Depuis que cet article a été écrit, les événements économiques et politiques ont évolué rapidement. Au Liban, la fragilité de la « solution » mise sur pied n'a pas tardé à se révéler. A nouveau, la guerre civile menace, mais cette fois l'armée désagrégée est directement impliquée. Le « protecteur » syrien a beaucoup de difficultés à prendre le contrôle des événements. Le prochain numéro de « La Vérité » publiera un article qui éclairera ce qui se passe au Liban et situera les problèmes libanais comme parties du cours de la lutte des classes au Moyen-Orient.

Mais l'évolution de la situation monétaire et économique en Europe est encore plus rapide et dangereuse. La crise monétaire évolue vers le point limite au-delà duquel ce serait la dislocation du marché européen et, par voie de conséquence, du marché mondial. La catastrophe est en vue. D'ores et déjà, le « serpent » européen est disloqué, c'est-à-dire que la coopération sur le plan des gouvernements capitalistes d'Europe, la définition et l'application d'une politique commune sont déçiquetées. Les efforts déployés à Rambouillet et à la Jamaïque sont en grande partie annulés. De façon immédiate, sur les plans économique et politique, il s'agit d'une nouvelle et très dure défaite du gouvernement Giscard-Chirac.

Dans le même temps, la tentative d'imposer des contrats salariaux, tels que le patronat les exigeait en janvier, s'en va en quenouille. Pour éviter la grève de

24 heures des fonctionnaires et des enseignants, le gouvernement avait considérablement reculé. Trop tard. Les dirigeants des fonctionnaires FO et de la FEN ne pouvaient sans se déconsidérer décommander la grève. La CGT a dû s'y rallier. La grève a eu lieu. Mais les dirigeants FO et FEN ont fait des pieds et des mains pour renouer le dialogue, le gouvernement a fait de nouvelles concessions et ces dirigeants ont signé. Pourtant, après les élections cantonales, la grève du 9 mars, la crise monétaire, on peut dire que les reculs du gouvernement, malgré le maintien des 8 % en principe, seront suivis d'autres reculs. La tentative du patronat se solde par un double échec économique et politique. En tout état de cause, la politique des contrats salariaux est ébranlée. La grève du 9 mars a démontré que le front unique des organisations syndicales est possible.

**Un militant ouvrier
ne peut se passer chaque semaine
de lire**

**"INFORMATIONS
OUVRIERES"**

Le numéro : 2 F.

6 mois (24 n°s)	60 F
pli clos	100 F
1 an (48 n°s)	120 F
pli clos	200 F
Etranger (un an : 48 n°s)	160 F

INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance - Rédaction - Administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
CCP PARIS 21.831.73.

**Deux mois
après le congrès de l'OCI.
Où en sommes-nous ?**

par Marc LACAZE

A quels problèmes les trotskystes se heurtent-ils, quelles difficultés doivent-ils surmonter pour avancer dans la réalisation des objectifs qu'ils se sont fixés au XX^e congrès de l'OCI ? Voilà ce que nous proposons de commencer à étudier dans cet article. Les premières réponses, n'en doutons pas, susciteront la discussion dans les cellules de l'OCI — c'est leur objectif. Elles inciteront les militants qui combattent dans les entreprises, les écoles,

les bureaux, aux côtés des trotskystes, à débattre avec eux de ces questions. Ce n'est pas pratique courante. Ce débat est pourtant indispensable à la progression de l'OCI; c'est l'occasion de l'ouvrir.

Pour commencer, nous ne pouvons éviter de rappeler brièvement les objectifs politiques définis au XX^e congrès de l'OCI, ainsi que les principaux axes d'intervention tracés à cette occasion.

I - Le XXe congrès de l'OCI

**L'objectif central :
transformer l'OCI
en organisation centralisée**

Une riche discussion politique s'est menée avant et pendant le congrès. Elle a porté, comme le rappelait le cama-

rade S. Just dans le précédent numéro de La Vérité, tout à la fois sur l'examen indispensable du tournant dans la situation internationale et les perspectives révolutionnaires, sur la façon dont ce tournant se concrétisait en France, enfin sur l'examen critique de la politique de l'OCI, ainsi que sur les tâches qui découlaient de cette analyse.

Ce n'est pas le fait du hasard que, sans écarter pour autant du bilan les considérables acquis de la politique de l'OCI, ce sont ses faiblesses qui ont été passées au crible lors de ce congrès. Il faut le dire : c'est la force d'une organisation révolutionnaire, c'est son acquis essentiel que de pouvoir, dans une situation politique qui s'achemine irrésistiblement vers l'ouverture de la crise révolutionnaire, se livrer avec sérieux à un tel travail afin de dégager les axes du combat politique permettant de préparer cette organisation à la révolution prolétarienne, donc à la construction du parti. Les faiblesses de l'OCI se concentrent dans la faiblesse de son recrutement, et ce n'est pas une petite chose pour une organisation qui sait qu'elle n'est pas le parti révolutionnaire, que la révolution s'ouvrira sans que le parti soit construit, qu'elle est la seule force motrice de la construction de ce parti indispensable à la victoire, et que la question se pose de savoir si elle aura le temps de constituer un pôle de regroupement suffisamment attractif dès le début de la révolution pour éviter le détour dangereux de constitution d'organisations centristes.

Les faiblesses se manifestent de nombreuses façons, par exemple : dans la vente du journal, le recrutement, mais aussi par la facilité que les militants de l'OCI ont à se laisser entraîner derrière les entreprises de division et de dislocation des appareils (journées d'action, grèves tournantes) ou bien, à l'inverse, la propension à s'isoler des masses, à avoir une attitude de sectaires doctrinaires. Le congrès a estimé que l'origine de ces faiblesses provenait des oscillations politiques de la direction.

Qu'est-ce à dire ? La racine des oscillations politiques a été située dans une « insuffisante appréciation théorique de la période de l'imminence de la révolution », pour reprendre les termes mêmes du rapport du XX^e congrès.

Une telle insuffisance se manifestant notamment dans une connaissance im-

précise du rapport étroit qui lie, dans la lutte des classes en France, le moment présent de son développement à la grève générale de mai-juin 1968, aux élections, au développement de la révolution à l'échelle internationale. Elle se manifeste donc dans la formulation des mots d'ordre, dans la forme de l'intervention dans la lutte des classes, dans les formes d'organisation offertes. Le congrès a insisté sur le fait que cette insuffisance s'exprimait particulièrement dans l'appréciation des rapports existant au sein du mouvement ouvrier entre la nature des appareils bourgeois et des organisations qu'ils contrôlent, ainsi que dans l'appréciation générale qui amène les grandes masses à prendre conscience de la nécessité d'engager le combat révolutionnaire contre la bourgeoisie et l'Etat.

Voilà, très brièvement résumées, les racines des difficultés, à savoir lier la propagande, l'agitation et l'intervention dans la lutte des classes, trois termes indissociables d'une activité communiste et dont les conséquences se sont manifestées de façon aiguë au lendemain du 27 avril 1975. Difficulté ressentie d'autant plus durement que les illusions portaient à croire à une facile transposition du succès du rassemblement sur le plan de la construction des comités unitaires de base. Voilà pourquoi les racines des difficultés ayant été très généralement exposées, l'objectif, défini dans le rapport préparatoire au congrès de :

« transformer, immédiatement, dans les mois qui viennent — et cela est possible — l'OCI en une organisation centralisée, de sorte que ses militants soient dirigés par un comité central sur un plan centralisé d'intervention et de discussion (...) »

s'est, au fur et à mesure, affirmé comme l'objectif central à atteindre dans la période actuelle pour qu'une nouvelle étape de la construction de l'OCI puisse être franchie.

Transformer l'OCI en organisation centralisée dirigée par un comité central jouant pleinement son rôle, combattre pour surmonter les oscillations, combattre pour homogénéiser une direction, donc porter l'organisation à un niveau politique supérieur.

Fort bien, mais comment ?

Le moyen : construire l'OCI comme organisation ouvrière

Comment centraliser l'OCI ? Comment surmonter les oscillations qui procèdent d'une insuffisante assimilation du marxisme, combinée souvent avec un manque d'expérience politique de la lutte des classes elle-même ? D'abord en plongeant dans cette lutte de classes précisément pour confronter chaque jour les militants, la direction à ces problèmes d'intervention, et ainsi définir le terrain du combat politique permettant d'homogénéiser théoriquement sur la base du marxisme.

Lapalissade ? Ce n'est pas si évident.

Une résolution du congrès affirme :

« Pour assurer sa mutation en organisation communiste centralisée, elle (l'OCI) doit devenir une organisation ouvrière, c'est-à-dire que, par sa politique et son intervention dans la lutte des classes, elle doit lutter pour être considérée par la classe ouvrière et par la jeunesse comme une organisation ouvrière. Organisation ouvrière, elle n'est pas n'importe quelle organisation ; elle est fondée sur le programme de la IV^e Internationale. »

C'est dans l'accomplissement de la tâche de « construire l'OCI comme organisation ouvrière » que se réalisera la centralisation. L'objectif et le cadre général du combat étant fixés, il reste à en définir l'instrument permettant de mesurer, d'impulser, de corriger si nécessaire le cours du développement de celui-ci.

La méthode : définir des voies de pénétration

Il n'existe pas de miracle, on ne peut gagner par des improvisations. Le chemin parcouru sur la voie de la centralisation de l'OCI, de sa transformation en organisation ouvrière, se mesurera en Informations ouvrières vendus, en nouveaux militants recrutés, en implantations nouvelles créées dans les entreprises.

A l'inverse, l'élaboration permanente d'un plan, son application, sa rectification donnent forme à la bataille pour la centralisation politique de l'OCI. Les XVIII^e et XIX^e congrès ont permis de franchir des premiers pas dans une des tâches les plus difficiles que nous ayons rencontrées : **maîtriser sa propre construction**. Au XVIII^e congrès, des objectifs furent simplement fixés et ne furent pas entièrement atteints. Mais dès lors, cette question devenait objet de combat pour l'OCI. Au XIX^e congrès, les objectifs fixés étaient intégrés à un plan de développement, élaboré pour permettre leur réalisation, qui marquait une progression dans la méthode de travail. Malgré les progrès réalisés, il faut admettre que, dans ce cas encore, les moyens politiques n'avaient, d'une manière générale, pas été donnés aux cellules pour leur permettre de réussir. Le plan de développement revêtait encore un caractère trop général qui ne motivait pas réellement les objectifs fixés. Le travail des militants n'était pas véritablement dirigé...

Le XX^e congrès a défini son objectif : pour diriger la bataille du recrutement, de l'implantation, il faut en donner les moyens politiques aux cellules. Ces moyens découlent logiquement de l'objectif fixé : « **construire l'OCI comme organisation ouvrière** ». Ils consistent nécessairement dans la définition

des voies de pénétration de l'OCI dans la classe ouvrière. Alors, seulement, il est possible de fixer de façon motivée

des objectifs. Alors seulement, les cellules seront dirigées politiquement et de façon centralisée.

Deux grands axes ; le premier : l'Assemblée nationale des comités unitaires de base

Définir ces axes de pénétration, « construire les articulations diversifiées selon la situation concrète dans la lutte des classes », c'est combattre politiquement pour lever les obstacles dressés par les appareils au mouvement des masses. C'est le rôle des comités unitaires de base que l'OCI se fixe pour tâche de construire. N'hésitons pas à nous répéter en citant à nouveau la résolution du congrès :

« Construire de tels comités unitaires de base, cela exige en premier lieu que soit bien comprise leur place dans la préparation de la crise révolutionnaire.

a) Les comités unitaires de base ne sont pas des comités de front unique des organisations ouvrières. Ils combattent pour le front unique ouvrier.

b) Les comités unitaires de base ne sont pas des comités de lutte. Combattant pour le front unique ouvrier, ils combattent pour l'unité, pour lever les obstacles aux luttes victorieuses.

c) Les comités unitaires de base sont des organes politiques qui, à partir des aspirations des travailleurs, organisent travailleurs, jeunes et militants pour œuvrer au front unique ouvrier.

Cela précisé, les comités unitaires de base qui, quel que soit le point de départ des "luttes", dirigent invariablement leur intervention vers le front unique des organisations ouvrières, syndicales, ou syndicales et politiques, deviennent des organes politiques de préparation des luttes que les travailleurs sont amenés à engager eux-mêmes. Un comité unitaire de base, quelle que soit son origine, bien que, principalement dans une entreprise, son origine soit "revendi-

cative", est amené à répondre politiquement, sous des formes particulières, à la question "pourquoi les organisations ouvrières, syndicales, ou syndicales et politiques, ne réalisent-elles pas l'unité?", donc à ouvrir, sous une forme appropriée, concrètement, le problème du gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois et la dissolution de l'Assemblée nationale. »

Pour avancer dans la constitution des comités unitaires de base, le congrès a jugé indispensable de fixer un cadre permettant au contenu de cette politique de prendre forme et donc a décidé d'ouvrir la perspective de la tenue d'une Assemblée nationale des délégués des comités unitaires de base.

Le deuxième axe : la campagne financière de l'OCI

La dimension de la révolution prolétarienne mondiale est indispensable à toute organisation se réclamant du programme de la IV^e Internationale. Mais c'est parmi les motifs de fierté qu'a l'OCI un des plus grands que celui d'avoir donné au combat pour l'internationale ouvrière, pour la IV^e Internationale, pour l'internationalisme prolétarien vivant, la dimension d'un combat quotidien, composante directe du combat dans la lutte des classes en France.

Aujourd'hui, la tâche de reconstruction de la IV^e Internationale est plus urgente que jamais. Une nouvelle période de la révolution mondiale, s'est ouverte. Partout, du Portugal, passant en Espagne, en France, en Italie, ou au contraire

s'ébranlant d'un pays de l'Europe de l'Est, la révolution prolétarienne va embraser l'Europe. En Amérique latine, de nouvelles explosions révolutionnaires se préparent au Pérou, en Argentine. Le monde avance vers une étape décisive de la révolution mondiale, mais chaotique, s'étalant sur des années et des années. Les fondements de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires sont minés et craquent déjà, en raison de la puissance inégalée jusqu'alors du prolétariat mondial. Plus évidente, de ce fait, devient la contradiction que constitue la crise et la dislocation de la IV^e Internationale.

Or nous savons que la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire. Quelles que soient la puissance de la vague révolutionnaire, des explosions de la lutte des classes, les effondrements de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, en particulier celle du Kremlin, sans parti révolutionnaire, sans l'Internationale, la IV^e Internationale, ce n'est pas au bout la victoire de la révolution prolétarienne, mais le chaos pour l'humanité. Le développement historique a été tel, et personne n'y peut rien, que, combattant le pablisme, combattant l'étroitesse nationale, se construisant au cours même de ce combat, l'OCI est devenue la principale force motrice, politique, organisationnelle, matérielle de la reconstruction de la IV^e Internationale. Elle faillirait si elle n'accomplissait pas cette tâche centrale.

Dans l'accomplissement de cette tâche s'incluent des batailles politiques et des actions de solidarité concrète.

50 000 signatures adressées aux dirigeants des partis ouvriers et des organisations syndicales pour le boycott de l'Espagne franquiste.

Des dizaines de délégations représentatives de postiers et d'employés de banque organisées en direction de leurs responsables pour leur demander de répondre dans l'unité aux appels de leurs camarades espagnols. Une bataille acharnée qui n'est pas finie... Puis la campagne pour la libération de Pliouchtch animée aux avant-postes par l'OCI, sur

la ligne du front unique ouvrier. La victoire de sa libération, l'encouragement qu'elle constitue à poursuivre pour Sabata, Huebl, Müller, contre la répression bureaucratique.

Enfin la bataille que l'OCI anime pour sauver et libérer le militant de la IV^e Internationale, dirigeant de la fédération des mineurs du Pérou, Hernan Cuentas, constitue un riche bilan pour le dernier trimestre 1975. Voilà ce qu'est pratiquement l'activité de l'OCI qui combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Elle est, à elle seule, une raison suffisante pour de nombreux travailleurs d'accepter de soutenir l'activité concrète d'internationalistes conséquents que déploient les trotskystes.

L'OCI devait se donner les moyens financiers nécessaires à ce combat. Le congrès décidait d'engager une campagne financière de soutien à la reconstruction de la IV^e Internationale qui se donne pour objectif, non seulement de supporter matériellement cette activité, mais encore et surtout d'élargir, de consolider, d'organiser dans la classe ouvrière un réseau serré de soutien conscient à la IV^e Internationale en reconstruction : **objectif 55 millions en deux mois !**

Voilà rappelés les objectifs politiques généraux et deux des grands axes d'intervention adoptés par le XX^e congrès de l'OCI devant lui permettre de franchir une nouvelle étape de sa construction dans une situation dont le développement n'est pas douteux et qui va voir surgir la crise révolutionnaire et le début de la révolution prolétarienne.

Mais, précisons, l'Assemblée nationale des délégués des comités unitaires de base et la campagne financière sont deux axes principaux de notre politique auxquels cependant toute l'activité de l'OCI ne peut être purement et simplement réduite. En effet, si la lutte dans la jeunesse, par exemple, est directement reliée à la préparation de l'Assemblée

nationale des comités unitaires de base, elle conserve néanmoins un caractère spécifique qui en fait, elle aussi, un axe du travail de l'OCI. Quant aux objectifs, sans nier la relation qui existe entre le développement de la bataille sur ces axes et les objectifs de vente d'Informations ouvrières, de la vente

II - Deux mois après

Où en sommes-nous ? Quels problèmes pose la réalisation des objectifs fixés en décembre ?

En tout premier lieu, c'est une certitude, celui de préciser à nouveau l'analyse de la situation politique. Pour cela, nous renverrons le lecteur à l'article précédent qui, dans cette revue, est consacré à cet examen.

Nous ne pouvons néanmoins nous passer d'en dire quelques mots pour pouvoir aborder les problèmes de la vie de l'OCI.

La situation politique s'est développée ces dernières semaines. Ce qui, au congrès de l'OCI, ne constituait que des indications politiques sur la recherche et la maturation de la volonté de toute la classe ouvrière de lever par sa propre action de classe les obstacles au front unique ouvrier, indication que fournissaient à ce moment-là : la grève de la Sécurité sociale, de l'EDF à Clermont-Ferrand, des presses chez Renault... prend une autre dimension, aujourd'hui, au travers des mouvements de la RATP, de la SOLMER à Fos, des étudiants de Nantes et maintenant, de façon éclatante, dans la grève des fonctionnaires du 9 mars.

Quels que soient les points de départ immédiats des processus qui se développent dans la classe ouvrière, et ils peuvent être divers, ces processus ont un fond commun qui s'éclaire aujourd'hui.

L'énorme flot qui, depuis des années, s'accumule du côté des masses et cherche à lever les obstacles à l'unité, au

de La Vérité, du recrutement par exemple, il serait erroné de faire simplement dépendre leur réalisation mécaniquement de cette bataille. La réalisation de chacun de ces objectifs en relation avec la bataille sur les grands axes d'intervention définis requiert des mesures politiques particulières.

combat, en un mot à son déferlement, a aiguisé toutes les contradictions politiques : au sein du gouvernement, entre le capital financier et sa représentation politique, le gouvernement, entre la classe ouvrière et les appareils bureaucratiques.

Des fissures apparaissent dans le dispositif mis en place pour servir de digue à ce mouvement, comme en témoignent les difficultés actuelles à reconduire une politique contractuelle dans la Fonction publique, fissures qui vont irrésistiblement s'ouvrir en brèches pour libérer l'extraordinaire mouvement contenu mais qui s'est approfondi jusqu'à maintenant.

Ces processus en cours indiquent qu'une nouvelle phase de la lutte des classes en France est en train de s'ouvrir, qui mettra au centre la lutte pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac.

Les points de départ et les formes qu'utilise ce mouvement restent différenciés.

Nous ne reviendrons pas, dans cet article, puisque c'est fait par ailleurs, sur les conditions qui ont amené la CGT-FO et la FEN à déposer un préavis de grève pour le 9 mars, ni sur les raisons qui ont fait que CGT et CFDT ont décidé de participer à cette grève ; mais nous insisterons pour dire que rien ne pourra plus empêcher maintenant que la grève du 9 mars ne constitue un événement politique de la plus haute importance. Cette grève ouvre une brèche que les fonctionnaires et

les enseignants vont utiliser pour avancer dans l'action sur la voie du front unique ouvrier et du combat contre le gouvernement Giscard-Chirac. La grève générale de 24 heures des fonctionnaires contre l'Etat-patron va jouer un rôle décisif pour toutes les catégories de travailleurs. L'ébranlement du système de défense mis en place contre les masses ouvrières est acquis, quels que soient les efforts déployés par la CGT, la CFDT, FO et la FEN pour s'y opposer. Sa dislocation est maintenant à l'ordre du jour, il sera enfin irrésistiblement submergé dans la période prochaine.

Sous des formes tout à fait différentes, des mouvements comme ceux de la SOLMER participent de ce processus. A la SOLMER, c'est contre les mesures de chômage partiel décidées par la direction que les 280 ouvriers travaillant aux hauts fourneaux réagissent et décident spontanément d'arrêter le travail. Finalement, nous le savons, la direction CGT a réussi à colmater ce mouvement.

Mais la signification générale, la direction qu'il indique du chemin en cours au cœur de la classe ouvrière, est claire. Elle s'exprime dans une multitude de mouvements de ce type qui se déroulent aujourd'hui dans tout le pays, dans toutes les branches d'activité.

En nous gardant de transposer arbitrairement, mais pour nous éclairer, rappelons une nouvelle fois ce qu'écrivait Léon Trotsky en 1935, lorsqu'il mettait en avant la lutte pour la formation de « comités d'action », comme étant « le seul moyen de briser la résistance contre-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats ». Prenant l'exemple de luttes de Toulon et de Brest, des luttes sanglantes de Li-moges, les mouvements contre le rabiot dans les casernes, Trotsky soulignait que si l'impulsion en avait été donnée, des comités d'action auraient pu être élus.

« De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas. Plus souvent à l'échelle locale, mais souvent à l'échelle nationale. »

Il insistait :

« Cela signifie-t-il que les comités d'action remplacent les organisations des partis et des syndicats ? (...) Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, traditions et organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Pendant les élections, aux comités d'action, chaque parti tentera naturellement de faire passer ses partisans. Les comités d'action prendront des décisions à la majorité des voix avec l'entière liberté des partis et des fractions à se grouper. Par rapport aux partis, les comités d'action peuvent être appelés des parlements révolutionnaires. »

Pour Trotsky, c'était là une perspective. Aujourd'hui, en France, le mouvement des masses n'est pas encore au stade où se constituent des « parlements révolutionnaires ». Et pourtant, il nous faut comprendre que les masses cherchent les moyens de briser la résistance antirévolutionnaire des appareils. Cette recherche, aujourd'hui, s'exprime ; mieux encore, elle est engagée.

Ce mouvement se manifeste avec force au cours des grèves, des combats de ces dernières semaines. Il s'exprime au sein de la jeunesse, par exemple chez les étudiants. Il reprend ce qui se dégageait de la grève des conducteurs de la RATP à la rentrée 1971 lorsque les grévistes voulaient que « les syndicats soient à eux, les permanents à leur service », ce que les lycéens en lutte contre la loi Debré réalisaient en constituant leurs comités, à une étape nouvelle d'expérience. Ce mouvement est celui qui, pour l'unité et le combat, conduit aux soviets. Certes, la situation n'est pas encore homogène au sein de la classe ouvrière, elle semble l'être déjà plus chez les étudiants, tout en ne l'étant pas complètement.

Mais la direction des événements n'est pas douteuse. Nous devons infléchir notre orientation, nos formulations politiques, en fonction des nouveaux développements.

Combattre pour le front unique ouvrier : aboutir au combat

Il est symptomatique que les résistances rencontrées dans les rangs de l'OCI à « construire les articulations diversifiées... d'intervention dans la lutte des classes » que sont les comités unitaires de base s'expriment aujourd'hui en opposant involontairement les formulations générales du congrès aux besoins concrets des masses en mouvement.

Au XX^e congrès, la résolution qui définit l'activité des comités unitaires de base souligne :

« Combattant pour le front unique ouvrier, les comités unitaires de base combattent pour l'unité, pour lever les obstacles aux luttes victorieuses. (...) Les comités unitaires de base sont des organes politiques qui, à partir des aspirations des travailleurs, organisent travailleurs, jeunes et militants pour œuvrer au front unique ouvrier. »

Cette définition, parfaitement juste en général, doit, pour conserver son contenu, être réajustée de sorte que l'accent soit mis autrement. Simple question de nuance, mais précisément les nuances sont d'une importance décisive en la matière.

En effet, lorsque dans la classe ouvrière un mouvement est en cours, qui fait que les masses cherchent à lever les obstacles au front unique ouvrier par leur action de classe, le rôle du comité unitaire de base se précise aussitôt, sans entrer en contradiction aucune avec les résolutions adoptées au XX^e congrès.

Il y a quelques mois, nous disions : « Notre objectif n'est pas l'action, mais la préparation des conditions politiques de l'action. » Aujourd'hui, nous disons : « Dans le combat pour le front unique ouvrier, la direction qui est la nôtre, celle qui guide toute notre activité, c'est

précisément d'aboutir au combat qui est la forme développée du front unique ouvrier. »

Il y a quelques mois, se fixer pour objectif l'action, c'était court-circuiter la préparation des conditions politiques qui devaient précisément mettre l'action à l'ordre du jour. Aujourd'hui, alors que l'action vient à l'ordre du jour, se retrancher derrière l'ancienne formule consisterait à dresser un obstacle supplémentaire sur la voie des masses qui cherchent à vaincre les résistances au front unique ouvrier, par l'action de classe, en tentant d'entraîner, de submerger.

Combattre sur la ligne du front unique ouvrier pour aboutir à l'action, voilà ce qui permet précisément de rester sur la ligne du combat pour lever les obstacles au mouvement des masses. Pour garder à la politique des révolutionnaires son contenu, les formules et les mots d'ordre changent. Seule la logique formelle y perd.

L'Assemblée nationale des comités unitaires de base, le 9 mai : un objectif central

Bref, combattre pour réunir les conditions des luttes et déboucher sur ces luttes... voilà l'objectif. Il n'est pas d'autre façon de construire des comités unitaires de base, parce qu'il n'est pas d'autre façon de répondre aujourd'hui aux besoins concrets des masses.

Orienter sur cet axe l'activité de l'OCI est sans nul doute une nécessité absolue. Cette nécessité implique tout aussi sûrement que l'Assemblée nationale des délégués des comités unitaires de base devienne, de perspective qu'elle était, un objectif central de la bataille de l'OCI.

Dans la situation politique actuelle, renoncer à se fixer cet objectif équivaldrait à renoncer à construire des comités unitaires de base, à construire l'OCI par l'intervention dans la lutte des classes. L'objectif d'une telle assemblée va

devoir constituer le principal facteur centralisant de toute l'activité de l'OCI, la préparation de sa tenue le 9 mai

III - Les problèmes

La généralisation de la lutte

Dire qu'il faut « combattre pour réunir les conditions des luttes et déboucher sur des luttes », n'est-ce pas dire aujourd'hui qu'il faille « combattre pour généraliser et étendre ces luttes » ?

En effet, « ne devient-il pas évident que, pour arracher les principales revendications et les aspirations essentielles de la classe ouvrière, il ne faut plus mener la lutte en ordre dispersé ? Quelle autre conclusion tirer alors que de combattre pour généraliser la lutte ? »

Lors de la réunion qu'ont tenue les délégués des comités unitaires de base de la région parisienne le 31 janvier 1976 pour confronter leur expérience, un texte était adopté qui répondait précisément à cette question :

« Ce qu'il faut, c'est transformer les luttes dispersées en une lutte de classe consciente, politique. Toute la question est de réaliser une lutte organisée : les comités unitaires de base appuient la volonté des travailleurs et de la jeunesse de réaliser l'unité pour transformer les actuels combats dispersés en une lutte de classe commune contre les patrons et le gouvernement. L'activité politique des comités unitaires de base consiste donc à aider au développement et à l'organisation de la lutte de classe et à la transformation des tentatives isolées, qui jaillissent comme des éléments précurseurs de ce qui est en train de se développer, en une lutte cohérente de toute la classe ou-

fournira un terrain du combat pour surmonter les oscillations dont nous parlions au début de cet article.

rière et de la jeunesse contre le patronat, contre le régime bourgeois, contre le gouvernement. »

L'obstacle aux revendications essentielles de la classe ouvrière, à ses aspirations, c'est le gouvernement Giscard-Chirac, gouvernement du capital. Lutter contre la dispersion, c'est combattre pour une lutte de classe cohérente dont un premier objectif soit d'en finir avec ce gouvernement, c'est combattre les obstacles dressés à la réalisation du front unique ouvrier qui pose irrésistiblement cette question du gouvernement, c'est combattre « la résistance antirévolutionnaire des partis et des syndicats ». Voilà ce qu'est combattre la dispersion, combattre pour la cohérence. Ce combat prendra-t-il à un moment donné la forme de la grève générale ? C'est une possibilité, ce n'est pas une certitude. Il intègre tous les mouvements, grèves, manifestations, au travers desquels s'expriment les besoins et les aspirations de la classe actuellement. La centralisation, la dimension de lutte de classe cohérente est donnée par l'objectif politique vers lequel tendent tous ces mouvements : la question du gouvernement.

Il y a quelques semaines, la direction de la CGT avec la CFDT, à la SOLMER (à Fos), pour s'opposer au mouvement engagé spontanément par les 280 ouvriers des hauts fourneaux, décidait d'intégrer les revendications précises de paiement des jours chômés dans une plate-forme générale de remise à jour des salaires, puis d'intégrer le mouvement des 280 ouvriers, sous prétexte du caractère général des revendications définies alors, dans un mouvement d'ensemble de l'usine, intégré lui-même à une « action » dans la sidérurgie dont

le temps fort eut lieu le 6 février. Sous prétexte de « généraliser », les directions « noyaient » le mouvement pour colmater la brèche ouverte par la grève des 280 ouvriers.

Dans la métallurgie, dans de nombreuses entreprises, lorsque les travailleurs ont posé clairement le problème d'organiser la lutte effective contre la mise en place des nouvelles classifications, les syndicats se sont abrités, au nom d'un combat général de la métallurgie, derrière l'argument selon lequel il faudrait engager la bataille pour une renégociation globale de l'accord... C'est de cette façon qu'ils espèrent aujourd'hui s'opposer au mouvement qui mène les travailleurs, en posant la question de la riposte sur l'usine, à réaliser les conditions de l'unité pour le combat, puis dans le combat, ouvrant ainsi irrésistiblement la voie au combat contre le gouvernement.

Mais, à l'inverse, lorsque dans la Fonction publique les directions sont obligées — nous ne revenons pas sur l'analyse faite — de donner un cadre, celui de la grève générale le 9 mars, ils vont, pour les mêmes raisons, parce que les travailleurs vont s'y engouffrer et en faire une manifestation, dans l'action, de leur volonté de réaliser l'unité contre le gouvernement, ils vont donc tout faire pour briser ce cadre.

A quelques jours de cette grève, alors que les fédérations CGT, CFDT, FO de fonctionnaires et la FEN y ont appelée, dans de nombreux secteurs de l'administration les syndicats CGT, CFDT, par exemple, ne se sont pas encore ralliés explicitement au mot d'ordre, tentant d'entretenir délibérément la confusion.

Mais l'action, la grève du 9 mars sera, malgré cela, la manifestation puissante de la volonté d'affronter dans l'unité le gouvernement.

La tâche des révolutionnaires consiste là à organiser le combat contre les tentatives faites pour diviser, à organiser le combat pour faire de cette grève, autant qu'il se peut, une manifestation consciente de la volonté de réaliser le front unique ouvrier contre le gouver-

nement. Voilà ce que signifie : exprimer consciemment le processus inconscient, nourrir le mouvement spontané en lui donnant sa véritable dimension.

L'OCI, tirant les principaux enseignements de la préparation à la grève générale de mai-juin 1968, écrivait :

« Il saute aux yeux que, avant la grève générale, nous ne placions pas fermement au centre de notre propagande et de notre agitation la question du pouvoir. Ou plutôt, des mots d'ordre judicieux, des formes d'organisation adéquates et des revendications correctes que nous dégageons, nous faisons dériver le problème du gouvernement, alors qu'il eût fallu procéder à l'inverse. En quelque sorte, notre propagande et notre agitation se situaient sur le terrain de la grève générale (le "tous ensemble" qui, automatiquement, mécaniquement, allait, de par son mouvement, régler par elle-même la question du pouvoir). Autrement dit, nous nous situons sur le terrain des illusions qui allaient trouver leur plein développement en mai-juin 1968. (...)

« Certes, notre politique épousait correctement le mouvement spontané de la classe ouvrière et de la jeunesse. Sous cet angle, les mots d'ordre répondaient aux aspirations des masses. Mais, répétons-le, la limitation "trade-unioniste" saute aux yeux. Et la racine de cette limitation, c'est l'absence de perspective gouvernementale autre que celle que nous lui avons donnée dans la grève générale : gouvernement émanation du Comité national des comités de grève. Encore une fois, cette formulation n'est pas incorrecte, à condition que nous la relions à toutes les étapes du mouvement de la classe au gouvernement du front unique ouvrier, au gouvernement des partis ouvriers formulé concrètement en relation avec les aspirations des masses, incluant les illusions. (...)

« Ne pas soulever comme centre de la propagande et de l'agitation la question gouvernementale, c'est... réduire le mouvement spontané (...) qui, objectivement, se dirige contre les bases de l'Etat bourgeois (...) au trade-unionisme, et par là même

somber dans des positions spontanéistes obstacles au mouvement spontané. »

Ce bilan reste d'une brûlante actualité et fait penser irrésistiblement aux problèmes qu'ont rencontrés de nombreux étudiants trotskystes ces dernières semaines. En effet, progressivement, après la grève de Nantes, les étudiants se sont engagés dans les luttes contre la réforme Soisson du second cycle. Ces luttes marquent la recherche d'un profond mouvement qui tend à se centraliser contre le gouvernement responsable de la mise en place de cette réforme. En même temps, il ne s'agit encore dans ces dernières semaines de février que d'une recherche, une reconnaissance approfondie du terrain. Permettre au mouvement spontané de s'élargir, de s'approfondir, le nourrir, permettre aux luttes étudiantes de se développer, pour en faire un facteur de centralisation politique de toute la jeunesse contre le gouvernement, voilà l'objectif. Pour cela, quelle autre orientation suivre que celle qui consiste à combattre politiquement pour donner consciemment, par l'agitation et l'organisation du combat pour une manifestation centrale des étudiants, le contenu politique de tout le mouvement.

A l'inverse, ceux qui sont partis du développement des luttes comme condition à la bataille pour la manifestation ont, comme dans la grève générale, fait découler naturellement le contenu du mouvement.

Or c'est précisément ce qui a posé problème. En considérant qu'il fallait étendre la lutte dans les universités pour pouvoir ensuite donner forme politique à ce mouvement dans la manifestation centrale des étudiants. Des camarades aboutissaient ainsi à se faire enfermer dans le cadre que gauchistes et stalinien (soudain fervents partisans « des luttes ») tentaient d'imposer.

Gauchistes et stalinien, ensemble au nom de la lutte en soi, s'opposaient dans les coordinations à la prise en considération des votes et des prises de position de délégués de facultés, d'am-

phithéâtres qui n'étaient pas en grève. Ils divisaient, opposant grévistes et non-grévistes. En même temps qu'ils s'opposaient, sous prétexte d'un développement de leur point de vue insuffisant du « mouvement », à la manifestation centrale qui aurait été prématurée. Ils ont combattu pour couper le développement du mouvement étudiant de l'axe politique, de l'objectif qui peut, à ce stade, le nourrir en le centralisant contre le gouvernement.

Accepter le cadre politique de cette « légalité des luttes », c'était faire découler mécaniquement la question gouvernementale du développement de la grève, c'était concourir à combattre le développement du mouvement. S'adapter ainsi sur une ligne spontanéiste, c'était combattre dans la réalité le développement du mouvement spontané.

« Donner la dimension politique »

De la même façon, et apparemment contradictoirement, « donner la dimension politique indispensable », comme nous avons coutume de dire, peut, selon la façon dont cette dimension est donnée, aboutir, au lieu de nourrir le développement du mouvement de classe, à l'étouffer de la façon la plus radicale qui soit.

Examinons cette question qui est aujourd'hui une difficulté rencontrée tout à fait communément dans l'activité pratique de l'OCI. Dans la résolution du congrès sur les comités unitaires de base, on lit :

« Un comité unitaire de base, quelle que soit son origine, bien que, principalement dans une entreprise, son origine soit "revendicative", est amené à répondre politiquement, sous des formes particulières, à la question : "Pourquoi les organisations ouvrières syndicales et politiques ne réalisent-elles pas l'unité ?" donc à ouvrir sous une forme appropriée

le problème du gouvernement PCF-PS sans ministres bourgeois et la dissolution de l'Assemblée nationale.

Comment, en effet, réussir à ce que l'activité des comités unitaires de base puisse, comme nous l'avons affirmé ailleurs, appuyer la volonté des travailleurs de réaliser l'unité pour transformer les actuels combats dispersés en une lutte de classe consciente, politique, sans répondre à ces questions. Et c'est précisément à ces questions que la déclaration des 21 comités unitaires de base de la région parisienne du 31 janvier répond de la façon suivante :

« La lutte pour les revendications exige que les travailleurs et les jeunes combattent contre la classe bourgeoise et le gouvernement Giscard-Chirac. La lutte contre le chômage et les licenciements, entreprise par entreprise, la lutte contre la dégradation de l'enseignement et la sélection, sans engager une lutte politique contre le gouvernement et la bourgeoisie, aboutirait à laisser les travailleurs complètement désarmés. Il faut donc chercher coûte que coûte le moyen de faire reculer les capitalistes et le gouvernement pour défendre le droit à l'existence. Ce moyen, c'est l'unité, unité des travailleurs et des organisations. Ce moyen, c'est le front unique ouvrier. Avec l'unité, la lutte victorieuse est possible. Avec la division, c'est le gouvernement et le capital qui avancent vers l'accomplissement de leurs plans antiouvriers.

« Ce que veulent les travailleurs et la jeunesse, c'est l'unité, c'est que les organisations ouvrières politiques et syndicales réalisent l'unité. Le mouvement est amorcé contre la division qui permet au gouvernement de durer. C'est le mouvement pour que soit réalisé le gouvernement d'unité, le gouvernement du front unique ouvrier, le gouvernement du PCF et du PS sans ministres bourgeois. C'est ainsi que toutes les luttes, volontairement dispersées, partielles, feront place à la lutte de toute la

classe ouvrière et de la jeunesse, sous toutes ses formes, contre le gouvernement. »

Mais attention, le problème n'est pas réglé pour autant, l'objectif des comités unitaires de base, c'est combattre pour réaliser les conditions de l'action et, les conditions réalisées, déboucher sur l'action. Au fur et à mesure que la question se concentre sur la question de l'action, lorsque les conditions sont réunies, lorsqu'il ne reste plus qu'à s'engager ou alors à renoncer et accepter de perdre pied sur le terrain de la lutte des classes. Dans ce cas, y compris la formulation précédente donnant justement la dimension politique à la bataille engagée, peut étrangler, étranglera sûrement ce qui se noue. C'est à ce moment l'engagement de l'action qui constitue le point le plus élevé de la bataille politique.

C'est, n'en doutons pas, sous cette forme légitime du « **souci de donner toute la dimension politique** » que se concentreront les dernières réticences à aller jusqu'au bout politiquement, à sauter le pas.

Prenons un exemple instructif, en relatant la discussion qui s'est menée sur cette question dans un comité unitaire de base d'une entreprise de la métallurgie :

« En novembre, dans notre usine, le patron applique intégralement l'accord de juillet dans certains ateliers. Deux mois après, donc avec du retard, nous faisons circuler une adresse aux responsables CGT et CGC pour l'unité pour le maintien des avantages acquis dont la qualification professionnelle, pour le retrait de la nouvelle classification. Sur le contenu de cette adresse, une discussion s'est développée sur la question soulevée par les dirigeants CGT et CFDT : *"Il faut renégocier l'accord nationalement, tout en invitant les travailleurs à utiliser les aspects positifs"* dans la négociation usine par usine." Devant cette position qui aboutissait à faire passer l'accord, nous avons dit :

« *Le patron retire notre qualification professionnelle sur nos fiches de paie au profit d'une classification en niveaux et échelons, c'est la déqualification par la polyvalence introduite par les équivalences. L'unité CGT et CGC dans l'usine doit se réaliser pour les deux revendications citées plus haut.* »

« 54 travailleurs signent cette adresse.

« Une délégation est constituée et se rend aux sections syndicales. Les responsables des deux sections répondent qu'ils étudieront le contenu de cette adresse et répondront ultérieurement. Plusieurs jours passent, ils ne répondent pas, ils "retirent le tapis". Là commencent nos problèmes.

« Nous avons continué à "réclamer" l'unité, comme si rien ne s'était passé, alors que tous savaient que les dirigeants s'y étaient opposés et qu'ils s'en tenaient fermement à cette position. Voilà notre première erreur.

« Ensuite, nous nous sommes dit : il faut répondre aux questions que se posent les travailleurs : "Pourquoi nos dirigeants font-ils cela, pourquoi ne réalisent-ils pas l'unité ? Pourquoi CGT et CFDT n'ont-ils pas signé l'accord alors que la section CGT ne fait rien pour l'unité pour en empêcher son application dans l'usine, pourquoi ?"

« Nous nous sommes dit : il faut donner la dimension politique. Mais par la bataille que nous avons engagée et nos explications, les travailleurs avaient compris qu'il y avait un lien entre le fait que les dirigeants nous demandaient d'attendre les élections de 1978 et refusaient d'engager la bataille dans l'usine contre l'application par le patron de la classification. Mais nous n'avons pas compris que les travailleurs de l'usine tiraient comme conclusion de tout ceci : *Et maintenant, que faire ?*

« Les travailleurs veulent contraindre les dirigeants de l'usine à refuser la classification, donc, si le patron ne recule pas, à *débrayer*. D'autant plus que, dans la CGT, les dirigeants n'arrivent pas à faire passer leur position, selon laquelle

il faudrait être pour l'accord. De nombreux syndiqués s'opposent à l'accord et ne veulent pas entendre parler de la classification par niveaux, exigeant le maintien de l'appellation et de la qualification.

« Notre volonté à tout prix de "donner la dimension politique générale", permettant de comprendre pourquoi les dirigeants se dérobaient, retardait sur la situation qui exigeait de poser simplement le problème de l'action comme conclusion la plus élevée de la prise de conscience qui avait eu lieu. »

Construire l'OCI, construire le parti révolutionnaire

Une telle critique peut s'appliquer dans de nombreux cas à la façon dont sont ordonnées les choses dans les feuilles d'entreprises, les suppléments **Informations ouvrières** qui sont publiés. Il n'existe pas de recette particulière permettant de définir une fois pour toutes la façon de procéder. Il en va des suppléments **IO** comme pour l'établissement des mots d'ordre, des tactiques d'intervention dans la lutte de classes. Il n'existe qu'une méthode : à partir de l'analyse précise de la situation, de son développement, combattre pour surmonter les obstacles au mouvement des masses, éclairer l'objectif, donner une expression consciente au processus inconscient dans l'action de construction du parti révolutionnaire.

La méthode résumée en une phrase, c'est agir pour construire les comités unitaires de base sur l'orientation définie ; et, dans ce cadre, débattre, confronter les expériences. Voilà ce qui est indispensable pour construire l'OCI comme organisation ouvrière et œuvrer à sa centralisation politique. C'est dans cette bataille menée jusqu'à son terme que les oscillations seront surmontées, qu'une homogénéité plus grande sur la base d'une assimilation plus profonde du marxisme sur les questions fonda-

mentales de la lutte des classes s'opérera. Alors, seulement, la question de l'implantation de l'OCI, du recrutement à l'OCI, questions décisives dans une telle période, pourront trouver une solution.

C'est ce mouvement qu'indique déjà d'une façon claire par exemple cette intervention d'un camarade faite récemment dans une conférence de l'OCI consacrée au travail dans la métallurgie :

« Dans notre usine, il n'y a qu'un syndicat, la CGT, et je suis délégué syndical. L'entreprise a de sérieuses difficultés. En décembre, il était question de dépôt de bilan, aujourd'hui il n'y a aucune garantie à ce sujet. Malgré cela, 16 câbleurs se sont mis en grève spontanément, au départ pour les promotions, puis pour 300 F et revalorisation des classifications actuelles. Ils disaient : nous ne voulons pas connaître les problèmes du patron, nous avons nous-mêmes nos propres problèmes et nous voulons la satisfaction de nos revendications.

« Les autres travailleurs ont fait savoir qu'ils étaient solidaires des travailleurs en grève, sans pour autant entrer dans l'action. Le syndicat a tout le long de la grève offert à tout le personnel le cadre de la démocratie, en assemblée générale, pour que l'unité se réalise.

« Dans cette bataille, nous avons donné les éléments de généralisation politique qui permettent aux travailleurs de comprendre la nécessité du combat pour la réalisation de l'unité. Sur cette base, un comité unitaire de base s'est construit spontanément. Nous n'avons eu aucune difficulté pour emmener les 16 grévistes, constitués en comité unitaire de base, voir tous les dirigeants CGT, CGT-FO, CFDT. Les travailleurs ont écouté. (...)

« Les dirigeants ont dit : la commission d'harmonisation des salaires, c'est possible (du bout des lèvres, certes) en expliquant derrière que les travailleurs ne sont pas mobilisables, etc. Nous nous sommes appuyés là-dessus pour

affirmer : l'unité, c'est possible. Il faut s'appuyer sur ce qui est positif.

« Ce qui nous guide, c'est l'intérêt des travailleurs. Les travailleurs se saisissent immédiatement des perspectives de la réalisation de l'unité. Exemple, à l'AG de militants de la métallurgie, un dirigeant a été obligé d'organiser un cordon sanitaire autour d'un camarade de notre usine qui commençait à ouvrir la perspective de l'unité sur la commission, car les militants commençaient à se regrouper. Dans l'usine, l'unité de tous les travailleurs s'est réalisée à deux moments, ce qui a permis d'arracher 150 F. Dans cette bataille, notre vente d'Informations ouvrières est passée de cinq à dix-huit numéros, deux camarades veulent entrer à l'OCI. (...) »

Ces indices sont-ils suffisants pour affirmer que l'OCI se dispose correctement pour la période qui s'ouvre devant elle ? Nous répondons sans hésitation qu'après le XX^e congrès, ils sont une indication suffisante, confirmant d'autres éléments qui prouvent que, pour peu que nous poursuivions dans cette voie à orienter notre activité sur la crise révolutionnaire qui vient, une nouvelle étape de la construction de l'OCI pourra effectivement être franchie.

Le récent succès politique des journées d'études marxistes des 6 et 7 mars derniers consacrés à la question : « Où vont l'URSS et les pays de l'Est ? » ne peuvent que renforcer cette conviction.

Le moment d'émotion intense qui a marqué l'arrivée dans ces journées d'études de Léonide Pliouchtch, c'était, n'en doutons pas, la conscience pour tous qu'un tel événement — la libération d'un opposant à la bureaucratie stalinienne se situant sur le terrain du communisme, sa participation à une manifestation appelée par une organisation ouvrière, par une organisation trotskyste — qui n'avait pas eu lieu depuis de nombreuses années, en annonçaient d'autres d'une ampleur considérable. La révolution prolétarienne se fraye sa voie en Europe, à l'Est et à l'Ouest.

C'est un motif de fierté pour les trotskystes d'avoir offert dans ces journées d'études le cadre d'une véritable discussion démocratique avec des militants tels que L. Pliouchtch et J. Pelikan. En débattant fraternellement mais avec lucidité, ce sont les problèmes qui sont aujourd'hui au centre des discussions dans « l'opposition » en URSS et dans tous les pays de l'Est, et auxquels la construction du parti révolutionnaire, de l'Internationale, dans ces pays, confronte inéluctablement qui ont été abordés. Ce n'est pas un mince acquis politique que d'avoir donc associé activement deux à trois mille militants, travailleurs, jeunes sous cette forme à la bataille pour la construction du parti révolutionnaire, à la reconstruction de la IV^e Internationale.

**

Construire le parti, reconstruire la IV^e Internationale exige pour l'OCI, répétons-le, de combattre pour faire revivre la tradition d'internationalisme prolétarien, foulée aux pieds, défigurée par le stalinisme depuis des dizaines d'années...

La décision prise dans ces journées

d'études de constituer un « comité permanent contre la répression impérialiste et bureaucratique », auquel L. Pliouchtch et l'immense majorité des participants se sont associés, répond totalement à cette exigence.

Combattre sans préalable de programme :

« pour le respect des libertés démocratiques ;

« contre la répression dans les pays de l'Ouest et de l'Est »,

l'OCI l'a maintes fois mesuré à l'occasion de ses campagnes, est une aspiration profonde partagée par des millions de travailleurs.

Aujourd'hui, en relation avec les forces dont elle dispose, l'OCI se met au travail pour assurer la réussite de cette initiative prise en commun par les participants des journées d'études. En même temps qu'elle décide d'engager dans l'immédiat toutes ses forces pour arracher à la prison Hernan Cuentas, dirigeant de la IV^e Internationale, et ses camarades dirigeants de la Fédération des mineurs du Pérou.

Le 7 mars 1976.

Marc LACAZE.

ATTENTION ! ATTENTION ! ATTENTION ! ATTENTION !
Ne plus libeller vos chèques à l'ordre de Michel Renaudie, mais au nom de Gérard SERFATI, sans indication de numéro de compte.

L'OCI, la jeunesse, la construction du parti révolutionnaire

par Gérard BAUVERT

« La jeunesse est la flamme de la révolution. » Souvent répétée, cette formule de Karl Liebknecht a un sens précis : la révolution prolétarienne verra la jeunesse à la pointe du combat. Une conclusion s'en dégage : la jeunesse non seulement est directement disponible, est la plus prompte à se saisir du programme de la révolution prolétarienne, mais d'elle viendra la plus grande partie des militants qui construiront le parti révolutionnaire en France, et reconstruiront la IV^e Internationale dans le monde.

SUR QUELS PRINCIPES FONDAMENTAUX SE FONDE L'ACTION DE L'OCI ? AVEC QUELLE METHODE ?

Le programme de la IV^e Internationale en explique les raisons fondamentales :

« La défaite de la révolution espagnole provoquée par "ses chefs", la banqueroute honteuse du Front populaire en France et la divulgation des actes de banditisme judiciaire de Moscou, ces trois faits portent dans leur ensemble un coup irrémédiable au Komintern et, en passant, de graves blessures à ses alliés, les sociaux-démocrates et les anarcho-syndicalistes. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les membres de ces organisations se tourneront d'un seul coup vers la IV^e Internationale. La génération la plus âgée, qui a souffert de terribles défaites, quittera en grande partie le front de la bataille. D'ailleurs, la IV^e Internationale ne demande nullement à devenir un refuge pour invalides révolutionnaires, bureaucrates et communistes déçus. Au contraire, contre l'afflux chez nous des éléments petits-bourgeois qui dominent actuellement dans les appareils des vieilles organisations, de strictes mesures préventives sont nécessaires. (...) Ne trouveront accès

à nous que ceux qui veulent vivre pour le mouvement et non en vivre. Les ouvriers révolutionnaires doivent se sentir les maîtres. A eux, les portes de notre organisation sont largement ouvertes. Bien entendu, même parmi les ouvriers qui furent autrefois aux premiers rangs, il y en a maintenant un bon nombre qui sont lassés et déçus. Ils resteront, au moins dans la prochaine période, à l'écart. Quand s'use un programme ou une organisation, s'use aussi la génération qui les a portés sur ses épaules.

« La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse libre de toute responsabilité pour le passé. La IV^e Internationale prête une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat. Par toute sa politique, elle s'efforce d'inspirer à la jeunesse confiance dans ses propres forces et dans son avenir. Seuls l'enthousiasme frais et l'esprit offensif de la jeunesse feront assurer les premiers succès dans la lutte ; seuls ces succès feront revenir dans la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. Il en fut toujours ainsi, il en sera ainsi. (...)

« A bas le bureaucratisme et le carriérisme ! Place à la jeunesse ! Place aux femmes travailleuses ! Ce sont là des mots d'ordre inscrits sur le drapeau de la IV^e Internationale. »

Juste avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, la Conférence internationale des jeunes devait reprendre cette partie du Programme de transition :

« La Conférence s'adresse à toutes les organisations de jeunes, à toutes nos sections pour leur dire : on ne saurait gagner la jeunesse laborieuse à la IV^e Internationale qu'en parlant son langage, qu'en exprimant ses aspirations, qu'en lui donnant une organisation qui soit la sienne. Pas de partis politiques de jeunes. Pas d'académies pour des jeunes vieillards ! Des organisations de combat ardentes et combattives mêlées à la jeu-

nesse, à l'usine, à la caserne, aux champs, mêlées aussi à ses divertissements, cherchant à imprégner tous les actes de la jeunesse du combat qui y est latent et ne demande qu'à s'exprimer. Le combat s'intègre parfaitement à la construction du parti à son combat pour la révolution. »

La IV^e Internationale reprenait une vieille tradition inspirée des enseignements de la vie, de la lutte des classes.

LES POSITIONS DE LENINE DANS LA II^e, PUIS LA III^e INTERNATIONALE. UN RAPPEL HISTORIQUE INDISPENSABLE

Au lendemain du VII^e congrès de la II^e Internationale, en 1907, Lénine écrit à propos de la propagande antimilitariste et de la place des Unions de la jeunesse ouvrière socialiste :

« La vie en caserne, la sévérité de la surveillance, la rareté des sorties font obstacle aux relations avec le monde extérieur, il est infiniment plus difficile d'aborder un soldat arraché à son milieu familial, solitaire, inculte, terrorisé (...), que les jeunes en âge d'être appelés, qui vivent au milieu de leurs parents et camarades partageant les mêmes intérêts. La propagande antimilitariste parmi la jeunesse ouvrière donne pourtant d'excellents résultats (...); il existe dans tous les pays d'Europe des Unions de la jeunesse ouvrière socialiste (...) qui s'acquittent de missions importantes pour le parti. Bien sûr, les Unions de jeunesse ont principalement un but formateur, elles visent à donner une vision du monde socialiste cohérente. Mais elles mènent aussi parallèlement une activité pratique. Elles luttent pour l'amélioration de la situation des jeunes ouvriers, s'efforcent de les soustraire à une exploitation discrétionnaire de leurs patrons. »

En 1916 : « La plupart des partis social-démocrates officiels d'Europe ont adopté les positions du social-chauvinisme et de l'opportunisme le plus bas, le plus vil (...). Devant cette situation, l'Union des organisations socialistes de la jeunesse se voit assigner une tâche immense et féconde, encore que difficile : lutter pour l'internationalisme révolutionnaire, pour le véritable socialisme contre l'opportunisme dominant qui s'est rangé aux côtés de la bourgeoisie impérialiste. L'Internationale de la jeunesse a publié une série de bons articles (...). Il va de soi (souligné par nous) qu'il n'y a encore ni clarté ni fermeté théoriques dans cet organe de la jeunesse, et peut-être les y trouvera-t-on jamais, précisé-ment parce que c'est l'organe d'une jeunesse bienveillante, impétueuse, avide de recherches. (...) Là, nous avons affaire à des organisations de la jeunesse qui déclarent ouvertement qu'elles ont encore à apprendre et que leur principale tâche est de former des militants pour les partis socialistes ; et nous devons les aider de toutes les manières. (...) Il n'est pas rare que les représentants des générations mûres ou âgées ne sachent pas aborder comme il convient cette jeunesse qui, par la force des choses (souligné par nous), est obligée de venir au socialisme autrement, par d'autres voies et sous d'autres formes, et dans d'autres conditions que ses pères. C'est pourquoi nous devons être, sans réserve, partisans de l'indépendance de l'Union de la jeunesse sur le plan de l'organisation, non seulement parce que les opportunistes craignent cette indépendance, mais quant au fond. Car, sans une complète indépendance, la jeunesse ne pourra pas faire son éducation de bons socialistes, ni faire progresser le socialisme. Donc pour l'indépendance la plus complète de l'Union de la jeunesse, mais aussi pour une complète liberté de la critiquer en toute camaraderie pour ses erreurs ! Nous ne devons pas flatter la jeunesse. »

Précisant sa pensée, Lénine reprend ces questions de principe lors du discours qu'il prononce au III^e congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie, le 22 octobre 1920.

Résumant les tâches de l'Union, Lénine dit :

« Pour passer au communisme, il faut "apprendre le communisme". Mais cette réponse, "apprendre le communisme", est trop générale. (...) Il est naturel qu'à première vue vienne à l'esprit l'idée qu'apprendre le communisme, c'est assimiler la somme des connaissances qui sont exposées dans les manuels, brochures et ouvrages communistes. Mais cette définition serait par trop grossière et insuffisante. Si l'étude du communisme consistait seulement à assimiler le contenu des ouvrages, livres et brochures communistes, nous aurions alors vite fait de former des glossateurs communistes ou des fanfarons. (...) L'un des plus grands maux, et des plus grands fléaux, que nous ont légués l'ancienne société capitaliste, c'est la rupture totale entre le livre et la pratique de la vie. (...) C'est pourquoi il serait au plus haut point erroné de se borner à la seule assimilation livresque de ce qui est dit dans les ouvrages sur le communisme. (...) Sans ce travail, sans la lutte, la connaissance livresque prise dans les brochures et ouvrages communistes ne vaut absolument rien, étant donné qu'elle ne ferait que perpétuer l'ancienne rupture entre la théorie et la pratique qui était le trait le plus ébourgeonnant de l'ancienne société bourgeoise. »

LES III^e et IV^e CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SUR LA QUESTION DU TRAVAIL DANS LA JEUNESSE

C'est en réaction contre la trahison de la social-démocratie que les meilleurs éléments des Jeunesses socialistes deviennent des pôles de re-

groupement des forces révolutionnaires combattant contre la guerre.

La fondation d'Unions des jeunes communistes est largement marquée par la période dans laquelle ces organisations prirent naissance. C'est pourquoi de 1914 à 1920-1921, l'essentiel des tâches des Unions des Jeunesses communistes et socialistes se concentrait sur les questions de la lutte contre la guerre.

En même temps, le III^e et surtout le IV^e congrès de l'Internationale communiste, tout en maintenant les principes qui fondent le combat pour l'organisation de jeunesse indépendante, modifient les tâches assignées aux Unions de jeunesse, en relation avec la modification de la situation politique elle-même, et notamment en raison de la fin de la première guerre impérialiste.

Le III^e congrès de l'Internationale communiste déclare :

« Le temps est passé où la jeunesse pouvait se borner à un travail bon pour de petits groupes de propagande, composés de peu de membres. Il y a aujourd'hui, à part l'agitation et la propagande menées avec persévérance, avec de nouvelles méthodes, encore un moyen de conquérir les larges masses de jeunes ouvriers, c'est provoquer et diriger les combats économiques. (...) Le principe fondamental (souligné par nous) de l'éducation communiste dans le mouvement de la jeunesse communiste est la participation active à tous les combats révolutionnaires, participation qui doit être étroitement liée à l'école marxiste. (...) La grande différence fondamentale qui existe entre les Jeunesses centristes et social-patriotiques devient surtout apparente par la participation active à tous les problèmes de la vie politique et aux combats révolutionnaires, de même que pour la collaboration à la construction des partis communistes. »

Puis, à propos de l'indépendance de l'organisation de jeunesse, le

III^e congrès précise :

« L'abandon de leur indépendance politique ne signifie aucunement la négation de leur indépendance organique, qu'il faut conserver pour des raisons d'éducation. »

Le IV^e congrès tout en maintenant la même position infléchit les tâches des Jeunesses en rapport avec le développement de la situation politique.

« Le congrès a décidé également de réorganiser les JC, qui n'étaient jusque-là que des organisations d'avant-garde renfermées en elles-mêmes et uniquement politiques, en grandes organisations de masses de la jeunesse ouvrière, qui se donneront pour tâche de représenter les intérêts de la jeunesse ouvrière dans tous les domaines, dans les cadres du travail de la classe ouvrière et dans la direction politique des PC. Toutefois, comme auparavant, les JC doivent rester des organisations politiques et la participation à la lutte politique doit continuer à être la base de leur action. (...) Les JC devront prendre racine dans les masses de la jeunesse ouvrière en intensifiant leur propagande économique, en s'occupant continuellement d'une manière concrète de la vie et des questions intéressant les jeunes ouvriers en représentant continuellement leurs intérêts et en dirigeant la jeunesse dans la lutte commune qu'elle doit soutenir avec la classe ouvrière adulte. (...) »

« Le IV^e congrès souligne l'importance particulière qu'acquiert actuellement l'Internationale des Jeunesses communistes, salue en cette dernière le combattant le plus ardent de la cause de l'IC et considère les JC comme la réserve de l'avenir. »

Il nous a paru indispensable de citer parfois longuement les positions politiques de la II^e et de la III^e Internationale, positions qu'elles abandonnèrent en même temps qu'elles renonçaient au combat pour la victoire

de la révolution et qu'elles passaient définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois.

Il serait beaucoup trop long de rappeler de quelle manière l'Internationale stalinisée a liquidé les Jeunesses communistes devenues trop encombrantes en les dissolvant dans le cadre de la politique dite de coexistence pacifique, dans des « mouvements pour la paix » en les transformant en « Jeunesses républicaines » et autres « Jeunesses patriotiques ».

Il est également impossible de revenir, car ce n'est pas l'objectif de cet article, sur le rôle qu'ont joué notamment les sections étudiantes des Jeunesses dans la lutte contre l'opportuniste, dégageant des militants et des courants qui cherchaient une voie indépendante (Jeunesse socialiste de la Seine en 1934-1936, crise dans les organisations petites-bourgeoises et staliniennes lors de la guerre d'Algérie, crise de l'UEC dans les années 1960-1965, rôle des cercles étudiants lors de la révolution des Conseils de 1956 en Hongrie, lors de la « révolution culturelle » en 1966 en Chine, scissions au sein de la Jeunesse communiste tchécoslovaque en 1968, etc.).

En quels termes l'OCI définit-elle ses tâches dans la jeunesse, pour la construction du parti révolutionnaire ?

La jeunesse aux avant-postes du combat de la classe ouvrière, la jeunesse n'est pas une « nouvelle avant-garde ».

Les XIX^e et XX^e congrès de l'OCI.

La résolution politique du XIX^e congrès de l'OCI indique :

« L'analyse de la situation politique amène inéluctablement à la conclusion que dans la jeunesse se manifestera inmanquablement la volonté de briser les barrages politiques des appareils et des initiatives allant dans ce sens. (...) »

Le XX^e congrès :

« Le fait que nous ne posons pas comme condition d'appartenance à l'AJS-AER l'accord sur le programme de la IV^e Internationale n'implique en aucune façon que l'AJS-AER se présente à la jeunesse avec des contours indéfinis. (...) »

« C'est la victoire de la révolution qui est l'objectif des trotskystes, objectif pour lequel les trotskystes construisent le parti révolutionnaire, donc fondent l'AJS-AER. (...) Les aspirations des jeunes, donc des étudiants comme partie constituante des aspirations des masses, conduisent objectivement à des affrontements avec l'Etat bourgeois, posent la question du gouvernement comme enjeu de ces affrontements. (...) Si nous pensons que c'est le mouvement de la jeunesse qui se radicalise par la crise de l'impérialisme et du stalinisme, si nous assimilons correctement en marxistes les relations entre l'objectif et le subjectif, alors nous disons : à partir du mouvement de la jeunesse, la jeunesse doit pour lever les obstacles à l'unité s'organiser pour et dans son propre mouvement (intégré au mouvement de la classe). S'organiser dans et par son propre mouvement politique implique que la jeunesse se donne les moyens de réaliser son unité. Elle ne peut s'en donner les moyens qu'en combattant pour échapper à la tutelle des appareils, des gauchistes, des pablistes, qui, au nom d'une prétendue avant-garde au mouvement des jeunes radicalisés par la crise de l'impérialisme et du stalinisme, nient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution. »

LE SUBSTITUTISME DE LA LCR

Ces positions définies par l'OCI vont à l'encontre de ceux qui, gauchistes, pablistes, centristes, font de la jeunesse et singulièrement de la jeunesse étudiante au nom de la « spécificité du milieu » une nouvelle

avant-garde. Derrière cette position sur laquelle nous allons revenir, ce qui est en jeu, c'est la lutte pour la révolution elle-même, le rôle dirigeant du prolétariat, la méthode du marxisme, du matérialisme dialectique.

De quelle manière le travail dans la jeunesse est-il défini lors du I^{er} congrès de la Ligue communiste révolutionnaire (pabliste) ?

« Il suffit de comprendre quelles voies, dans les milieux les moins organisés de façon permanente par les appareils politiques, la remise en cause du stalinisme pouvait se frayer selon une ligne de moindre résistance. (...) En conséquence, la stratégie de construction du parti ne se réduit pas en une bonne volonté et un dévouement, orthodoxes aux yeux de la théorie marxiste, mais sans grande portée tactique : "S'implanter dans la classe." (...) La nature du milieu étudiant, le caractère de masse du mouvement étudiant (...) lui ont conféré un rôle conjoncturel de substitut d'avant-garde tactique. Pour sa résolution, son dynamisme propre, alimenté par la disponibilité du milieu, il a pu rompre le statu quo de la lutte de classe. (...) Cette situation fait que le mouvement étudiant doit en permanence surmonter les contradictions réelles entre son caractère de masse et sa vocation révolutionnaire, entre ses limites objectives et sa fonction d'avant-garde tactique, qui peut durer aussi longtemps qu'une avant-garde réelle, implantée, stratégique n'assumant pas pleinement ses tâches historiques. »

LE COMBAT POUR L'HEGEMONIE DU PROLETARIAT, LA LUTTE CONTRE LA REVISION DU MARXISME

Commentant la révolution de 1905, Lénine dit :

« Les Libéraux ne déniaient pas aux ouvriers d'avoir leur parti de

classe. Ils nient "le droit" qu'a le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout (souligné par nous), de soulever le bas peuple en dépit des Libéraux et même contre eux. »

Il poursuit :

« Dire "non l'hégémonie, mais un parti de classe", c'est se ranger aux côtés de la bourgeoisie, du libéral qui dit à l'esclave de notre époque, l'ouvrier salarié : "Lutte pour améliorer ta condition d'esclave, mais considère comme une funeste utopie l'idée de renverser l'esclavage." Prêcher aux ouvriers qu'il leur faut "non l'hégémonie, mais un parti de classe", c'est trahir la cause du prolétariat au profit des Libéraux, c'est prôner la substitution d'une politique ouvrière libérale à la politique ouvrière social-démocrate. »

Classe internationale, principale force productive, le prolétariat de par sa position dans les rapports sociaux de production est seul capable d'en finir définitivement avec le système de la propriété privée, en conduisant le combat des masses opprimées et exploitées jusqu'à la victoire. Irréductiblement opposé à la domination de la bourgeoisie et de l'impérialisme, le prolétariat en se constituant en classe dominante, en instituant sa dictature est seul à même de sortir l'humanité de l'impasse. Le programme de la IV^e Internationale pose ainsi le problème : « **Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire : la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.** »

Pour les centristes, les gauchistes, pour les pablistes notamment, la crise de l'humanité ne se réduit pas à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, mais à la crise du « mouvement étudiant capable de rompre le statu quo de la lutte des classes ». Aussi, on nous explique que « le rôle d'avant-garde tactique joué

par les étudiants peut durer aussi longtemps que...». L'avant-garde étudiante dite tactique devient « une avant-garde stratégique » devant remplacer une « classe ouvrière embourgeoisée ».

HEGEMONIE DU PROLETARIAT ET MOUVEMENT AUTONOME DE LA JEUNESSE

Affirmer avec Marx, Lénine et Trotsky que le prolétariat est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout ne signifie en aucune manière diminuer ou sous-estimer la place et le rôle de la jeunesse. A l'inverse, c'est permettre à celle-ci de prendre toute sa place dans la lutte révolutionnaire ; c'est ce qu'exprime la célèbre formule de Liebknecht : « **La jeunesse est la flamme de la révolution, le prolétariat en est le foyer.** »

La jeunesse est une couche particulière de la société, elle n'est pas une classe. Reconnaître sa mobilité, son autonomie et le fait qu'elle est une partie et une composante du combat pour le front unique ouvrier comme moment de son combat pour le socialisme n'est pas contradictoire. La jeunesse, et notamment la jeunesse étudiante et lycéenne, n'est pas intégrée aux rapports sociaux de production. Mais la crise de ces rapports sociaux qui s'exprime avec une particulière acuité sous la forme de la crise politique et sociale de la bourgeoisie n'épargne aucune classe, aucune couche de la société. La marche à la crise révolutionnaire libère et libérera encore bien davantage les disponibilités et tous les trésors d'enthousiasme que recèle la jeunesse. Au Portugal, les jeunes travailleurs des chantiers de Lisnave, les jeunes soldats, les lycéens, les étudiants, s'appuyant sur la force du prolétariat, ont été aux avant-postes dans la lutte contre l'ancien régime. Le propre de la jeunesse, plaque

sensible de la société, c'est la recherche de réponses générales à des problèmes particuliers. Les jeunes veulent agir. Par leur capacité de généralisation, ils prennent d'abord les éléments pour agir dans la situation. La volonté d'agir pour la jeune génération signifie d'abord s'affirmer en combattant politiquement. L'« affirmation de la personnalité » chez les jeunes passe par la polémique avec les appareils stalinien et réformistes, avec les gauchistes, à condition que soit clairement établi le rôle du stalinisme, du réformisme, du gauchisme, du pablisme.

Cette sensibilité, cette disponibilité s'exprime avec plus de force quand la situation politique est grosse d'une crise révolutionnaire. Ainsi, Trotsky, à propos de l'Espagne, écrit-il en 1930 :

« Lorsque la bourgeoisie renonce consciemment et obstinément à résoudre les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise, lorsque le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent l'avant-scène. Dans le développement de la première révolution russe, nous avons observé ce phénomène plus d'une fois ; ce phénomène a toujours eu pour nous une signification énorme et symptomatique. Cette activité révolutionnaire ou semi-révolutionnaire signifie que la société bourgeoise traverse une crise profonde. La jeunesse petite-bourgeoise, sentant qu'une force explosive s'accumule dans les masses, tend à trouver à sa manière l'issue de cette impasse et à pousser plus avant le développement politique. »

PLACE DU TRAVAIL JEUNE DANS LA CONSTRUCTION DE L'OCI

Le XIX^e congrès de l'OCI définissait ainsi la place du travail jeune dans le plan de développement de l'OCI :

« Le recrutement dépend encore à l'étape actuelle très directement de notre activité dans la jeunesse aussi bien dans les tâches de construction de l'AJS que celle d'organiser les jeunes sur le plan des entreprises dans les groupes politiques. Aujourd'hui encore, les éléments les plus immédiatement recrutables à l'OCI sont les jeunes : jeunes travailleurs, apprentis, lycéens, étudiants. »

L'OCI s'est fixée l'objectif de devenir une organisation suffisamment puissante et liée aux masses avant l'ouverture de la crise révolutionnaire pour être le pôle direct de la construction du parti révolutionnaire. La réalisation de cet objectif dépend de sa capacité à gagner au travers du développement de l'AJS, et du recrutement de jeunes ouvriers directement dans les entreprises, ces milliers de jeunes disponibles à l'organisation révolutionnaire.

Organiser des couches toujours plus importantes de jeunes, recruter dans la jeunesse donc répondre à ses problèmes politiques sous la forme qui lui est propre, de cela dépend l'avenir de l'OCI, de toute organisation qui prétend combattre pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Le développement de l'AJS sur la voie de la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse (ORJ) fait et fera se lever des milliers et des milliers de combattants pour la IV^e Internationale. L'OCI doit affirmer avec force : « **Seuls l'enthousiasme frais et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès de la lutte.** »

Premiers succès de la lutte de la jeunesse non seulement, mais encore de la lutte du prolétariat révolutionnaire pour s'émanciper de l'exploitation. Nul plus qu'un jeune n'est susceptible de revendiquer l'honneur

d'être membre d'une organisation qui se « distingue », par son programme révolutionnaire, de toutes les organisations qui, sous une forme ou sous une autre, s'adaptent à l'ordre bourgeois.

Ce qu'il y a de commun entre les jeunes et le prolétariat, c'est la volonté de combattre contre la société bourgeoise qui les exploite ou les opprime. Si la volonté de la jeunesse de balayer l'ordre établi et ses institutions la rend particulièrement disponible à l'organisation, il reste à définir à quelle organisation. Certainement pas les organisations qui reproduisent en leur sein les vieux schémas et le vieux monde bourgeois, avec ses préséances, son fatras, son faux savoir, sa bureaucratie, même si celle-ci prend la forme de la lutte antihierarchique, ou bien celle qui, sous la forme du paternalisme, reproduit hypocritement l'opposition adultes-jeunes.

Les jeunes refusent d'adhérer à une organisation « faite de mieux ». Plus précisément, ils n'y restent pas. Les jeunes générations combatives et ardentes ne rejoindront le combat pour la victoire de la révolution que si l'OCI, que si l'AJS, parce qu'agissant dans la lutte des classes, qui intègre les luttes de la jeunesse, commencent à modifier les choses, montrent leur efficacité.

La force appelle la force, les vaincus en appellent d'autres, et s'il n'y a rien de mécanique, il reste que cela est une donnée fondamentale dans la jeunesse. Là est la clef du développement de l'AJS, du recrutement des jeunes ouvriers, lycéens, étudiants, collégiens à l'OCI. C'est pourquoi l'OCI doit donner sa place, rien que sa place, **mais toute sa place**, et porter toute son attention à la jeunesse, en l'aidant à s'organiser sur son propre plan, selon ses propres formes, au sein d'une **organisation indépendante organiquement, véritable école du communisme.**

LE COMBAT POUR LES ETATS GENERAUX DE LA JEUNESSE ET LA LUTTE POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Les aspirations des jeunes, donc des étudiants, comme partie constituante des aspirations de masses, conduisant à la lutte contre l'Etat bourgeois posent la question du gouvernement comme enjeu de ces combats. Les aspirations de jeunes comme partie constituante des masses les conduisent à rechercher l'unité. L'unité sera réalisée dans le combat contre l'Etat de la bourgeoisie. De cette marche qui pousse la jeunesse à lutter contre l'Etat bourgeois découlent les aspirations à l'unité. Mais cette marche de la jeunesse peut être déviée par la politique des appareils, qui sous un camouflage unitaire est une politique de division parce qu'elle défend l'ordre, l'Etat, le gouvernement bourgeois (Union de la gauche, Front populaire), ou au contraire être unifiée réellement parce que orientée contre la société bourgeoise, son Etat, son gouvernement (la politique de l'OCI, combat pour le front unique ouvrier).

C'est ainsi que le combat pour les Etats généraux de la jeunesse sur la ligne du front unique ouvrier n'a rien à voir avec « les Etats généraux des luttes » fondés sur la prétendue « extension des luttes », divisant les jeunes entre eux, ni davantage avec « les Etats généraux de la jeunesse scolarisée », fondés sur la ligne « d'une avant-garde jeune radicalisée » par la crise de l'impérialisme et du stalinisme s'opposant comme les « Etats généraux des luttes » à l'unité de la jeunesse et de ses organisations.

La résolution du XX^e congrès de l'OCI indique dans quel cadre l'OCI peut agir en partant des spécificités de la jeunesse :

« Combattant pour le front unique ouvrier, nous combattons dans la

jeunesse pour les Etats généraux de la jeunesse, expression des aspirations de la jeunesse à l'unité, et les appareils et les gauchistes-centristes-pablistes contrecarrent sur la ligne de l'Union de la gauche-Front populaire. (...) En combattant sur cette ligne pour les Etats généraux de la jeunesse, nous nous donnons les moyens pour, à partir des particularités concrètes, disloquer la politique de division des gauchistes, pablistes et appareils. (...) Si nous pensons que c'est le mouvement de la jeunesse qui se radicalise par la crise de l'impérialisme et du stalinisme, si nous assimilons correctement en marxistes les relations entre l'objectif et le subjectif, alors nous disons à partir du mouvement objectif de la jeunesse, la jeunesse doit pour lever les obstacles à l'unité s'organiser dans et par son propre mouvement (intégré au mouvement de la classe). (...) Les Etats généraux de la jeunesse apparaissent ainsi comme l'expression du besoin des jeunes d'échapper à la tutelle étouffante des appareils, des gauchistes, des pablistes, qui décident en lieu et place des jeunes eux-mêmes. Cette tutelle est nécessaire aux appareils et gauchistes pour diviser la jeunesse : échapper à cette tutelle, c'est décider par soi-même, c'est combattre pour l'unité de la jeunesse et de ses organisations, c'est combattre pour les Etats généraux de la jeunesse.

« L'AJS-AER combat pour constituer des comités unitaires de base regroupant les jeunes de toutes tendances pour lever les obstacles au front uni de la jeunesse pour les Etats généraux de la jeunesse. L'AJS-AER, dans ce combat, respectant scrupuleusement la vocation du comité unitaire de base, donc ne substituant pas ses propres organisations à ces comités unitaires de base, défend sa propre vocation d'organisation fondée par les trotskystes sur l'objectif : construire le parti révolutionnaire, dont l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse est l'expression dans la jeunesse pour la victoire de la révolution prolétarienne. »

C'est ainsi que, pas plus que l'OCI n'est l'organisation du front unique, l'AJS ne peut être identifiée aux Etats généraux de la jeunesse. Ajoutons que l'AJS ne peut, pour vivre et se développer, confiner ses perspectives dans les seules limites du combat dans la jeunesse ; à l'inverse, c'est parce qu'elle participe à la construction du parti ouvrier révolutionnaire que, comme telle, elle combat pour le front unique de la classe ouvrière.

Nous reviendrons sur cette question fondamentale dans la dernière partie de cet article et notamment à propos de la manière avec laquelle l'AJS doit poser le problème du gouvernement.

QUELQUES MOTS SUR L'EXPERIENCE DE LA GREVE GENERALE DE 1968 ET LES MOUVEMENTS DE LA JEUNESSE QUI ONT SUIVI

« L'anarchisme (et le gauchisme) a souvent été une espèce d'expiation du mouvement ouvrier pour ses péchés opportunistes. » (Lénine, *La maladie infantile du communisme.*)

Tout en combattant le gauchisme, qui, disons-le nettement, ne doit pas être confondu avec le gauchisme décomposé, mais est représenté par un courant dans la III^e Internationale elle-même, Lénine met au compte de la trahison de la révolution par la II^e Internationale les raisons politiques de la renaissance du gauchisme.

La trahison du PCF, sa subordination à la bureaucratie du Kremlin, son adaptation à la société bourgeoise sont les premières raisons de la renaissance du « gauchisme » lors de la grève générale de 1968. Eluder ce problème, c'est ne rien comprendre non seulement à la grève générale de 1968, mais également à tous les événements qui ont suivi.

En mai-juin 1968, la lutte des étudiants n'a pu se développer que

comme expression particulière d'un mouvement qui s'amorçait dans la classe ouvrière. La fin de l'année 1967 sera marquée par des grèves, des manifestations ouvrières, au Mans, à Quimper, Mulhouse, Cholet et surtout à Caen, où les jeunes travailleurs seront aux premiers rangs de leur classe. Le 9 novembre 1967, à l'appel de l'UNEF, des milliers d'étudiants manifestent contre le plan Fouchet. Et la lutte des étudiants français s'inscrit dans un mouvement international. Ce sont les manifestations de Berlin, de Munich, d'Essen en Allemagne, ce sont les étudiants tchécoslovaques qui par leur action préparent ce qui se développera en 1968 jusqu'à l'intervention des troupes du pacte de Varsovie. Des mouvements de même nature auront lieu dans l'année 1967 en Pologne, au Japon, en Espagne, etc.

« La poussée politique qui partout dans le monde oppose violemment les étudiants à toutes les forces réactionnaires est l'expression dans une couche, que sa situation particulière rend particulièrement sensible, des tensions grandissantes qui déchirent la société. Elle est un signe avant-coureur des grands affrontements de classe. Plus encore, elle est un moment de la mobilisation, de l'entrée dans la lutte de l'ensemble de la jeunesse travailleuse, de ces jeunes générations qui s'éduquent au combat dans les conditions de la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie. Elles sont en ce sens une composante des luttes d'ensemble de la classe ouvrière. »

(F. de Massot, *La grève générale, mai-juin 1968.*)

L'analyse de ce qui conduit à la grève générale de dix millions de travailleurs, de la grève générale elle-même, des forces de classe en présence sera bien différente pour ceux qui, comme Cohn-Bendit, fondateur du Mouvement du 22 mars, considéraient que « les syndicats sont des

bordels et l'UNEF est une putain ». Avec les dirigeants pablistes Weber et Bensaïd, qui, eux, se réclament du marxisme, nous retrouvons les mêmes thèses, avec d'autres mots, bien sûr :

« Comme Rudi Duschke, Dany fait de la provocation non un exutoire de ses défoulements personnels, mais un pur et redoutable instrument politique. La provocation doit désacraliser les statuts et les fonctions. Elle est un piège tendu à l'autorité et à la hiérarchie, qui par leurs réactions dévoilent leur nature offensive, oppressive, tout en se couvrant de ridicule. Elle est une arme magnifique de critique sociale et d'éducation des masses. » (Mai 1968, *une répétition générale*.)

Cela devra permettre que la « provocation » étudiante libère la classe ouvrière « **des structures oppressives que sont les syndicats** ». Tel est le langage des « chefs gauchistes ». Ces « leaders spontanés » du mouvement, comme les appellent les journalistes et singulièrement ceux du *Monde*, ne pouvaient ou ne voulaient pas se rendre compte de ce qui s'était passé à Caen et au Mans, de l'immense puissance de la classe ouvrière, qui seule protégeait les manifestations étudiantes et montrait qu'elle était prête à agir. Au lieu de combattre pour la centralisation politique de la grève générale, les « gauchistes » participaient avec les mots de la révolution à sa dislocation. La trahison du stalinisme permettait à la petite bourgeoisie enragée de dévoyer la lutte des étudiants et des jeunes.

Marchais pouvait dire (*L'Humanité* du 3 mai 1968) :

« Ces faux révolutionnaires doivent être démasqués, car objectivement ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes. (...) Les thèses et les activités de ces révolutionnaires pourraient prêter à rire.

D'autant qu'il s'agit en général de fils de grands bourgeois, méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière, qui, rapidement, mettent en veilleuse leur « flamme révolutionnaire » pour aller diriger l'entreprise de papa. »

Mais Cohn-Bendit et les « gauchistes » légitimaient cette ligne politique contre-révolutionnaire, calomniatrice de la direction du PCF. Que disaient-ils :

« La thèse des étudiants menés au massacre par des dirigeants irresponsables sera abondamment employée par la FER et l'UJCM (sans parler de l'UEC) durant toute la semaine d'épreuve de force. En fait, ces organisations n'ont pas su évaluer sérieusement les risques qu'ils ont constamment exagérés. La répression fut brutale certes. *Mais le pouvoir (souligné par nous) n'était nullement décidé à massacrer les étudiants ; enfants de bonnes familles, futurs cadres de la nation, les étudiants ont droit aux ménagements que la bourgeoisie réserve aux siens.* (...) »

Abordant la trahison du stalinisme, Stéphane Just, dans un numéro de *La Vérité* (avril, 1969), devait écrire :

« Ou après cela [la trahison] se fassent jour des tendances "gauchistes", quoi d'étonnant ? Elles aussi combattent d'ailleurs contre le front unique ouvrier. Elles préconisent le "front unique à la base", et en fait pas de front unique du tout. Les vieilles directions exercent encore leur contrôle sur le mouvement ouvrier. Le front unique, qui tend à mobiliser la classe ouvrière comme classe, c'est-à-dire toutes ses composantes, ne saurait se réaliser en dehors d'elles et sans elles, tant qu'elles exercent leur contrôle sur les secteurs décisifs du mouvement ouvrier. Il ne peut se réaliser qu'avec elles et contre elles. Comme tous les processus de la lutte des classes, la réalisation du front unique est un processus contradictoire et dialectique. Il exige la lutte poli-

tique de l'avant-garde contre les directions traditionnelles du mouvement ouvrier. (...) Il ouvre une perspective gouvernementale immédiate à la classe ouvrière en exigeant des vieilles directions qu'elles prennent le pouvoir, il prépare les mutations décisives au sein du mouvement ouvrier. Il constitue le lieu et le moment politiques où la classe ouvrière s'appuie sur son passé et le dépasse, utilise les vieilles organisations et s'oriente déjà vers le parti révolutionnaire.

Ce n'est que pour autant que l'avant-garde combat pour le front unique, qu'elle saisit chaque possibilité de le réaliser sous son impulsion politique, ne serait-ce que dans des secteurs limités, qu'elle se renforce et construit le parti révolutionnaire. Par ses attaches avec la bureaucratie du Kremlin, et avec la bourgeoisie, le PCF est fondamentalement opposé au front unique. Par leur eclectisme, par leurs méthodes de pensée petites-bourgeoises, les « gauchistes » y sont également opposés. Mais encore une fois, la responsabilité de la « renaissance du gauchisme » est entièrement imputable au stalinisme. Si le « gauchisme » est un phénomène inéluctable après quarante-cinq ans de stalinisme, à l'intérieur du mouvement ouvrier, il n'en reste pas moins nécessaire de le combattre. Encore faut-il distinguer entre « gauchismes ». Certaines variétés transposent « à gauche » les thèses mijotées dans les marmites du stalinisme. »

Le gauchisme d'essence petite-bourgeoise, dégénéré en gauchisme décomposé, antiouvrier, hostile aux organisations, vient de l'opportunisme et y retournera à la première occasion. Le gauchisme « maladie infantile » du communisme, qui doit être combattu, n'est pas assimilable au gauchisme décomposé. C'est le gauchisme de nombreux jeunes, étudiants, ouvriers même, qui rejettent l'opportunisme et la trahison de ceux qui dirigent le mouvement ouvrier. Ce rejet de l'opportunisme exprime une véritable haine de classe et un

désir profond et sincère d'en finir avec le vieux monde. Il reste que ce gauchisme recèle des illusions mortelles et que, très souvent, de « maladie infantile » il devient une « maladie sénile » et se décompose.

L'absence de forts partis révolutionnaires, la crise de la IV^e Internationale favorisent leur développement. Le combat conscient de l'OCI pour donner à la jeunesse, en l'aidant à construire son organisation indépendante, les moyens d'agir contre l'exploitation capitaliste et l'opportunisme est un facteur décisif de lutte contre le gauchisme, un élément déterminant pour construire le parti révolutionnaire. Pour cela, il faut une politique audacieuse et déterminée.

A partir du 14 mai 1968, le gauchisme, en dépit de ses succès formels, n'était déjà plus qu'un rêve d'anciens combattants. La réalité reprenait le dessus sur la fiction, les « idées de mai », comme certains les ont appelées, démontraient leur faillite, les étudiants n'ont pas été et ne seront jamais une « nouvelle avant-garde tactique ». Les diverses tentatives faites par les « gauchistes » pour trouver un substitut au combat de la classe ouvrière ont toutes fait faillite. Tour à tour ils ont cherché cette « nouvelle avant-garde » qui servirait de phare au « prolétariat intégré ». Ce furent « les OS », les « travailleurs immigrés », les « homosexuels », « les femmes », puis « les soldats ». Autant d'échecs que de tentatives. Pour quelles raisons ?

1971. Les thèses adoptées par le XVII^e congrès de l'OCI reviennent sur la même question :

« Le gauchisme, qui dans la grève générale a concentré ses forces contre la centralisation de la grève, a abandonné la lutte pour la dictature du prolétariat. Il s'est rangé du côté de l'ordre bourgeois. (...) Le gauchisme doit donc être qualifié de décomposé. Il faut néanmoins distinguer : il y a la position des organisations petites-bour-

geoises gauchistes décomposées, qui obscurcit la conscience des jeunes, propageant des illusions petites-bourgeoises, renforçant en dernière analyse l'influence de la bourgeoisie et des appareils qu'elle prétend combattre. Mais il y a également l'impatience révolutionnaire de la jeunesse, non comme une caractéristique individuelle, mais du point de vue de la situation d'ensemble de la jeunesse dans la crise de la société. Ici, il s'agit d'orienter l'impatience révolutionnaire vers la révolution prolétarienne, donc vers l'organisation et "l'ordre révolutionnaire". Mais le gauchisme décomposé trompe les jeunes en spéculant sur la "révolution" sexuelle, morale, idéologique. (...) Il faut s'en convaincre et l'expliquer : la révolution n'est pas une affaire de libération individuelle, mais l'affaire du prolétariat comme classe entraînant et organisant les masses laborieuses, la jeunesse, les intellectuels honnêtes. (...) »

LES LUTTES DE LA JEUNESSE DEPUIS LA GREVE GENERALE 1971 : L'ASSASSINAT DE PIERRE OVERNEY

Pierre Overney, militant maoïste, est assassiné devant la porte des usines Renault, par un membre de la milice patronale. Les directions officielles du mouvement ouvrier se taisent. La direction stalinienne du PCF renvoie dos à dos l'assassin et le militant assassin suivant la ligne développée à plusieurs reprises des « gauchistes-fascistes », des « gauchistes-Marcellin ». Cent mille jeunes, travailleurs, lycéens, étudiants, collégiens, manifestent pour réclamer le châtiement des responsables. Une haine égale s'empare des manifestants rassemblés, à l'égard du système capitaliste qui engendre les bandes armées, et des dirigeants qui par leur silence se font complices de l'assassinat.

Une première caractéristique se

dégage. En dépit du blocage des dirigeants officiels, cent mille jeunes de toutes tendances manifestent, on verra de nombreux militants du Mouvement de la jeunesse communiste, qui, contre les consignes de l'appareil, participent à la manifestation, y compris des membres du PCF de Renault-Billancourt. Une deuxième caractéristique : les jeunes dont l'immense masse est inorganisée ont une certaine méfiance des organisations qui ont appelé à la manifestation, ils ne s'intègrent à aucun des cortèges et ne reprennent que les slogans correspondant à l'objectif de la manifestation. La manifestation contre l'assassinat d'Overney ne ressemble déjà plus à ce qui était les réflexes « de désespoir » de juin 1968. Les organisations petites-bourgeoises mesurent pour la première fois directement leur impuissance à encadrer cette jeunesse impétueuse. En même temps, cette manifestation précède ce qui déjà se fait sentir dans la classe ouvrière et qui s'exprimera lors de l'assemblée générale des conducteurs de la RATP, la volonté de contrôle, l'aspiration à l'unité, « les syndicats à nous, les permanents à notre service ».

L'ARRESTATION DE GILLES GUIOT : LA FIN DES « ILLUSIONS DE MAI »

En 1972, Gilles Guiot, jeune lycéen, est arrêté parce qu'il « se trouvait aux abords d'une manifestation ». Immédiatement, des dizaines de milliers de lycéens descendent dans la rue, ainsi que des groupes de jeunes travailleurs, d'étudiants, de collégiens. La Fédération de l'Education nationale intervient et exige la libération de Gilles Guiot.

Une importante manifestation a lieu au quartier Latin ; les lycéens en cortège, dans l'unité, exigent la « libération de leur camarade ». Le gouvernement recule : Guiot est libéré. Avec un sûr instinct, comprenant

l'enjeu de la bataille, les lycéens, après cette première victoire, vont refuser de suivre ceux qui, pablistes, maoïstes et autres, vont tenter de ressusciter les mythes du passé. Ils ont refusé de servir de masse de manœuvre à ceux qui cherchaient à reconstituer le « Comité d'occupation de Censier ».

CONTRE LA LOI DEBRE, 500 000 LYCEENS ET COLLEGIENS DANS LA RUE

En 1973, s'appuyant sur la division des rangs ouvriers, le gouvernement Pompidou fait adopter la loi Debré par le Parlement et sa majorité réactionnaire ; la loi Debré signifie de la façon la plus claire : la suppression des sursis pour études, la sélection généralisée, pour les lycéens « futurs étudiants » comme pour les étudiants du premier cycle notamment.

Les premières grèves éclatent dans les lycées et dans certains collèges et universités. La plupart des sections syndicales des professeurs appellent à la grève. Dans tous les établissements, en grève ou non, des assemblées générales massives ont lieu, souvent convoquées par les « comités contre la loi Debré » dans lesquels les militants de l'AJS-UCL jouent un rôle actif.

Les différentes organisations participent aux assemblées générales, et en dépit des efforts des stalinien et des organisations petites-bourgeoises, la force et la maturité du mouvement contraignent les uns et les autres à se plier à la démocratie qui règne dans les assemblées générales. Dans les lycées et collèges en grève, des comités de grève sont élus. Les représentants sont révocables, sont contrôlés sur des mandats que les assemblées générales leur confient. Des coordinations sont convoquées, réunissant jusqu'à deux cents établissements, avec des délégués des lycéens. C'est dans une

coordination nationale où près de mille délégués de toutes les régions de France sont représentés qu'est décidée la grève générale des lycées, une journée nationale de manifestations, un appel aux organisations du mouvement ouvrier.

Tout en condamnant du bout des lèvres la loi Debré, les dirigeants du PCF, de la CGT vont réussir, en se partageant les rôles avec les adeptes du « front unique à la base », à stopper le mouvement. La direction stalinienne a senti le danger. Au moment où les lycéens se mobilisent contre la loi Debré, les ouvriers des presses des usines Renault, le cœur du prolétariat français, se mettent en grève. Il s'agit d'interdire toute jonction politique entre les lycéens, la jeunesse et la classe ouvrière, d'autant que chez Renault un mouvement important vient d'éclater, la grève des ouvriers des presses. C'est pour casser cette possibilité de jonction politique que Séguy, au nom de « l'unité ouvriers-lycéens », contre le front unique, descend dans la rue et prend la tête de la manifestation.

De toutes les mobilisations de la jeunesse dont les moments essentiels viennent d'être rappelés se dégagent comme partie constituante de la mobilisation de la classe ouvrière, et intégrées à celle-ci, la volonté d'unité contre la bourgeoisie, la recherche de perspectives politiques d'ensemble. Au travers de ces mobilisations et dans celles-ci s'affirme avec de plus en plus de netteté que c'est la classe ouvrière qui possède la clef de la solution.

La fin des illusions de mai 1968 ne signifie pas la fin des illusions, la fin du gauchisme. La jeunesse est susceptible, par nature pourrait-on dire, d'engouement pour les fausses solutions, les fausses réponses à des problèmes réels.

Nous devons au premier chef, en tant qu'OCI, en formant des cadres jeunes capables de diriger l'organisation de masse que nous devons et pouvons construire, formuler les ré-

ponses politiques du prolétariat, les seules qui peuvent arracher la victoire, qui doivent, si elles sont présentées avec une claire compréhension des problèmes, susciter un large enthousiasme, une adhésion importante des jeunes générations au véritable combat révolutionnaire.

LE COMBAT DE L'AJS, DE L'AER ET DE L'UCL

Il serait trop long de reprendre le combat mené, toutes les initiatives prises depuis la dissolution de la FER, de Révoltes, du CLER, de l'OCI lors de la grève générale. Nous ne pouvons dans cet article qu'en donner les grandes lignes.

C'est directement en relation avec les premières mobilisations des jeunes au cours de la grève générale de mai-juin 1968 que l'AJS convoquera le rassemblement du 1^{er} février 1970 dans lequel près de dix mille jeunes ouvriers, lycéens, collégiens, étudiants se rassemblent. C'est dans le prolongement de cette activité qu'en liaison avec trente-deux groupes et organisations de jeunesse, l'AJS préparera et sera l'aile marchante d'un rassemblement international de cinq mille jeunes à Essen, en 1971, au cœur de la Rhur, où des représentants des pays d'Europe de l'Ouest, d'Europe de l'Est, d'Amérique latine se constituent en comité de liaison pour la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, partie constituante du combat pour l'Internationale ouvrière qui, pour les militants de l'OCI, ne saurait être que la IV^e Internationale reconstruite. C'est également la participation à la défense de la révolution bolivienne, la lutte contre la répression bureaucratique à l'Est de l'Europe qui matérialisera, au travers de multiples rassemblements, campagnes financières, etc., le combat des jeunes générations contre l'impérialisme et le stalinisme.

C'est également par la participation

à tous les combats de la jeunesse, y compris les plus limités, que l'AJS parviendra en mai 1974 à convoquer en « Congrès de l'AJS-Congrès des jeunes » trois mille délégués représentant chacun en moyenne cinq jeunes, lui permettant, en dépit des difficultés réelles sur lesquelles nous reviendrons, d'envisager dans des délais proches la possibilité, en rapport avec l'actuelle situation politique, de construire une organisation de jeunesse relativement de masse.

LA BATAILLE DANS LE MILIEU ETUDIANT : LA QUESTION DE L'UNEF

Si, en raison du caractère de cet article, il n'est pas possible de revenir dans le détail sur toutes les initiatives, combats politiques, campagnes qui jalonnent sept années d'existence de l'AJS, de combat politique de l'OCI pour la bâtir comme organisation de masse, il paraît essentiel de s'arrêter de manière particulière sur un aspect essentiel de la bataille menée dans le milieu étudiant : la défense et la préservation de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), combat qui correspond aux intérêts du prolétariat dans son ensemble, contre la bourgeoisie, le stalinisme et les organisations petites-bourgeoises. C'est dans les conditions créées à la fin de la Seconde Guerre mondiale par la montée de la classe ouvrière, par les positions que le mouvement ouvrier a alors conquises, que le mouvement étudiant a pu s'arracher au « corporatisme », se définir comme le syndicat des jeunes travailleurs intellectuels, dont les revendications spécifiques étaient liées aux problèmes d'ensemble du mouvement ouvrier.

L'UNEF devait de ce fait, comme syndicat relevant du mouvement ouvrier, jouer à plusieurs reprises, et ce en dépit des faiblesses de sa direction, un rôle positif pour l'ensemble de la classe ouvrière et de

la jeunesse en particulier, c'est à elle que l'on doit la première manifestation de masse contre la guerre d'Algérie. Détruire l'UNEF a d'ailleurs été depuis un des objectifs du régime gaulliste, et ce qu'il en reste aujourd'hui n'a pas renoncé à ce but, relayé en cela par les staliniens — nous y reviendrons. Les tentatives de désagrégation de l'UNEF par les différents gouvernements capitalistes qui se sont succédé se trouvaient facilitées par l'orientation de la direction de l'UNEF, politiquement liée au PSU, qui refusait de poser la question des revendications étudiantes en liaison avec la lutte d'ensemble du prolétariat. Cela l'aurait en effet amenée à s'opposer aux appareils contrôlant le mouvement ouvrier. Lorsque les étudiants font l'expérience, notamment avec le plan Fouchet, du sort que leur réservent la bourgeoisie et son Etat, leur organisation syndicale est incapable d'animer leur lutte et est au contraire menacée d'effondrement.

Regroupé depuis 1961 dans le Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER), un noyau politique jeune que les militants OCI animent se fixe comme tâche prioritaire la défense de l'UNEF. Défendre l'UNEF, c'est d'abord assurer les moyens du combat. C'est ainsi qu'au congrès de Lyon en juillet 1967, les étudiants révolutionnaires, sur la ligne du front unique ouvrier, ouvrent la voie en faisant adopter le mot d'ordre d'une manifestation centrale des étudiants à Paris devant le ministère de l'Education nationale, en province devant les préfetures. C'est cette bataille pour le front unique de classe que les révolutionnaires livrèrent inlassablement pendant la grève générale contre les tergiversations, les hésitations de la direction de l'UNEF et contre ceux qui, sur les murs de l'université de Nanterre, adoptèrent le slogan : « L'UNEF est une putain. »

Pourtant, dès que la lutte commence, l'UNEF, en dépit des faiblesses que nous avons relevées, retrouve

toute son importance. Toutes les tendances se réclamant du mouvement ouvrier sont alors au sein de l'UNEF.

Mais à la fin de la grève générale, l'UNEF a été affaiblie : plusieurs courants, notamment les maoïstes et les pablistes, quittent l'UNEF, renonçant au combat pour préserver le syndicat étudiant des coups que concentre sur lui le gouvernement. La direction de l'UNEF va suivre un cours totalement liquidateur réduisant l'organisation syndicale à sa plus simple expression, la mettant en disposition pour subir le dernier assaut, celui des staliniens qui veulent réduire l'UNEF à un appendice des conseils de gestion-participation, mis en place par Edgar Faure, soutenus par le PCF. L'intégration de l'UNEF, sa destruction comme syndicat indépendant de l'Etat, du gouvernement, de ses conseils est une tentative de même nature que celle menée par de Gaulle deux ans auparavant lors du référendum de 1969.

Les militants révolutionnaires refusent de déserrer le terrain, ils refusent que l'UNEF soit réduite à une chambre d'enregistrement et d'application de la réforme, ils poursuivent dans les meilleures traditions du mouvement ouvrier, des luttes étudiantes, le combat contre la participation, conformément aux positions adoptées par tous les congrès de l'UNEF. La tendance animée par les militants révolutionnaires va acquérir, assemblée générale après assemblée générale, faculté après faculté, ville après ville, la majorité dans le syndicat. C'est alors que la direction stalinienne du PCF-UEC va tenter le coup de force et scissionner en janvier 1971 en s'appuyant sur la béquille que représente l'ancienne direction liée au PSU. Le coup de force ne réussira pas. L'UNEF sera préservée, mais elle sortira exsangue d'une bataille que, tour à tour et conjointement, gouvernement, staliniens, gauchistes décomposés, maoïstes, pablistes lui ont livrée.

C'est en même temps une immense victoire politique au compte des étudiants, au compte de la classe ouvrière, qui est remportée. L'UNEF n'est pas détruite. Les récentes élections aux CROUS attestent des immenses possibilités de son développement.

COMMENT LA SITUATION CARACTERISEE PAR LE XIX^e CONGRES DE L'OCI « DE LA CRISE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE A LA CRISE REVOLUTIONNAIRE » SE TRADUIT-ELLE DANS LA JEUNESSE ?

La décomposition politique de la bourgeoisie, la crise qui secoue la société dans son ensemble non seulement n'épargne aucune classe ni aucune couche de la société, mais encore est ressentie par la jeunesse comme intolérable.

Comme couche, elle ressent avec acuité les contradictions politiques et sociales du système capitaliste, sa faillite historique. Parlement et gouvernement de la bourgeoisie décident des réformes successives (lois Debré, Royer, Haby, sur l'avortement) contre la jeunesse et chaque couche particulière qui la constitue. L'hypocrisie et le cynisme de la classe dominante n'a d'équivalent que la haine de la jeunesse contre ce régime. La seule perspective que les appareils des partis, des syndicats offrent aux jeunes générations, c'est un soutien honnête et ouvert au gouvernement capitaliste Giscard-Chirac. Alors que chaque jour qui passe, ce sont mille chômeurs de plus, dont deux tiers sont des jeunes qui viennent s'ajouter aux neuf cent mille de moins de vingt-cinq ans sans travail, alors que les décrets d'application de la réforme du second cycle viennent d'être ratifiés, alors que dans les collèges c'est l'apprentissage sur le tas et la quasi-certitude d'être chômeur à la sortie, la jeunesse ne peut que combattre.

Des milliers d'étudiants sont déjà dans l'action. Plus encore que par le passé, la jeunesse ressent qu'aucune issue n'est possible dans le cadre de l'actuel système, que tout ce qu'« ils » décident, les bourgeois, les curés, les gouvernants, mais aussi tous ceux qui les soutiennent, est dirigé contre eux ; la division en est d'autant plus insupportable.

L'initiative que possède la classe ouvrière la protège et lui permet d'agir, de se mobiliser contre le capital et son Etat. Son activité autonome, en liaison et intégrée au mouvement général de la classe, lui ouvre les plus larges opportunités.

UNE FOIS ENCORE : LES ETUDIANTS

Ce sont une fois encore les étudiants qui, dans d'autres conditions politiques, avec une autre expérience, annoncent ce qui n'est encore pour l'instant (et cela peut changer très vite) que des mouvements partiels dans la classe ouvrière elle-même. Au cours des dernières années, en rapport avec la maturation politique de la classe ouvrière, le milieu étudiant s'est recomposé politiquement. Les mêmes qui parlaient « d'étudiants, nouvelle avant-garde », après leurs échecs répétés dans la tentative de constituer des « comités de lutte permanents » ou une « Fédération nationale des comités de lutte » (FNCL) ont expliqué à longueur de colonnes et de discours : « Les étudiants sont fatigués. Ils cherchent à s'intégrer individuellement dans la société, ils n'ont plus d'idées », et puis à l'unanimité ils ont parlé du « silence des étudiants ».

Il est bien connu que la petite bourgeoisie bavarde, a du mal à écouter ce qui se passe au sein des masses. Les masses ne l'intéressent que comme faire-valoir. Pour la petite bourgeoisie, les étudiants n'ont pas de conscience et plus d'imagination.

Il faut penser à leur place, inventer des thèmes idéologiques capables de séduire et d'agiter. Des illusionnistes sans public à leur convenance.

LA GREVE DES ETUDIANTS DE NANTES : COMITE DE GREVE ET PROBLEME DU FRONT UNIQUE OUVRIER

Quelques jours avant les vacances de Noël, une partie de l'université de Nantes se met en grève. Au point de départ, il s'agit d'exiger du recteur de l'université la réintégration des soixante-huit étudiants exclus en raison de l'application de la réforme du troisième cycle. Dans le développement de la grève, les étudiants vont exiger l'abrogation de la réforme du troisième cycle, comme celle du second cycle. La grève des étudiants durera six semaines. Dès les premiers jours, l'UEC-UNEF-Renouveau sera contre la grève au nom du fait qu'il faut « renforcer le combat que mènent les « élus démocratiques » pour les élections à la participation, que là est le véritable terrain de la lutte ».

Les étudiants de Nantes vont rejeter ceux qui les divisent, ceux qui, au nom de la participation, sont contre leur grève parce qu'ils sont, pour la réforme, comme ceux qui, certes bien timidement, vont tenter d'introduire des plates-formes « très radicales » cherchant à dévoyer l'action engagée. Pour les besoins de leur lutte, pour contrôler leur action, ils élisent dans les assemblées générales des comités de grève. Les assemblées générales confient des mandats aux comités de grève, mandats dont l'application sera dans la plupart des cas scrupuleusement vérifiée.

Les militants révolutionnaires vont combattre pour que, dans l'unité des étudiants, des enseignants et de leurs organisations, un appel soit lancé au mouvement ouvrier organisé. Ces propositions vont recueillir l'approbation de l'immense majorité des étudiants qui, avec leurs comités de

grève, avec l'UNEF, vont s'adresser aux organisations ouvrières. L'UNEF-Renouveau-UEC s'opposera encore à cette aspiration légitime des étudiants, les organisations petites-bourgeoises ne pouvant s'y opposer ouvertement. C'est ainsi que, réunis en intersyndicale, CGT-FO, CFDT, FEN, UNEF (Unité syndicale), SNESup, comités de grève vont appeler en commun à une manifestation et exiger d'être reçus par le président de l'université en dépit des manœuvres dilatoires des uns et des autres au dernier moment. La CGT soutiendra ces initiatives.

C'est ainsi que, s'appuyant sur les premiers pas du front unique ouvrier réalisés, les étudiants de Nantes obtiennent la réintégration de leurs camarades exclus. L'unité a fait reculer le gouvernement ; s'appuyant sur la volonté puissante des étudiants qui cherchent l'unité avec la classe ouvrière, les militants révolutionnaires ont su exprimer, par les positions qu'ils ont conquises dans le mouvement ouvrier comme à l'université parmi les étudiants et les enseignants, de manière consciente et concrète, les perspectives politiques permettant de centraliser cette bataille.

Plusieurs enseignements doivent être tirés de cette grève des étudiants de Nantes.

Pour préserver et développer leur unité, les étudiants de Nantes ont constitué leurs comités de grève. Les comités de grève ne sont pas opposés à l'UNEF, aux syndicats ouvriers, précisément parce que les étudiants de Nantes ont refusé d'entendre ceux qui disaient « FO-CIA », « enseignants-flics », « CGT-répression ». Dans leur lutte contre la réforme gouvernementale, les étudiants de Nantes ont rejeté ce qui les « divise » ; au premier chef, ils ont boycotté les élections-participation-trahison qu'ils ont identifiées à juste titre avec la politique conjointe du gouvernement et de la direction du PCF-UNEF-Renouveau.

C'est avec la claire conscience de l'enjeu du combat engagé qu'ils sont

rentrés après avoir obtenu la réintégration de leurs camarades exclus et fait reculer le gouvernement en cherchant une perspective politique pour battre en brèche la réforme du second cycle.

Nous reviendrons sur les enseignements politiques de la grève des étudiants de Nantes à la lumière de la situation qui se développe dans toute l'université en conclusion de cet article.

DIVISION ET DEFENSE DE LA PATRIE FRONT UNIQUE OUVRIER ET LUTTE POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Plusieurs dizaines de militants syndicalistes et de jeunes soldats sont emprisonnés et menacés de passer devant la Cour de sûreté de l'Etat pour « **entrepris de démoralisation de l'armée** » au mois de novembre. Immédiatement, un grand « **débat national** » s'engage. Chirac, Premier ministre, « **somme** » le Parti socialiste de répondre sur cette affaire. Poniatowski fait la même opération avec le PCF : « **Vous voulez détruire la nation et saboter la Défense nationale** », entend-on dire du côté gouvernemental. « **C'est vous qui portez atteinte à la Défense nationale** », répond-on de l'autre. Une grande campagne s'organise, « **arbitrée** » par le chef de l'Etat, Giscard d'Estaing, qui commande aux armées.

Chacun va réaffirmer tour à tour qu'il ne s'agit en aucun cas de porter atteinte à l'institution militaire et qu'il ne faut pas confondre les « **soldats gauchistes** » et ceux qui exigent « **un statut démocratique du soldat** ». La discussion se développe, les soldats sont toujours depuis cinq mois sous les verrous, à l'heure où nous écrivons.

Qu'ont déclaré les uns et les autres ? Le 7 décembre, Edmond Maire, qui sera reçu quelques jours plus tard par Chirac à propos de

cette question, déclare : « **Les appelés de Besançon n'ont pas demandé à être syndiqués CFDT**. Si le problème s'était posé (souligné par nous), nous aurions répondu non. »

Le 2 décembre, c'est au tour du Mouvement de la jeunesse communiste de donner sa position : « **Le Mouvement de la jeunesse communiste de France condamne l'antimilitarisme. La France a besoin d'une armée prête à défendre la patrie.** » Le MJCF poursuit, le 4 décembre : « **La discipline nécessaire à l'armée a besoin d'être repensée en fonction de ces impératifs démocratiques.** » Le lendemain, c'est le journal Rouge par la voix de Bensaïd, adepte, il faut le rappeler, de la guérilla urbaine : « **Ce ne sont pas les comités qui démoralisent l'armée, mais le fait d'être privé de tout droit, le fait d'être soumis à une discipline abêtissante.** »

Comme on le voit, l'heure n'est pas au combat uni, sans conditions, pour la libération des soldats et militants emprisonnés, pour la levée immédiate des sanctions. L'heure est à la réaffirmation du soutien au gouvernement capitaliste au travers de l'unanimité sur le problème de la Défense nationale. Mais poursuivons encore quelques instants...

Le 9 décembre : « **Le PCF condamne résolument les agissements antimilitaristes, exige du gouvernement qu'il ouvre (souligné par nous) au grand jour le dossier sur lequel il prétend fonder les sanctions prises (...); il s'élève contre toute mesure répressive frappant les soldats ou des militants qui seraient simplement coupables aux yeux du pouvoir d'avoir défendu les aspirations démocratiques des militaires.** »

Le même 9 décembre, Claude Bourdet (membre de la direction du PSU) déclare : « **Ils (les soldats emprisonnés) ne s'opposent pas plus à l'existence d'une armée ordonnée et d'une Défense nationale efficace que l'existence des syndicats ouvriers ne s'oppose (souligné par nous) à l'organisation rationnelle de la production.** »

Ainsi, pour les uns : avant de prendre position, il faut connaître les intentions des soldats. Leurs intentions sont-elles démocratiques ou antidémocratiques ? Pour le savoir, il faut ouvrir les dossiers ! Pour les autres, adeptes de l'autogestion, il est normal que les soldats exigent une « **Défense nationale efficace** », il ne s'agit pas plus de détruire l'armée du capital que de remettre en cause le capitalisme. C'est normal, la CFDT, qui n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier, est hostile à la Charte d'Amiens où il est inscrit que le combat pour « **l'abolition du salariat et du patronat** » est une question fondamentale, une question de principe. Et chacun poursuit et approfondit la division.

Georges Marchais déclare : « **S'il y a complot, ouvrons les dossiers. Il faut savoir de qui sont coupables les soldats emprisonnés.** »

Et Rouge, s'adressant aux stali-niens, implore en écrivant : « **Ils font preuve du même aveuglement suicidaire qui a conduit l'Unité populaire à sa perte et la classe ouvrière chilienne à la tragique défaite de septembre 1973.** » Ainsi la trahison de la direction du PCF est réduite par le journal de la LCR à de « **l'aveuglement** ». Rouge va prendre la main de « **l'aveugle PCF** » pour l'aider à traverser.

Le Parti socialiste ne sera pas en reste ; par la personne de Charles Hernu, il déclare : « **L'armée est l'instrument de la Défense nationale et comporte des éléments spécifiques : discipline, hiérarchie, organisation. Cela a toujours été notre position.** » Juste avant les congés de fin d'année, que soldats et militants passeront en prison, le secrétaire national du PSU déclarera pour qu'aucune « **ambiguïté** » ne subsiste : « **Le PSU ne veut pas détruire l'armée, et nous pensons que le pays, en particulier si la gauche venait à prendre le pouvoir, a besoin d'une Défense nationale forte. En ce sens notre action actuelle n'est pas antimilitariste.** »

C'est ainsi que les uns, au nom du « **militarisme** », les autres au nom de « **l'antimilitarisme** » ont refusé d'engager la lutte unie pour la libération sans conditions des soldats et militants emprisonnés et réaffirmé leur allégeance au gouvernement Giscard-Chirac, au travers de la Défense nationale.

L'OCI, ainsi que l'AJS ont refusé dès le départ de se situer dans le cadre de la division. Dans les entreprises, les facultés, les collèges, les foyers de jeunes travailleurs, ce sont des milliers de jeunes et de travailleurs, des centaines de sections syndicales, des militants de toutes tendances qui ont dit : Non à la division ! qui ont affirmé : « **Quelle que soit la position des uns ou des autres concernant l'armée, aucune condition ne doit être posée à la lutte unie pour la libération des soldats et militants emprisonnés, pour exiger la levée immédiate de toutes les inculpations et l'abandon des poursuites.** »

ARMEE : FRONT UNIQUE OUVRIER ET REVOLUTION PROLETARIENNE

Sur cette question, le lecteur devra se reporter à l'article de Cesar Corté dans La Vérité n° 565 (janvier 1975). Rappelons simplement en quelques mots la position des marxistes sur ce problème.

Dans sa brochure **Militarisme et antimilitarisme** écrite en 1907, K. Liebknecht écrivait :

« **Le but de l'antimilitarisme anarchiste et de l'antimilitarisme social-démocrate est, si l'on se satisfait d'un slogan, le même : la suppression du militarisme. (...) Cependant, la social-démocratie considère, conformément à sa conception de l'essence du militarisme, que la suppression complète du militarisme seul est impossible : il ne peut disparaître qu'avec le capitalisme : la dernière société de classes. (...)** »

Ce qui est en cause une fois encore, ce sont les problèmes les plus élevés de la révolution prolétarienne. Partant de l'analyse de la situation politique, du mouvement général qui se dirige vers l'ouverture de la crise révolutionnaire, l'OCI s'adresse au prolétariat comme à toute la jeunesse, à celle sous les drapeaux comme à celle des usines, des lycées, des facultés pour leur ouvrir la voie par laquelle ils peuvent détruire l'Etat de la bourgeoisie et ses institutions.

Les révolutionnaires ne peuvent accepter qu'au nom de la lutte contre les tentatives, au demeurant réelles, de certains représentants de la bourgeoisie de constituer une armée de métier, on enchaîne travailleurs et jeunes au travers de la défense de l'armée de conscription au char de l'armée bourgeoise elle-même. Le programme d'action de la classe ouvrière pour le gouvernement ouvrier, pour le socialisme, édité par l'OCI lors des élections législatives de 1973, ne sépare pas la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques contradictoires avec le maintien de l'Etat bourgeois de l'indispensable combat pour le front unique ouvrier pour la disparition du gouvernement bourgeois en place (aujourd'hui Giscard-Chirac), du combat pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Nourrissant le combat contre Giscard-Chirac, pour sa chute inconditionnelle, la jeunesse, le prolétariat exigent :

— la dissolution des milices patronales ;

— que l'ordre ouvrier soit assuré par les travailleurs eux-mêmes ;

— plus de préfets, dissolution des polices d'Etat, des CRS, des corps de gendarmerie, dissolution des organismes de défense en surface (...);

— droits syndicaux, politiques, d'organisation à l'armée ;

— délégués des soldats élus démocratiquement par les soldats, droits des soldats appliqués sous le contrôle

des syndicats, abrogation de la loi sur le service national, de la loi Debré ;

— six mois de service qui permettent à la jeunesse travailleuse et des écoles à apprendre à manier les armes ;

— vers la suppression de l'armée permanente, vers les milices.

Pour l'OCI, comme pour l'AJS, il ne saurait y avoir de lutte pour la décomposition de l'armée bourgeoise, de lutte pour la défense des revendications des soldats, sans lutte pour la révolution prolétarienne. C'est parce que l'OCI combat pour la victoire de la révolution qu'elle a lutté et qu'elle continue à lutter pour le front unique pour la libération des soldats emprisonnés. C'est parce qu'ils défendent la société bourgeoise que les uns et les autres ont multiplié les obstacles et les conditions contre le front unique pour cet objectif.

LE COMBAT DE L'OCI POUR LA CONSTRUCTION DE L'AJS

Les thèses du XVII^e congrès de l'OCI :

« Au combat abstrait, nous devons opposer les combats réels, ceux qui expriment réellement la volonté de vaincre. La jeunesse a le goût de la victoire. Des plus grandioses événements qui marquèrent la période de l'imminence de la révolution, nous devons montrer que le goût de la victoire exige l'organisation, une organisation capable d'utiliser, selon les situations, toutes les situations, toutes les formes de lutte pour assurer le triomphe de la révolution prolétarienne. C'est ainsi que l'AJS se construira comme organisation de masse. C'est ainsi que l'OCI — qui doit surmonter le contenu dispersé de son travail politique, qui pour ne pas subir la dislocation des conditions matérielles et politiques d'existence du prolétariat doit surmonter par ses mots d'ordre et sa

tactique le cloisonnement et la division, qui pour atteindre ses objectifs doit assimiler pleinement les rapports entre la revendication et la révolution — *aidera et guidera* (souligné par nous) *politiquement l'AJS à devenir l'organisation de masse de la jeunesse. Mais de même que l'Alliance ouvrière, l'AJS n'est pas et ne peut être l'organisation bolchevique dont le prolétariat a besoin pour vaincre. (...) Une large compréhension est indispensable de ce que nous caractérisons comme la mobilité de la jeunesse. Cette mobilité a deux bouts : enthousiasme pour le combat révolutionnaire, déception rapide devant les écueils et les échecs.*

« C'est pourquoi il serait impossible de garantir une progression de l'AJS sans assurer une formation politique poussée de cadres jeunes, qui seule peut ouvrir un recrutement intense de militants de l'AJS à l'OCI. (...) »

L'Alliance des jeunes pour le socialisme n'existe que parce qu'existe l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Cette orientation (combat pour la construction de l'ORJ) est garantie par la situation spécifique de la jeunesse dans la période politique présente. Mais l'AJS doit exister comme telle, sinon elle n'est qu'une caricature de l'OCI, ou une simple projection de l'OCI dans la jeunesse.

Telle n'est pas l'orientation de l'OCI. Les cercles de l'AJS ne peuvent exister, vivre et se développer que dans des structures souples où, tout à la fois, il est possible d'exiger le dévouement le plus total dans l'accomplissement des tâches et d'assurer la plus large liberté de discussion de tous les problèmes de la vie qui passionnent les jeunes.

Pour cela, il est nécessaire de poser devant la jeunesse le problème de la révolution dans toute son ampleur et de faire appel aux trésors d'audace et de courage qu'elle recèle. Le

combat contre l'impérialisme, contre le stalinisme, la lutte pour le socialisme et la construction du parti révolutionnaire, la participation aux actions de la jeunesse, sous toutes les formes, le combat politique pour l'unifier, l'aider à surmonter les obstacles que dressent appareils et gauchistes, telles sont les raisons d'être de l'AJS.

Mais les plus grandes perspectives, les plus exaltantes se vident rapidement de tout contenu si l'AJS ne montre pas que la lutte pour le socialisme se concentre aujourd'hui autour de la question du gouvernement.

Dans une brochure de formation sur la question du gouvernement ouvrier et paysan, Stéphane Just écrit notamment :

« Mais il faut comprendre que l'AJS est une grande personne, que l'AJS par conséquent ne peut pas se borner à fréquenter les jeunes, se contenter notamment de s'adresser à la Jeunesse communiste, comme si elle n'était concernée que par un front uni de la jeunesse. (...) »

Et plus loin :

« L'AJS ne confine pas ses perspectives politiques à la discussion à l'intérieur de la jeunesse, elle s'intègre avec la dimension d'organisation de jeunesse, comme la force motrice, le porte-parole, le concentré des besoins et des aspirations de la jeunesse en liaison avec le développement de la lutte des classes qui pose la question du gouvernement par rapport à toutes les organisations de la classe ouvrière et à la classe ouvrière elle-même. (...) »

Ainsi, s'il est vrai que le poids des organisations traditionnelles ne s'exerce pas avec une force égale sur la jeunesse qui échappe pour son immense masse à la tutelle étouffante des appareils contre-révolutionnaires, il serait erroné d'en conclure que les lois de la lutte des classes ne

s'appliquent pas à la jeunesse et que les organisations traditionnelles, et en particulier les JC, ont perdu toute capacité, et définitivement, de l'organiser.

Il faut le répéter. La situation politique nous ouvre les plus larges opportunités pour faire de l'AJS une organisation de jeunesse de masse. Prolongeant le mouvement de grève engagé par les étudiants de Nantes, les étudiants en IUT, les étudiants de Toulouse en manifestant à dix mille, ceux de Brest, Rennes, Tours, Lyon ont engagé la lutte contre le gouvernement capitaliste Giscard-Chirac et sa réforme du second cycle. A l'heure où nous écrivons, plus de cent vingt mille étudiants, dans des mouvements partiels, parfois dans des débrayages d'une heure pour discuter des moyens à mettre en œuvre pour faire barrage à la réforme capitaliste se sont mobilisés. Dans toutes les universités, dans les amphithéâtres, ce sont des milliers de discussions, de réunions anonymes. Les étudiants montrent qu'ils refusent de faire les frais de la politique réactionnaire du capital et de son gouvernement. Partout s'exprime une même aspiration : celle d'engager dans l'unité la lutte pour l'abrogation de la réforme du second cycle. Partout une même volonté : celle de ne pas accepter les discours de ceux qui cherchent à les diviser, que ce soit sous la forme de prétendues « luttes » sans lendemain ou bien de ceux qui cherchent à opposer les étudiants entre eux. A la « magie du verbe », ils préfèrent une réflexion qui, sans nul doute et cela est en cours, prépare un combat d'envergure. Dans leur immense masse, les étudiants aspirent à se rassembler, à se dresser, à manifester là où les choses se décident, au ministère. Aujourd'hui, dans toutes les universités, c'est par milliers que les étudiants exigent que soit organisée une manifestation centrale et nationale pour l'abrogation de la réforme, et cela avant les vacances de Pâques. Pour ces milliers d'étudiants,

attendre signifierait accepter la réforme.

C'est consciente de ses responsabilités que l'UNEF, dans les meilleures traditions du syndicalisme étudiant, déclare :

« Le 20 janvier a été promulguée la réforme du second cycle universitaire.

« Le 1^{er} octobre 1977, ce sont des centaines de milliers d'étudiants, aujourd'hui en première, en deuxième, ou même en troisième année, qui seront soumis au nouveau régime.

« Si la réforme devait s'appliquer, ce sont des centaines de milliers d'étudiants qui seraient voués à la déqualification, à la sélection.

« Depuis le 20 janvier, depuis que le texte est connu de tous, une certitude existe : les étudiants rejettent dans leur immense majorité une réforme qui les destine au chômage et les soumet à l'arbitraire le plus total des besoins du patronat.

« Les informations recueillies par le bureau national de l'UNEF concordent toutes : dans les TD, les amphithéâtres, les universités de Paris et de province, les étudiants rejettent la réforme, l'immense majorité des étudiants se prononce pour une manifestation centrale, nationale et unitaire, pour exiger du secrétariat d'Etat aux Universités l'abandon de la réforme du second cycle.

« Les nombreux comités unitaires, les comités de grève ont demandé au bureau national de l'UNEF de prendre position.

« Le bureau national de l'UNEF rappelle qu'il a informé Mme Saunier-Seïte de la situation le 12 février. Aucune réponse positive n'a été apportée à ces demandes.

« Il est clair que le gouvernement et Mme Saunier-Seïte tentent de gagner du temps. Ils espèrent passer l'échéance de Pâques et faire ainsi passer la réforme.

« Mais les actions des étudiants qui s'élargissent dans toutes les universités, dans tous les établissements d'enseignement supérieur

attestent que les étudiants n'acceptent pas.

« Dans cette situation, le bureau national de l'UNEF se prononce pour l'organisation d'une manifestation centrale, nationale et unitaire au secrétariat d'Etat aux Universités pour exiger l'abrogation de la réforme.

« Il appelle les étudiants, par milliers et par milliers, à préparer une telle manifestation. Il appelle ses CA-UNEF, ses AGE-UNEF à prendre position pour la manifestation centrale nationale, qui seule aujourd'hui peut permettre aux étudiants dans l'unité d'imposer gain de cause.

« D'ores et déjà, le bureau national considère, devant les multiples prises de position, devant la volonté puissamment exprimée de mettre à bas cette réforme, qu'il est de son devoir de convoquer tous les comités, tous les délégués, le samedi 6 mars, à 9 heures, à Jussieu, afin de décider en commun des modalités d'organisation d'une manifestation centrale, nationale et unitaire.

Le bureau national
de l'UNEF.»

Les étudiants de Nantes se sont démontré à eux-mêmes, tout d'abord, qu'ils pouvaient réaliser l'unité en se mobilisant pour la réintégration de leurs camarades. Ils ont obtenu un premier succès en s'appuyant sur les premiers pas du front unique réalisés. En ce sens, les étudiants nantais ont ouvert la voie. Sans phrase creuse, lorsqu'est venue l'heure de l'action, ils ont décidé et ils ont agi par la grève et par la manifestation.

Le combat politique mené par l'avant-garde à l'université pour ouvrir les perspectives les plus audacieuses aux étudiants et, partant, à toute la jeunesse, pour unifier et rendre cohérent ce qui pour l'observateur superficiel n'est que chaos doit être mené avec toute la souplesse qu'exigent les différentes situations, avec toute l'audace et la fermeté qu'exige l'activité consciente pour préparer l'action de classe. C'est dans la préparation

et au cours de l'action de classe, en liaison avec le combat de l'avant-garde dans la classe ouvrière, que l'AER combat pour la construction des comités unitaires de base dans les amphithéâtres, les TD regroupant les étudiants et militants de toutes tendances qui luttent pour la réalisation du front unique ouvrier. Il faut le dire nettement : là, plus rapidement qu'ailleurs, de tels organismes politiques peuvent et doivent être constitués. Ce sont des cellules de l'OCI à l'université, des cercles de l'AJS-AER que dépend, et d'eux seuls, la participation massive des comités unitaires de base à l'assemblée nationale du 9 mai. C'est de nous seuls que dépend dans les semaines qui viennent le recrutement des meilleurs éléments de cette nouvelle génération d'étudiants qui arrive à la vie politique. Il n'y a pas de voie royale, pas plus à l'université qu'ailleurs. Il n'y a pas de raccourci. Il faut rompre avec tout ce qui colle à la vieille société exploiteuse et hypocrite et s'adresser résolument à la masse des étudiants. Les premiers succès enregistrés montrent aux jeunes révolutionnaires combattant à l'université que les prétendues « nouvelles avant-gardes » ne sont en fait que l'arrière-garde.

C'est dans cette même trajectoire que l'Alliance des jeunes pour le socialisme, s'inscrivant dans le développement des luttes de la jeunesse intégré au mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, se fixe dès aujourd'hui la perspective de rassembler par milliers à la fin du mois de mai jeunes travailleurs, lycéens, chômeurs, collégiens, étudiants pour le socialisme, pour le gouvernement ouvrier, pour en finir avec le capital et son gouvernement. C'est dans ce cadre que, répondant à l'appel des comités unitaires de base de la métallurgie qui convoquent une conférence pour l'organisation de la lutte unie contre les classifications, les cercles de l'AJS vont combattre pour que plusieurs centaines de collégiens et apprentis de la métallurgie préparent

et participent à cette conférence. C'est le combat politique pour que dans les collèges, les lycées, les foyers de jeunes travailleurs soient constitués et développés les comités unitaires de base. C'est d'une manière autonome spécifique, et en même temps étroitement reliée au combat que mène l'avant-garde, que l'AJS, en réalisant les objectifs qu'elle se fixe librement en reportant des succès dans toutes les échéances qui conduisent au rassemblement national dont elle prend l'initiative pour la fin

du mois de mai, participe à la construction du parti révolutionnaire.

L'agitation qui renaît à l'université, et dont nous avons essayé de montrer la portée politique, annonce les combats de classe de grande envergure ; ce processus est en cours.

Parce que nous savons, comme Trotsky l'a écrit, que « la jeunesse ne peut pas ne pas être pour la révolution », tournons-nous vers elle avec audace, elle représente l'avenir.

Gérard BAUVERT.

Un secteur important de la lutte des classes : l'enseignement

par Michel LANDRON

« DEVANT LES CARENCES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DES PARENTS SE TOURNENT VERS LE PRIVE. OU LES METTRE A L'ECOLE ? »

Aujourd'hui, des parents, déçus et anxieux, qui croyaient en l'enseignement public, retirent leurs enfants de la "communale" ou du lycée. Ont-ils raison d'agir ainsi ? Ce mouvement d'opinion, peu sensible au niveau national, n'en est pas moins l'expression du malaise qui secoue l'enseignement. Le privé, dans la tourmente, apparaît soit un recours plus stable et plus sûr, soit un moyen d'échapper à la rigidité d'un système qui n'arrive pas à faire ses preuves. »

Tel est le titre d'un article du numéro de février 1976 d'un périodique de fort tirage, « Marie-France ». Il démontre à lui seul, bien qu'il suffirait dans ce domaine de se référer à certains discours de députés des partis bourgeois, que la « guerre scolaire » n'est pas éteinte dans la lutte des classes en France. On serait tenté de dire, au contraire, qu'en relation avec la décomposition de la société

bourgeoise, elle s'est vivement rallumée. Certes, on n'entend plus aujourd'hui, avec autant de brutalité, le cri de haine que poussait Thiers en 1850, deux ans après l'écrasement en juin de la révolution de février 1848 du prolétariat parisien : « Les instituteurs sont trente-cinq mille socialistes et communistes. Il n'y a qu'un remède : il faut confier à l'Eglise l'instruction primaire, entièrement et sans réserve ! »

La forme de l'hostilité que manifestent la bourgeoisie et ses représentants politiques vis-à-vis de l'enseignement public et du corps enseignant a certes changé. Mais, à l'instar de l'article cité ci-dessus, il n'est cependant pas rare d'entendre que les enseignants seraient responsables du « mauvais esprit » de la jeunesse, ou bien responsables de la grève générale de mai-juin 1968, comme hier ils étaient accusés par les hommes politiques de la classe dominante d'être les responsables des défaites de la bourgeoisie française face à son homologue allemande, en 1870, voire en 1940 !

La stupidité de ces assertions est directement proportionnelle à la faillite de la société bourgeoise que, bien évi-

LISEZ, DIFFUSEZ, ABONNEZ-VOUS A :

" JEUNE REVOLUTIONNAIRE "

ORGANE MENSUEL DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

J.R. Prix : 2 F

Abonnements : 1 an : 20 F

C.C.P. JEUNE REVOLUTIONNAIRE : 25 445-62 - PARIS

En vente : 87, rue du Fg-Saint-Denis, PARIS (10^e)

demment, les représentants de la classe au pouvoir ne peuvent admettre. Dès lors, il leur faut des « meneurs », des « responsables » de la « subversion ». Mais si ces assertions sont stupides, il faut cependant convenir qu'elles expriment la parfaite conscience de la bourgeoisie que, pour atteindre ses objectifs politiques, il lui faudra briser le corps enseignant. De ce point de vue, la suppression des écoles publiques dans les villages et les bourgs de France procède d'une volonté politique délibérée dirigée contre le mouvement ouvrier dont l'instituteur était bien souvent le seul représentant dans les campagnes.

Il en est de même de l'acharnement mis par la V^e République à détruire les Ecoles normales, pépinières de cadres politiques et syndicaux du mouvement ouvrier, ayant fourni une partie notable de l'ossature des partis socialiste, puis communiste, et, depuis 1962... de l'OCI.

« En France, les enseignants ont de tout temps joué un rôle important dans le mouvement socialiste, syndicaliste et communiste », constatait déjà Léon Trotsky en 1931. Si elle mérite d'être précisée dans les conditions politiques d'aujourd'hui, cette constatation conserve une indéniable réalité. Cette place politique particulière des enseignants dans la lutte des classes a ses racines dans les conditions historiques particulières des développements des antagonismes de classes en France. Très tôt, les enseignants deviendront en grand nombre des cadres du mouvement ouvrier. Ce phénomène est inséparable de la question scolaire qui, comme l'anticléricalisme, est comme un fil rouge dans toute l'histoire de l'instauration de la République bourgeoise en France et de la décadence impérialiste.

Outre ces traditions politiques — les enseignants et particulièrement les instituteurs feront leurs premières armes dans la lutte politique, dans le combat contre le clergé catholique, l'aristocratie et la bourgeoisie antirépublicaine — il faut aujourd'hui considérer l'importance de l'existence de la FEN rattachant l'immense majorité du corps enseignant au mouvement ouvrier, et dont l'unité préservée la place au carrefour du front unique des centrales syndicales et des partis ouvriers. De plus, de par leur fonction sociale, les enseignants occupent une place charnière entre la jeunesse et toutes les couches de la population

laborieuse. Enfin, les enseignants sont directement sensibles à la décomposition de la société capitaliste au stade de l'impérialisme, « réaction sur toute la ligne », faisant peser sur les richesses culturelles de l'humanité de concrètes menaces. Ils sont d'autre part directement l'objet d'incessantes agressions de la part de l'Etat bourgeois, étant donné l'importance majeure que revêt pour le capital la « question scolaire ».

L'ensemble de ces données, sur lesquelles nous reviendrons dans cet article, donne les raisons essentielles de l'importance du combat politique que l'OCI mène dans l'enseignement. L'OCI n'échappe d'ailleurs pas à la règle générale : elle compte dans ses rangs un pourcentage important d'enseignants parmi lesquels nombre de ses cadres politiques qui :

« (...) sont engagés dans une bataille politique en relation avec les données concrètes exprimant dans ce secteur particulier l'ensemble des données de la situation politique, s'ordonnant autour de la question du pouvoir, du gouvernement.

La lutte pour le front unique ouvrier prend en effet dans l'enseignement une réalité politique particulière, se concentrant sur la question décisive de l'unité de la FEN et de sa place dans le mouvement ouvrier. La FEN est au centre des manœuvres politiques dirigées contre le front unique ouvrier, contre l'unité des organisations ouvrières françaises, afin de boucher toute perspective politique à la classe ouvrière au niveau gouvernemental. » (Extrait de la résolution adoptée au XX^e congrès de l'OCI.)

Trotsky écrivait, à propos des instituteurs de village, que les enseignants « peuvent tenir un rôle d'agents irremplaçables du front unique ». Le combat politique pour que cette « possibilité » devienne une réalité dans la lutte des classes, c'est-à-dire pour que soient levés les obstacles dressés par les appareils appuyés par le gauchisme, est inséparable du combat pour construire l'OCI dans la perspective de la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale.

I - L'ENSEIGNEMENT ET LA LUTTE DE CLASSES EN FRANCE.

DES MILLIERS « DE SOCIALISTES ET DE COMMUNISTES » (Thiers).

« La guerre scolaire » : un fil rouge dans la lutte des classes en France.

Les enseignants, essentiellement d'ailleurs les instituteurs, firent leurs premières armes dans la lutte politique dans le conflit qui a opposé pendant des dizaines d'années l'Eglise et la République.

Marx écrivait dans le « Manifeste du Parti communiste » : « Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. » Ce fut le cas de la lutte contre le cléricanisme, en particulier sur la question scolaire. « Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires. » Se saisissant des armes « dont la bourgeoisie s'est servie » pour asseoir sa domination politique, les instituteurs ne sont pas restés neutres dans le conflit opposant l'Eglise et la bourgeoisie monarchiste aux bourgeois républicains. Mais, devant la trahison par la bourgeoisie de son propre passé révolutionnaire, il était écrit que les enseignants rejoindraient le mouvement ouvrier organisé dans la mesure où celui-ci se montrait capable d'intégrer à ses propres objectifs de classe les revendications démocratiques que la bourgeoisie abandonnait.

C'est un lieu commun de dire que le développement des relations capitalistes nécessitait la formation d'une main-d'œuvre pourvue d'une instruction minimale, donc le développement de l'enseignement, à tout le moins de l'école primaire, alors qu'au Moyen Age féodal les « clercs » ne formaient qu'une couche très mince de lettrés sous le contrôle de l'Eglise veillant jalousement à perpétuer l'ignorance et la crasse intellec-

tuelles, les classes dominantes, elles-mêmes, végétant dans l'analphabétisme, l'ignorance et l'obscurantisme. Mais il serait totalement erroné de penser que ce développement s'est fait en dehors de toute contradiction, comme une sorte de « nécessité objective » en dehors de la lutte des classes. Ainsi, pendant toute la période d'accumulation primitive du capital, l'extrême surexploitation des masses avec le travail des enfants et des femmes, l'absence de toute législation permettant la réunion des conditions politiques du développement de l'enseignement, s'opposaient y compris au développement de l'école primaire. C'est l'époque où la I^{re} Internationale revendiquait la création d'une école laïque, publique, gratuite et obligatoire « pour contrecarrer les effets d'un système social qui dégrade l'ouvrier au point de le transformer en un simple instrument d'accumulation du capital et qui, fatalement, change les parents en marchands d'esclaves de leurs propres enfants ». Pourtant, en formulant cette revendication, la I^{re} Internationale ne faisait que reprendre ce que la Révolution française avait mis en avant, ainsi que l'illustre le plan Le Peletier, présenté à la Convention en juillet 1793 par Robespierre, qui préconisait :

« L'Education nationale sera égale pour tous, tous recevront même nourriture, mêmes vêtements, même instruction, mêmes soins. (...) Tous les enfants ont droit à la recevoir et les parents ne pourront se soustraire à l'obligation de les faire jouir de ses avantages. L'étude des connaissances humaines sera enseignée publiquement et gratuitement par des maîtres salariés de la nation. »

Inévitablement, un tel plan révolutionnaire supposait une lutte serrée contre les anciennes classes réactionnaires, contre le passé féodal et, en particulier, contre l'Eglise. Il faut d'ailleurs préciser

que c'est sous la pression directe de la sans-culotterie parisienne qui avait mis l'instruction au premier rang de ses revendications que le plan Le Peletier fut présenté et adopté, et qu'il faudra attendre la Commune de Paris pour qu'il soit repris dans son intégralité. La Commune de Paris, en quelques semaines, jeta les bases d'un enseignement totalement gratuit et obligatoire, totalement retiré des mains du clergé.

La bourgeoisie française, comme d'ailleurs ses homologues anglaise ou allemande, était, dès l'aube de sa puissance, prise entre les nécessités objectives du développement des forces productives et les dangers politiques pour l'ordre social et politique que représente l'élévation du niveau culturel des masses. Si elle encourage le développement de l'instruction primaire (le fameux triptyque « lire, écrire, compter »), elle cherche cependant toujours à limiter au maximum la portée de cet acquis.

Ainsi, les nécessités du maintien de l'ordre social et politique, à la suite de la révolution du prolétariat parisien de février 1848, mais après qu'il fut écrasé en juin 1848, amènera la quasi-totalité des fractions de la bourgeoisie à s'empresser de voter la loi Falloux (1850) redonnant à l'Eglise l'éducation des enfants. Mais l'Eglise est un adversaire par essence des principes républicains, étrangère au pouvoir bourgeois. Ses liens l'unissant au passé féodal, à l'aristocratie et à la monarchie, elle devait obligatoirement, tout à la fois défendre sa place au sein de l'appareil d'Etat et tendre à l'indépendance politique par rapport à ce même appareil d'Etat. C'est ce que traduit à sa manière — géniale — Victor Hugo dans son célèbre discours à l'Assemblée nationale, quand il appelle à voter contre la loi Falloux en des termes qui demeurent encore aujourd'hui d'une portée révolutionnaire extraordinaire.

Cette contradiction prendra, en France, une dimension politique extrêmement importante et une forme particulière. Ainsi, Engels écrivait :

« Une bourgeoisie lâche comme celles d'Allemagne et de Russie sacrifie ses tendances générales de classe aux avantages provisoires de la répression brutale. Mais une bourgeoisie qui possède sa propre histoire révolutionnaire ne peut le

faire avec autant de facilité. D'ou cette lutte au sein de la bourgeoisie elle-même qui, malgré des accès passagers de violence et d'oppression, la pousse en avant dans l'ensemble. »

Après l'écrasement de la Commune de Paris et les tentatives immédiates qui suivirent de restauration monarchiste dont l'Eglise fut le pilier, fonder la République, conforter l'Etat bourgeois signifiait battre l'Eglise qui la combat, mobiliser le peuple en général au nom de la démocratie, de la souveraineté du peuple, de l'égalité, de la liberté. L'héritage du jacobinisme et de ses traditions révolutionnaires vivant dans la mémoire populaire rendra possible au radicalisme bourgeois de tenir sous son influence la majorité du peuple, et même du prolétariat, et en particulier de mobiliser les instituteurs confrontés aux persécutions religieuses, à des conditions de vie et de travail misérables et précaires, soumis à l'arbitraire le plus total.

C'est dans ces conditions politiques, et non seulement par « les nécessités objectives », que furent promulguées les lois laïques à la fin du siècle dernier, comme la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905 au lendemain de l'affaire Dreyfus. D'ailleurs, si dans les autres pays capitalistes d'Europe le développement de l'enseignement prit des proportions identiques à celles de la France, dans aucun d'entre eux des lois comparables aux lois laïques n'ont été promulguées. Encore aujourd'hui, en Suède, en Italie, en Allemagne... l'Eglise conserve un rôle prépondérant au sein de l'école. Tous ceux qui expliquent que la question laïque découle des nécessités objectives du développement capitaliste ne font qu'émousser la portée historique considérable de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'école. En fait, ils ne font que couvrir l'abandon par la bourgeoisie elle-même des principes démocratiques qu'elle défendait encore hier et qu'elle a très vite sacrifiés au profit des compromis et des alliances avec l'Eglise contre le prolétariat révolutionnaire.

Ce sont en général les mêmes qui, au nom des limites de l'anticléricalisme bourgeois, cherchent à réhabiliter l'Eglise et dénoncent la lutte politique contre elle comme étant « dépassée ». C'est ainsi que tous les ministères bourgeois s'em-

presseront de renoncer à la confiscation des biens du clergé comme à la laïcisation complète et totale de l'enseignement, de même qu'ils tenteront de s'opposer par tous les moyens aux revendications des instituteurs. Des directeurs omnipotents et tatillons, un traitement de famine, la poursuite des persécutions religieuses, l'arbitraire administratif, rien d'étonnant à ce que les instituteurs aient cherché à s'organiser indépendamment de l'Etat, de la République bourgeoise, au sein du mouvement ouvrier.

Ce bref rappel était nécessaire pour comprendre les conditions qui amenèrent les enseignants à grossir les rangs du mouvement ouvrier. Républicains dans leur masse, directement influencés par le Parti radical (c'est par exemple en pleine affaire Boulanger que se tient le premier congrès national des instituteurs sous la présidence d'un membre du gouvernement), les instituteurs utiliseront la loi de 1901 assurant la liberté d'association pour constituer et développer leur organisation nationale, se constituer en corps, fonder la Fédération des amicales d'instituteurs d'où sortiront les fondateurs du syndicalisme, ceux qui combattront pour le droit syndical et le droit de grève des fonctionnaires, pour rejoindre les Bourses du travail et même bien souvent les créer.

Les instituteurs avaient vu dans la République et l'instauration de l'école laïque, gratuite et obligatoire, la démocratie, l'égalité, la possibilité du développement de l'instruction pour tous, la fin du règne de l'obscurantisme. Mais, à la dictature de l'Eglise était substituée celle de l'Etat bourgeois qui n'eut de cesse d'entraver le développement de l'école publique, de limiter la gratuité, de conserver un réseau scolaire contrôlé par l'Eglise, d'imposer une idéologie patriarcale et de cadénasser l'enseignement dans les fers de ses préjugés de classe exploiteuse. La contradiction fondamentale que relève Engels quand il écrit :

« Les bourgeois ont toujours été trop lâches pour défendre leurs propres intérêts ; dès la Bastille, la plèbe a dû faire tout le travail pour la bourgeoisie. (...) Mais ces interventions n'alliaient pas sans que les plébéiens donnent aux revendications révolutionnaires de la bourgeoisie un sens qu'elles n'avaient pas. Ainsi, ils poussèrent l'égalité

et la fraternité jusqu'à leurs conséquences extrêmes qui inversaient le sens bourgeois de ces formules, ce sens poussé alors à l'extrême se changeant en son contraire. Mais cette égalité et cette fraternité plébéiennes, ne pouvaient être qu'un pur idéal à une époque où il devait s'agir précisément du contraire. Comme ce fut le cas partout, l'ironie de l'histoire fit que cette conception plébéienne des mots d'ordre révolutionnaires fut le levier le plus puissant pour faire passer dans les lois la conception opposée, l'égalité bourgeoise, et pour faire passer dans la production l'exploitation au lieu de la fraternité »

s'exprime pleinement sur la question scolaire. L'existence de droits démocratiques, comme la séparation de l'Eglise et de l'école, la gratuité, l'obligation scolaire, démontre aux masses que l'inégalité n'est pas la conséquence de l'absence de l'égalité en droit devant l'instruction, mais plonge ses racines dans le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, dans l'exploitation du travail salarié par le capital qui interdit à la majorité de la population l'accès aux connaissances et au savoir, à l'héritage culturel de la civilisation.

Mais encore ces droits démocratiques sont constamment battus en brèche par la bourgeoisie au pouvoir.

Cette question va revêtir une acuité encore plus grande au stade impérialiste. Trotsky écrit dans *Où va la France* :

« Non seulement le capitalisme ne peut donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère des « contre-réformes » économiques et politiques. La politique de spoliation et d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction, mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pour-

quoï les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière. Le même sort attend les radicaux français. Seuls des gens sans cervelle peuvent penser que la capitulation de Daladier ou la servilité d'Herriot devant la pire réaction résultent de causes fortuites ou temporaires ou du manque de caractère de ces deux lamentables chefs. Non, les grands phénomènes politiques ont toujours de profondes racines sociales. La décadence des partis démocratiques est un phénomène universel dont les causes sont dans la décadence du capitalisme lui-même.»

Ainsi, c'est Herriot, président du Parti radical, pseudo-champion de la laïcité et ministre de l'Éducation dans le ministère d'union nationale de Poincaré, qui se signale par une vigoureuse campagne contre les instituteurs, tout en autorisant par décret les congrégations missionnaires dont l'activité est qualifiée de « nécessaire dans les colonies ».

Dans ces conditions, ce n'est pas un hasard si les instituteurs rejoignent le mouvement ouvrier organisé (la CGT pour une minorité d'entre eux avant 1914, le Syndicat national affilié à la CGT et la Fédération unitaire de l'enseignement affiliée à la CGTU après la scission syndicale de 1921, la CGT en 1935 au moment de la réunification), si, s'intégrant au mouvement ouvrier, ils prennent place parmi les cadres et organisateurs politiques, de même que c'est parmi eux que se recrutèrent une minorité révolutionnaire contre la guerre impérialiste et contre l'Union sacrée, les meilleurs cadres fondateurs de la III^e Internationale, les militants qui, au sein de la CGTU à la direction de la Fédération unitaire de l'enseignement, constitueront un bastion contre l'emprise du stalinisme sur la classe ouvrière. Ce sont ces conditions politiques qui autorisaient Trotsky à écrire que « les instituteurs peuvent tenir un rôle d'agents irremplaçables du front unique ».

Ici, il est indispensable d'aborder deux questions qui sont, très souvent, y compris au sein de l'OCI, entachées d'une grande confusion : l'attitude des révolutionnaires vis-à-vis de l'école et le problème de la « laïcité ».

« Programme de transition » et question scolaire.

L'enseignement, dans une société capitaliste fondée sur la propriété privée des moyens de production, sur l'exploitation du travail salarié par le capital, est nécessairement un enseignement de classe, comme la culture est elle-même une culture de classe. La culture d'une époque exprime le degré atteint par le développement de la civilisation, c'est-à-dire de la domination de l'homme sur la nature hostile pour se l'approprier et la mettre à son service. Les connaissances et le savoir matérialisent dans le cerveau humain ces rapports. La culture est donc obligatoirement marquée des stigmates de classe parce que le développement de la civilisation jusqu'à nos jours s'est opéré dans le cadre de rapports sociaux fondés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur les antagonismes de classe entre classes exploiteuses et classes exploitées. La culture est ainsi infectée par l'idéologie de la classe dominante qui n'est pas autre chose que « l'expression idéale des rapports matériels dominants sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination » (Marx, L'idéologie allemande).

C'est pourquoi seul l'avènement d'une société socialiste, abolissant la division de la société en classes, jettera les bases matérielles d'une culture universelle, débarrassée de toute idéologie, qui exprimera limpide les rapports de l'homme social à la nature et les rapports sociaux. Cette culture sera vraiment universelle, car elle sera le produit de l'activité consciente de l'ensemble de l'humanité et l'instrument de cette activité. Elle sera donc réellement l'apanage de toute l'humanité telle que celle-ci sera à cette époque. A l'image de la maîtrise de l'homme sur la nature et de ses propres relations sociales, elle se développera et progressera sans cesse, au fur et à mesure que cette maîtrise se développera et progressera, et cela à la fois en tant que produit et instrument de l'activité de l'homme social historiquement donné.

Est-ce à dire que la classe ouvrière doit rejeter en bloc la culture bour-

geoise ? Absolument pas. Ce serait là renoncer à la défense des conquêtes de la civilisation humaine que, dans sa décadence, la société bourgeoise ruine et menace de destruction. Non seulement le prolétariat au pouvoir dans la transition vers le socialisme conservera « les trésors de la culture » en « gardant ce qu'elle a de bon », pour paraphraser Lénine, mais encore il s'appuiera sur ces trésors pour développer les connaissances et le savoir à une échelle inconnue jusqu'alors, mais dont la société capitaliste laisse entrevoir les immenses possibilités qu'elle met contradictoirement au service de la destruction. C'est pourquoi la classe ouvrière est directement intéressée à la défense des acquis culturels que la putréfaction impérialiste menace.

C'est pourquoi également les intellectuels, confrontés à l'impasse dans laquelle les plonge la société bourgeoise, peuvent rallier le combat de la classe ouvrière pour renverser la domination du capital. C'est pourquoi le renoncement des directions du mouvement ouvrier au combat révolutionnaire pour la dictature du prolétariat est le principal responsable du désarroi des intellectuels et de la petite bourgeoisie qui parfois se persuadent que l'impasse n'est pas celle du capitalisme, mais celle de la science, de la culture, des connaissances et du savoir. Ce bref rappel était indispensable pour préciser la position de l'avant-garde du prolétariat vis-à-vis de l'école. L'école dans la société bourgeoise est bien une école de classe. Elle est en même temps une contradiction dans les termes.

D'une part, la bourgeoisie a tout fait pour interdire l'accès des enfants de la classe ouvrière aux études en tentant de les limiter à l'enseignement primaire, elle tente également d'en appauvrir le contenu culturel. Ainsi, dès sa création, l'éducation nationale en France a été découpée en un réseau primaire, secondaire, supérieur et, plus tard, technique. La bourgeoisie s'est toujours opposée à la revendication, formulée par de nombreux pédagogues bourgeois, de l'école unique jusqu'à 18 ans.

D'autre part, la classe ouvrière a toujours combattu, avec un sûr instinct de classe, pour « se saisir des armes forgées par la bourgeoisie », pour les revendications allant dans le sens du « droit aux études pour tous » et par conséquent pour rompre tous les liens qui

entravent cette aspiration. Et, parmi ces revendications, on trouve en bonne place la gratuité totale, l'enseignement comme service public, la nationalisation totale de l'enseignement, la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, l'amélioration des conditions de travail des enseignants (effectifs des classes, matériel scolaire, etc.), l'opposition à toute mesure dégradant la situation présente, aussi misérable soit-elle, et visant à renforcer la sélection, l'abrogation des réformes de l'enseignement de la V^e République. Ce faisant, défend-on l'école de classe comme le prétendent certains gauchistes ? Certainement pas. Comme il serait tout aussi stupide et réactionnaire de prétendre que les ouvriers défendent leur propre exploitation lorsqu'ils combattent contre les licenciements et le chômage. La lutte de classe du prolétariat n'est pas une lutte idéologique, elle est une lutte pratique, politique, dans des conditions concrètes et vivantes. Opposer au combat politique dressant les masses contre l'État bourgeois s'opposant aux revendications qui vont dans le sens du droit à la « culture pour tous », contre toutes les mesures qui visent à déqualifier, sélectionner, appauvrir le combat pour « la destruction de l'école de classe » est une position réactionnaire étrangère au combat historique de la classe ouvrière.

Le véritable problème n'est pas là. Il est que seule la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière permettra d'en finir avec la misère culturelle, la sélection sociale, de débarrasser l'enseignement de tout le vieux fatras qui lui « colle après », de fonder un enseignement scientifique digne de ce nom, d'en finir avec la monstrueuse division entre travail manuel et intellectuel, de former des hommes qui maîtrisent socialement leur propre développement, leur propre devenir. Et c'est précisément parce que ce combat pour la révolution prolétarienne est indispensable que l'avant-garde du prolétariat doit attacher une grande importance aux revendications qui surgissent des conditions concrètes de la lutte des classes telle qu'elle s'exprime sur les questions scolaires. En d'autres termes :

« La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolé-

ariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, l'accomplissement de cette tâche stratégique est inconcevable sans l'attitude la plus attentive envers toutes les questions de tactique, même petites et partielles.

Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.

La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme "minimum", dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas — la IV^e Internationale met en avant un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le programme de transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. (L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale, Programme de transition.)

S'arrêter là serait encore insuffisant. En effet, si l'OCI se prononce inconditionnellement pour la gratuité totale, pour l'obligation scolaire jusqu'à 18 ans, pour la nationalisation totale de l'enseignement, pour « le droit aux études pour tous », pour toutes les revendications légitimes du corps enseignant, des élèves, des parents d'élèves, contre toute

mesure sélective, pour la défense des conquêtes sociales et droits démocratiques, aussi limités et dénaturés soient-ils, elle le fait en parfaite conscience qu'une lutte conséquente et réelle pour ces revendications ne peut être engagée sérieusement que par la voie de la mobilisation révolutionnaire des masses contre l'Etat bourgeois et le gouvernement capitaliste, par les méthodes de la lutte des classes avec les organisations indépendantes de classe du prolétariat (front unique ouvrier). D'ailleurs, constatons que les appareils réformiste et stalinien qui ont depuis longtemps abandonné le combat pour la révolution prolétarienne, s'ils se prononcent en général pour ces revendications, se montrent incapables de mener un combat conséquent, car il implique la mobilisation des masses contre l'Etat bourgeois. Or, c'est justement cela dont ils ne veulent pas. Plus encore, à la moindre occasion où ces questions deviennent d'une brûlante actualité, ils s'empressent de s'incliner devant les exigences de la défense de l'ordre social et politique bourgeois. Prenons-en deux exemples particulièrement significatifs.

Premier exemple. En 1959, de Gaulle marque son arrivée au pouvoir, avec l'aide directe des appareils qui paralysent la classe ouvrière (seule la FEN lance un mot d'ordre de grève générale de 24 heures), par la loi Debré d'aide à l'enseignement confessionnel. Les objectifs politiques de cette loi sont clairement définis par Debré lui-même à la tribune de l'Assemblée nationale au moment du vote de la loi :

« Nous ne sommes plus à la fin du XIX^e siècle, où l'Etat luttait contre la religion pour être l'Etat. Quand les représentants du pouvoir et non des moindres s'exclamaient : "le cléricalisme, voilà l'ennemi !" , ils vivaient à une époque où il était nécessaire de libérer l'Etat national d'un certain nombre de sujétions. De nos jours, l'Etat national s'est libéré. Ou plutôt, s'il doit encore, comme toujours et sans cesse d'ailleurs, chercher à se libérer, c'est d'abord à l'égard de bien d'autres adversaires de son indépendance. Adversaires aujourd'hui plus dangereux pour son indépendance et son autorité que certains restes du passé. Il ne

s'agit donc pas en ce qui concerne les religions, ou plutôt la religion catholique, d'une crainte quant à l'autorité de l'Etat. »

Le Comité national d'action laïque soutenu par toutes les organisations ouvrières prend alors l'initiative de faire signer dans toute la France une pétition rejetant la loi, pétition qui recueille les signatures de la majorité des citoyens. Un rassemblement est organisé à Vincennes qui regroupe des centaines de milliers d'enseignants et de parents d'élèves. C'est le premier choc avec le gaullisme qui vient de parvenir au pouvoir avec l'aide directe des appareils. Alors que, y compris sur le strict terrain de la démocratie parlementaire sur lequel les dirigeants déclarent se situer, le « droit » est du côté des organisations du CNAL, les dirigeants s'inclinent devant le diktat du gaullisme et aux cris des manifestants « A Paris, à Paris ! » il sera répondu « plus tard, plus tard ». Plus tard, c'est notamment la grève générale de mai-juin 1968.

C'est le deuxième exemple. En mai juin 1968, la grève générale pose la question du renversement de De Gaulle, de la V^e République, d'un nouveau gouvernement. La pleine satisfaction des revendications l'exige, les masses le veulent. Plus soucieux de ne pas remettre en cause le régime gaulliste que d'arracher les revendications des masses, les appareils abandonneront toutes les revendications de la grève générale, en particulier celle de l'abrogation de la réforme Fouchet, pour engager des négociations séparées avec Pompidou et accepter de brader la lutte révolutionnaire des masses par et pour les élections.

C'est d'ailleurs pour les mêmes raisons fondamentales que les appareils, en même temps qu'ils renoncent à tout combat réel pour des revendications qui pourtant, en elles-mêmes, ne remettent pas en cause la propriété privée des moyens de production (comme la gratuité scolaire ou l'abrogation des lois antilaïques), développent, chacun à sa manière, l'illusion qu'une « école démocratique » est compatible avec la société bourgeoise décadente et qu'il n'est par conséquent nul besoin de renverser la domination du capital. L'incohérence de leurs positions politiques est aussi apparente qu'elle est la conséquence directe du renoncement à la révolution prolétarienne. La preuve peut-être la plus éclatante

en est donnée par le plan Langevin-Wallon élaboré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans le cadre du Comité national de la Résistance (au sein duquel collaborent des représentants des partis bourgeois et des partis ouvriers) qui, tout en ne sortant pas des cadres de la société bourgeoise comme l'affirme son préambule, n'a jamais vu le plus petit début d'application. En même temps donc qu'ils s'empressent d'abandonner un combat conséquent pour les revendications élémentaires des masses, dès que celles-ci s'en emparent dans et pour leur lutte, menaçant ainsi le gouvernement bourgeois, il faut absolument aux appareils répondre à l'aspiration révolutionnaire des masses « au changement » (d'où les projets « d'école démocratique ») pour garder le contrôle de celles-ci pour dévoyer leur mouvement dans l'impasse de la collaboration de classes.

De ce point de vue, il faut reconnaître que c'est encore une faiblesse réelle de l'OCI dans l'enseignement qui n'apporte pas, sur ces questions, des réponses politiques d'ensemble répondant aux aspirations des masses (en particulier des enseignants) au changement, réponses politiques d'ensemble sur le terrain du combat pour la révolution prolétarienne. Indéniablement, cette faiblesse laisse le champ libre aux appareils et au gauchisme, ce dernier s'appuyant sur le rejet par nombre d'enseignants de la politique opportuniste des appareils pour les entraîner dans de fausses solutions opposées à la seule politique révolutionnaire conséquente : le combat pour le front unique ouvrier. La conjonction entre le gauchisme et les thèses réactionnaires d'un Yvan Illitch, partisan de « la destruction de l'école capitaliste », en étant l'une des expressions les plus criantes. De même, il est indispensable de préciser la position des trotskystes par rapport à la laïcité.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat et de l'Eglise et de l'Ecole.

Nous avons vu dans la première partie de cet article l'importance politique de cette question dans la lutte des classes en France. Finalement, l'alliance bourgeoisie-Eglise était inévitable. Tous les

deux attachés à la propriété privée, la bourgeoisie ne pouvait que trouver excellente la bonne philosophie cléricale qui apprend à l'homme exploité que le bonheur n'est pas de ce monde, qu'il faut souffrir ici bas et que les hommes sont frères. La mainmise sur l'école (comme la sauvegarde de ses biens) a toujours été, et est toujours, une revendication que l'Eglise adresse à l'égard de la bourgeoisie en échange de ses bons et loyaux services. C'est bien pourquoi la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la séparation de l'Eglise et de l'Ecole sont indissociables. Cela étant établi, le problème est celui de l'attitude de la classe ouvrière et de son avant-garde sur cette question. En effet, deux tendances contradictoires, mais tout aussi erronées, renaissent constamment.

En préalable, précisons ici qu'il faut distinguer les problèmes. Que l'école soit laïque ou qu'elle ne le soit pas, elle reste une école de classe. La question n'est donc pas là. Elle est dans le fait de savoir si le prolétariat doit inscrire dans son combat de classe la lutte pour la laïcité dont la seule définition correcte est la « séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'école ». Cette question a été volontairement obscurcie par la bourgeoisie et les appareils qui assimilent la laïcité et la neutralité de l'enseignement, reprenant l'idéologie bourgeoise camouflée sous le terme « d'une idéologie laïque » niant les antagonismes de classe. Rosa Luxemburg, dans un article où elle polémiquait avec les socialistes français sur cette question (dans *Le Mouvement socialiste* paru le 1^{er} janvier 1903 : « Anticléricalisme et socialisme »), écrit :

« Le principe socialiste, « la religion est une affaire privée », ne nous oblige à la neutralité et à l'abstention absolues dans les questions religieuses que dans la mesure où elles relèvent de la conviction intime, de la conscience.

Mais cette règle a encore un autre sens : elle ne constitue pas seulement un principe directeur qui doit déterminer la conduite propre des socialistes, c'est encore une revendication adressée à l'Etat actuel. Au nom de la liberté de conscience, nous demandons l'abolition de tous les privilèges publics dont les croyants jouissent vis-à-vis

des incrédules, nous combattons tous les efforts tentés par l'Eglise pour devenir un pouvoir dominant dans l'Etat. Il ne s'agit plus ici de conviction, mais de question politique. (...) »

Elle précise plus loin, contre Jules Guesde, qui explique à propos de l'affaire Dreyfus que la classe ouvrière n'a pas à se mêler au conflit qui oppose l'Eglise et la République :

« Toute révolution bourgeoise voulant rester fidèle à ses devoirs devrait procéder à la confiscation des biens de l'Eglise. Les socialistes, en préconisant aujourd'hui cette mesure en France, en revendiquant en même temps la laïcisation générale de l'instruction et de l'assistance publique, ne font que contraindre la République bourgeoise à aller jusqu'au bout de ses principes et à moderniser bourgeoisement l'Etat. Si les camarades français voulaient transporter dans leur pays la tactique allemande qui correspond à des circonstances toutes autres et s'abstenir de prendre part à la lutte politique menée depuis trente ans entre la République et l'Eglise, s'ils déclaraient que toute cette querelle ne les intéresse pas, ils se condamneraient à la nullité et à la stérilité dans la politique pratique. »

En même temps, contre les socialistes comme Millerand, qui, au nom de la lutte contre la réaction et les curés, acceptent de participer à un gouvernement bourgeois aux côtés du général Galliffet, étrangleur de la Commune, Rosa Luxemburg affirme avec énergie :

« Si les socialistes devaient prendre part sérieusement, sans prononcer un mot de critiques, aux pitoyables simulacres de combat des parlementaires radicaux, s'ils ne proclamaient à toute occasion que les bourgeois mangeurs de prêtres sont avant tout des ennemis du prolétariat, le but propre de l'anticléricalisme républicain serait atteint, la lutte de classe serait frappée de corruption. Non

seulement le combat contre la réaction cléricale resterait sans espoir, mais le danger qui, pour la République et le socialisme, résulte de l'accouplement de l'action prolétarienne et de l'action bourgeoise serait incontestablement plus grand que les inconvénients que l'on peut redouter des menées réactionnaires de l'Eglise. »

En d'autres termes, Rosa Luxemburg définit clairement la politique des socialistes :

— inconditionnellement pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'école ;

— combat politique implacable contre l'hypocrisie de l'anticléricalisme bourgeois qui vise à détourner les masses de la lutte contre l'Etat bourgeois lui-même ; c'est-à-dire que le prolétariat doit mener ce combat en toute indépendance avec ses propres méthodes de classe, sans faire aucune confiance à un quelconque parti bourgeois pour mener ce combat, fût-il radical ou républicain.

Ainsi, la Commune de Paris, par la voie révolutionnaire, pouvait-elle aller jusqu'au bout sur cette question. De même, la classe ouvrière russe, en prenant le pouvoir avec à sa tête le Parti bolchevique, proclama immédiatement la séparation.

Cette question, posée par Rosa Luxemburg sur son véritable terrain, celui de la lutte des classes, est à la fois considérablement simplifiée au stade de la décadence impérialiste et considérablement obscurcie par la confusion sciemment entretenue par les appareils contre-révolutionnaires (ceux-ci vont aujourd'hui jusqu'à préconiser l'entrée des prêtres dans l'enseignement public, comme l'affirmèrent Mitterrand et Marchais pendant les Législatives de 1973). La classe ouvrière ne saurait abandonner ce combat politique, pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'école, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne reconnaît pas sous les traits de l'Etat « laïque » l'Etat bourgeois, et sous ceux de l'école laïque l'école bourgeoise. Elle ne met cependant pas l'école laïque dans le même sac que l'école religieuse ou infectée, directement ou indirectement, par les religions. Pas plus qu'elle ne met dans le même sac la République bourgeoise, le césarisme, le fascisme,

et pourtant ce sont des formes déterminées de l'Etat bourgeois.

Les marxistes quant à eux ne sont pas des « laïques » au sens de prétendue neutralité que le terme « laïque » a pris. Ils professent et enseignent le marxisme et sont pour une école entièrement scientifique débarrassée de toute idéologie. Mais ils combattent pour la défense des acquis contenus au sein de l'école laïque. Ils combattent pour sa défense contre sa remise en cause par le cléricanisme et la bourgeoisie. En même temps, ils combattent l'école laïque en tant qu'école bourgeoise en combattant pour le socialisme. L'OCI intègre à son programme politique le combat pour la séparation totale de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'Ecole, signifiant concrètement le combat pour la suppression des écoles confessionnelles, la confiscation des biens du clergé, le maintien de la collation des grades et diplômes universitaires par l'Etat, la suppression des aumôneries dans les établissements scolaires, la défense de l'enseignement comme service public, l'abrogation de toutes les lois antilaïques de la V^e République, l'abrogation du statut concordataire réactionnaire d'Alsace-Moselle.

Fondamentalement, ce combat a le même sens que celui pour la défense des libertés démocratiques, étant bien évident que l'exercice du droit d'association ou de presse, etc. prend un contenu tout à fait différent, qualitativement différent, lorsqu'il s'exerce dans le cadre d'une République parlementaire bourgeoise, ou d'une République soviétique authentique, sur la base de la propriété privée des moyens de production ou celle de la propriété collective des moyens de production. Il en va de même de l'école sans prêtres dans le cadre bourgeois, et de l'école sans prêtres de l'Etat ouvrier. L'OCI ajoute : ce combat politique, il est vain de penser qu'il puisse être mené sérieusement par une politique de collaboration de classes, mais seulement sur le terrain de la réalisation du front unique ouvrier. La théorie et l'expérience le démontrent. Il suffit pour s'en convaincre de lire le livre de Jean Cornec sur « la laïcité » qui, tout en ne se situant pas sur le terrain de la révolution prolétarienne, établit une liste impressionnante de ce qu'il nomme « les abandons », « les désillusions », que ce soit ceux du front populaire, ceux

du gouvernement tripartite de 1945 à 1947, ceux de la SFIO comme ceux du PCF en ce domaine.

Cette vieille revendication démocratique du programme minimum qu'est la séparation de l'Eglise et de l'école, de

l'Eglise et de l'Etat est devenue une « revendication transitoire préparant les masses à la prise du pouvoir politique ». C'est bien pourquoi les trotskystes sont les seuls à combattre de façon inconditionnelle pour sa satisfaction.

II - LE COMBAT DE L'OCI DANS L'ENSEIGNEMENT. LA PLACE DE LA FEN DANS LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE.

Ce qui précède nous permet de comprendre la place essentielle qu'occupe l'enseignement dans la lutte des classes en France depuis des années, les traditions qui s'y rattachent et par conséquent l'importance du combat politique des trotskystes dans ce secteur. Ce combat politique se concentre sur la question de l'unité de la Fédération de l'Education nationale. **Impossible de combattre de façon sérieuse et conséquente pour le front unique ouvrier sans défendre l'unité de la FEN, position fondamentale pour sa réalisation.**

A contrario, il était inévitable que la crise de la forme bonapartiste de domination de classe de la bourgeoisie mettant concrètement à l'ordre du jour la réalisation du front unique des partis ouvriers et des syndicats pour le renversement du gouvernement Giscard-Chirac, mette la question de l'unité de la FEN au centre des manœuvres politiques dirigées contre le front unique ouvrier. Les militants de l'OCI, depuis octobre 1975, sont engagés dans une campagne nationale pour la défense de l'unité de la FEN en relation avec une donnée essentielle de la situation politique : « le tournant » amorcé par les dirigeants de la FEN tendant à modifier la place originale de celle-ci sur l'échiquier politique de la lutte des classes. Où en sommes-nous de cette campagne ? Quels problèmes pose-t-elle ? Quels en sont les premiers résultats ? Quelles perspectives ? Pour répondre à ces questions, il est indispensable de revenir sur la place de la FEN et les conséquences de la préservation de son unité depuis 1948.

La FEN : un bastion du mouvement ouvrier

Le 18 décembre 1947, la Conférence nationale des amis de Force ouvrière, se servant du fait que les dirigeants stalinien, dans une atmosphère de calomnies et de violences, bafouent la démocratie syndicale, décide d'organiser la scission de la CGT et de fonder la CGT-FO, scission dans laquelle s'installe allègrement l'appareil stalinien. La scission de la CGT correspondait au commencement de la guerre froide. Les mouvements dirigés par les stalinien, qui utilisaient la volonté révolutionnaire des masses contenue depuis 1944-1945 pour faire pression sur le gouvernement français afin qu'il rompe avec le Pacte atlantique, sans mettre en cause ni le gouvernement ni l'Etat bourgeois, entraînant de dures défaites et la scission syndicale perpétrée du côté du courant « réformiste », ont concouru à liquider en France la crise révolutionnaire née de la guerre, conjointement à une stabilisation relative du capitalisme français. La bureaucratie du Kremlin par l'intermédiaire du PCF, les dirigeants de la SFIO et ceux de la CGT (Jouhaux, Frachon) étaient parvenus à contenir le mouvement révolutionnaire des masses, à imposer qu'elles n'engagent pas la lutte pour la conquête du pouvoir politique, à reconstruire l'appareil d'Etat bourgeois et l'économie capitaliste. Mais la classe ouvrière était politiquement renforcée ; la bourgeoisie devait lui céder d'impor-

tantes concessions comme la Sécurité sociale, des droits démocratiques accrus comme ceux contenus dans le statut de la Fonction publique, comme le développement de l'enseignement (création des centres d'apprentissage en 1947, devenus depuis les CET, la satisfaction de nombre de revendications des enseignants, etc.).

Dans l'enseignement c'est en janvier 1948 seulement que « l'enseignement public » parle pour la première fois de la scission, mais seul Delanoue, dirigeant stalinien, se prononce alors clairement et immédiatement pour la scission en préconisant le maintien à la CGT contre la CGT-FO. Les dirigeants réformistes sont déchirés. Il convient ici d'ouvrir une parenthèse. Les sectaires voient en général dans les syndicats uniquement le caractère contre-révolutionnaire des bureaucraties syndicales. En quelque sorte, ils nient l'importance des syndicats comme organisations élémentaires de classe du prolétariat, produits, instruments et enjeux de la lutte des classes. Ils sont une conquête historique de la classe ouvrière qui ne peut se passer d'eux. Ils sont en quelque sorte une forme élémentaire du front uni de classe, ce qu'exprime très bien la formule traditionnelle : « les syndicats organisent les travailleurs quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses ». C'est bien pourquoi la bourgeoisie a toujours cherché, sous des formes diverses, à les détruire.

Chaque défaite décisive du prolétariat s'est traduite par la destruction de ses organisations indépendantes de classe (sous Pétain, par exemple, ou en Espagne). C'est bien pourquoi les trotskystes, sans prendre aucune responsabilité dans la politique contre-révolutionnaire des bureaucraties syndicales, défendent inconditionnellement les syndicats contre la bourgeoisie. C'est ainsi que les trotskystes (PCI à l'époque), sans hésitation, adoptent dans l'enseignement le point de vue de l'autonomie, comme une transition, inévitable dans les circonstances concrètes du moment, vers la réunification syndicale en « une CGT unique et démocratique ».

En donnant leur accord à la motion Bonnissel-Valière, garantissant le maintien de l'unité de la FEN (autonomie, droit de tendance, élections des responsables à la proportionnelle et à tous les

niveaux du syndicat), les dirigeants de la FEN (se rattachant au courant « réformiste ») empêchaient la scission. Ces circonstances politiques ont donné à la motion Bonnissel-Valière une portée historique considérable qui dépasse la seule corporation enseignante, marquant depuis vingt-huit années la physionomie et les rapports au sein du mouvement ouvrier.

Par sa seule existence, la FEN a limité les effets de la scission confédérale. Elle est la plus puissante organisation syndicale française et regroupe l'immense majorité des personnels de l'Education nationale. Elle a interdit le développement de la CFDT (aux origines cléricales) dans ce secteur, ce qui n'est pas sans importance en particulier sur la question laïque. **Elle est un bastion du mouvement ouvrier capable de s'opposer aux attaques du gouvernement bourgeois en même temps qu'elle se situe au carrefour des centrales syndicales dont elle peut impulser le front unique.** Le démantèlement de l'Education nationale est impossible jusqu'au bout sans détruire la FEN. Elle est un acquis du mouvement ouvrier qu'il convient de défendre contre la bourgeoisie et l'Etat comme contre toutes les tentatives de la détruire s'exprimant en son sein. L'existence du droit de tendance est un facteur considérable d'élévation du niveau de conscience des enseignants dont la place dans la lutte des classes a pris, par l'existence de la FEN, une dimension politique plus grande encore que par le passé. En même temps, les éléments importants de démocratie ouvrière qui existent au sein de la FEN signifient une pression considérable et constante sur les directions syndicales et qui limite leur marge de manœuvre. Il est impossible de comprendre les positions prises par la FEN en maintes circonstances depuis 1948 en dehors de ces données.

Le tournant de 1958 : la résistance de la FEN et ses conséquences.

Les conséquences de l'unité de la FEN ont marqué toute la lutte des classes en France depuis 1948. Mais c'est en 1958 que cela s'est exprimé avec le

plus de puissance en fonction du tournant de la situation politique que constituait le coup d'Etat gaulliste et l'instauration de la V^e République.

Le régime parlementaire bâtard de la V^e République était incapable de soumettre toutes les couches sociales aux exigences du capital financier, et en premier lieu de soumettre la classe ouvrière; qui dit en effet régime parlementaire dit droits, conquêtes, libertés pour le prolétariat, antagoniques avec les intérêts du capital devant remodeler l'appareil de production pour tenter de stopper la dégradation des positions du capital financier français sur le marché européen et mondial. La IV^e République faisait eau de toutes parts. Elle était en particulier incapable de régler l'affaire algérienne, tant au mieux des intérêts du capital que de ceux de la classe ouvrière. Lorsque éclata le putsch militaire d'Alger, la IV^e République était sur le point de se disloquer. C'est dans cette situation que la IV^e République céda la place au sauveur, à l'arbitre, à de Gaulle, à la V^e République avec l'aide directe de la SFIO et du PCF. Tandis que Guy Mollet contactait lui-même de Gaulle, le PCF votait le 20 mai l'ordre du jour qui confiait à Pflimlin « la défense de la démocratie ». C'est alors que la FEN proposait à toutes les centrales ouvrières de lancer le mot d'ordre de grève générale pour le 30 mai 1958.

Il est là indispensable de s'arrêter un moment. En effet, cette décision est motivée ainsi : « Par ce geste, la FEN entend protester avec force contre les atteintes portées au régime républicain et au libre fonctionnement des institutions. » La faillite de la IV^e République est l'expression politique de la décomposition de la société bourgeoise. Le capital doit recourir à une autre forme de domination en même temps que cette faillite met à l'ordre du jour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Le problème n'est donc pas en soi la liquidation de la démocratie parlementaire faillie, discréditée et corrompue. Le problème est : qui détruit la démocratie parlementaire, quelle classe, le prolétariat ou la bourgeoisie ? Le coup d'Etat gaulliste signifiait en effet la fin de la démocratie parlementaire bourgeoise, la tentative de domestiquer le prolétariat, de liquider les libertés ouvrières et démocratiques, de revenir

sur toutes les conquêtes, droits et acquis arrachés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi sur la base des conquêtes de l'après-guerre, on assiste à un développement important de l'enseignement. Le nombre d'étudiants passe de 75 000 en 1938 à 130 000 en 1950. Les centres d'apprentissage, puis les CET se développent comme les écoles maternelles et les écoles normales. Le taux de scolarisation dans le secondaire ne cesse de croître. La puissance de la FEN est en rapport avec ces bases objectives comme d'ailleurs avec le développement de la MGEN, de la MAAF, de la Fédération des œuvres laïques, de l'Association des parents d'élèves Cornec liée à la FEN. Le coup d'Etat gaulliste annonçait la remise en cause de tout cela comme des libertés syndicales, comme de la séparation de l'Eglise et de l'Etat au niveau de l'école, l'aide étatique aux écoles confessionnelles, la pénétration des prêtres au sein des écoles publiques. Il est impossible de comprendre l'appel de la FEN à la grève générale sans comprendre les conditions politiques du moment et ce qui était en jeu. En effet, les dirigeants de la FEN ne se situent pas sur le terrain de la révolution prolétarienne qui est la seule solution conforme aux intérêts des masses face à la faillite de la IV^e République. Ils se réclamaient de la défense de la République parlementaire et des libertés démocratiques qu'elle implique. Les trotskystes, qui estiment que seule la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière peut régler les problèmes, sont parfaitement conscients que pour cela la classe ouvrière a besoin des libertés démocratiques, pour son combat révolutionnaire. C'est pourquoi ils ont soutenu l'initiative prise par la FEN. Il reste que la FEN doit à son unité préservée le fait qu'elle fut la seule organisation à organiser une grève générale des enseignants contre le coup d'Etat gaulliste.

Le refus des dirigeants de la CGT et de la CGT-FO traduisait la politique de capitulation des directions du mouvement ouvrier devant ce coup de force. Ce faisant, ils assommaient politiquement la classe ouvrière et permettaient à de Gaulle de s'installer au pouvoir et de promulguer la Constitution de la V^e République.

L'échec et la faillite de la V^e République

Coincés entre les nécessités de la préservation de la FEN, inséparables des libertés démocratiques et des acquis dans l'enseignement, et une politique d'adaptation à la bourgeoisie, les dirigeants de la FEN ont, en 1958, choisi la résistance au bonapartisme gaulliste. Et depuis cette date, ils louveront entre, d'une part, la résistance aux tentatives gouvernementales de démanteler l'Education nationale, de détruire l'enseignement public, de porter atteinte aux libertés ouvrières et démocratiques, et, d'autre part, les pressions qu'exerce la bourgeoisie pour qu'ils se plient aux exigences économiques, sociales et politiques découlant de la crise du capitalisme décadent. De fait, une des premières mesures politiques du gaullisme est la loi Debré, votée en 1959 par l'Assemblée nationale, déversant des milliards à l'enseignement privé confessionnel. Une fois liquidée la guerre d'Algérie, avec la collaboration des directions du mouvement ouvrier, au mieux des intérêts du capital financier français, l'Etat bonapartiste se lance dans une vaste tentative de démantèlement de l'Education nationale, réforme Fouchet en 1963, réforme administrative (les enseignants sous la tutelle des préfets) en 1964, réforme de la formation professionnelle en 1966, loi E. Faure en 1968, loi Royer, lois de juillet 1971 sur l'apprentissage, réforme Fontanet, puis enfin réforme Haby. Les besoins objectifs du capital exigent l'abaissement de la valeur de la force de travail, dont l'enseignement est partie constituante, comme d'adapter l'enseignement aux besoins du patronat en main-d'œuvre déqualifiée, mobile, polyvalente. L'Education nationale est également une fraction très importante du budget de l'Etat et le capital estime qu'il a dépassé les limites tolérables, compatibles avec ses intérêts généraux de classe. Enfin, l'existence d'un corps enseignant, jonction entre la jeunesse et la classe ouvrière, organisé dans son ensemble au sein du mouvement ouvrier par l'intermédiaire de la FEN, est une menace constante pour l'ordre social et politique.

Mais si la démocratie parlementaire

bourgeoise était incapable de régler les problèmes au compte des exigences du capital financier, le bonapartisme gaulliste ne les a pas davantage résolus. Ainsi, toutes les réformes de l'enseignement ne sont passées que très partiellement dans la vie. Cet état d'inachèvement provoque un chaos extraordinaire, une formidable pagaille, insupportables pour toutes les classes de la société bourgeoise. D'une part, loin de parvenir à limiter le développement de l'enseignement, on a assisté au contraire à une augmentation du taux de scolarisation dans le secondaire et le supérieur dont les effectifs sont passés de 800 000 en 1958 à 1 800 000 en 1965 et près de 2 500 000 en 1975 pour le premier, et de 170 000 en 1958 à 420 000 en 1965 et plus de 800 000 en 1975 pour le second. Les écoles maternelles se sont considérablement développées. L'enseignement technique, le plus touché, n'a cependant pas été détruit. D'autre part, ce développement s'accompagne d'une dégradation des conditions d'enseignement, d'une tendance à un appauvrissement culturel et scientifique indiscutable.

Cette faillite du bonapartisme gaulliste s'explique par son incapacité à domestiquer la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées des villes et des campagnes. De la grève des mineurs de 1963 à la grève générale de mai-juin 1968, de la chute de De Gaulle en 1969 aux élections présidentielles de 1974 il y a une continuité politique dans le combat du prolétariat dans la résistance aux plans du gaullisme, à l'aspiration au front unique ouvrier pour le renversement de la V^e République. 1968 a sonné le glas du bonapartisme frappé à mort par les masses. 1974 pose concrètement à l'ordre du jour la chute du gouvernement Giscard-Chirac.

Pendant ces dix-sept dernières années, la résistance des enseignants ne s'est pas démentie. S'appuyant sur le combat de la classe ouvrière, partie intégrante du combat du prolétariat, chaque tentative de la bourgeoisie s'est heurtée au corps enseignant. Les dirigeants de la FEN suivront une politique zig-zagante, allant de la résistance au démantèlement de l'Education nationale (grève contre la prorogation de la loi Debré, condamnation des lois Royer et les lois de juillet 1971 de démantèlement de l'enseignement technique public, pourtant toutes deux votées unanimement à l'Assemblée nationale, con-

damnation et manifestation nationale du 24 mai 1974 contre la réforme Haby) à la résistance aux remises en cause des libertés démocratiques, jusqu'à l'adaptation aux exigences des gouvernements de la V^e République (soutien à la loi Faure, abstention sur la réforme Fontanet, signatures des contrats salariaux).

Pendant ces dix-sept dernières années, la FEN fut l'objet d'incessantes attaques politiques contre son unité. Ainsi, depuis sa création en 1964 comme continuatrice de la CFDT, la CFDT s'y est employée constamment. C'est là tout à fait normal. La CFDT, création de la hiérarchie cléricale amenée à s'adapter aux conditions politiques de la lutte des classes, n'est pas le produit de la lutte séculaire du prolétariat (quelles que soient l'honnêteté et la combativité des militants de la CFDT qui ont rejoint celle-ci en réaction à la politique des dirigeants de la CGT et de la CGT-FO). Habillée d'une phraséologie démagogique et gauchisante, la CFDT axe son combat dans l'enseignement contre l'unité de la FEN (dont elle dénonce l'autonomie) et contre l'enseignement public reprenant les thèses réactionnaires de la destruction de l'école (« de classe », « aliénante », « sélective », etc.).

L'appareil stalinien a également mené, sans discontinuer, une bataille conséquente et constante contre l'unité de la FEN relayant son combat contre le front unique ouvrier. Ainsi il a toujours combattu contre le droit de tendances. Le contenu de cette politique est donné par la tendance « Unité et Action », qu'il dirige et impulse, tendance qui a soutenu les CES de la réforme Fouchet, soutenu la loi E. Faure, soutenu les lois de juillet 1971, proposé la première le lien école-production (capitaliste s'entend), refusé la défense sans conditions des libertés démocratiques. Les trotskystes, parce qu'ils ne défendent pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat dans son ensemble, parce qu'ils se déterminent dans la lutte des classes en fonction des intérêts des masses, sans partager l'orientation de collaboration de classe des dirigeants de la FEN (ainsi ces derniers ont participé et participent à toutes les commissions mises en place par le gaullisme dans lesquelles ils collaborent à la répartition du revenu national et à l'application des réformes gouvernementales) ont soutenu tout pas en avant fait par les dirigeants de la FEN sur la voie de la résistance aux gouvernements de la V^e

République et toutes les initiatives correspondant à la vocation de la FEN dans le mouvement ouvrier. Ainsi en 1971, les militants de l'OCI, qui impulsent la tendance EE-FUO (1), ont appelé à voter pour le rapport moral de la direction de la FEN.

Les dirigeants de la FEN, entre 1969 et 1971, par rapport aux intérêts matériels et moraux des enseignants comme par rapport à la place de la FEN dans le mouvement ouvrier, prendront en effet des positions positives. Citons la condamnation des accords de juillet 1970 entre le patronat et les syndicats annonçant les lois de juillet 1971 contre l'enseignement technique public, la grève contre la prorogation de la loi Debré, son initiative pour l'unité des fédérations de fonctionnaires en juin 1971, ses positions correctes pour la défense des libertés démocratiques en France (affaires du lycéen Guiot, de J.-P. Speller...), en Espagne, dans les pays de l'Est (contre la normalisation en Tchécoslovaquie, pour une commission ouvrière d'enquête en URSS et dans les pays de l'Est) sans oublier l'appel à voter non au référendum de 1969, le refus de choisir dans la division des partis ouvriers qui avait pour but de faire passer Pompidou aux élections présidentielles, et son appel à l'unité de l'UNEF. Cela n'ira pas d'ailleurs sans discussions sérieuses au sein de l'OCI comme dans l'EE-FUO. La vieille maladie sectaire d'opposition systématique recouvre un profond opportunisme. Il s'agit de l'opposition au sens « parlementaire » du terme ; toute majorité a besoin de son opposition, et c'est mieux encore lorsque celle-ci est « révolutionnaire ». Mais cette politique est en fait déterminée par rapport aux appareils et non par rapport aux besoins des masses. Dans le cas de l'École émancipée, elle se lie à une confusion constante entre parti et syndicat, héritage du « syndicalisme révolutionnaire ».

1975 : les dirigeants de la FEN à un carrefour

Il reste que la bourgeoisie, bien que dans les pires conditions politiques, ne peut renoncer à détruire l'enseignement public, pour appliquer ses plans de dé-

(1) Ecole émancipée pour le front unique ouvrier, constituée en 1969 après la scission de l'École émancipée.

qualification, de démantèlement de l'Education nationale, de remise en cause des droits, acquis et libertés des personnels de l'Education nationale. Elle ne peut y renoncer, les besoins objectifs du capitalisme décadent le lui imposent. En même temps elle fait tout pour éviter l'affrontement avec le corps enseignant qui aurait des conséquences immédiates sur l'ordre social et politique. Il lui faut l'aide totale et directe des organisations ouvrières, syndicales et politiques. Bien plus il lui faut l'aide directe des dirigeants de la FEN. D'une part, l'unité de la FEN est un obstacle considérable pour la réforme Haby et, d'autre part, l'unité de la FEN, par la place que celle-ci occupe dans le mouvement ouvrier, est une base pour la réalisation du front unique ouvrier contrastant avec sa division indispensable pour la survie du gouvernement.

En d'autres termes, il n'est plus possible que les dirigeants de la FEN manifestent une velléité de résistance sans remettre en cause toutes les « réformes » scolaires de la V^e République, le gouvernement Giscard-Chirac, sa politique et, finalement, la V^e République et ses institutions, donc en dernière analyse l'Etat bourgeois ; la concentration des problèmes et l'évolution de la situation politique font que le gouvernement et le patronat sollicitent l'appareil de la FEN et l'invitent à prendre en charge contre les enseignants et la jeunesse l'application de la réforme comme à modifier la place de la FEN sur l'échiquier politique et syndical.

Modifier la place politique de la FEN est une brûlante nécessité tant du côté gouvernemental que du côté de « l'opposition ». Mitterrand, notamment, a besoin de s'appuyer sur elle, d'en faire l'axe d'une nouvelle centrale qui intégrerait la CFDT, supplanterait et disloquerait FO. La reconnaissance de la FEN en juillet 1975 comme sixième centrale syndicale plaçant celle-ci comme confédération annonçait dès la rentrée scolaire la remise en cause de la place particulière de la FEN. La place politique dont procède sa force vient justement de ce qu'elle n'est pas une confédération, mais la plus puissante des fédérations parce qu'elle a conservé son unité, qu'elle est une base en vue de la lutte pour le front unique et l'unité syndicale, la reconstruction d'une « CGT unique et démocratique ». Le statut de confédération lui fait abandonner cette place et contient en germe

sa dislocation. Les rapprochements de la FEN avec la CFDT, corrélativement aux tentatives de destruction de la CGT-FO, concrétisent cette politique de division dirigée contre le front unique ouvrier. Ainsi l'introduction de l'« autogestion » dans l'orientation de la direction de la FEN n'est pas fortuite. Elle exprime un mouvement vers la constitution d'une sainte-famille autogestionnaire en corrélation avec le PS, à laquelle la hiérarchie cléricale, par l'intermédiaire de la CFDT, donnerait la signification politique. Elle ne peut que signifier de sérieux abandons sur le terrain des positions traditionnelles de la FEN sur la défense de l'enseignement public.

En même temps qu'intervenaient ces données nouvelles, l'acharnement des dirigeants du PCF, de la CGT et d'Unité et Action dans la FEN, traduction sur ce plan de leur combat contre le front unique ouvrier, a redoublé de violence (la signature par la FEN du contrat salarial dans la fonction publique servant de prétexte).

Les dirigeants de la FEN s'engageaient dans un tournant signifiant leur alignement total sur les exigences de la V^e République moribonde, mettant par là même en danger l'unité de la FEN ? Les faits énoncés ci-dessus suffisent pour le prouver. Inévitablement, un tel tournant, s'il était sûr qu'il n'irait pas sans une profonde crise interne de la FEN, ne pouvait que se traduire par le fait que les dirigeants de la FEN répondent présents aux exigences gouvernementales en matière d'Education nationale.

Ces exigences politiques, M. Haby vient de les énoncer (2 février 1976, *Courrier de l'Education*). Il écrit :

Les quatre premières ébauches de décrets d'application qui viennent d'être préparées, sous une forme volontairement provisoire, ont respectivement pour objet la formation dans les écoles maternelles et élémentaires, l'enseignement et l'orientation dans les collèges, les formations dans les lycées et l'organisation administrative et financière des collèges et des lycées. A ces quatre textes seront joints d'autres avant-projets de décrets relatifs aux diplômes nationaux de l'éducation : baccalauréat de l'enseignement secondaire, brevet de technicien, brevet

d'études professionnelles et brevet des collèges.

Bien que, selon notre Constitution, les décrets relèvent exclusivement du pouvoir exécutif, je tiens beaucoup à ce que ces projets soient mis au point en concertation avec toutes les organisations qui représentent valablement les membres de la communauté éducative nationale : syndicats d'enseignants, fédérations de parents d'élèves, associations de spécialistes, délégués des élèves eux-mêmes. Je ne suis pas moins soucieux de recueillir l'avis des parlementaires, puisqu'il s'agit en fait de traduire, au niveau de l'action gouvernementale, les articles de la loi qu'ils ont votée. (Souligné par nous.)

Pour écrire cela, M. Haby peut légitimement s'appuyer sur les déclarations multiples et répétées des dirigeants du PCF, du PS et des centrales syndicales affirmant vouloir respecter l'Assemblée nationale et ses décisions. La FEN, après la manifestation du 24 mai 1975 contre la réforme Haby, avec la Fédération Cornec des parents d'élèves, avait dénoncé le vote intervenu à l'Assemblée nationale en demandant aux députés de le boycotter. Allait-elle se plier et s'aligner ?

Une petite phrase prononcée par A. Ouliac, secrétaire général du SNI au Congrès du SNI de juillet 1975, allait en tout cas dans ce sens. Il déclarait (à la surprise de nombreux militants) :

« Avec l'ensemble des démocrates, au moment où s'ouvre le processus de succession, nous entendons que soit respectée la Constitution qui demeure, quelles que puissent être nos réserves et nos critiques, la loi inviolable. Le respect de la légalité républicaine est, pour nous, syndicalistes et éducateurs, à la base de l'exercice des droits imprescriptibles des travailleurs et des citoyens dans le respect de leur dignité et de leur liberté. » (Ce qui est souligné l'est par nous.)

Déclaration totalement contradictoire à celle de 1958, rappelée encore en 1974, qualifiant ces institutions de « réactionnaires et anti-démocratiques, instaurant

un régime de pouvoir personnel ! » La bombe fut cependant l'organisation, par les dirigeants de la FEN, d'une réunion de militants le 13 octobre à Paris, où les dirigeants, brutalement, sans même prévenir les militants de leur tendance (UID) développaient une série de positions contraires à celles, antérieures, de défense de l'enseignement public. L'école était accusée d'être responsable du chômage des jeunes. Cette accusation sera prononcée à plusieurs reprises par A. Henry, secrétaire général de la FEN, dans des articles et interviews à la presse. Ainsi, le 7 février 1976, dans « La Croix », il déclare encore : « On ne résorbera le chômage que si l'on règle d'abord ce qui est une des causes structurelles du chômage : l'inadéquation du système aux besoins et aux goûts des jeunes, mais aussi aux besoins de la société. »

Cette formulation stupide (le chômage découle de la crise du capitalisme et non de l'école) n'est cependant pas fortuite. En effet elle amène, en bonne logique, à la conclusion qu'il faut adapter l'école « aux besoins de la société ». Nous précisons (ce qu'A. Henry se garde bien de faire), de la société capitaliste à un certain stade de son développement, au stade de l'impérialisme pourrissant tendant à détruire toutes les conquêtes arrachées pendant la période où le capitalisme jouait encore un rôle progressiste dans l'histoire, et les conquêtes concédées par la bourgeoisie comme sous-produit de la crise révolutionnaire contenue par les appareils.

Adapter « l'école aux besoins de la société » ? C'est précisément l'exigence du capital financier comme c'est le fondement de toutes les réformes de la V^e République !

Il n'est alors pas étonnant qu'A. Henry estime qu'il faille « repenser entièrement la liaison entre l'enseignement supérieur et la vie économique pour assurer des débouchés nouveaux aux jeunes » (Le Monde de l'Education, septembre 1975) ou encore que « les revendications syndicales deviendront nécessairement qualitatives » (thème cher à la CFDT).

Pas étonnant non plus qu'il s'appuie sur la constatation que 200 à 300.000 jeunes quittent l'école sans qualification professionnelle pour aboutir à la conclusion, non qu'il faille interdire la sortie de l'école avant 18 ans et satisfaire les revendications permettant à ces jeunes

d'accéder à une formation professionnelle (effectifs des classes, conditions de travail des maîtres, cours de rattrapage, etc.), mais qu'il faille former tous les jeunes au contact des entreprises et des professions ! Pour cela il faut d'ailleurs « oublier » les centaines de milliers de jeunes (la majorité d'ailleurs) qui sortent, eux, avec une qualification et un diplôme, ce que reprochent précisément le patronat et l'Etat à l'enseignement public ! Le pivot de ce tournant politique des dirigeants de la FEN s'est situé dans la proposition d'instaurer un enseignement en alternance, « un va-et-vient école-entreprise » pour tous les jeunes.

Qu'est-ce que l'alternance ?

Michel Debré nous l'explique dès 1966 :

« Il faut prévoir aussi ce qu'on appelle la liaison université-industrie-syndicat car la formation professionnelle qui doit s'adapter aux préoccupations économiques et techniques et qui s'applique aux adultes comme aux jeunes ne peut être traitée comme l'éducation classique de la jeunesse. »

En d'autres termes, il faut reconverter complètement l'Education nationale et une des armes, pour ce faire, est d'introduire dès le plus jeune âge une liaison étroite et directe entre l'école et l'entreprise. Le VI^e Plan révélait clairement les objectifs de « cette alternance » : « Le secteur industriel souffre d'une pénurie chronique de travailleurs pour l'ensemble des travaux peu ou non qualifiés. »

Ce que le colloque Fontanet reprendra quelques années plus tard en dénonçant l'illusion que le « diplôme donne droit automatiquement à un emploi correspondant à la qualification ». Un lien étroit, direct, unit les réformes de la classification que gouvernement et CNPF tentent de mettre en place dans la métallurgie (et d'autres corporations) détruisant la reconnaissance de la qualification professionnelle (CAP, BT, ...) et la politique d'alternance école/entreprise visant à détruire l'enseignement technique public, comme à liquider la culture générale au nom de « la revalorisation du travail manuel », bref, de la loi Royer au lycée, au CES, à l'Université. C'est la

fonction de l'article VI de la réforme Haby (« l'Etat assure ou encourage des actions d'adaptation professionnelle dont l'organisation d'ensemble peut aller jusqu'à un schéma de formation alternée ») reprenant les termes du VII^e Plan déclarant qu'il faut étendre « aux formations courtes (CAP et BEP) et aux formations niveau IV (BT et bac technique) des formules analogues à l'apprentissage et pour certaines d'entre elles des formules d'alternance ».

Le patronat et l'Etat comprennent parfaitement que la qualification professionnelle délivrée par l'Education nationale est un obstacle aux besoins en main-d'œuvre déqualifiée, mobile et polyvalente. C'est l'objectif des Centres de formation d'apprentis, des classes préparatoires à l'apprentissage et des « bancs d'essai » que le gouvernement tente de mettre en place sous des formes diverses dès la 6^e.

Les dirigeants de la FEN sont effectivement placés dans une violente contradiction : refuser de s'aligner sur les exigences impératives de l'Etat bourgeois en crise, concrètement s'opposer à la réforme Haby et ses décrets d'application, et c'est ouvrir la voie à la remise en cause du gouvernement Giscard-Chirac, à la Cinquième République, à son Assemblée nationale, à ses institutions. S'aligner sur ces exigences et c'est prendre en charge l'application de la réforme Haby, s'opposer aux enseignants et aux militants de toutes tendances qui, c'est une certitude, n'accepteront pas la réforme, par conséquent remettre en cause la démocratie syndicale et mettre directement en danger l'unité de la FEN. Leur marge de manœuvre est de plus en plus étroite en fonction de la décomposition du régime et de la volonté d'en finir avec lui. Il faut choisir !

L'OCI engage le combat !

Devant ce tournant politique des dirigeants de la FEN, composante de toute la situation politique, l'OCI a immédiatement engagé le combat en impulsant une campagne nationale contre ce tournant, pour la défense intransigeante de l'enseignement public, pour la défense de l'unité de la FEN, base nécessaire au combat pour le front unique ouvrier. L'Ecole émancipée pour le front unique

ouvrier (tendance syndicale impulsée par les militants de l'OCI), en alertant tous les syndiqués ignorant ce qui se tramait, s'est adressée aux militants de toutes tendances, sans préalable ni condition programmatique, pour que soit mise en échec cette politique désastreuse pour l'unité de la FEN.

Dans une première déclaration, elle soulignait :

« Est-il en effet possible de combattre les décrets d'application de la réforme Haby contre l'enseignement public et de proposer une politique de remise en cause de l'enseignement public ? Est-il en effet possible de combattre le budget 1976 de l'Education nationale qui entend détourner des milliards et des milliards vers l'enseignement privé, alors qu'ils font cruellement défaut à l'enseignement public, pour satisfaire des revendications aussi fondamentales que les 25 élèves par classe et la titularisation immédiate des auxiliaires, en s'alignant sur les positions de la CFDT ?

L'UNITE DE LA FEN EST INSEPARABLE DE LA DEFENSE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Et les syndiqués de la FEN veulent défendre l'enseignement public.

C'est pourquoi il est possible de défendre l'unité de la FEN.

C'est pourquoi nous en appelons à tous les syndiqués, à tous les militants, quelle que soit la tendance dont ils peuvent se réclamer, pour qu'ensemble ce combat soit immédiatement engagé.»

Le 19 octobre 1975.

Dans une deuxième déclaration intitulée « Faut-il voter le rapport moral ? », elle convoquait à une conférence nationale, le 14 décembre, ouverte à tous les militants, pour discuter démocratiquement de ces problèmes, à la veille du congrès de la FEN de Grenoble (février 1976).

Cette Conférence rassemblera un millier de militants de la FEN qui décideront, après avoir fait état de leurs travaux et des discussions, de poursuivre et d'amplifier le combat « pour la défense de l'unité de la FEN pour l'unité du mouvement ouvrier ».

Des résultats contradictoires.

Au-delà des péripéties de cette bataille — comme l'accusation de faire des procès d'intention portée par les dirigeants de la FEN ou la volte-face de l'appareil stalinien brûlant d'un seul coup ce qu'il adorait quelques mois auparavant ; les dirigeants U et A du PCF défendirent pendant des années la liaison école-entreprise au nom de « l'ouverture sur la vie » ; dans la mesure où les dirigeants de la FEN reprennent cette politique, les dirigeants du PCF s'empressent de passer dans l'opposition, non d'ailleurs pour faire reculer la direction de la FEN, mais sur une autre politique de division systématique. Le même scénario que sur les contrats salariaux —, il faut en apprécier lucidement les premiers résultats.

Incontestablement son écho fut considérable à tous les niveaux de la FEN. Les problèmes posés recoupaient les préoccupations des militants de toutes tendances et s'inséraient directement dans les contradictions qui s'expriment au niveau de la direction elle-même. En même temps des difficultés sont apparues quant à l'appréciation politique sur la signification de ce tournant dont la pleine dimension ne pouvait être donnée que par l'OCI en le situant par rapport à l'ensemble de la situation politique. C'est un processus classique dans la lutte des classes qui n'est jamais rectiligne et linéaire.

Le propre d'une politique marxiste est justement de se montrer capable de répondre vite quand une situation change. L'ancienne orientation correspondant à une situation passée tend toujours à se perpétuer. « Le mort saisit le vif » à chaque instant.

Les résultats des élections au BN du SNI comme la répartition des mandats au Congrès de la FEN doivent être lucidement et correctement appréciés.

BN du SNI

UID - 1868 mandats (59,13 %)
UA - 1047 mandats (33,14 %)
EE-SR - 147 mandats (4,65 %)
EE-FUO - 58 mandats (1,80 %)
RS - 39 mandats (1,23 %)

Congrès de la FEN (orientation)

UID - 55,89 % (+ 2,12 %)
UA - 33,85 %
EE - 5,42 %
RS - 1,62 %

La progression de la tendance majoritaire, comme d'ailleurs de la tendance « Unité et Action », doit être également replacée dans l'ensemble de la situation politique. Sans aucun doute des phénomènes comme la poussée des masses, exprimée sur le plan électoral par la montée du PS et le maintien du PCF, devaient jouer obligatoirement au sein de la FEN qui est en quelque sorte un microcosme de l'ensemble du mouvement ouvrier et de ses rapports internes. C'est d'ailleurs une leçon de l'histoire : dans la lutte des classes, les masses, pour combattre le gouvernement bourgeois en place, se dirigent toujours dans un premier temps vers leurs organisations traditionnelles. Ainsi, quelle que soit l'audience de son orientation, l'EE-FUO n'a bénéficié d'aucun courant spontané vers elle et n'a obtenu que les voix qu'elle est allée chercher par son activité militante (dans les départements où l'EE-FUO n'existe pas elle n'a obtenu qu'un nombre infime de voix).

Tout en étant attentif au combat mené par l'EE-FUO, le soutien souvent (4 millions d'AF ont été collectés en 2 mois), y prenant part parfois, les militants et syndiqués estiment encore, pour une part que la direction de la FEN garantit le mieux l'unité de celle-ci, pour une autre part que la tendance « Unité et Action » est une direction de « rechange » plus « à gauche » que la tendance majoritaire.

Cependant, une organisation qui combat sur son propre terrain ne peut pas se déterminer par rapport à ces seuls problèmes, quasiment indépendants de sa propre activité dans la lutte des classes, mais en relation avec son propre combat dans une situation déterminée. D'autant que les problèmes qui s'expriment dans toutes les tendances, découlant de la contradiction entre les aspirations des masses et la politique des appareils, particulièrement depuis les élections présidentielles, ouvrent d'ores et déjà des possibilités d'un développement, certes encore limité mais réel (comme les élections syndicales au sein du SNETAA où l'EE-FUO progresse, l'ont montré), pour un courant syndical se situant sur le seul terrain de la lutte des classes. Sans aucun doute une bataille menée plus tôt, de façon plus cohérente et homogène, aurait permis d'autres résultats. Les disparités d'un département ou d'une

localité à l'autre, comme d'un syndicat à l'autre le démontrent clairement. La bataille pour la défense de l'unité de la FEN se traduit-elle par un solde négatif ? Rien ne serait plus erroné que d'apprécier ainsi les résultats sur le plan des votes exprimés.

En effet, d'importants résultats ont été obtenus dans cette bataille.

● La direction de la FEN renouvellera sa condamnation du SGEN-CFDT en dénonçant sa fonction dirigée contre l'unité de la FEN, mais elle assortira cette position en distinguant le SGEN de la... CFDT elle-même qui ne rate pourtant pas une occasion d'affirmer son accord complet avec l'activité de son SGEN !

● L'affaire des inculpations fut l'occasion pour le gouvernement d'obtenir la soumission sans fard des dirigeants des partis ouvriers et des centrales syndicales devant la Cinquième République, ses institutions et son Assemblée nationale. Tous se sont précipités (y compris la FEN) pour condamner « l'anti-militarisme » et affirmer leur attachement à l'Etat. Tous ont réclamé « l'ouverture des dossiers des inculpés » ! Les militants de toutes tendances de la FEN ont, par contre, pris cette inculpation pour une provocation contre les libertés ouvrières et démocratiques. Le sentiment fut largement majoritaire pour considérer qu'en l'occurrence il ne s'agissait pas d'un débat idéologique sur les conceptions des uns et des autres sur l'armée, ni d'une appréciation à partir de l'attitude inqualifiable de la CFDT (bien que cela soit des problèmes réels) mais bien de défendre, sans condition ni préalable, les libertés démocratiques, conformément d'ailleurs aux positions traditionnelles de la FEN en ce domaine (concrètement exprimées dans l'affaire Pliouchtch, par exemple).

C'est ainsi que, contrairement aux positions initiales défendues conjointement par la direction de la FEN, des centrales syndicales, du PCF et du PS, le Congrès national de la FEN, après de nombreuses positions unanimes de sections syndicales et de congrès départementaux, fut amené à adopter une résolution abandonnant la demande « d'ouverture des dossiers » et ne mettant aucune condition pour exiger la libération immédiate des emprisonnés et la levée immédiate des inculpations. C'est là une position positive conforme aux intérêts des masses,

dirigée contre la Cinquième République, dont les conséquences peuvent être très importantes (le gouvernement n'a pas manifesté son intention de lever les inculpations).

• Face à la pression considérable des militants de toutes tendances, la direction de la FEN a dû faire des concessions importantes, bien qu'elle ait tenté par tous les moyens d'éviter un véritable débat au Congrès national de la FEN (en laissant les délégués jusqu'au dernier moment dans l'ignorance des projets de résolution, refusant les amendements, imposant des votes bloqués, tendances à tendances...).

Les dirigeants de la FEN ont dû retirer les deux passages suivants du texte « Education » :

« La difficulté est de faire coïncider à tout moment les formations reçues et les possibilités d'activité économique qu'elles offrent.

« Même le régime socialiste auquel nous aspirons, échappant pourtant à la loi du profit capitaliste, n'éviterait cette difficulté, par suite des progrès des sciences et des techniques et de l'évolution des besoins sociaux. » (...)

« La nature des contacts avec les professions variera selon les familles professionnelles, selon les milieux et selon les niveaux. Il pourra s'agir de stages de conceptions diverses et nécessairement limités dans le temps : stages d'observation, d'initiation, de sensibilisation, de responsabilité limitée, progressive, entière... »

Ces lignes se passent de commentaires en fonction de ce qui a été écrit plus haut. Ainsi cette même motion « Education », dans sa première partie, condamne l'alternance mise en place par la loi Royer et par le patronat, comme elle renouvelle sa condamnation de la réforme Haby. Enfin la motion laïque énonce :

« La rapide et dramatique montée du chômage des jeunes, qu'ils soient diplômés ou rejetés à la rue sans formation, révèle bien la nature et la gravité de la crise actuelle. La responsabilité n'en incombe pas à l'école elle-même, mais bien à la politique scolaire

menée depuis dix-huit ans par le pouvoir, à sa politique économique et sociale, et en définitive aux structures de l'actuelle société capitaliste. (...)

— contre les sorties prématurées du système éducatif que favorisent les lois de juillet 1971 sur l'enseignement technique et sur l'apprentissage, la loi Royer, la loi Haby,

— contre l'apprentissage sur les tas qui, pérennisé et renforcé dans le cadre des CFA par la loi de juillet 1971, continue de soumettre des centaines de milliers d'adolescentes et d'adolescents à une inadmissible exploitation économique et sociale,

— contre la tutelle déterminante du patronat sur la formation continue des travailleurs et les mécanismes sélectifs de celle-ci. (...)

(Les militants de l'EE-FUO voteront cette motion, l'amendement suivant ayant été accepté :

« La réalisation d'une école pleinement démocratique s'opposant totalement à la politique scolaire poursuivie depuis plus de 15 ans, les propositions que formule la FEN pour une école démocratique supposent que soient abrogées au préalable toutes les lois anti-laïques et en particulier les lois Marie, Barangé, la loi Debré, la loi Debré-Pompidou, les lois du 16 juillet concernant l'apprentissage, la loi Royer et la réforme Haby, lois contre lesquelles la FEN s'est prononcée, et la suppression de tous les crédits alloués à l'enseignement privé. »)

Les problèmes sont-ils résolus pour autant ? Certainement pas puisque la motion « Education » préconise dans sa deuxième partie, « les contacts avec les professions », la liaison de l'école avec les « familles professionnelles » et d'autres choses de cet ordre.

Cette motion de congrès est finalement un tissu de contradictions insoutenables. Dans quels sens se dénoueront-elles ? Les premières applications de la réforme Haby qui provoquent une résistance immédiate des enseignants permettent d'affirmer qu'elles seront toujours

plus insoutenables : les dirigeants de la FEN devront casser celle-ci et son unité ou se soumettre à l'exigence des enseignants qui, inévitablement, chercheront à utiliser le formidable instrument de combat et de mobilisation qu'elle constitue au compte de leurs propres intérêts. Sous toutes les formes et sur tous les terrains des problèmes s'expriment. C'est pourquoi il est possible d'affirmer que, malgré les résultats dans les votes, la direction de la FEN ne sort pas renforcée. Les éléments se rassemblent, au travers de ces contradictions, vers la constitution d'un courant syndical rassemblant des militants d'opinions politiques différentes ou de tendances syndicales différentes qui veulent rester fidèles à la défense « des intérêts matériels et moraux » des travailleurs de l'enseignement, fidèles à l'unité de la FEN et de sa place exceptionnelle dans le mouvement ouvrier français, correspondant à la place des enseignants dans la lutte des classes.

Sur toutes les questions auxquelles sont confrontés réellement les enseignants, ces contradictions s'expriment. A cet égard le refus unanime par les enseignants et les sections syndicales des lycées Carnot, Janson-de-Sailly et Charlemagne, des visites d'usines et des petits travaux dans les ateliers de CET, « opérations pilotes » visant à instaurer « l'alternance », est significatif. De même est tout aussi significative la mobilisation des étudiants et des enseignants pour l'abrogation de la réforme des seconds cycles universitaires amenant la direction du SNESup à se prononcer pour son abrogation alors que, dans un premier temps, elle avait voté contre ce mot d'ordre.

De la même manière, la déclaration des trois syndicats des CET de l'Essonne :

Les trois sections départementales des organisations syndicales SNET-P-CGT, SNETAA-FEN, SGEN-CFDT, après plusieurs rencontres se sont mises d'accord pour exiger dans l'unité qu'à la rentrée 1976-1977 :

— Aucune suppression d'emploi d'enseignants de CET, SES, ENP ne soit faite,

— que tous les enseignants de CET auxiliaires actuellement en poste soient réaffectés en CET, CES ou ENP à la rentrée 1976/1977 et qu'aucun titulaire ne soit déplacé d'office.

Pour cela, ils décident de solliciter en commun une audience auprès de M. l'Inspecteur d'Académie afin d'obtenir les garanties nécessaires.

A l'issue de cette audience, en fonction des réponses qui leur seront faites, les trois organisations se rencontreront pour faire les propositions qui s'imposeront pour obtenir satisfaction.

exprime le puissant mouvement de recherche de l'unité qui anime les enseignants pour combattre le gouvernement Giscard-Chirac.

Les enseignants, pas plus aujourd'hui qu'hier, n'accepteront la réforme Haby et son application, fût-elle une loi votée par une Assemblée nationale de surcroît composée d'une majorité UDR désavouée par le suffrage universel. Dans la lutte vivante des classes, l'opposition irréductible des masses au gouvernement bourgeois et son Assemblée nationale cherchera à balayer les obstacles à l'unité ! C'est ce mouvement qu'il s'agit d'exprimer consciemment et concrètement. C'est pourquoi le combat pour l'unité de la FEN composante du combat pour le front unique ouvrier ne fait que commencer. Il peut être gagné.

La construction de l'OCI dans l'enseignement.

Le combat pour la défense de l'unité de la FEN est engagé. Il est un des aspects de l'action politique de l'OCI parce que la FEN est un bastion du mouvement ouvrier capable d'impulser la réalisation du front unique ouvrier. Impossible de combattre pour répondre concrètement aux besoins et aspirations des masses au front unique des partis et syndicats ouvriers sans lutter pour la défense de l'unité de la FEN. Impossible de défendre l'unité de la FEN sans s'opposer au tournant amorcé par les dirigeants de celle-ci, précisément parce qu'il menace son unité, sa place dans la lutte des classes, parce qu'il dresse un obstacle supplémentaire au front unique de classe.

Sur cette orientation l'OCI soutient et soutiendra tout pas en avant dans cette voie, toute initiative allant dans ce sens.

Pourquoi ? Parce que le front unique ouvrier, dont l'unité de la FEN est une composante essentielle, ouvre concrètement la voie aux masses pour en finir avec le régime. Le premier round de cette bataille a eu lieu. La leçon en est claire : il faut que l'OCI se déploie, qu'elle développe l'intégralité de sa politique en liaison avec la forme que prennent dans l'enseignement les problèmes généraux que posent les développements de toute la situation politique. Le déploiement politique est indispensable pour le renforcement de l'OCI. Il est indispensable pour donner la pleine dimension de ce qui se joue dans la bataille qui commence à propos de la FEN. Il est indispensable pour donner la dimension fondamentale, la cohérence et l'unité aux diverses expressions que prend le combat politique pour la révolution prolétarienne et la construction du parti révolutionnaire.

La décadence du capitalisme menaçant les acquis de la civilisation, ruine la petite bourgeoisie, place les intellectuels dans une impasse, remet en cause les conquêtes du prolétariat, transforme la science, la culture, le savoir en instruments d'asservissement et de destruction, alors qu'ils expriment les virtualités que la société bourgeoise a laissées entrevoir d'un formidable développement des forces productives. La révolution prolétarienne est à l'ordre du jour parce qu'il faut libérer la société des chaînes de l'exploitation, de la domination du capital.

La conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, l'avènement de la république des conseils ouvriers, abolissant le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, expropriant le capital, détruisant l'Etat bourgeois, est une nécessité historique que la classe ouvrière ne peut accomplir elle-même, en entraînant toutes les couches exploitées des villes et des campagnes, qu'avec, à sa tête, un parti révolutionnaire, section de l'internationale ouvrière qu'il faut reconstruire. La théorie et l'expérience historique le prouvent. L'OCI qui combat pour la construction d'un tel parti révolutionnaire doit ouvrir cette perspective aux enseignants confrontés concrètement à cette décadence qui ruine leurs efforts, comme elle n'offre à leurs élèves que l'horizon borné de l'exploitation, l'incertitude permanente du lendemain. L'aspi-

ration à « changer l'école », à fonder un enseignement scientifique débarrassé de toute idéologie et des sujétions que fait peser la société bourgeoise sur le savoir, la culture, les connaissances et leur transmission aux jeunes générations exigent que l'OCI ouvre la perspective de la révolution prolétarienne. Elle seule, en détruisant la société de classe et l'Etat bourgeois, gardien de la domination du capital, permettra l'élaboration d'un projet éducatif correspondant aux besoins du peuple, réunira les conditions matérielles, sociales et politiques d'une véritable « école du peuple pour le peuple ». Elle seule peut répondre positivement à l'aspiration réelle et saine des enseignants « à changer l'école », alors que les appareils, aidés du gauchisme, détournent cette aspiration de la lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois en développant l'illusion que « changer l'école » dans le sens des intérêts des masses exploitées et de la jeunesse n'impliquerait en rien le combat pour l'abolition du régime fondé sur la propriété des moyens de production et le combat pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

En même temps, cette crise sociale du régime capitaliste trouve son expression dans la crise politique de la V^e République et son gouvernement. Elle met à l'ordre du jour le gouvernement du front unique ouvrier, le gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois, transition nécessaire vers un véritable gouvernement ouvrier et paysan, s'engageant dans la voie de la destruction de l'Etat bourgeois, s'attaquant à la propriété privée des moyens de production, s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses.

Cette politique d'ensemble doit trouver ses articulations en fonction des conditions concrètes de la situation politique, « de l'état d'esprit » des masses, de leurs besoins et aspirations. Ainsi le gouvernement Giscard-Chirac ne peut renoncer à tenter d'appliquer la réforme Haby. Les enseignants, c'est une certitude, chercheront les voies et les moyens de riposter, de s'y opposer.

M. Haby, quand il organise les suppressions massives de postes dans le secondaire et le technique, promulgue la réforme des seconds cycles universitaires, met en place « des bancs d'essais » d'alternance école-entreprises, propose

des cours préparatoires à 2 vitesses (1 an pour les « doués », 2 ans pour les moins « doués »)... face à la résistance des enseignants qui s'y opposent, déclare en substance : « c'est la loi votée en juillet par l'Assemblée nationale que j'applique, et nul n'est censé ignorer la loi ».

Cette « légalité » dont se pare le gouvernement est celle de la V^e République, celle des exploités contre les exploités. De surcroît, cette « légalité » n'en est même pas une si on se place du point de vue même de la démocratie parlementaire. Les élections présidentielles, les élections cantonales sont claires à ce sujet. La « majorité » est minoritaire dans le pays. Cette situation extraordinaire amène les enseignants, comme tous les travailleurs, à se tourner vers les partis ouvriers pour qu'ils s'unissent. Pourquoi en particulier n'organisent-ils pas une vaste campagne pour la dissolution de l'Assemblée nationale ? Quand les institutrices avec leur section syndicale du SNI se mobilisent contre les CP à deux vitesses, n'est-ce pas cette question qu'elles posent, puisque cette mesure réactionnaire s'attaquant à des gamins de 6-7 ans est la pure et simple application de l'article 3 de la réforme Haby ? Pour cela il faut l'unité et non la division, des mots d'ordre clairs et non une adaptation à la loi Haby au nom du respect des institutions de la V^e République et de son Assemblée nationale. Tel est la place et le combat des Comités unitaires de base dans l'enseignement, instruments politiques combattant pour le front unique ouvrier, sur tous les

terrains de la lutte des classes, sous toutes les formes qu'elle revêt dans l'Education nationale, ouverts à tous ceux qui veulent combattre pour l'action unie contre le gouvernement Giscard-Chirac.

En même temps, cette situation extraordinaire introduit d'insoutenables contradictions au sein de la FEN. « Les intérêts matériels et moraux des enseignants » sont contradictoires à la réforme Haby. Le respect des institutions de la V^e République et du gouvernement Giscard-Chirac est par là-même contradictoire à « ces intérêts matériels et moraux » qui, dans leurs développements, conduisent inévitablement à la lutte contre le gouvernement. On ne peut répondre de manière conséquente, efficace et sérieuse à la volonté des enseignants de s'opposer aux conséquences concrètes de la politique gouvernementale en s'adaptant à la réforme Haby. C'est là le fondement des contradictions existantes à l'intérieur de la FEN et au sein de toutes les tendances. C'est là le fondement des possibilités d'aller, sur le plan syndical, dans la voie de la constitution d'un courant syndical.

Mais encore une fois ces articulations indispensables (Comités unitaires de base, courant syndical) impliquent que l'OCI déploie toute sa politique. C'est indispensable pour que ces articulations puissent se développer sur le terrain qui est le leur comme c'est indispensable pour le renforcement de l'OCI elle-même.

Michel LANDRON.
Le 8 mars 1976

ABONNEZ-VOUS A ARGUMENTS

TARIFS D'ABONNEMENT

ABONNEMENT 7 N° « ARGUMENTS »

CATEGORIES C ET D, SURVEILLANTS, MA,
ETUDIANTS, ETC. : 30 F

TITULAIRES CATEGORIES A ET B, ETC. : 40 F

SOUTIEN : 60 F

L'ABONNEMENT PEUT ETRE PRIS A TOUT MOMENT
DANS L'ANNEE. IL DONNE DROIT AUX 7 NUMEROS
D' « ARGUMENTS » QUI PARAITRONT EN 1975.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :

FREDERIC CASTAING,
15, RUE DU LUNAIN, 75014 PARIS.

MONTANT DE L'ABONNEMENT

AU NOM DE DANIEL ETIEMBLE,
33, RUE DU Dr HEULIN, 75017 PARIS
OU C.C.P. DANIEL ETIEMBLE, 3094151 LA SOURCE.

Numéros disponibles :

N° 1 : Ecole laïque et révolution socialiste.

N° 2 : Syndicalisme et communisme dans l'enseignement.

Le XXIIe congrès du PCF et la crise de l'appareil international du Kremlin

par François FORGUE

« J'ai relevé des camarades qui ont levé le poing en chantant. Ceux-là doivent savoir que nous ne sommes pas le parti du poing levé, nous sommes le parti de la main tendue, le parti de l'union. D'ailleurs, le poing levé n'est pas une tradition française... »

Ainsi s'exprimait sur les ondes de R.T.L., le samedi 7 février 1976, Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, commentant les résultats de son 22^e Congrès. Après avoir annoncé la couleur, il la précisait. L'ère du « socialisme aux couleurs de la France » commençait par un rappel à l'ordre, dans le style gendarme, et dans la meilleure tradition stalinienne, « j'ai relevé des camarades qui ont levé le poing ». Quant au caractère « inédit », voire « novateur » de cette prise de position, il suffit de rappeler, qu'après le 8^e Congrès du P.C.F., Maurice Thorez, dans un discours prononcé le 17 avril 1936, déclarait :

« Nous te tendons la main, catholique, employé, artisan, paysan... nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix de Feu, parce que tu es un fils de notre peuple », avant de souligner que « nous communistes, nous avons réconcilié le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances ».

On peut dire que cet exemple illustre certains des traits essentiels de ce 22^e Congrès du P.C.F. Dans la forme de sa préparation comme dans le cérémonial de son déroulement, il est resté parfaitement conforme à l'image de monolithisme pesant qui est celle d'une organisation bureaucratique, strictement contrôlée par son appareil. Sur les questions en principe débattues au Congrès, qu'il s'agisse de la dictature du prolétariat ou même de la moralité, pas une voix discordante n'a filtré jusqu'à la tribune du

Congrès. Au long monologue de la direction n'a répondu que la rumeur monotone de l'approbation.

Quant aux positions politiques contenues dans le texte présenté au Congrès et dans le rapport de Georges Marchais, ont-elles véritablement ce caractère de « nouveauté » que tant de commentateurs se sont plu à souligner ? En fait, nous le montrerons, elles ne constituent dans l'ensemble que la reprise et le prolongement de l'orientation commune

aux différents P.C. d'Europe. Et pourtant, le Congrès du P.C.F. a bénéficié d'une rare publicité, il a été unanimement salué comme un « événement ». Et, moins d'un mois après sa tenue, le 25^e Congrès du P.C.U.S., au cours duquel — sans le nommer mais sans qu'il puisse y avoir d'équivoque — Brejnev a choisi le P.C.F. comme cible principale de ses dénonciations du « révisionnisme », ne vient-il pas confirmer cette appréciation ?

Un événement politique, mais dans quel sens précis ?

Pour *Le Monde*, les « travaux préparatoires ont illustré les progrès de la « démocratie interne » et pour *Rouge*, désormais, « l'orientation du P.C.F. pourra se développer avec cohérence, après avoir largué les dernières amarres théoriques au léninisme ». Pour les sagaces observateurs de la majorité du Secrétariat Unifié, il s'agit donc d'un véritable tournant, à partir duquel la politique du P.C.F. va devenir « cohérente » (elle ne l'était donc pas ?) et pour les spécialistes du *Monde*, l'impressionnante unanimité du Congrès (où ne s'est pas glissé la moindre expression des réserves que la direction avait laissées apparaître dans la « tribune de discussion ») est un gage des progrès de la démocratie.

A ce compte-là, le 22^e Congrès du P.C.F. serait sans aucun doute un événement d'importance. Mais en réalité, les « travaux préparatoires » ont été encore moins marqués par la moindre concession à la démocratie que ne l'avaient été ceux du 19^e Congrès tenu au début de 1970. Alors, dans ce Congrès qui avait été le premier après la grève générale de mai-juin 1968 et après la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie et l'intervention des

forces armées de la bureaucratie, il s'agissait d'une reprise en main, d'une normalisation d'ailleurs parfaitement réussie et que *La Pravda* du 9 février 1970 saluait en ces termes : « Le 19^e Congrès du P.C.F. a constitué une démonstration éloquente de l'unité idéologique et organisationnelle du parti, du monolithisme qui règne dans ses rangs ». Mais pour aboutir à ce résultat, il avait fallu — dans un cadre strictement délimité — laisser de véritables problèmes politiques être abordés dans la tribune de discussion : celui de la Tchécoslovaquie, à propos duquel de nombreux militants demandaient que leur parti adopte une attitude conséquente par rapport à sa désapprobation d'août 1968 ; celui de la démocratie interne allant jusqu'à poser la question du droit de tendance ; celui de la « démocratie avancée » à laquelle certains cherchaient à donner un contenu révolutionnaire en posant la question de l'Etat. Enfin, la crise de l'appareil stalinien international trouvait au 19^e Congrès une expression publique à travers l'intervention de Garaudy...

Rien de semblable au 22^e Congrès : la tribune de discussion est restée le lieu d'une discussion parfaitement

inoffensive et contrôlée dans la mesure où elle ne quitta jamais un niveau idéologique intemporel, sans jamais relier les questions en cause à l'intervention pratique du P.C.F., à sa politique dans la lutte des classes. Et le déroulement du Congrès lui-même ne fut marqué par aucune « fausse note ».

Si l'on veut juger la portée de ce 22^e Congrès par rapport à la situation politique française et au développement de la lutte des classes, ce qui est primordialement important, c'est précisément ce qui n'y a pas été dit ou même évoqué. Sa signification est avant tout dans le fait que le Congrès se tient en dehors de toute appréciation de la situation politique précise en France, en dehors de toute référence au cours concret de la lutte des classes.

Tenu vingt mois après l'élection présidentielle de mai 1974, le tour de force de ce 22^e Congrès c'est d'avoir évacué de ses travaux comme de sa préparation la réalité politique française : les appréciations et les leçons de luttes comme celles livrées par les postiers ou par les travailleurs de chez Renault sont totalement absentes comme l'est toute réflexion sur l'approfondissement de la crise du régime hérité du bonapartisme gaulliste. La signification des institutions de la V^e République n'est même pas évoquée, pas plus que les contradictions qui minent les fondations mêmes sur lesquelles repose le gouvernement Giscard-Chirac.

De quoi parle-t-on donc dans la préparation du 22^e Congrès ? *France Nouvelle*, hebdomadaire du Comité Central, l'explique dans un entretien avec Jean Kanapa, membre du bureau politique : « N'y a-t-il pas une contradiction à vouloir faire discuter du socialisme, alors que tout le monde est préoccupé par la crise et paraît avoir bien d'autres soucis en tête ? Or, il semble que la discussion préparatoire a littéralement ba-

layé cette contradiction qui ne devait être qu'apparente ? » demande le journaliste. Et Kanapa de répondre : « La description de la vie dans une France socialiste proposée par le projet de document a passionné de nombreuses réunions et assemblées de communistes ou publiques... la perspective que nous avons dégagée et soumise à la discussion provoque un réflexe mobilisateur, crée un véritable élan. Les gens disent, communistes ou non, oui, c'est bien comme cela que nous aimerions vivre ».

Mais comment va-t-on de la situation présente à ce Paradis terrestre ? Les réponses données ne vont guère au-delà de celle que formule Georges Marchais dans son discours de clôture : « l'objectif, c'est le mieux-être, le bonheur des hommes ; le moyen c'est la liberté ; le terreau c'est la nation ».

En d'autres termes, ce dont il n'est pas question au 22^e Congrès c'est de la lutte contre le gouvernement capitaliste de Giscard-Chirac ; c'est de la liquidation des institutions de la V^e République. Ce dont il n'est pas question au 22^e Congrès ce sont des aspirations des travailleurs à réaliser l'unité de front de leur classe, de ce que cela implique quant aux relations entre le P.S. et le P.C.F., du front unique ouvrier et de ses objectifs. Et, bien évidemment, ce dont il est encore moins question c'est de ce que signifie réellement amorcer la destruction du régime capitaliste, c'est-à-dire la nécessité de la formation d'un gouvernement ouvrier rompant avec la bourgeoisie, avec ses partis, s'attaquant aux institutions de l'Etat bourgeois et à la propriété privée des moyens de production.

On ne peut même pas dire qu'à ces questions l'appareil du P.C.F. donne des réponses qui entérinent la perpétuation de l'ordre bourgeois. Ces questions ne sont pas posées. Au 21^e Congrès extraordinaire du P.C.F. tenu en octobre 1974 dans la

foulée du résultat des élections présidentielles, il fallait dresser un barrage immédiat contre les aspirations à l'unité, contre les conséquences dans le combat pour le front unique du succès électoral du premier secrétaire du P.S. Ce que ce Congrès eut « d'extraordinaire », ce fut son acharnement à creuser la division, à boucher toute perspective de combat politique contre le gouvernement Giscard-Chirac. Au 22^e Congrès, la défense de l'ordre bourgeois prend prioritairement la forme de l'omission délibérée de ce qui forme — pour emprunter au lyrisme de Georges Marchais — le « terreau » de la lutte des classes à l'étape présente : la marche à la crise économique mondiale, la crise de domination de la bourgeoisie exprimée dans la crise des institutions de la V^e République, l'activité de la classe ouvrière. C'est ce qui est visé par cette mention cavalière de la « crise » qui précéderait

« tout le monde » et à laquelle on oppose la « description de la vie dans une France socialiste ».

Ce n'est pas par rapport à la situation française prise en « soi », mais par rapport à la situation française comme expression spécifique et comme composante d'un moment de la lutte des classes internationale, par rapport à la multiplication de situations révolutionnaires ou pré-révolutionnaires, à la marche à la révolution prolétarienne en Europe, que l'appareil du P.C.F. semble pratiquer la politique de l'autruche. Nous disons bien, semble. Car en réalité ce refus de traiter des problèmes politiques immédiats n'est en rien l'expression d'une absence de ligne mais bien au contraire l'affirmation d'une orientation générale, la traduction dans des conditions données d'une politique consciente de défense de la domination de la bourgeoisie.

Quelle démocratie ? Quel socialisme ?

« Il faut passer de l'autoritarisme à la démocratie la plus large », proclame le rapport préparatoire au 22^e Congrès. « Le socialisme pour la France » c'est le but du P.C.F., d'après les conclusions de ce Congrès. Mais quelle démocratie, quel socialisme ? A la Télévision, Georges Marchais assure : « Je ne conteste pas la légitimité du Président de la République. Je conteste sa politique ». La démocratie qui, comme le socialisme, est sans doute « aux couleurs de la France » s'accommode donc du maintien des institutions réactionnaires de la V^e République. Pas plus que celle du président de la République, la « légitimité » d'une assemblée où règne une majorité U.D.R. désavouée par le corps électoral n'est

mise en doute... Et le socialisme ? Le texte préparatoire déclare : « Avec le socialisme, la nationalisation s'étendra à tous les grands groupes de la production, du commerce, des services... Mais elle respectera l'existence d'un secteur économique fondé sur le régime de la petite propriété privée, artisanale, commerciale et industrielle ». Le programme commun ayant classé, entre autres, Peugeot, Michelin et Chrysler parmi les entreprises devant demeurer entre les mains de leurs propriétaires présents, faut-il les considérer comme relevant d'un « secteur économique fondé sur le régime de la petite propriété privée » ? Et, comme le demande Informations Ouvrières : « le socialisme aux couleurs de la France revient-il à laisser

à ces petits et moyens entrepreneurs que Kanapa présente comme l'un des leviers du changement le droit d'exploiter 1 500 travailleurs, ou même 1 000, ou même 500 ? Curieux « socialisme » décidément (1).

Et comment « passer » au socialisme ? Dans L'Express, le 26 janvier, le journaliste bourgeois Roger Priouret interviewe René Piquet :

« Dans toutes vos publications qui s'étalent sur la période 1972-1975, vous avez attaché une très grande importance à définir la « démocratie avancée », celle-ci apparaissait comme une étape transitoire entre ce que vous appelez la situation actuelle de « capitalisme monopoliste d'Etat » et une étape ultérieure qui aurait été le socialisme. »

Et René Piquet de répondre :

« C'est justement parce qu'on interprétait cette démocratie avancée comme vous venez de le faire que nous en parlons moins. Certains, dont vous êtes, avaient compris qu'il y aurait une étape qui serait la démocratie avancée et une autre le socialisme. Alors que historiquement, les choses ne se construisent pas comme cela. Il n'y aura pas le jour où s'arrêtera la démocratie avancée et le jour où commencera le socialisme. »

Jouant le jeu, Roger Priouret s'interroge : « N'y a-t-il pas, dans cette façon de gommer la démocratie avancée, l'idée d'accélérer le processus vers le socialisme ? »

N'est-il pas clair pourtant que s'il y a quelque chose de « gommé » dans cette formulation c'est la nécessité de rompre avec le système d'exploitation capitaliste fondée sur la propriété privée des moyens de

production, avec l'Etat forgé pour défendre ces rapports de propriété pour entamer l'édification des fondements d'une société socialiste ? On passe de manière indéfinie et insensée de l'état présent à celui de « démocratie avancée » et de même on glisse de cette « démocratie avancée » au socialisme, sans se soucier de la question de l'Etat. En fait, il ne s'agit ni de lutter pour le socialisme, ni pour la démocratie. Il ne s'agit en rien de la recherche de « voies de passage » au socialisme.

L'avenir « aux couleurs de la France » que dessine le 22^e Congrès s'inscrit au contraire dans la perpétuation de la domination de la bourgeoisie. Pour être plus précis, il implique même de tout faire pour maintenir en place les formes sous lesquelles s'exerce cette domination — c'est-à-dire les institutions de la V^e République — car l'approfondissement de la crise politique, la remise en cause de ces institutions, déboucherait sur une crise révolutionnaire. Le passage graduel au socialisme qu'évoque Piquet s'accommode de la constitution la plus antidémocratique que la France ait connue, pour reprendre la définition que le P.C.F. donnait en 1962 de la V^e République. Si l'on prenait au sérieux cette perspective, ce serait bien sûr une absurdité théorique. Mais le fond de la position du 22^e Congrès n'est pas là : elle est dans le fait qu'il ne faut, sous aucune forme, ouvrir une voie à la lutte unie de la classe ouvrière contre le gouvernement Giscard-Chirac.

Et cela n'est pas une nouveauté. L'élément nouveau c'est qu'il soit nécessaire de donner à cette politique la forme d'un immobilisme qu'il est à la longue impossible de

(1) « Informations Ouvrières », n° 734 du 15 janvier 1976.

maintenir, quelque couverture idéologique qu'on lui donne.

Par la politique ainsi définie à son 22^e Congrès, le P.C.F. reste pleinement un parti stalinien. Il ne s'agit là, pour nous, ni d'une épithète injurieuse ni même de l'appréciation du comportement de la direction du P.C.F. : c'est une définition politique rigoureuse. Les partis staliniens qui se sont constitués comme tels à travers la dégénérescence de l'Internationale Communiste et de ses sections, sont d'abord définis par leur subordination à la bureaucratie stalinienne c'est-à-dire à la caste contre-révolutionnaire qui a politiquement exproprié le prolétariat en U.R.S.S. et dont les intérêts et les privilèges sont contradictoires avec le développement mondial de la révolution prolétarienne. Leurs liens avec les masses ne peuvent être abstraits de leur origine historique : c'est à travers l'usurpation des conquêtes de la Révolution d'octobre par la bureaucratie qui s'est emparée du pouvoir politique qu'ils apparaissent comme les partis qui expriment et prolongent cette révolution dans chaque pays. Leur soumission aux besoins de la caste contre-révolutionnaire, leur insertion comme des instruments de cette caste dans le jeu de la « coexistence pacifique » leur dicté leur politique de collaboration de classe, de défense à tout prix de l'ordre bourgeois. Leur adaptation à leur bourgeoisie procède donc de leur inféodation à la bureaucratie du Kremlin.

Si le 22^e Congrès du P.C.F. a bénéficié d'une impressionnante publicité, si Georges Marchais a été présenté comme un triomphateur, c'est que la politique de division, de démobilisation et de démoralisation de la classe ouvrière que proclamait ce Congrès correspondait aux besoins immédiats de la bourgeoisie française. Mais faire durer le gouvernement Giscard-Chirac tant que la bourgeoisie n'avait pas les

moyens d'une autre solution répond aux intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie acharnée à entraver le développement — mortel pour elle — de la crise révolutionnaire en Europe. Les prétendues « nouveautés » issues de ce Congrès ne sont que la reprise, à peine modifiée dans la forme de thèmes que les partis staliniens, au service de la bureaucratie du Kremlin ont maintes fois utilisés : l'union du peuple de France, par exemple, fait écho au Front Français lancé dès 1936...

Le thème de « l'union du peuple de France » a d'ailleurs occupé le premier plan de la politique du P.C.F. immédiatement après les élections présidentielles ou, pour être plus précis, dès la préparation du second tour de celles-ci. C'est alors que Georges Marchais tendait la main aux gaullistes qui venaient de subir une débâcle électorale. Et la résolution préparatoire au 22^e Congrès extraordinaire du P.C.F., publiée en septembre 1974, constatait que « les communistes ont combattu bien des aspects de la politique soutenue par les gaullistes. Mais les uns et les autres se sont retrouvés côte à côte dans des combats essentiels pour l'indépendance et la dignité de la France. C'est de cela qu'il s'agit à nouveau ». Et comme le précisait, à la même époque, Georges Marchais dans un rapport prononcé devant le Comité Central : *« L'union du peuple de France pour le changement démocratique, voilà notre mot d'ordre... Fixons-nous une limite à ce rassemblement ? Notre réponse est catégorique : Non, aucune limite à l'exception des féodaux des grandes affaires et de leurs commis politiques ».*

Le document général adopté par le 22^e Congrès du P.C.F. et intitulé « Ce que les communistes veulent pour la France », reprend avec insistance le même thème :

« L'union du peuple de France, c'est le rassemblement de tous les démocrates, de tous les patriotes. De tous ceux qui sont attachés à la défense et au progrès des libertés. De tous ceux qui, fidèles à la grandeur, à l'indépendance et à la sécurité de la France, réprouvent une politique qui met en péril les intérêts nationaux. »

Cette union du peuple de France, les communistes ne la conçoivent que dans la libre expression des multiples courants de pensée, dans le respect des familles spirituelles qui reflètent l'histoire de notre peuple et composent son image... »

Et cependant, ce même document ne semble guère manifester de respect pour son principal partenaire dans l'Union de la Gauche. Les attaques multipliées contre le parti socialiste depuis les élections présidentielles y sont reprises :

« Elle (la grande bourgeoisie) cherche ainsi à créer les conditions où le parti socialiste, dominant la gauche, pourrait retourner aux pratiques de la collaboration de classe et prolonger de la sorte le règne du grand capital, comme font les partis socialistes de plusieurs autres pays d'Europe. Le parti socialiste, attaché au réformisme et dont les organismes dirigeants comptent peu d'ouvriers, est par nature sensible à la pression de la bourgeoisie. »

Il peut sembler paradoxal d'appeler à l'union, sans aucune distinction de classe, tous ceux qui se soucient de la grandeur de la France tout en condamnant vertueusement

le réformisme du parti socialiste. Il n'y a en fait rien là de contradictoire : il s'agit d'aspects complémentaires d'une même politique.

Dans l'immédiat « l'Union du peuple de France » a comme objectif le soutien du gouvernement Giscard-Chirac, elle a pour signification qu'il n'est pas question — qu'il n'est pas possible car cela interdirait la formation de l'indispensable « rassemblement majoritaire » — de s'attacher aux institutions réactionnaires du gaullisme. Pour l'avenir, elle explicite le contenu de l'Union de la Gauche, dont l'O.C.I. pour sa part a maintes fois souligné qu'elle était « sans rivage à droite ». La direction du P.C.F. se déclare prête, par avance, à toutes les alliances pour sauvegarder l'Etat bourgeois, pour apporter sa contribution à sa sauvegarde. Comme le dit encore le document adopté par le 22^e Congrès :

« C'est un malheur pour la France et les Français, que la classe ouvrière soit écartée de la direction des affaires du pays. Il est temps qu'elle prenne toute sa part des responsabilités nationales ».

Les attaques contre le parti socialiste ne relèvent en rien d'une polémique contre le réformisme ou la collaboration de classe : elles ont comme but d'enraciner l'idée que le Front unique n'est pas possible, de combattre les aspirations au Front unique ouvrier, de barrer la route à la revendication d'un gouvernement des seuls partis ouvriers.

Le P.C.F. reste un parti stalinien dans une période où s'intensifie, du fait de la lutte internationale des classes, la crise du stalinisme, à la fois dans les rangs et les sommets de la bureaucratie dirigeante d'U.R.S.S. elle-même et dans les diverses composantes de l'appareil international du stalinisme.

A propos de la question de la dictature du prolétariat.

Mais l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, n'est-ce pas là quelque chose de radicalement « nouveau » ? N'est-ce pas l'élément qui a marqué une certaine rupture avec les dirigeants du P.C.U.S. et en tous cas aggravé la tension ?

Comme nous l'avons vu, pour *Rouge*, organe de la Ligue Communiste, en renonçant explicitement à la dictature du prolétariat, le P.C.F. largue les dernières amarres qui le reliaient « théoriquement » au léninisme. Comme si ce parti stalinien avait maintenu quelque lien théorique que ce soit avec le léninisme ! Voilà qui est bien méprisant et pour le léninisme et pour la théorie, et faut-il en conclure que Gierak ou Kadar, défenseurs du « concept de la dictature du prolétariat », sont un peu plus léninistes que Marchais ?

De même que l'on juge quelqu'un sur ce qu'il fait et non sur ce qu'il dit de lui-même, on apprécie une classe, une couche sociale, un parti politique, non en fonction des arguments dont ils couvrent leur pratique, mais en fonction de leur rôle social objectif, de leur place dans les rapports sociaux, de leur activité. Le marxisme commence par une critique de l'idéologie. La lutte contre le stalinisme comprend donc une lutte contre les fabrications idéologiques de la bureaucratie comme la notion anti-marxiste de « la construction du socialisme dans un seul pays », destinée à justifier la domination de la bureaucratie en U.R.S.S. et la domestication puis la destruction de l'Internationale Communiste.

Le fait que, dans l'idéologie que véhiculent les partis staliniens, figurait comme objectif dont les moyens de réalisation n'étaient pas définis, la dictature du prolétariat, ne signifie bien évidemment en rien que ces partis luttèrent « à leur manière » pour la dictature du prolétariat.

Cela ne veut pas dire non plus que le maintien formel de cette référence — et donc, aujourd'hui, dans le cas du P.C.F., son abandon — soit sans portée politique.

Dans chaque pays, les partis staliniens ne peuvent jouer leur rôle que parce qu'ils organisent et contrôlent une fraction plus ou moins importante de la classe ouvrière. Comme le soulignait César Corte dans un précédent numéro de la *Vérité*, « le rapport avec la classe ouvrière qui voit dans ces partis (les partis staliniens) les partis héritiers et continuateurs de la Révolution d'Octobre introduit une autre contradiction explosive ». L'un des éléments du maintien de ce rapport, dans des conditions données, c'était la référence à la dictature du prolétariat, c'est-à-dire à la constitution du prolétariat en classe dominante, à la nécessité de la disparition de l'appareil d'Etat bourgeois pour entamer la transformation socialiste de la société, et en même temps cette dictature était frauduleusement identifiée à celle de la bureaucratie en U.R.S.S. Comme le montre encore César Corte dans le même article, la dégénérescence de l'Internationale Communiste avait conduit à sa mort politique. Les instances dirigeantes de l'I.C. avaient été réduites à de simples relais administratifs des décisions émanant de la caste dirigeante de l'Etat ouvrier dégénéré, de son appareil gouvernemental. Pourtant, la dissolution formelle de l'Internationale Communiste en 1943, en pleine guerre impérialiste, au moment où se profilait en Yougoslavie et en Italie la révolution prolétarienne, n'était pas un acte formel. Cette mesure avait un contenu précis : elle correspondait à des nécessités contre-révolutionnaires plus impérieuses que l'avantage qu'il y avait à pouvoir se réclamer de l'In-

ternationale Communiste. Comme le dit César Corte : « Il ne faut pas qu'il y ait d'Internationale car la seule idée de l'Internationale est une idée révolutionnaire » (2).

On peut aussi dire que la seule idée de la dictature du prolétariat est une idée révolutionnaire. Tout d'abord parce qu'elle signifie qu'il n'y a pas de pouvoir politique — d'Etat, de gouvernement — qui soit indépendant des classes sociales, de leur lutte. Toutes les formes de l'Etat bourgeois sont des expressions de la dictature de la bourgeoisie, c'est-à-dire de la domination de la classe exploiteuse fondée sur la propriété privée des moyens de production. C'est la nécessité de la destruction de cet Etat, c'est le rappel de la Commune de Paris, du gouvernement appuyé sur la majorité exprimée dans le Congrès des Soviets en octobre 1917 : c'est la perspective de la constitution du prolétariat en classe dominante et qui, parce que ses intérêts de classe sont contradictoires avec toute exploitation et toute oppression, est d'emblée capable d'établir le régime politique le plus démocratique que l'humanité ait connu.

Abandonner la référence formelle à la dictature du prolétariat (c'est-à-dire même comme objectif lointain mais comme justification ultime des « détours » et des « nécessités tactiques »), c'est explicitement effacer toute référence à la révolution prolétarienne. C'est l'idée même de révolution qui est ainsi mise hors la loi. Un système idéologique n'est jamais qu'une simple mystification : il doit aussi être adéquat aux intérêts qu'il sert. A cette étape du développement de la lutte internationale du prolétariat, la politique contre-révolutionnaire que pratique, au compte de la bureaucratie stalinienne, le P.C.F. implique une condamnation explicite de la référence à la dictature du prolétariat. C'est une mesure politique qui s'inscrit dans l'ac-

tivité de division et de démoralisation dont nous avons indiqué comme elle s'exprimait par rapport aux problèmes politiques surgissant de la lutte des classes en France. C'est le prolongement et l'accentuation de l'attaque contre les aspirations de la classe ouvrière, contre son mouvement comme classe, qui ne peuvent que trouver une réfraction parmi les militants du P.C.F. venus à lui parce qu'il leur apparaissait comme l'instrument nécessaire à l'émancipation de leur classe. A terme, c'est une mesure qui ne peut qu'intensifier la « contradiction explosive » dont parlait César Corte.

Dans l'immédiat, pourtant — c'est-à-dire dans le cadre de la préparation et de la tenue du 22^e Congrès — le P.C.F. a pu utiliser le débat sur la dictature du prolétariat comme un élément supplémentaire de diversion. Les protestations ou les réserves que cette initiative « suscitée » par la direction a provoquée chez de nombreux militants n'a trouvé, dans la tribune de discussion, qu'une expression édulcorée, dans la mesure où les contributions publiées (en particulier celle de Balibar) se cantonnaient dans un cadre strictement idéologique, dans une atmosphère artificielle d'où la vie — c'est-à-dire la lutte des classes, la lutte politique — était absente.

Et pourtant ce n'est que par référence à une situation qui ne voit pas seulement s'approfondir la décomposition du bonapartisme bâtarde hérité de la chute de de Gaulle, mais dans laquelle la révolution prolétarienne affleure en Espagne, où elle se poursuit malgré les coups que la politique des directions ouvrières lui a portés et lui porte au Portugal, que l'on peut comprendre les adaptations idéologiques du P.C.F. Et ce

(2) « La marche à la révolution prolétarienne et la politique des P.C. européens », par C. Corte, dans « La Vérité », n° 567, mai 1975.

n'est d'ailleurs pas un hasard s'il a été précédé dans cette voie par le parti communiste portugais qui, lors de son congrès tenu en octobre 1974, abandonnait l'expression « dictature du prolétariat », car, expliquait Cunha, « après cinquante ans de dictature fasciste et lorsqu'il existe une situation absolument nouvelle, l'expression dictature du prolétariat ne contribuerait pas à la compréhension de la politique du parti et à la réalisation de nos tâches ».

Mais si Balibar a tenu en définitive un rôle de faire-valoir de l'appareil, il a cependant soulevé un autre problème qui a permis à la direction du P.C.F. de préciser ses positions.

Il écrit :

« Nous sommes confrontés à un fait dramatique, dont nous avons dû finalement prendre conscience qu'il pesait lourdement sur le mouvement des masses. Ce fait c'est que l'histoire des pays socialistes (ou de certains pays socialistes) a défigurée et discréditée la dictature du prolétariat, par l'identification du parti et de l'Etat : elle en a fait le synonyme de la dictature sur le prolétariat. » (3)

Remarquons que la critique de Balibar se meut dans des limites étroites. Une histoire impersonnelle et bien commode intervient comme une fatalité.

Mais le plus important est de voir comment, au nom de la direction, Guy Besse, membre du bureau politique, lui répond. Sur la question de la dictature du prolétariat, il se contente de reprendre pour l'essentiel les arguments déjà avancés par Marchais, tout en précisant que le « passage au socialisme » équivaut à une « démocratisation de l'Etat », donc à une transformation de l'Etat bourgeois et qu'en conséquence le « socialisme aux couleurs de la

France » est compatible avec le maintien de l'Etat bourgeois !

Mais tout un paragraphe de son texte s'intitule « *Combattre l'antivolsiétisme* ». Il y est notamment dit :

« L'histoire des pays socialistes est ouverte à la recherche. Il est sûr, en tout cas, que, sans la dictature du prolétariat (telle qu'elle fut entendue par Lénine), le premier Etat socialiste n'aurait pu ni vaincre ses ennemis ni transformer la vieille Russie.

Jamais une « dictature SUR le prolétariat » (expression malheureusement reprise par Balibar) n'aurait eu la force de briser l'offensive hitlérienne. La victoire de l'Union soviétique sur le fascisme bourreau des peuples fut celle d'une société socialiste, d'un peuple solidement uni autour de son Etat soviétique, de son parti communiste. » (4).

Il est un vieux proverbe russe que les marxistes ont fréquemment utilisé dans leurs polémiques : « Il ne faut pas jeter l'enfant avec l'eau sale de la baignoire ». C'est l'inverse, pourrait-on dire, que fait Guy Besse rejetant la dictature du prolétariat mais chantant les vertus de la dictature de la bureaucratie, instrument de « l'édification du socialisme ».

Il faut le cynisme du bureaucrate pour qui la contre-vérité est un mode d'expression naturel pour assurer que « l'histoire des pays socialistes est ouverte à la recherche ». Elle ne l'est en tout cas pas dans les prétendus pays socialistes eux-mêmes. C'est illégalement que le général Grigorenko a mené ses re-

(3) Etienne Balibar, « Sur la dictature du prolétariat », *L'Humanité* du 22 janvier 1976.

(4) Guy Besse, « Réponse à Balibar », *L'Humanité* du 23 février 1976.

cherches sur les responsabilités de Staline en 1941 et Roy Medvedev les siennes sur le bilan du stalinisme. Et, comme on le sait, les résultats de ces recherches restent inconnus à l'immense majorité des citoyens soviétiques, ils ne sont pas légalement publiés en U.R.S.S.. C'est qu'ils remettent radicalement en cause le mythe que défend encore Guy Besse. L'U.R.S.S. n'est pas cette société homogène baptisée « socialiste » dans laquelle l'Etat, le parti, les masses seraient harmonieusement unis. L'U.R.S.S. reste une société déchirée, contradictoire, dominée par une bureaucratie qui dispose du monopole du pouvoir politique, une bureaucratie avide de consolider et d'augmenter des privilèges qui ne trouvent pas leur racine dans les rapports de propriété établis par la révolution d'Octobre, mais dans l'isolement de l'U.R.S.S., c'est-à-dire dans le fait que le capitalisme continue à dominer mondialement. C'est au maintien de cette domination que sont donc liés le pouvoir et les privilèges de la bureaucratie. C'est cette bureaucratie que défend Guy Besse.

Son article montre clairement que le rejet explicite de la dictature du prolétariat, conséquence parmi d'autres d'une politique fondamentalement conforme aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin, ne signifie en rien une « rupture » avec les dirigeants russes. Son argumentation, dans cette partie de sa réponse à Balibar, est proche de celle de Kanapa qui, le 4 novembre 1974, à l'occasion d'un meeting anniversaire de la révolution russe, déclarait :

« L'œuvre immense que le socialisme a réalisée là-bas ne s'est pas accomplie sans erreurs, sans drames, c'est vrai... Le P.C.U.S. lui-même a critiqué et corrigé celles-ci voici vingt ans. Il les a dénoncées comme

des illégalités injustifiables, étrangères au socialisme. »

Puis, après avoir dénoncé les crimes du capitalisme qui, eux, sont « inhérents au capitalisme », Kanapa poursuivait :

« Au reste, comment ramener l'histoire de l'U.R.S.S. aux fautes commises ou son présent à des abus de pouvoir isolés ? »

Ainsi, ce qui fait problème dans le passé se ramène aux « erreurs de l'époque du culte de la personnalité », et, pour ce qui est du présent, il n'y a à déplorer que des « abus de pouvoir isolés », c'est-à-dire des actes qui ne mettent pas en cause le régime politique en tant que tel.

Ces propos étaient tenus en novembre 1974. En février 1976, Guy Besse, qui se situe pourtant sur le même terrain que Kanapa, ne dit pas exactement la même chose. Poursuivant sa polémique contre Balibar, il écrit, après le passage que nous avons cité :

« Nous condamnons les pratiques qui, en Union soviétique — malgré les décisions du 22^e Congrès du P.C.U.S. — freinent l'avance de la démocratie socialiste. »

Voilà qui est différent. Il ne s'agit plus d'« abus de pouvoir isolés », mais de pratiques — donc de phénomènes plus généraux — et qui sont expressément condamnées. Et la référence au 20^e Congrès n'a qu'un sens : vingt ans après, les « critiques et les corrections » dont parlait Kanapa n'ont pas suffi, il y a toujours en jeu des forces qui « freinent l'avance de la démocratie socialiste ». S'est-il passé, entre novembre 1974 et février 1976, quelque chose qui justifie ce jugement de ton ?

Un parti stalinien mais dans une période de crise du stalinisme

Un mois après le 22^e Congrès du P.C.F. se tenait le 25^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. En dépit des efforts du Kremlin, il n'avait pas été possible de réunir auparavant une conférence européenne ou une réunion internationale des P.C. Ce Congrès prenait donc l'allure, tous les partis liés au Kremlin y étant représentés, d'un rassemblement de tous les éléments de l'appareil international du Kremlin. Pour la première fois, le P.C.F. n'était pas représenté à un Congrès du P.C.U.S. par son secrétaire général. La délégation française était dirigée par un membre du bureau politique, Gaston Plissonnier, et par la voix d'un autre membre du bureau politique, Fiterman, le P.C.F. faisait officiellement savoir que les divergences sur la démocratie socialiste expliquaient l'absence du secrétaire général.

Il sera sans aucun doute nécessaire dans les pages de la *Vérité* de revenir sur la portée de ce 25^e Congrès, sur la vérification qu'il apporte à l'analyse de la situation en U.R.S.S. parue dans le précédent numéro de notre revue. Pour ce qui nous intéresse directement ici, on sait que le P.C.F. a été la vedette involontaire de ce Congrès.

Le déchaînement d'attaques brutales contre les partis qui se laissent gagner par l'opportunisme, qui remettaient en cause les fondements de l'internationalisme et du marxisme-léninisme, qui prétendaient découper la théorie révolutionnaire en tranches nationales, attaques déclenchées par Leonid Brejnev et reprises, entre autres, par le premier secrétaire de Biélorussie, les dirigeants des P.C. bulgare, hongrois, polonais, par Fidel Castro, visaient avant tout — personne ne s'y est mépris — le P.C.F.

Par leur ton comme par leur contenu, il faut remonter au 22^e Congrès du P.C.U.S. en 1961, lors du commencement de l'offensive contre la direction chinoise, menée à travers le P.C. albanais, pour trouver l'expression publique, à la tribune, d'attaques aussi nettes contre un « parti frère », la différence étant, bien entendu, que celui-ci pour l'instant n'est pas nommé.

Dès son rapport inaugural, Brejnev avait été clair :

« Les marxistes léninistes abordent ces questions (celles des divergences qui peuvent surgir entre « partis frères ») en internationalistes, avec le souci de renforcer l'unité du mouvement dans son ensemble, discutent des problèmes qui surgissent dans un esprit de camaraderie authentique, dans le cadre intangible du respect de l'indépendance de chaque parti. Certes, dans ce domaine, il ne s'agit pas et il ne peut s'agir de transiger sur les questions de principe, d'admettre des conceptions et des actions en contradiction avec l'idéologie communiste. Cela est exclu. »

Mais c'est à Macherov, premier secrétaire du P.C. de Biélorussie, qu'il revenait de mettre les points sur les *i*. Il devait notamment déclarer :

« Il y a malheureusement des partisans du socialisme qui, sous prétexte de défendre leur prétendue originalité, leur particularité nationale, révisent en fait les principes de l'internationalisme prolétarien, édulcorent la substance révolu-

tionnaire du marxisme-léninisme et son caractère de classe. Tout recul vis-à-vis de l'enseignement révolutionnaire est présenté comme une innovation, tandis que le mouvement réellement vivant de la théorie marxiste-léniniste et sa mise en œuvre dans la pratique du socialisme sont qualifiés de conservatisme et de dogmatisme. Mais on sait que l'histoire remet tout en place, ... notre parti, le peuple soviétique qui possèdent toute la richesse de la théorie révolutionnaire, connaissent bien le prix de toutes sortes de tentatives pour « moderniser », si on peut dire, le marxisme-léninisme... »

Bel exemple de la langue de bois de la bureaucratie, la harangue de Macherov a l'avantage de la netteté. Ce qu'il faut entendre par « l'internationalisme prolétarien », c'est la « fidélité inconditionnelle » à l'U.R.S.S., dépositaire exclusif de « toute la richesse de la théorie révolutionnaire ».

Nous y avons insisté : la politique suivie par le P.C.F. en France s'intègre parfaitement dans l'orientation d'ensemble de la bureaucratie du Kremlin, ce n'est pas elle ni l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat qui provoque ce rappel à l'ordre.

C'est le fait que le P.C.F. a déclaré qu'il existait en U.R.S.S. des actes de répression qui ne pouvaient être justifiés par la défense du socialisme, qu'il y existait, pour reprendre les termes employés par Marchais dans son rapport au 22^e Congrès, des « actes injustes et injustifiables ».

Certains organes de la bourgeoisie ont donné une explication qui a l'avantage d'être simple et d'apparaître cohérente. Le P.C.F. aurait obéi à des nécessités électorales. Comme l'écrivit *Les Echos* : « Jus-

qu'ici c'était « Vive la liberté », mais pas un mot sur Moscou — position confortable mais peu crédible. En demandant publiquement, aujourd'hui, des comptes à Moscou, le P.C. conquiert une certaine crédibilité sur le double terrain de son libéralisme et de son autonomie ». Explication simple, mais un peu courte. La réalité est plus profonde et plus complexe.

Le P.C.F. a une importance mondiale. Non seulement parce qu'il est l'un des plus puissants partis staliens du monde et à cause de la place stratégique de la lutte des classes en France. Mais aussi parce qu'il est de longue date une composante importante de l'appareil stalinien mondial. Sa direction a été sélectionnée, au service de Staline, dès les années trente et s'est développée avec une rigoureuse continuité. Le P.C.F. a tenu un rôle essentiel pour amortir, par sa « désapprobation » diplomatique, puis par son approbation de fait de la normalisation, les conséquences pour les différents partis communistes de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Rappelons que la *Pravda* l'en félicitait au lendemain de son 19^e Congrès.

Aussi, l'expression manifeste et publique d'une tension entre la direction présente du P.C.F. et les représentants suprêmes de la bureaucratie est la marque de la profondeur de la crise qui se développe au sein de la bureaucratie et dans son appareil international. Réciproquement, la position occupée par l'appareil du P.C.F. lui interdisait d'échapper aux effets de cette crise.

Le moteur de cette crise c'est la crise de l'impérialisme lui-même, la montée politique à l'échelle mondiale du prolétariat, montée qui, dans les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. même, se traduit par le fait que la menace mortelle que la révolution prolétarienne constitue pour la bureaucratie, se présente di-

rectement à elle sous la forme du processus menant à la révolution politique.

Prise dans l'étau des forces fondamentales de classe, la bureaucratie du Kremlin nourrit les tendances qui visent à sa liaison directe avec l'impérialisme, à la jonction avec la bourgeoisie des bureaucraties satellites comme des agences nationales de la bureaucratie stalinienne que sont les P.C. nationaux. Elle tend à l'explosion de la bureaucratie elle-même.

Ces tendances se combinent avec les conséquences de l'adaptation de chaque parti stalinien à sa propre bourgeoisie, en fonction des besoins généraux de la bureaucratie. C'est des conditions différentes dans lesquelles ils opèrent et non de la tentative de mettre en pratique des stratégies différentes, que surgissent les différences entre les différents P.C. L'appui à la tentative d'établir un gouvernement militaire comme barrage à la révolution prolétarienne au Portugal, contraignait le parti de Cunhal à user d'une démagogie gauchiste à l'égard de l'Assemblée Constituante et à donner des accents anti-parlementaires à sa politique. La ligne du « compromis historique » en Italie impliquait bien évidemment que le P.C.I. qui proclamait que tout devait passer par le Parlement se démarque du P.C.P. Mais l'un et l'autre partis pratiquaient une politique de soutien à l'ordre bourgeois, ce qui ne signifie pas que leurs désaccords soient sans conséquences : ils renforcent les tendances centrifuges, les éléments de distorsion et, à terme, de dislocation de l'appareil stalinien international.

Si l'appareil stalinien international et ses différents éléments nationaux sont en quelque sorte une projection de la bureaucratie du Kremlin sans laquelle ils ne pourraient exis-

ter, ils en sont aussi une composante. L'écartèlement de la politique des différents P.C. se combine avec les expressions de la crise qui mûrit dans les sommets mêmes de la bureaucratie.

L'adaptation de chaque P.C. à sa bourgeoisie et les liens qu'il noue avec elle ont comme origine les besoins de la bureaucratie stalinienne qui, dès qu'elle commençait à assurer son pouvoir, couvrait ses intérêts de caste parasitaire du voile idéologique de la « théorie du socialisme dans un seul pays ». En 1928, Trotsky montrait déjà clairement la logique de la dégénérescence politique des sections de l'Internationale Communiste, dans sa critique du projet de programme soumis au VI^e Congrès de l'Internationale Communiste :

« S'il est possible en général de réaliser le socialisme dans un seul pays, on doit admettre cette thèse non seulement APRES la conquête du pouvoir, mais aussi AVANT. Si le socialisme est réalisable dans le cadre national de l'U.R.S.S. arriérée, il l'est à plus forte raison dans l'Allemagne avancée. Demain, les responsables du Parti communiste allemand développeront cette théorie. Le projet de programme leur donne ce droit. Après-demain, viendra le tour du Parti communiste français. Ce sera le début de la désagrégation de l'Internationale Communiste suivant la ligne du social-patriotisme. Le parti communiste de n'importe quel Etat capitaliste, convaincu que son pays possède tous les fondements « nécessaires et suffisants » pour construire seul « la société socialiste intégrale », ne se distinguera plus,

au fond, de la social-démocratie révolutionnaire qui, elle non plus, n'a pas commencé avec Noske, mais qui a définitivement sombré sur cet écueil le 4 août 1914. » (L'Internationale Communiste après Lénine.)

Et dix ans plus tard, après que « l'Internationale Communiste soit passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois », à la veille de la Seconde Guerre mondiale, Trotsky écrivait :

« Pour ce qui est de l'ex-Komintern à proprement parler, sa base sociale a un double caractère : d'une part, il vit des subsides du Kremlin et, en ce sens, le bureaucrate ex-communiste est le frère cadet du bureaucrate soviétique. D'autre part, les différents appareils de l'ex-Komintern puisent aux mêmes sources que la social-démocratie, c'est-à-dire dans les surprofits de l'impérialisme national. (...) La croissance des antagonismes impérialistes, le rapprochement manifeste du danger de guerre et l'isolement non moins manifeste de l'U.R.S.S. doivent inévitablement renforcer les tendances centrifuges à l'intérieur de l'ex-Komintern. Chacune de ses sections va commencer à déployer une politique patriotique à son propre compte. Staline a réconcilié les partis communistes des « démocraties » impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant dépassée. A partir de maintenant, les « communistes chauvins » doivent se soucier de leur propre sort dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la

« défense de l'U.R.S.S. » (Après Munich). »

Trotsky définissait une tendance : la pratique constante de collaboration de classe, l'enracinement dans le cadre de la domination capitaliste, l'insertion dans ses institutions correspondent à la subordination des partis staliniens à la bureaucratie contre-révolutionnaire en U.R.S.S., mais, simultanément, nourrissent en permanence des forces qui tendent à remettre en cause la stricte subordination au Kremlin, au nom de leur « propre sort », c'est-à-dire de leur liaison directe avec la bourgeoisie.

Ce sont ces forces que la crise internationale du stalinisme développe et libère. Cela ne signifie nullement qu'il puisse y avoir une « social-démocratisation » des P.C., ce qui impliquerait qu'il existe aujourd'hui une base sociale et historique à la création de nouveaux partis sociaux-démocrates. C'est au contraire un processus qui mène à l'éclatement des P.C., à la dislocation de l'appareil international du Kremlin. Ces forces qui existent dans l'appareil du P.C.F. comme dans tous les segments de l'appareil international du Kremlin — et qui tendent à renforcer les courants les plus ouvertement restauracionistes au sein de la bureaucratie d'U.R.S.S. elle-même — se satisfont d'un certain relâchement des liens avec le Kremlin et sont, naturellement, comblées par la renonciation formelle à la dictature du prolétariat. Mais elles ne constituent pas la base d'une « mutation » du P.C.F. en un nouveau parti social-démocrate : elles sont une expression et un facteur de la crise qui y mûrit. C'est dans ce contexte que l'on peut apprécier la signification de la détérioration publique des rapports entre la présente direction du P.C.F. et les dirigeants du Kremlin, tout en en déterminant les limites.

« L'affaire Pliouchtch »

A l'origine de cette crise, il y a le développement de la lutte des classes, l'activité des masses. Dans la période de la lutte des classes dans laquelle nous sommes pleinement engagés, il n'est plus possible à l'appareil stalinien en France comme ailleurs de maintenir son contrôle sur des secteurs décisifs de la classe ouvrière et donc de jouer son rôle en s'identifiant sans réserve avec les crimes du stalinisme que la crise historique de celui-ci a rendus publics. En ce sens, si l'on ne la prend pas dans un sens étroitement électoraliste, il y a du vrai dans la remarque des *Échos*. Mais les tentatives de l'appareil du P.C.F. de se démarquer des aspects les plus odieux de la répression stalinienne se recourent avec les incertitudes, les contradictions au sein de la bureaucratie de l'U.R.S.S. — que le 25^e Congrès n'a pas réglées. Non que l'on puisse parler de tendances caractérisées ou de courants, mais il est clair que la bureaucratie, soumise à des tensions de plus en plus intolérables, ne cesse de se diviser sur la manière de faire face à sa situation. Et c'est ainsi que l'on peut comprendre la référence de Guy Besse aux forces qui s'opposent aux conclusions du 20^e Congrès.

Ce qui a donné un caractère explosif à ce problème, ce sont les conditions précises dans lesquelles le P.C.F. a été amené à prendre position. Comme on le sait, il est resté longtemps silencieux et hostile à l'égard de la campagne qui se développait pour arracher la libération du mathématicien Leonid Pliouchtch, enfermé dans un bain psychiatrique. Ce n'était qu'après le meeting du 23 octobre, meeting qui réunissait, aux côtés de nombreuses personnalités du mouvement ouvrier et d'intellectuels connus pour leur atta-

chement à la défense des libertés démocratiques, des représentants du Parti socialiste, de la C.G.T.-F.O. et de la F.E.N., que le P.C.F. rompait le silence.

Le 25 octobre, dans un éditorial de l'*Humanité*, René Andrieu écrivait :

« S'il est vrai — et malheureusement jusqu'ici la preuve du contraire n'a pas été administrée — que ce mathématicien a été interné dans un hôpital psychiatrique parce qu'il a pris des positions politiques, nous ne pouvons que confirmer, avec la plus grande netteté, notre totale désapprobation. »

Mais lorsque Pliouchtch sera libéré, la position du P.C.F. se modifiera à nouveau. Lorsque celui-ci adressera à la direction du P.C.F. une lettre l'appelant à lutter pour la libération de Djemilev dont la vie était en danger, une photocopie de cette lettre parviendra à tous les journaux..., tandis que le P.C.F. commencera par assurer qu'il ne l'a jamais reçue ! Provocation trop grossière pour pouvoir être maintenue telle quelle : après un temps de réflexion, le P.C.F. admettra avoir reçu la lettre, mais les conditions ont été créées pour n'avoir pas à y répondre.

Lorsque Pliouchtch donnera sa première conférence de presse, le représentant de l'*Humanité* demandera ce qui est recherché dans le fait que cette conférence se tient à la veille du Congrès du P.C.F. Leonid Pliouchtch rétorquera que, puisque le P.C.F. se prononce pour la défense des libertés, il ne voit pas en quoi sa conférence de presse

pourra le gêner. Le lendemain, le compte rendu de l'*Humanité* suinte de perfidie et d'attaques hypocrites contre Pliouchtch.

C'est que Pliouchtch est deux fois gênant. Tout d'abord parce que, dès qu'il reprend son activité publique, c'est sur le terrain du combat pour le socialisme qu'il se situe, c'est au nom du socialisme qu'il appellera, dans une lettre ouverte, les partis communistes de l'Est et de l'Ouest à rompre avec le stalinisme, car « le socialisme sans la démocratie c'est l'antisocialisme ».

Ensuite, parce que sa libération a été essentiellement le résultat d'une campagne dans le mouvement ouvrier, menée sur la ligne du Front unique ouvrier. Et ce sont ces deux éléments qui se retrouvent au Congrès de la Fédération de l'Education Nationale, l'organisation syndicale qui regroupe l'écrasante majorité de tous les personnels de l'Education Nationale, lorsque les délégués de toutes les tendances applaudissent debout Leonid Pliouchtch. Et c'est là bien plus qu'un événement « français » !

C'est à ce que signifie la libération de Pliouchtch que Brejnev a répondu au Congrès de Moscou. Et il ne fait pas de doute que, ce faisant, il avait derrière lui l'unani-

mité de la bureaucratie serrant les rangs devant le danger.

A leur manière, les Brejnev et les Macherov (qui dénonçait « ceux qui vont chercher les éléments anti-soviétiques jusque dans les asiles ») ratifiaient ce que nous avons toujours dit : la lutte pour les droits et libertés démocratiques en U.R.S.S., dans la mesure où la bureaucratie ne fonde sa domination que sur le monopole politique qu'elle détient par sa dictature policière, se lie organiquement à la lutte pour la révolution politique. En dernière analyse, la bureaucratie ne peut se défendre que par les moyens « classiques » du stalinisme.

Brejnev, parlant au nom de toute la bureaucratie, a dû sévèrement rappeler à l'ordre l'ensemble de l'appareil international du stalinisme en attaquant le P.C.F. Mais, par là même, il aggrave la crise de cet appareil international. L'importance, de ce point de vue, du Congrès du P.C.F. aura été d'exprimer la montée irréversible de cette crise, nourrie par la maturation des conditions de la révolution politique en U.R.S.S. et en Europe de l'Est conjointement à la montée politique du prolétariat à l'échelle du monde.

François FORGUE.

ABONNEZ-VOUS A « LA VERITE »

Lire les conditions financières
page 2 de la couverture.

ATTENTION ! Ne plus libeller aucun chèque à l'ordre de Michel Renaudie, mais au nom de Gérard SERFATI, sans indication de numéro de compte.

Espagne :

De la grève du métro aux événements de Vitoria

par Etienne LAURENT

La révolution affleure en Espagne

Dans l'introduction à l'**Histoire de la révolution russe**, Trotsky note que l'un des traits de toute révolution est l'existence

« en temps de révolution, de soubresauts d'idées et de passions (chez les masses) que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de "démagogues". D'ordinaire, rappelle Trotsky, l'Etat, monarchique ou démocratique, domine la nation : l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent la palissade qui les sépare de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime ».

Au regard de ces appréciations, il n'est pas indifférent de noter dans la presse début mars, à la suite des événements de Sabadell et de Vitoria, dans les articles du journaliste du « Monde », Niedergang, notamment [plus enclin encore que d'autres à considérer que l'histoire de l'Espagne était un peu sa propre affaire, et à penser que par ses articles il contribuait à son évolution « souhaitable, raisonnable »], l'apparition de l'idée selon laquelle la mobilisation chaque jour plus large et plus ouverte des masses serait, pour une part, l'œuvre « de forces minoritaires et actives jouant délibérément la politique du pirate ».

Selon Niedergang, ces forces auraient

« marqué des points non négligeables dans un monde ouvrier disponible, assez peu politisé (sic), mais qui devient plus combatif ». Elles exploiteraient « au même titre

que les groupes d'extrême-droite une situation explosive ».

Elles porteraient une lourde responsabilité dans la mise en échec des plans de Fraga Iribarne et Areilza, comte de Motrico. Ces hommes

« souhaitaient transformer pacifiquement un système franquiste qui a créé en quarante ans d'innombrables intérêts et des habitudes d'inertie. Ils souhaitaient construire un régime plus libéral, plus adapté à la société espagnole moderne, qui permettrait de bâtir dans un délai raisonnable (sic) une véritable démocratie ».

Aujourd'hui Fraga et Areilza sont en difficulté. Bien que bénéficiant de l'ap-

L'impasse politique du gouvernement Juan Carlos

Dans cette note, nous ne reviendrons pas longuement sur la crise de domination politique de la bourgeoisie. Dans notre article précédent, nous l'avons définie dans les termes suivants : paralysie de la bourgeoisie face à l'impossibilité de sortir du franquisme sans crise politique grave équivalant nécessairement, dans le cadre des relations internationales entre les classes, à l'éclatement d'une crise révolutionnaire ouverte ; tendance récurrente au retrait de projets de « réforme » même les plus prudents à partir du moment où ceux-ci pourraient paraître comme effectués sous la pression des masses ; initiative politique constante, de ce fait, du côté de la bourgeoisie, des forces préconisant le maintien pur et simple des institutions politiques franquistes ; processus, par conséquent, de pourrissement sur pied et de désagrégation mécanique du régime jusqu'à sa chute sous les coups de boutoir des masses.

Aujourd'hui, ainsi que les articles du « Monde » l'attestent, il n'y a plus personne pour contester (ou plus exactement, s'agissant de la presse française,

pui des formations de la « gauche classique », il seraient victimes de l'activité des « forces de l'extrême-droite comme de l'extrême-gauche », et le terme de leur tentative serait peut-être proche (1).

La position de Niedergang est symptomatique. Oui, aujourd'hui c'est la révolution qui affleure en Espagne. En Catalogne, au Pays Basque et en Navarre, ce n'est plus à des actions de reconnaissance du terrain que l'on a affaire, comme en décembre et en janvier, mais aux premiers pas dans la voie du regroupement au grand jour de l'ensemble des exploités avant « leur irruption violente dans le domaine où se règle leur propre destinée ».

(1) Voir *Le Monde* des 5 et 6 mars 1976.

pour chercher à cacher) le fait que la chute du régime n'est plus qu'une question de temps, et peut-être précipitée par un événement quelconque de la lutte des classes. L'impasse politique de la bourgeoisie est chaque jour plus ouverte, plus manifeste. Comme le dit la revue « Doblón », depuis la mort de Franco,

« le pays est toujours en avance sur les événements »

et ceux-ci à leur tour rendent les plans gouvernementaux caducs avant même d'avoir été présentés et à fortiori appliqués.

Au moment de la formation du gouvernement Juan Carlos - Arias Navarro en décembre 1975, Fraga avait expliqué qu'il fallait à ce gouvernement, dans une perspective de « sortie en douceur du franquisme » ou de « perfectionnement des institutions »,

« deux semaines pour se mettre en place, deux mois pour élaborer son programme et affirmer son initiative, deux ans pour le faire passer dans les faits ».

La politique de la Junte démocratique et de la Convergence, la ligne de leur déclaration commune à la fin du mois d'octobre, la caution qu'elles apportaient l'une et l'autre au gouvernement Juan Carlos, « **gouvernement différent des autres gouvernements franquistes** », susceptible « **de faire des pas dans la voie de la démocratisation** », donnaient à Fraga toutes les garanties qu'il pouvait souhaiter, celle que sa tentative jouirait de l'appui total de la direction du P.C.E. et du secrétariat du P.S.O.E.

Le calendrier de Fraga représentait une expression très claire du point atteint dans l'impasse du régime et dans la crise de domination politique aussi bien de la bourgeoisie espagnole. Dresser un tel calendrier équivalait à sous-estimer de façon totale ce que signifiait pour le régime franquiste la disparition physique de Franco ; à vouloir fermer les yeux sur le contexte de crise économique dans lequel la succession s'opérait ; à ignorer enfin, bien entendu, la capacité des masses à briser les digues placées par les appareils contre-révolutionnaires et à intervenir pour leur propre compte, sans respect pour les rythmes choisis par un Fraga et applaudis par Niedergang.

Dès la mi-janvier, la classe ouvrière a fait voler en éclats le calendrier de Fraga. Elle a montré également les li-

Crise du régime et contrecoups de la crise économique mondiale

La mort de Franco a signifié la disparition de celui qui était devenu, au long des années, à la fois le pivot des institutions fascistes et l'incarnation politique du régime et des relations de force, entre les classes et à l'intérieur de la bourgeoisie, sur lesquelles celui-ci était fondé (2).

Ainsi que nous l'avons expliqué, ce

(2) Voir notre article de janvier 1976, E. Laurent : *Espagne : l'agonie du franquisme*, *La Vérité*, n° 570, pp. 35 et s.

mites étroites dans lesquelles se situe, à cette étape, la possibilité qu'ont les appareils traîtres de fournir à la bourgeoisie la marge de manœuvre qu'elle n'est plus en mesure de s'accorder elle-même. Fin janvier, il ne restait plus à Kissinger, venu apporter l'appui de l'impérialisme aux projets d'Areilza et de Fraga, d'autre solution que d'entériner le programme d'immobilisme exposé par Arias Navarro aux Cortes fascistes et se résoudre à ordonner la défense de l'ordre bourgeois en Espagne autour d'un système pourri sur ses bases.

Au lendemain des morts de Vitoria du 4 mars, Fraga a indiqué à quel point se trouvait le gouvernement de Juan Carlos dont il est le pivot. Il a été contraint de reconnaître que les revendications des travailleurs et de la population de Vitoria étaient légitimes et que le gouvernement avait « **sa part de responsabilité** » dans le tour dramatique pris par les événements. Aucun gouvernement franquiste n'a jamais été contraint à un aveu semblable. Pour un tel gouvernement, ce langage équivaut à signer son propre arrêt de mort. Il est, à sa manière, à lui seul un appel supplémentaire aux masses à amplifier l'action, jusqu'à ce qu'elles submergent l'ensemble des barrages qui protègent le régime.

n'est pas seulement pour la classe ouvrière que la disparition de l'homme qui symbolisait l'écrasement de 1939, a signifié un élément central de modification objective de la situation politique à partir de novembre. Pour la bourgeoisie dans ses différentes composantes, comme pour l'ensemble des couches de la petite bourgeoisie, la disparition de Franco a également ouvert la voie à la libération, à une allure toujours plus rapide, de toutes les forces centrifuges. Elle a permis

enfin que commencent à s'exprimer au grand jour les problèmes non résolus que le régime a contenus des années durant au moyen de la camisole de force des institutions fascistes. Ecrivant voici un an, nous expliquions :

« Avec la chute du régime, l'ensemble des problèmes auxquels la bourgeoisie espagnole, par sa conformation historique particulière, a été incapable de fournir une solution resurgiront avec la plus grande acuité. Toutes les conséquences du non-accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises, dont la classe ouvrière et les masses ont été contraintes de supporter le poids année après année du fait de la dictature franquiste, leur apparaîtront absolument intolérables dès que se matérialisera au grand jour la modification des rapports politiques entre les classes. Tous les problèmes laissés en suspens du fait de l'écrasement de 1938-1939 se présenteront comme autant de questions exigeant une solution immédiate. » (3)

La mort de Franco n'est pas la mort du régime. Seules les masses peuvent mettre fin à son existence, en détruisant pierre par pierre l'ensemble de l'édifice des institutions fascistes. Mais la mort de Franco a marqué un pas qualitatif dans le développement de la crise du franquisme, et explique en particulier le fait que c'est **dès maintenant**, donc avant la chute du régime, que le processus analysé en 1975 a commencé à s'affirmer clairement.

La tendance pour les revendications transitoires et les mots d'ordre démocratiques à fusionner d'une façon qui laisse prévoir déjà leur combinaison à un niveau qui sera peut-être même plus explosif qu'il ne le fut à partir de 1930, concerne à **cette étape** essentiellement deux questions : la lutte contre la vie chère et le chômage et la question nationale.

(3) E. Laurent : *Vers l'explosion révolutionnaire en Espagne*, *La Vérité*, n° 566, mars 1975, p. 111.

En Espagne aujourd'hui, l'impact de la crise économique mondiale sur les structures économiques retardataires de l'Espagne, dans le cadre des conditions d'inégalité économique criantes entre les classes que le franquisme a établies et défendues, a pour effet de réunir, dans ce pays avant d'autres, les éléments de la célèbre « troisième condition » de Lénine, c'est-à-dire aggravation plus qu'à l'accoutumée de la misère et de l'exploitation des masses. Selon les chiffres officiels, dont la volonté de masquer à tout prix la réalité est encore plus nette — s'agissant d'un régime comme le régime franquiste — que dans les autres pays capitalistes, fin 1975 la situation était la suivante : baisse de la production industrielle de 8 %, augmentation du produit intérieur brut de 0,8 % indice des prix à la consommation : + 17,7 %, doublement du nombre des chômeurs (le chiffre en lui-même n'a aucune valeur tellement la volonté du franquisme de ne pas publier de chiffres sur l'emploi proches de la réalité est manifeste), chute des faibles exportations et accroissement du déficit de la balance courante auxquels le gouvernement a cherché à faire face en dévaluant la peseta.

C'est dans ces conditions qu'on a pu voir apparaître dans la plate-forme des dernières grèves certaines revendications dont le caractère de revendications transitoires saute aux yeux et traduit la volonté des masses de ne pas supporter les conséquences de la crise mondiale en développement. Les revendications de la grève de Barcelone en sont l'exemple le plus saillant : ouverture du droit aux indemnités de chômage à partir de 15 jours de travail effectif dans une entreprise, paiement des indemnités de chômage à 100 %.

Il est significatif, de même, qu'à Vitoria il y ait eu une manifestation spécifique des ménagères sur la question de la vie chère et de l'approvisionnement, dans le cadre de la mobilisation d'ensemble de la population de la ville. La crise du régime franquiste ne procède pas de la crise économique qui secoue l'Espagne, mais la crise écono-

mique est un facteur de première importance dans son accentuation immédiate et dans son explosion proche. Elle re-

présente un facteur de plus qui pousse les masses à l'action pour abattre le régime.

La fusion des revendications transitoires et des revendications démocratiques : la question nationale

Lorsque l'OCI a réabordé voici un an l'analyse de fond de la situation espagnole, elle a entrepris de commencer à cerner de nouveau les contours de la question nationale en Espagne.

« En Espagne, avons-nous conclu alors, les revendications nationales se situent au premier rang des revendications démocratiques. Elles ont un contenu explosif, parce qu'elles mettent en cause les conditions historiques dans lesquelles l'Etat bourgeois centralisé s'est constitué dans ce pays, comme Etat centralisateur et oppresseur castillan ».

instrument de domination au premier chef de la monarchie, l'Eglise, l'armée, et le latifundium, c'est-à-dire des forces les plus rétrogrades de l'Espagne (4).

Avec les libertés fondamentales d'organisation politique et syndicale, de réunion, d'expression, de manifestation et de grève, les revendications nationales sont celles pour lesquelles, plus que pour toutes autres, la mort de Franco a eu un effet d'accélérateur, et pour lesquelles les appareils contre-révolutionnaires du P.C.E. et du P.S.O.E. ont été les moins capables de dresser des barrages à la mobilisation des masses. En 1931, Trotsky disait que le séparatisme des ouvriers et des paysans catalans était l'enveloppe de leur indignation sociale. Aujourd'hui, ce n'est pas par hasard si c'est en Catalogne, et au Pays Basque, que les mobilisations ont pris leur caractère massif et parti-

culièrement violent. C'est dans ces deux régions en particulier, que se produit de nouveau, en effet, la fusion des revendications sociales avec les revendications nationales que le développement historique particulier de l'Espagne et la non-réalisation dans ce pays des tâches de la révolution démocratique, ont laissées sans solution tolérable pour les masses.

A partir de sa victoire, le régime franquiste a soumis les nationalités catalane, basque, galicienne et valencienne à un régime forcené d'oppression sur le plan de la langue et de la culture, dont l'efficacité s'est atténuée seulement récemment, en relation avec la modification progressive des relations de force entre les classes. Ce comportement n'a été que la transposition, sur ce plan déterminé des droits démocratiques, de la répression exercée contre les libertés d'organisation, de réunion, d'expression dans leur totalité.

Le fonctionnement d'ensemble des institutions fascistes exigeait que les droits élémentaires des nationalités non castillanes soient écrasés, au même titre que l'ensemble des droits et libertés démocratiques. Il reste que cette oppression de langue et de culture a eu un caractère spécifique qui s'est surajouté, là où elle s'est exercée, à l'oppression et l'exploitation fascistes en général. Elle a eu une portée et une dimension propres, conduisant à l'accumulation d'une charge explosive qui se retourne aujourd'hui contre le régime, et à laquelle les militants révolutionnaires doivent parvenir à donner une expression claire au niveau des mots d'ordre. L'ampleur et la violence des manifestations en Catalogne, au Pays Basque et en

Navarre ont comme arrière-fond la question nationale. C'est en partie sur cette base qu'on a pu voir les pompiers et les policiers municipaux à Barcelone, les commerçants et fonctionnaires locaux à Sabadell, à Vitoria, dans toutes les villes du Pays Basque, se joindre aux manifestations ouvrières.

Nous reviendrons prochainement sur cette question. Mais c'est aux trotskystes d'Espagne qu'il appartient, dans le cadre du Secrétariat européen du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, de définir le contenu exact de ces mots d'ordre en

Vers la mobilisation de masse des couches exploitées derrière la classe ouvrière

Tout ce qui vient d'être dit permet d'éclairer les développements qui ont marqué la lutte des classes à partir de la fin janvier 1976, et qui sont venus confirmer l'importance accordée par l'O.C.I. à la grève du métro de Madrid.

La grève du métro de Madrid a opéré un saut dans le mouvement de la classe ouvrière vers sa centralisation politique, sur un terrain indépendant de classe, hors des cadres fixés par la politique de la Junte démocratique et de la Convergence, contre le gouvernement de Juan Carlos. Par là même, elle a ouvert une brèche pour la classe ouvrière de toute l'Espagne, derrière et autour de laquelle l'ensemble des masses exploitées et opprimées des villes et des campagnes ont pu commencer leur mobilisation au grand jour.

C'est là un autre point sur lequel il faut insister. S'agissant de la lutte contre un régime comme celui de Franco, l'importance numérique des manifestations, leur composition et leur déroulement sont à eux seuls un facteur central et un indice de la situation révolutionnaire qui se développe à grand train. Le langage des chiffres est à lui seul probant déjà sur ce plan : la mobi-

se situant par rapport à une triple exigence : unité du prolétariat d'Espagne ; obligation pour lui, dans la préparation de la lutte pour le pouvoir, d'inscrire à son drapeau l'ensemble des revendications démocratiques ; nécessité immédiate, enfin, de tourner la charge explosive que le régime a accumulée sur ce terrain vers la tâche présente de destruction de l'Etat franquiste et de démantèlement, dans le cours de ce processus, de l'ensemble des institutions constitutives de l'appareil d'Etat bourgeois tel qu'il a été construit en Espagne.

lisation contre le régime, dans la voie de sa destruction, a commencé à prendre une dimension de masse. A Barcelone, le 1^{er} février, à l'appel des comités de quartiers, il y avait 50.000 manifestants environ, même si leur évaluation était rendue difficile faute de véritable regroupement. Une semaine plus tard, le 8 février, ils ont pu se regrouper et il y en avait de 80.000 à 100.000. Le 22 janvier à Pampelune, ce sont plus de 30.000 travailleurs qui ont défilé en rangs serrés pendant plus de deux heures pour appuyer leurs revendications dans les négociations sur la convention collective de la province de Navarre.

A Barcelone, dans le cadre de la grève générale de la construction qui a embrasé, selon la revue « Doblón », plus de 130.000 travailleurs du bâtiment sur les 150.000 dénombrés par les statistiques officielles, des dizaines de milliers de travailleurs de cette corporation se sont heurtés violemment plusieurs jours de suite à la police politique. Ils ont transformé, dit la revue « Cambio 16 », le centre de Barcelone « en un véritable champ de bataille du mardi 24 au vendredi 26 » et rendu ainsi impossible la visite officielle de Juan Carlos dans la capitale catalane.

(4) Vers l'explosion révolutionnaire en Espagne, op. cit., p. 92.

A 30 km de Barcelone, à Sabadell, ville industrielle de la zone du grand Barcelone, ce sont au moins 45.000 manifestants qui se sont dirigés le 23 février vers la mairie avant que la police n'ouvre le feu, blessant plusieurs manifestants. La réaction populaire a été immédiate et extraordinaire : pendant quatre jours, la vie économique, administrative, scolaire et même commerciale a cessé à Sabadell, tandis qu'au stade et au palais des sports de la municipalité se tenaient de gigantesques assemblées de 30.000 à 40.000 personnes pour exiger la libération immédiate de 11 militants arrêtés. La vie n'a repris qu'avec la libération de 8 d'entre eux et l'engagement précis de la libération immédiate des trois autres enfermés dans la prison de Barcelone.

A Vitoria, enfin, pour prendre l'exemple le plus récent, la grève, endémique depuis janvier, s'est étendue dans le cadre des négociations de la convention collective provinciale, jusqu'à embraser le 28 février la quasi-totalité des usines de la région. Le 28, une première manifestation était réprimée violemment par la police et a conduit en risposte à l'appel à la grève générale de la région à partir du 2 mars. Le déroulement de la journée du 4 mars peut être analysé en détail.

Depuis 8 heures le matin, devant les usines, dans les quartiers ouvriers, les rassemblements, les manifestations se forment. Vers 10 heures, ils convergent vers le centre de la ville. Dans leur marche, ils entraînent les ouvriers de la construction : « **Nous sommes des ouvriers, unis-toi !** », crient-ils. Les femmes en tête, des paniers vides au bras, invitent les commerçants à fermer. Elles demandent que la grève soit générale. Toute la matinée, les forces policières de Juan Carlos tenteront d'interdire la rue aux masses. Les affrontements sont violents. Les travailleurs unis dressent des barricades. Par les fenêtres, la population jette tout ce qu'elle a sous la main contre les policiers.

Au centre de la ville, Avenida del Generalísimo, une grande manifestation a réussi à se former. La police de la

dictature n'a pu contenir le mouvement des masses. La ville et les quartiers alentours sont couverts de barricades. Bars, restaurants, cinémas, commerces ont fermé leurs portes, toute la population est entrée dans la grève.

Toute la journée, les affrontements se poursuivent. Vers 5 heures de l'après-midi, des milliers de manifestants se concentrent devant l'église San Francisco de Asis. Dans l'église se tient une assemblée. La police surgit, brise les vitraux et envoie des grenades lacrymogènes dans l'église ; la foule fuit. La police tire. Miguel Ortiz, étudiant, 19 ans, Martin Orío, de l'usine Forjas Alavesas, et Romualdo Barroso, 19 ans, tombent victimes des balles fascistes. Trois morts officiellement. Plus d'une centaine de blessés, une dizaine dans un état très critique. Stupeur et fureur de la ville. Les combats avec la police se poursuivent dès que les premiers tirs sont passés et que travailleurs et jeunes peuvent se regrouper. Pendant des heures, tard dans la nuit, ils se heurtent à la police, reconstruisant des barricades dans le centre de la ville comme leurs camarades l'avaient fait dix jours plus tôt à Barcelone.

Le 6 mars, à l'enterrement des trois premiers morts de la fusillade, ce sont 60 000 personnes, soit un adulte ou un adolescent sur deux, qui ont suivi en rangs serrés le cortège. Le lundi 8 mars, enfin, à l'appel de l'UGT, du PSOE, de l'ensemble des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière et des organisations nationalistes basques, 500 000 travailleurs au moins répondaient à l'ordre de grève générale. Le Pays basque était paralysé ; à Bilbao, malgré un mort, les travailleurs contrôlaient les faubourgs industriels des deux côtés de la Ria pendant des heures et repoussaient les attaques de la police.

Il faut arrêter là cette énumération. D'Alicante à Vigo, de Séville jusqu'aux Asturies, le mouvement est le même. Derrière et autour de la classe ouvrière, c'est l'ensemble des masses laborieuses et des catégories opprimées qui entreprennent de se regrouper.

La lutte de la classe ouvrière pour briser les manœuvres bureaucratiques et contrôler son combat

Comme toujours en pareil cas, un tel développement ne traduit pas seulement les modifications en cours dans l'état des relations existant entre la bourgeoisie et les masses, mais aussi et tout autant des modifications à l'intérieur de celles-ci — plus exactement à l'intérieur de la classe ouvrière — entre les travailleurs et les appareils.

Pour apprécier la situation actuelle et la saisir dans son développement, il faut revenir à Madrid et analyser les conditions exactes dans lesquelles l'appareil du PCE et les commissions ouvrières ont été contraintes d'intervenir dans les grèves du mois de janvier pour défendre la monarchie et le gouvernement Juan Carlos.

La victoire des travailleurs du métro, cinq jours après le début de la grève, a reposé indiscutablement, pour une part, sur le soutien dont ils ont bénéficié très vite de la part des autres secteurs de la classe ouvrière. Mais elle a reposé aussi, ainsi que nous l'avions indiqué dans l'article de janvier, sur la capacité des travailleurs du métro à faire fonctionner l'assemblée générale des grévistes comme instrument central dans leur combat. Réunissant dans chaque phase décisive, au moment de chaque décision importante, l'ensemble des 3 000 travailleurs de l'entreprise publique, l'assemblée a réalisé et défendu jusqu'au bout l'unité la plus complète des travailleurs face au gouvernement, brisant dans l'œuf les tentatives de divisions du syndicat vertical et toutes les mesures antigrèves prévues par la loi.

Les premiers secteurs à s'engouffrer dans la brèche ouverte par la grève du métro ont été les travailleurs de la métallurgie, de la construction et des banques à Madrid. Mais l'ensemble de ces secteurs se sont immédiatement trouvés confrontés à l'appareil stalinien et

au combat acharné que celui-ci leur a livré afin de les empêcher de suivre les mêmes méthodes, casser les structures de la CNS, mener la lutte sur la base de l'assemblée des délégués élus et révocables.

A partir du moment où, vers le 10 janvier, l'appareil stalinien a jugé impossible d'empêcher l'extension de la grève du métro à la métallurgie, le bâtiment et les banques, il a porté son effort sur trois objectifs distincts mais liés :

1. interdire la formation de véritables comités de délégués élus et surtout interdire toute coordination de tels comités d'usine à usine, par corporation ou zones industrielles (Getafe, Villaverde) ;

2. chercher à faire fonctionner coûte que coûte les UTT, c'est-à-dire les structures locales du syndicat officiel, en arrachant pour cela la collaboration, masquée d'un langage « gauche », des fonctionnaires bourgeois du syndicat vertical (5) ;

3. organiser des manifestations politiques « centrales » pour « l'amnistie », destinées à jouer le rôle de coupe-feux et à faire déplacer la lutte sur un terrain

(5) Nicolas Sartorius, dirigeant du PCE et des commissions ouvrières, dans la revue *Triunfo* du 6 mars 1976, a préconisé la conception suivante pour défendre coûte que coûte la CNS :

« Dans les assemblées a surgi une représentation ouvrière constituée par les représentants légaux plus les délégués élus dans chaque atelier, que la UTT a légalisé sous la forme de COLLABORATEURS SYNDICAUX (souligné par N.S.). (...) Cette forme de collaborateur-délégué s'est aussi imposée dans d'autres usines actuellement en grève, comme Patricio Echevarria de Legazpia ; Irimo de Zumarraga et Sigma de Elgoibar. Les assemblées de Lasarte se caractérisent par leur ordre et leur organisation. (...) »

alors incontrôlable par la classe ouvrière et les masses.

A Madrid, du 10 au 25 janvier, on peut estimer que l'appareil stalinien a atteint ses fins. Il est parvenu à contenir et en partie à dévoyer les grèves. Il a réussi à empêcher la généralisation et surtout la centralisation des comités de grève. Mais cet effort représente un coût élevé pour l'appareil stalinien à cette étape, et pour la classe ouvrière du reste de l'Espagne une source d'expérience dont elle paraît avoir commencé à tirer largement parti. Voulant combattre l'influence de l'expérience madrilène, l'appareil stalinien a été amené à expliquer que des « provocateurs » avaient été à l'œuvre dans la grève du métro. L'examen de la grève des usines de Vitoria, comme celle des travailleurs du bâtiment à Barcelone et dans la région, permet de penser que ce sont des conclusions toutes contraires que les travailleurs de nombreux secteurs du reste de l'Espagne ont tirées de l'expérience de leurs camarades de Madrid.

En effet, la leçon politique centrale des événements de Vitoria, c'est qu'avec acharnement la classe ouvrière de cette ville, tout au long d'un combat de plus d'un mois, a réussi à défendre et à préserver son organisation autonome — « l'assemblée des usines de Vitoria » — contre ceux qui proposaient que la lutte soit dirigée par les représentants « honnêtes » du syndicat vertical. Il serait trop long de retracer les étapes de ce combat, marqué par les assemblées des usines Forjas et Menosa qui, le 15 janvier pour la première, le 17 pour la deuxième, réussissaient à imposer la démission des enlacs et jurados (poste de responsabilités dans le syndicat vertical, la CNS). Plusieurs d'entre eux déchiraient leur carte de responsables syndicaux comme démonstration d'adhésion à l'assemblée.

Le 5 février, c'est-à-dire le lendemain de la tuerie, « l'assemblée commune » des travailleurs des usines en grève, réunie devant 5 000 ouvriers, refusait la proposition faite le même jour d'une commission formée de cinq présidents des UTT (fédérations du syndicat ver-

tical) comme médiateur des conflits. L'assemblée exigeait que la négociation soit menée à travers les commissions élues par les assemblées.

A Barcelone, dans le bâtiment, l'acquis pour la classe ouvrière est peut-être plus grand encore. Dans le secteur de la construction, à Madrid, l'appareil stalinien avait réussi à court-circuiter la formation d'un comité central de grève élu, en désignant de lui-même un comité dont les véritables dirigeants de la grève étaient exclus. A Barcelone, il n'en a rien été. Les travailleurs ont livré un formidable combat sur le terrain de l'organisation pour assurer et défendre le plein contrôle de leur mouvement.

Au sommet de la grève, quelque 130 000 travailleurs ont été engagés dans le combat. Pendant plus de quinze jours, ce sont près de 80 000 travailleurs qui ont combattu en permanence. Plus encore qu'en France, l'industrie de la construction est artisanale en Espagne. Les chantiers sont petits et très nombreux, les conditions objectives de l'émiettement très importantes. A Barcelone et dans la région, c'est une assemblée centrale de grève, réunissant chaque jour, dit la revue « Doblón », entre 500 et 1 000 délégués des différents chantiers, qui a assuré la direction de la grève. Cette assemblée a édité un bulletin d'information quotidien. C'est elle qui a organisé les piquets. C'est elle qui a désigné une commission seule mandatée pour défendre les négociations face au patronat et face aux représentants de l'Etat. C'est elle qui a élaboré la plate-forme de la grève dans laquelle les revendications salariales et de conditions de travail (en particulier l'indemnisation à 100 % du chômage) se combinent avec les revendications tenant aux droits d'organisation et de réunion et à la libération de tous les prisonniers politiques.

Les travailleurs ont montré leur détermination à défendre la forme d'organisation qu'ils se sont donnée. Face à une tentative des staliniens, au nom des commissions ouvrières, en alliance avec les fonctionnaires de l'UTT de Catalogne du bâtiment, de dresser une sec-

tion des ouvriers contre les autres, l'assemblée centrale des travailleurs du bâtiment a publié une déclaration dans laquelle elle dit :

« Personne ne peut s'approprier la lutte de la construction, car elle appartient exclusivement à tous les travailleurs et à leurs représentants démocratiquement élus, les délégués. Ceux de la construction ont décidé de choisir leur propre commission délibérant sur la convention collective, à travers les assemblées de délégués. »

On mesure ce que ces faits signifient. On comprend l'acharnement que les staliniens et leurs alliés journalistes bourgeois ont mis à attaquer les travailleurs de la construction. Le 4 mars, à Barcelone, au nom du PSUC, rameau catalan du PCE, le stalinien Pere Ardiaca déclarait que le développement et la poursuite de la grève étaient l'œuvre des provocateurs.

« Les commissions ouvrières, a-t-il dit, ont expliqué publiquement qu'elles n'avaient rien à voir avec certains piquets de grève, pas plus qu'avec les violences des jours derniers à Barcelone. » Et de poursuivre : « Il est nécessaire et urgent de parvenir à un pacte entre la droite, le centre et la gauche. »

Lisons Niedergang :

« A Barcelone, les commissions ouvrières ayant obtenu un salaire de base de 19 000 pesetas par mois pour les manœuvres du bâtiment (le salaire le plus élevé de toute l'Espagne dans cette branche et cette catégorie) se voient pourtant contraintes de dénoncer publiquement les piquets de grève plus ou

moins spontanés qui relancent le mouvement. La CNT, la vieille centrale anarchiste toute-puissante au début de la guerre civile et que l'on croyait morte, surgit des catacombes. A Barcelone, elle vient de tenir un congrès avec 400 participants. Une autre réunion doit avoir lieu prochainement à Valence. »

Voici donc les « agitateurs » à l'œuvre, les « hommes à la bombe », les anarchistes surgissant de leurs « catacombes ». C'est bien à la conception de l'histoire stigmatisée par Trotsky qu'on a affaire. Il est indiscutable que la montée révolutionnaire qu'amorcent les masses les conduit à se tourner de nouveau vers leurs organisations traditionnelles. Le combat pour la reconstruction de l'UGT et de la CNT, et pour briser les tentatives stalinienne de sauvegarder des structures de la CNS est de ce fait pratiquement gagné. La déclaration commune faite à Valence par l'UGT et la CNT contre la monarchie et pour la reconstitution de l'Alliance ouvrière de 1934 exprime la radicalisation des masses et la pression qu'elles commencent à exercer vers et à l'intérieur des organisations qui ont organisé historiquement la classe ouvrière d'Espagne comme classe indépendante de la bourgeoisie.

Mais ces développements ne peuvent être considérés en eux-mêmes. Ce sont des indices du mouvement dans les masses, dont l'organisation de la grève de la construction de Barcelone représente à ce jour l'expression la plus élevée. Ce sont des éléments qui forment la substance même des processus constitutifs de la période de l'imminence de la révolution.

Etienne LAURENT

Notre librairie, la SELIO
Nombreux ouvrages sur la révolution
et le mouvement ouvrier en Espagne

Les staliniens contre le marxisme défendent l'église (2e partie et fin)

par César CORTE

Un dieu « prolétarien »

La pensée de Leroy selon laquelle les rapports sociaux en général entraînent l'élaboration d'idéologies spécifiques n'est là que pour brouiller les cartes sur ce que sont et l'idéologie religieuse et les autres formes de l'idéologie. Il s'agit de faire admettre que toutes les classes secrètent leur idéologie, que, partant, le prolétariat lui-même secrète une idéologie particulière : « La philosophie marxiste », « l'humanisme vrai », qui est la conscience vraie du prolétariat comme l'idéologie religieuse peut être un degré moindre de la saisie du réel mais y participe tout de même. Car, en effet, ce n'est pas par amour de l'histoire que Leroy nous sort cette affirmation selon laquelle « les significations attribuées à la parole de Dieu, la manière de penser et de vivre la foi divergent... selon l'époque considérée », c'est pour réintroduire les deux « niveaux » d'analyse, et au plan d'une même époque nous expliquer qu'en même temps la religion, dieu — mais lequel ? — peut avoir un contenu différent, voire antagonique, chez les exploités ou les exploités. Hormis le fait qu'on ne voit pas comment les exploités pourraient adorer un dieu qui se définirait par avance comme étant contre eux, hormis cette

platitude. Leroy veut nous faire croire que l'idéologie religieuse d'aujourd'hui peut non seulement révéler à l'analyse un Dieu prolétarien, produit de la classe ouvrière, mais que comme telle, elle peut être à l'origine du combat politique de la classe ouvrière. Il écrit en effet :

« Ces catégories (idéologiques, théologiques) sont au même moment utilisées avec des contenus et selon des modes différents, selon l'idée que les croyants se font d'eux-mêmes et de la société et selon leur fonction de classes. »

Qui plus est, cette théologie prétendument prolétarienne, n'est pas le produit exclusif des prolétaires et exploités, mais peut être distribuée aussi aux bourgeois, aux prélats, etc., selon l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes et de la société, les bons patrons et bons prélats pouvant ainsi accéder à ce dieu prolétarien. C'est l'union non plus seulement avec les « curés populaires », mais, à travers le dieu ouvrier « construit », avec toute la hiérarchie. Contrairement à Engels qui, fidèle à l'appréciation de Marx, continue à penser que la religion c'est l'opium du

peuple, le gendarme idéologique de la société d'exploitation, et pour qui, avec le 17^e siècle était terminé tout rôle progressif possible quelconque du christianisme et de toute idéologie religieuse, Leroy développe son idée des contenus de classe différents de la religion.

« Le matérialisme historique nous permet d'élaborer une explication scientifique aussi bien des raisons de l'évolution des aspirations religieuses que des motifs pour lesquels elles sont réellement vécues par les croyants comme une foi. L'analyse matérialiste ne provoque pas la disparition des faits idéologiques, ici de la foi, qu'elle étudie et explique. »

Pour signifier les aspirations des masses Leroy parle toujours d'aspirations religieuses. Les « aspirations religieuses », cela signifie que naturellement, les hommes ont des aspirations religieuses, qui peuvent être vécues « comme une foi », ou bien autrement dans le « communisme » qui répond à cette aspiration religieuse.

Poursuivons :

« Elle (l'analyse marxiste) permet plutôt de comprendre selon quels processus objectifs la foi se constitue, évolue et est vécue comme réalité subjective pour des millions d'hommes. C'est pourquoi au point 30 des thèses (du 19^e Congrès du PCF) la formule déjà utilisée en 1966 par le comité central d'Argenteuil a été finalement reprise par le congrès dans le texte final : « Ils (les chrétiens) se refusent à accepter au nom de leur foi, l'injustice et l'oppression d'un régime condamné... C'est parce que nous savons que la foi religieuse peut revêtir des contenus différents en fonction de la place des hommes dans les rapports sociaux que nous nous refusons à tout sectarisme doctrinal qui ferait de tout chrétien un adversaire. »

La pirouette finale, destinée à faire avaliser le fait que c'est l'alliance avec la hiérarchie à travers la reconnaissance du rôle positif de la religion, du dieu prolétarien, va en même temps servir de transition pour le bloc, non plus avec

une théologie progressiste prolétarienne, mais avec toutes les théologies et là se trouve la clef de l'abandon momentané de la définition du contenu d'une idéologie par l'idée que s'en font les hommes. Il y a une théologie prolétarienne. Mais il y a des prolétaires qui demeurent influencés par un « dieu transcendant », différent dans la forme du « dieu démocratique ». Celui-là est aussi démocratique car la classe ouvrière ne peut vouloir son propre esclavage. Conclusion : nous ne devons pas choisir nos religions, ni nos théologies, c'est avec toutes qu'il faut s'unir.

« C'est pour des raisons analogues que nous ne prétendons d'ailleurs non plus dire à la place des chrétiens comment ils doivent être chrétiens, que nous ne prétendons pas nous prononcer à leur place, sans renoncer pour autant à l'étude scientifique des différents aspects des idéologies religieuses, dans le domaine théologique comme celui de la liturgie. »

Le marxisme est une philosophie... et la religion participe de la pensée logique

Le fond de tous les arguments du PCF, c'est la transformation, bien qu'ils s'en défendent, du marxisme en une idéologie, idéologie bourgeoise qui réduit le marxisme à un humanisme et le matérialisme dialectique et historique... à une philosophie. Comme dirait Marx il ne s'agit pas ici de reprocher aux staliniens les oripeaux idéologiques qu'ils ont empruntés à la bourgeoisie, il s'agit de les dénoncer, de les combattre. Si le marxisme est une philosophie, nous ne sortons pas de l'idéologie : il s'agirait de spéculer, d'expliquer le monde, le bon dieu étant sécularisé et remplacé par la science déifiée ou les forces productives comme choses en soi, au-dessus et en dehors des classes, de la société. Les tentatives des staliniens de réduire le marxisme à une idéologie ont une fonction bien précise : justifier l'alliance avec ce qui, dès lors, n'apparaît que comme un degré moindre de la

vérité que possède la philosophie marxiste mais qui participe tout de même du sens de l'histoire et des catégories logiques. Nous saisissons maintenant pourquoi Leroy nous parlait en général des rapports de production engendrant des catégories théologiques et idéologiques. Avec Engels, il nous faut rétablir la réalité de la position marxiste et réaffirmer :

« Pour la classe ouvrière dépouillée par la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste de toute propriété sur les moyens de production, et constamment reproduite par le mécanisme du système de production capitaliste dans cet état héréditaire de prolétarisation, l'illusion juridique de la bourgeoisie (illusion qui a remplacé l'illusion religieuse — NDLR) ne peut suffire à exprimer totalement la situation où elle se trouve. Elle ne peut prendre elle-même une connaissance complète de cette situation que si elle regarde les choses dans leur réalité, sans lunettes teintées de couleurs juridiques. C'est à cela que l'aide Marx avec sa conception matérialiste de l'histoire, en démontrant que toutes les représentations juridiques, politiques, philosophiques, religieuses, etc. des hommes dérivent en dernière instance de leur condition de vie économique, de leur manière de produire et d'échanger les produits. Il fournissait au prolétariat la conception du monde correspondant à ses conditions de vie et de lutte ; à l'absence de propriété ne pouvait correspondre que l'absence d'illusions dans leur tête. »

Socialisme de juriste, p. 266.

Cette connaissance complète de sa situation non seulement n'a rien à voir avec un quelconque humanisme, il s'agit de la situation de classe du prolétariat, et le combat pour le communisme c'est le combat pour la dictature du prolétariat, pour le pouvoir politique à cette classe comme condition de la disparition des classes et donc de la fin de la préhistoire de l'humanité. Il n'y a pas « d'essence humaine » mais des classes sociales, et tout le progrès de l'humanité est concentré dans cette classe dépossédée de tout, comme produit le plus élaboré de la

civilisation, de l'industrie. Si l'acceptation par les stalinien de l'idéologie bourgeoise se fait par le biais de la transformation du marxisme en idéologie (dont les prolongements ont retrouvé les plus barbares manifestations de l'idolâtrie comme complément nécessaire aux camps de concentration stalinien), de la même manière et en complément, est transformée l'idéologie religieuse en une étape de la pensée logique. Foin de ce matérialisme vulgaire qui voyait dans la religion un mode de pensée pré-rationnel. A l'école des fonctionnalistes américains et des structuralistes nationaux, les stalinien entonnent une chanson dont le leitmotiv répète à satiété que la religion relève d'un langage rationnel, que le discours religieux est cohérent et fonctionnel. (Le malheur étant qu'ils oublient toujours de nous dire en quoi consiste cette fonction). Ainsi la première affirmation de nos idéologues c'est que la religion ne relève pas de la pathologie mentale, ce dont nous nous serions douté, mais participe pleinement de la raison (comme les stupidités religieuses ont, depuis pas mal de temps déjà, été exprimées dans un langage écrit, y compris quand elles ont recours à la pensée mythique, elles sont obligées, comme tout langage écrit, de suivre certaines règles).

« L'existence dans les documents conciliaires (comme en toute œuvre mythique ou théologique) d'une cohérence essentielle exclut donc tout recours aux explications par la mentalité « prélogique ». On ne saurait cependant tout ramener au seul palier de cette logique de base (universelle et ordonnatrice du réel) sans travailler à une bizarre mutilation des réalités. »

Pour le stalinien Casanova rédacteur en chef de l'indigeste *Nouvelle critique*, ce serait faire affront à la religion que de la ramener à cette simple logique discursive universelle, elle est, nous dit-il, rationnelle à un autre niveau.

« Les textes mythiques et religieux révèlent en effet un ensemble de complexes de catégories idéologiques hiérarchisées en niveaux différents et dont la nature se modifie » (plus ou moins totalement) au cours de l'histoire. (Il s'agit ici des fonctions diverses de

la religion selon les classes sociales chères à Roland Leroy). On ne saurait cependant réduire ce vaste enchevêtrement « idéologique » au seul plan de la logique ordinaire inhérente à tout produit culturel humain. »

(Le besoin de généralisation et de compréhension totale dont parle Marx). Effectivement c'est le moins qu'on puisse dire, les religions, théologies, ne sont pas une vision du monde et des hommes mais assument un rôle politique précis. On s'attendrait ici à ce que notre Casanova nous parle de la fonction de l'Eglise, au service d'une classe. Mais non !

« Indiscutablement présente partout, celle-ci (la logique ordinaire) n'est jamais présente seule ; elle est en fait perpétuellement et inéluctablement mise en œuvre au service de catégories logiques (notez bien, lecteurs, catégories logiques — NDLR) d'un deuxième niveau, et dont la nature tient au niveau d'évolution des forces productives et des rapports de production atteint par chaque formation sociale. »

En clair c'est dire que les catégories de l'idéologie religieuse sont des catégories logiques (donc neutres, n'est-ce pas), traduisant la maîtrise générale de l'homme sur la nature et les rapports sociaux, elles traduisent dans leur langage le progrès ininterrompu de l'homme, de la science, etc.

L'exemple choisi par Casanova est particulièrement significatif de cette mentalité scientifique qui s'accommode si bien des petits diables et des petits bons dieux. Il nous renvoie à l'analyse pénétrante que fait Francastel de la peinture du Moyen Age et du Quattrocento et à la notion d'espace. Francastel montre comment l'apparition de la perspective linéaire, pure convention qui n'est pas plus la réalité que les toiles japonaises, par exemple, est la traduction sur le plan de l'œuvre d'art de la perception non pas tant de l'espace, mais de l'espace social, d'un monde dans lequel les individus ne se situent plus par rapport à Dieu, à la hiérarchie ecclésiastique, mais dans le monde bourgeois des affaires, des voyages, du commerce, de l'horloge, etc. Contrairement à ce que dit Casanova, il ne s'agit

rien là d'une catégorie logique, mais bien d'une catégorie sociale. Si Dieu, la Vierge et Jésus ne sont plus représentés bien plus gros que l'énorme duc ou que le prince un tel, c'est que l'importance de l'individu dans le monde bourgeois des affaires ne tient pas à la grâce divine, mais au fait qu'il est commerçant, qu'il voyage, etc. La photo moderne depuis maintenant longtemps, si besoin en était, nous a montré qu'en fait de représentation de l'espace, cette perspective linéaire était convention. Si Casanova veut la transformer en catégorie logique c'est pour, en arrière, au Moyen Age, comme en avant, aujourd'hui, nous expliquer que la théologie participe de l'élaboration de ces « catégories logiques au 2^e degré ». Ce que veut nous dire ce Monsieur, c'est que la catégorie du Moyen Age c'est Dieu, celle de la Renaissance l'individu, et celle de la révolution industrielle, qui plus est relancée par « la révolution scientifique et technique », c'est non plus le travail individuel, mais le travail social, la communauté.

Ce faisant, on en revient à la conception de l'histoire antérieure à Marx qui voyait pour chaque époque donnée une catégorie. L'histoire n'est plus l'histoire de la lutte des classes, mais la succession des catégories logiques du 2^e degré qui se dévorent l'une l'autre, pour en arriver aujourd'hui à la catégorie du « travail social ». Encore une fois, on n'arrête pas le progrès et ce petit malin se loge partout, même dans la théologie. Qu'on en juge :

« De nos jours... par la diffusion (au niveau du vécu et même de l'idéologie religieuse) des représentations plus globalement rationnelles du monde moderne, des rapports sociaux et de l'avenir humain, de pareilles genèses » (semblable à la perspective linéaire comme produit du travail considéré comme travail privé — NDLR) « sont en cours ».

Encore une fois contre ce faiseur de miracle, contre ce bricoleur de petits bons dieux, répétons avec Marx et Engels :

« Et mieux, si l'économie bourgeoise permet de glisser un regard dans l'enchaînement causal de cette domination étrangère, cela ne change rien à l'affaire... la simple

connaissance, quand bien même elle irait plus loin et plus profond que celle de l'économie bourgeoise, ne suffit pas pour soumettre des puissances sociales à la domination de la société. Il faut avant tout un acte social.»

Non seulement l'idéologie religieuse ne participe en rien de l'élaboration, de la genèse d'une nouvelle logique, d'un plus haut niveau de rationalité dans la saisie des relations sociales, mais il n'y a pas de catégories logiques permettant de soumettre les puissances sociales à la domination de la société. Il faut pour cela la révolution prolétarienne. L'idée de communauté, la catégorie logique du travail social à laquelle participerait la théologie moderne c'est la contre-révolution, l'association capital-travail.

Une grande victoire : le mysticisme comme expression de l'athéisme ! Un petit dieu populaire

Ayant posé les fondements d'une recherche d'une théologie révolutionnaire, nos staliniens se mettent en route et trouvent. Pour ce faire ils sont obligés de présenter ce qui est le fin du fin de la réaction comme l'avant-garde du progrès. En plaisantant et par dérision, Marx et Engels montrent à travers les progrès de la pensée scientifique, comment la religion est obligée d'en revenir à l'aveugle et méprisable foi, au mystère. Aussi Engels, dans *La dialectique de la nature* montre comment la bourgeoisie doit combattre pour développer les conditions techniques et scientifiques permettant son épanouissement de classe contre la féodalité cléricale. Il écrit :

« L'étude moderne de la nature... commence avec cette époque prodigieuse où la bourgeoisie brisa la domination du féodalisme, où apparut à l'arrière plan de la lutte entre bourgeoisie des villes et noblesse féodale le paysan, et derrière le paysan, les débuts révolutionnaires du prolétariat moderne, déjà le drapeau rouge au poing et le com-

munisme aux lèvres — avec cette époque qui créa les grandes monarchies en Europe, brisa la dictature spirituelle du pape, ressuscita l'antiquité grecque et engendra en même temps le développement artistique le plus élevé des temps modernes, fit éclater les limites de l'ancien orbis et découvrit à proprement parler la terre pour la première fois. C'était la plus grande révolution que la terre ait jamais connue, l'étude de la nature elle aussi... fournit les martyrs sur les bûchers et aux cachots. Il est caractéristique que les protestants et les catholiques rivalisèrent pour la persécuter. Les uns brûlèrent Servet, les autres Giordano Bruno. »

Et c'est dans cette même partie où Engels montre la lutte que dut mener la bourgeoisie pour développer la science contre la réaction cléricale, dans ce texte où il se réjouit en disant que le bon dieu a été chassé de la nature et que la transcendance en a pris un sérieux coup, qu'il continue :

« Dieu n'est jamais plus mal traité que par les savants qui croient en lui... Mais que n'a-t-il fallu que Dieu subisse de la part de ses défenseurs !... Une forte-resse après l'autre capitule devant l'avance victorieuse de la science qui finira par conquérir tout l'immense domaine de la nature sans qu'il reste de place pour le créateur... En biologie, son dernier Don Quichotte, Agassiz, le croit même positivement capable d'absurdités. Il ne crée, paraît-il pas seulement les animaux réels, mais encore les animaux abstraits, le poisson en tant que tel ! Et Tyndall lui interdit complètement l'accès de la nature et le renvoie dans le monde des émotions et ne lui accorde l'existence que parce qu'il faut bien quelqu'un qui en sache plus sur tout cela (sur la nature) que Johir Tyndall ! Quelle distance par rapport à l'ancien Dieu — créateur du ciel et de la terre, qui tient toutes choses en sa main, sans qui pas un cheveu ne peut tomber d'une tête. »

Engels, comme Marx, se félicite de cette expulsion de Dieu de la nature, du fait que le grand démiurge d'hier soit relégué dans les cours sombres de l'affectivité, des sentiments. Bravo, dit-il, une position dont Dieu est encore expulsé. Mais nos staliniens ne l'entendent pas ainsi. Pour eux, c'est très exactement l'inverse : quel brave petit dieu que ce dieu dépouillé de cette transcendance, gloire au petit dieu de ce qui reste obscur aux hommes : leurs relations sociales. Gloire à ce petit dieu de la justice, de la communauté, cet obscurantisme construit, ce dieu horizontal, non plus révélé mais élaboré. Reprenant les affirmations des curés, les staliniens donnent leur bénédiction à ce nouveau dieu, non plus produit de nos manques, de nos incompréhensions, mais de la science elle-même, de ses conquêtes. Il n'y a pas de contradiction entre la science des hommes et Dieu, disent les curés. Si l'homme parvient à connaître les lois de la nature, c'est la preuve même de l'existence de Dieu. C'est parce qu'il le veut bien que l'action historique des hommes est efficiente. CQFD. Il n'y a plus de transcendance disent les staliniens. Victoire, ce dieu-là, c'est l'homme lui-même. C'est comme s'ils retournaient la proposition quasi athée de Thomas Munzer au 16^e siècle pour lui faire dire l'inverse. Dieu c'est la raison, dit Munzer, en combattant Eglise et princes les armes à la main. La raison c'est Dieu, disent les curés et les staliniens combattant aujourd'hui sur ce plan, demain avec les armes tout court, comme hier ils l'ont fait en Espagne, en URSS, le prolétariat révolutionnaire.

Il revenait au directeur de *La Nouvelle Critique* de partir à la recherche du Dieu prolétarien, de ce Dieu édifié, qui va servir de référence pour l'intervention des militants catholiques dans la lutte des classes. Ici, disons tout de suite que si les staliniens multiplient les plus grands efforts d'obscurantisme, la recherche acharnée d'une théologie révolutionnaire, il est possible de trouver dans leurs articles, livres, interventions, l'affirmation inverse, à savoir qu'en aucun cas les Evangiles ou la théologie ne sauraient être une arme révolutionnaire. Cela ne les gêne pas, cela fait partie de leur sale besogne obscurantiste et constitue une soupape pour les militants permettant de leur faire avaler cette recherche de Dieu. Ainsi à la semaine de la pensée marxiste

de 1972 organisée avec prêtres et pasteurs, patrons catholiques indépendants, peut-on lire ces affirmations de Guy Besse.

« Aucune idéologie religieuse ne peut constituer un aliment théorique pour la lutte révolutionnaire du prolétariat (...) Est-ce à dire que la religion comme telle puisse tenir lieu de pensée révolutionnaire ? Certainement pas. Aucun Evangile ne peut remplacer ou compenser le Capital ». (p. 60 et 61).

Remarquons cependant que la porte reste largement ouverte pour la fraternisation avec cette théologie révolutionnaire car si la religion ne peut être un aliment théorique... elle peut être un aliment moral pour les hommes de bonne volonté.

Examinons donc cette quête du Graal à travers quelques extraits de l'ouvrage de Casanova, *Vatican II et l'évolution de l'Eglise* :

« (...) La conscience des croyants est aussi le lieu d'un combat entre le Dieu et les règles des classes qui meurent et le Dieu vivant, car élaboré et découvert au sein des expériences de l'histoire en genèse. (...) Dieu est de moins en moins thaumaturge. (...) L'évolution de la recherche théologique et sa volonté de distinguer la foi (réalité rigoureusement personnelle) — (on peut ici reconnaître une dégradation de l'unique dans cette relation mystérieuse entre l'individu et Dieu se manifestant par l'intervention dans l'histoire — NDLR), de la religion de jadis (décrite comme culte sacréalisateur des forces naturelles) est elle-même significative de cette mutation des contenus de la conscience religieuse des croyants dans le monde urbanisé et industrialisé de notre temps. (...) Dieu n'a plus dans ce cadre de majesté objective, il n'a de réalité qu'en tant que présence vécue dans l'expérience concrète, active, historique de la période. (...) Dieu "qui se révèle lui-même et se communique aux hommes personnellement à travers l'histoire" ».

Ces obscures fadaïses ne signifient qu'une chose, il faut humaniser ce

monde par l'imitation de Jésus-Christ, c'est-à-dire en intervenant chrétiennement dans la vie sociale, rendre ce monde raisonnable... « De toute manière, si l'opacité de l'existence humaine révèle Dieu, celui-ci ne saurait survenir que dans ce seul cadre. » Chassé de la nature, il doit bien effectivement se réfugier dans le domaine des relations sociales, dans le culte de ce qui est.

« Fait capital, Dieu ne relève le sens plénier des choses qu'à travers l'expérience concrète humaine et historique. (...) Le dieu nouveau du XX^e siècle, saisi comme simple révélation, n'est pas expérimenté par les fidèles venus de la classe ouvrière sur le même mode que parmi les dévots du grand patronat. (...) En raison de ces mutations d'ensemble précédemment évoquées, les structures de la foi se transforment et la hiérarchie assiste depuis une trentaine d'années au développement d'attitudes et de besoins religieux spécifiquement populaires. (...) Dieu n'est certes pas dépourvu de ces attributs coutumiers. (...) Il jouit d'une perfection totale (...) qui compense le monde d'ici-bas qui, par ses contradictions (...), révèle l'incomplétude des réalités terrestres et manifeste ainsi la présence de la totalité divine dans l'opacité même des structures temporelles. (...) La conscience du sujet laïc comme centre actif d'organisation de l'action dans les rapports sociaux devient la zone de la manifestation de Dieu. »

Remarquons ici que notre stalinien reste très discret sur le contenu de cette manifestation de Dieu dans l'action militante des laïcs catholiques dans les rapports sociaux. Et pour cause... le petit bon Dieu se manifeste sous la forme de la théorie de la concorde entre les classes comme unité contradictoire du travail et du capital qui bien sûr luttent — la lutte de classe existe — pour obtenir une plus haute plénitude. Les curés et militants chrétiens annoncent eux la couleur :

« Quant à dire que la lutte des classes est le moteur des sociétés, il ne me semble pas l'avoir nié,

mais je l'ai affirmé autrement en disant que l'Eglise découvrirait que les tensions, la lutte des classes par exemple, n'est pas une opposition à l'unité, mais un facteur d'unité. » (G. Marc, porte-parole des chrétiens, administrateur de l'INSEE, in *Chrétiens et communistes*, p. 119.)

Antoine Casanova poursuit :

« (...) Le travail social saisi comme ensemble organisé et communautaire (et non sous la forme "privée" comme aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles) devient la zone spécifique entre Dieu et sa créature. La constitution Gaudium et Spes tient compte de cette évolution lorsqu'elle rappelle que le salut concerne les hommes, "non seulement à titre individuel, mais en tant que membres d'une communauté". »

Et voici éclore notre catégorie « logique » du deuxième niveau : la catégorie de l'association capital-travail dans la communauté. Ce dieu des pauvres se démocratise et chacun peut l'atteindre à travers la lecture des Evangiles, autre lieu privilégié de sa manifestation.

Pour arrêter là ce traité d'obscurantisme, disons que la suite va nous amener à la démocratisation de l'Eglise, la démocratisation de l'accès à Dieu, dont les manifestations se feront sentir dans le recul du culte de Marie et la mise en place de la collégialité épiscopale. Pour en terminer avec le petit dieu populaire, constatons qu'après avoir montré les diverses tendances de l'épiscopat, des intégristes italiens aux « socialistes » de certains pays d'Amérique latine, Casanova sombre dans le panégorique de l'abrutissement religieux :

« Les évêques de ces pays où ces structures survivent encore (latifundia, etc.) sont étrangers aux thèmes propres aux militants chrétiens (ouvriers, membres des couches moyennes salariées) du monde contemporain. Ils ne comprennent pas (quel dommage !) que dans la foi populaire du temps présent les croyants réaffirment (en termes religieux) leur éminente dignité d'hommes en refusant tout autre

rapport de dépendance au ciel que le lien immédiat à un Dieu déterminé comme frère des humains. »

Alors que Marx et Engels parlent très précisément de l'inverse, de lâcheté, d'aviselissement, de servilité, bref toutes les qualités de la canaille. Voilà le fond de cette perception, de cette lecture non sectaire (!) de la phrase de Marx : « La religion est l'opium du peuple. » Non que les staliniens croient à leurs divagations, encore que l'idéologie bourgeoise qui est la leur ne peut pas ne pas leur ouvrir la porte à la foi comme en témoigne le pionnier en la matière, le révérend Garaudy converti au catholicisme. Avec Lénine, répétons ce qu'il disait aux fabricants de dieux populaires, à Gorki :

« L'idée de Dieu chez un sauvage zyriane (...) est une chose, c'en est une autre chez Strouvé et compagnie. Dans les deux cas, cette idée est soutenue par la domination de classe (et l'idée soutient cette domination). La notion « populaire » du petit bon dieu et du divin est l'abêtissement « populaire », l'abrutissement, l'ignorance, exactement de même que la « conception populaire » du tsar, du sylvain, de la femme traînée par les cheveux. Je ne comprends absolument pas comment vous pouvez qualifier de « démocratique » la « conception populaire » de Dieu. » (Tome 35, p. 122.)

On ne combat pas la religion par décrets... mais par la révolution

Le « dépassement » par les idéologues du PCF de l'athéisme vulgaire, nous l'avons vu, c'est le retour pur et simple à la religiosité. Sous prétexte qu'on n'abolit pas la religion par décret, ils transforment ce moyen d'asservissement des masses en une arme pour la classe ouvrière. Assumant leur fonction contre-révolutionnaire d'appareil bourgeois au service de la caste de la bureaucratie du Kremlin, ils ne peuvent faire autre-

ment que de sombrer dans l'idéalisme religieux. Leur fonction l'exige car, par ce biais, ils vont naturellement trouver et nouer le contact avec l'institution la plus réactionnaire du monde, l'Eglise romaine.

Pour pouvoir aborder les tâches des communistes dans la lutte contre cette forme de l'idéologie bourgeoise, il faut reprendre l'analyse que font Marx et Engels de la religion. Le matérialisme dialectique intègre l'ancien matérialisme et le dépassement de l'ancienne conception métaphysique, ce n'est pas la naissance de cette « philosophie marxiste », cet « humanisme vrai », c'est le point de vue de classe du prolétariat qui n'a pas pour mission d'expliquer le vieux monde et, par la science, mettre en place un monde non aliéné, mais qui a pour mission de le détruire, d'en finir avec toute cette pourriture.

Dans un célèbre passage de *L'anti-Dühring*, un combat politique contre ce socialiste de la chaire qui par sa théorie infestait le Parti socialiste allemand d'idéalisme, Engels écrit :

« On interdit la religion. Or toute religion n'est que le reflet fantastique dans le cerveau des hommes des puissances extérieures qui dominent leur existence quotidienne, reflet dans lequel les puissances terrestres prennent la forme de puissances supraterrrestes. Dans les débuts de l'histoire, ce sont d'abord les puissances de la nature qui sont sujettes à ce reflet qui, dans la suite du développement passent chez les différents peuples, par les personifications les plus diverses et les plus variées. Le premier processus a été remonté par les mythologies comparées, du moins pour les peuples indo-européens, jusqu'à son origine dans les Védas de l'Inde, puis dans sa continuation il a été montré dans le détail chez les Indous, les Perses, les Grecs, les Romains et les Germains et, dans la mesure où nous avons suffisamment de documents, également chez les Celtes et les Slaves. Mais bientôt à côté des puissances naturelles, entrent en action des puissances sociales, puissances qui se dressent en face des hommes, tout aussi étrangères et au début tout

aussi inexplicables, et les dominant avec la même apparence de nécessité naturelle que les forces de la nature elles-mêmes. Les personnages fantastiques dans lesquels ne se reflétaient au début que les forces mystérieuses de la nature reçoivent par là des attributs sociaux, deviennent des représentants des puissances historiques. A un stade plus avancé encore de l'évolution, l'ensemble des attributs naturels et sociaux des dieux nombreux est reporté sur un seul dieu tout-puissant qui n'est lui-même à son tour que le reflet de l'homme abstrait. C'est ainsi qu'est né le monothéisme. (...) Sous cette figure commode, maniable et susceptible de s'adapter à tout, la religion peut subsister comme forme immédiate, c'est-à-dire sentimentale, de l'attitude des hommes par rapport aux puissances étrangères, naturelles et sociales qui les dominent, tant que les hommes sont sous la domination de ces puissances. Or nous avons vu à maintes reprises que, dans la société bourgeoise actuelle, les hommes sont dominés par les rapports économiques créés par eux-mêmes, comme par une puissance étrangère, la base effective de l'action réflexe religieuse subsiste donc et, avec elle, le reflet religieux lui-même. Et même si l'économie bourgeoise permet de glisser un regard dans l'enchaînement causal de cette domination choyée, cela ne change rien à l'affaire. (...) La simple connaissance, quand même elle irait plus loin et plus profond que celle de l'économie bourgeoise, ne suffit pas pour soumettre des puissances sociales à la domination de la société. Il faut, avant tout, un acte social. Et lorsque cet acte sera accompli, lorsque la société, par la prise de possession et le maniement planifié de l'ensemble des moyens de production, se sera délivré et aura délivré tous ses membres de la servitude où les tiennent présentement ces moyens de production — produits par eux-mêmes, mais se dressant en face d'eux comme une puissance étrangère accablante ; lorsque donc l'homme

cessera de simplement proposer, mais aussi disposera — c'est alors seulement que disparaîtra la dernière puissance étrangère qui se reflète encore dans la religion et que par là disparaîtra le reflet religieux lui-même, pour la bonne raison qu'il n'y aura plus rien à refléter.»

Si donc la dénonciation politique dont parle Marx dans *La critique de la philosophie du droit* est partie intégrante de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire dans la mobilisation du prolétariat pour la prise du pouvoir, cette dénonciation par elle-même ne saurait faire disparaître la religion comme reflet fantastique des puissances sociales dominant les hommes. Il faut que disparaissent par un acte social pratique ces puissances étrangères, pour qu'il n'y ait plus rien à refléter. C'est la prise du pouvoir par le prolétariat, la révolution prolétarienne mondiale, la disparition de l'Etat et des classes sociales elles-mêmes, le communisme qui établira les conditions de la disparition de toute idéologie, de toute religion.

C'est pourquoi Engels s'élève contre et se moque des blanquistes français émigrés à Londres qui voudraient interdire la religion. Il s'agit, montre-t-il, d'une dangereuse illusion du rationalisme bourgeois, forme de religiosité spécifique à la grande bourgeoisie moderne, où diable et bon dieu sont remplacés par la Raison, la Nature humaine, etc., illusion bourgeoise qui ne peut que renforcer la puissance réactionnaire des prêtres sur les masses en les transformant en martyrs.

« Nos blanquistes ont ceci de commun avec les bakounistes qu'ils veulent représenter la tendance la plus radicale, celle qui de toute va la plus loin. (...) Il s'agit donc, pour ce qui est de l'athéisme, d'être plus radical que tous les autres. Etre athée n'est heureusement plus très sorcier aujourd'hui. (...) On peut quand même dire de la grande majorité des ouvriers allemands sociaux-démocrates que l'athéisme a fait son temps chez eux, il est dépassé ; ce terme purement négatif ne s'applique plus à eux car ils ne sont plus en opposition théorique,

mais seulement pratique avec la croyance en Dieu ; ils en ont tout simplement fini avec Dieu, ils vivent et pensent dans le monde réel et sont donc matérialistes. Sans doute en va-t-il de même en France. Mais si ce n'était pas le cas, alors il n'y aurait rien de plus simple que de veiller à ce que la magnifique littérature matérialiste française du siècle dernier soit diffusée massivement, parmi les ouvriers. (...) Mais cela ne peut convenir à nos blanquistes. Pour prouver qu'ils sont les extrémistes les plus résolus, ils abrogent Dieu par décret comme en 1793. (...) Et cette prétention de transformer les gens en athées par ordre du Mufti est signée de deux membres de la Commune, qui pourtant ont eu assez d'occasions d'apprendre, premièrement, que l'on peut, sur le papier, donner énormément d'ordres sans qu'il soit pour autant nécessaire de les exécuter et, deuxièmement, que les persécutions sont le meilleur moyen de donner de la force à des convictions populaires. Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'unique service que l'on peut rendre encore à Dieu de nos jours, c'est de faire de l'athéisme un article de foi obligatoire et d'en ajouter sur les lois anti-catholiques de Bismarck, son Kulturkampf, en interdisant la religion en général. » (Littérature d'émigrés de Marx-Engels sur la religion.)

Le dépérissement de la religion... et ses progrès dans les pays de l'Est

Donc, la religion ne peut disparaître par décret, et sa régression jusqu'à sa disparition doit aller de pair avec la prise du pouvoir par le prolétariat, la révolution mondiale, la marche en avant vers le communisme. De ce point de vue, l'examen de ce qui se passe dans les pays de l'Europe de l'Est est particulièrement significatif. L'Eglise se porte

bien, en Pologne, en Hongrie, etc. La confiscation du pouvoir politique par la caste bureaucratique installée au Kremlin et ses agences nationales, le monstrueux développement de l'Etat, de la police politique et spirituelle de la bureaucratie ont tout naturellement conduit au renforcement de la religiosité. La dégénérescence bourgeoise de l'Etat ouvrier est la source permanente à laquelle s'alimentent les Eglises. Comment les staliniens se sortent-ils de ce qui ne peut apparaître que comme un témoignage vivant de l'idéologie bourgeoise et témoigne, au contraire de ce que dit la bureaucratie, qu'il ne saurait y avoir de socialisme dans un seul pays ?

Les réponses sont diverses, de Maurice Thorez à Georges Marchais, en passant par Kanapa, les « intellectuels » du CERM et les collaborateurs de *La Nouvelle Critique*.

Pour Marchais, c'est simple, il se félicite de la persistance de la religion et promet qu'en France ce sera encore mieux. Au journaliste de *La Croix* (19 novembre 1970) qui lui demande :

« La politique suivie dans les pays communistes à l'égard des Eglises ne rend-elle pas difficilement crédibles les promesses de votre parti ? »

Marchais répond en s'excusant que finalement ce n'est pas de sa faute à lui si, pendant longtemps, le dialogue avec les Eglises n'a pu être maintenu, car, voyez-vous, les curés avaient pris les armes contre la révolution russe. Heureusement, ces noires périodes sont loin et :

« Cela dit, pour prendre des exemples que je connais et qui vous touchent plus particulièrement, il ne me semble pas qu'en Hongrie, en Pologne ou en Lituanie soviétique, l'Eglise catholique se porte mal. Même si certaines remarques peuvent être faites, on déforme trop souvent et trop légèrement la réalité à ce sujet. Mais surtout, nous avons expliqué maintes fois que notre parti avait SA politique, SON programme qu'il élabore en fonction des conditions de la France et de la France d'aujourd'hui. »

Vous voulez des garanties quant à vos possibilités de propagation matérielle de l'idéologie religieuse ? Mais voyons, dit

Marchais, cela ne pose pas de problèmes, avec une Eglise démocratique telle que la vôtre.

« Nous n'avons absolument pas l'intention de suivre quelque "modèle" que ce soit pour la bonne raison qu'il n'existe pas de "modèles". »

De la même manière que lorsqu'un voleur vous parle d'honnêteté, vous avez intérêt à mettre la main sur votre portefeuille, quand les chantres du stalinisme, ceux-là qui, au nom de l'URSS, ont défendu le massacre des vieux-bolcheviks par Staline et, plus près de nous, la sanglante répression de la révolution hongroise, vous parlent de « modèles », vous pouvez être sûr qu'ils s'apprêtent à faire foin de ce qu'il y a d'universel dans la révolution russe. Que viennent donc faire ici ces modèles ? Marchais commence à donner la réponse :

« Le caractère inépuisable (...) du processus des connaissances comme de celui de l'innovation artistique et de la réflexion philosophique (donc de la religion) implique nécessairement la confrontation des courants. (...) »

« L'Education nationale et l'Etat assureront les conditions concrètes et juridiques du progrès et de la diffusion de la culture comme les conditions du débat d'idées et de la libre confrontation dans le domaine des arts, des sciences et de la philosophie. »

Si nous comprenons bien ce que parler veut dire, Marchais est en train de dire aux curés que l'Etat, l'Education nationale assureront les conditions concrètes, donc financières, de la libre confrontation entre le marxisme et l'idéologie religieuse. C'est dire que l'Etat assurera les conditions financières pour que la religion (une forme de la philosophie) puisse être confrontée librement avec les autres courants. Nous voyons poindre ici où veut en venir Marchais avec ses « modèles ». Il s'agit purement et simplement de la remise en cause de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'abandon de ce que la bourgeoisie avait imposé à cette puissance réactionnaire. C'est la porte ouverte à la pénétration des curés à l'école (les condi-

tions concrètes dans l'enseignement de la confrontation concrète des idées).

Pour Thorez, au moment des grands procès staliniens pour l'assassinat des militants du Parti bolchevique, le problème du développement de la pensée religieuse en URSS est purement et simplement passé sous silence. Gloire à Stakhanov et au nouvel homme communiste qui reprennent les meilleures traditions des moines et des bâtisseurs de cathédrales.

C'est cette veine que continue à exploiter Michel Serret dans son *Essai sur l'athéisme moderne*. Cela ne lui pose pas de problème puisque la morale de son « homme communiste » réintègre toute la misérable sentimentalité chrétienne. « Le socialisme en construction en URSS », c'est la réalisation de l'idéal chrétien : immortalité de l'homme communiste dans sa participation à la lutte, réalisation du bien, etc. Deux chapitres sont cependant consacrés au « *dépérissement de la religion* » et aux « *survances religieuses* » qui vont avoir pour but de démontrer que c'est la religiosité... des masses qui a fait le stalinisme.

Ce qui est accusé, c'est d'abord la « *lenteur de l'histoire* ». Marx s'était trompé, qui pendant un temps avait cru au triomphe simultané de la révolution socialiste sur le globe entier. Il n'y aurait somme toute qu'un manque à gagner.

« La construction du socialisme dans un seul pays, puis dans une série de pays a bien permis aux sociétés intéressées de contrôler leur propre histoire, mais non l'histoire en général, ni les retentissements de celle-ci sur leur histoire particulière. (...) Cette relative impuissance devait nécessairement fournir un relais à la religion dans les couches les moins éclairées de la population. »

Il y a même eu des erreurs dans la construction du socialisme dans un seul pays... Ces erreurs ont nourri la contre-révolution. Le stalinien Verret montre le bout de l'oreille. Ce qu'il combat, ce n'est pas la religion, mais la révolution prolétarienne :

« Les erreurs commises dans la planification et la direction de l'Etat ont ainsi pu fournir en Hongrie par exemple une certaine

base de masse aux entreprises de la réaction et conduire à un développement incontrôlé de la situation. »

Ainsi, la révolution prolétarienne, la révolution politique des conseils est assimilée à la réaction bourgeoise de l'Eglise et accusée de fournir les bases objectives du maintien de la religiosité.

Si la religion persiste en URSS, c'est que la « société socialiste » n'a pas eu le temps de rééduquer les masses. Dans un langage de gendarme, Michel Verret fait ici l'apologie du réalisme socialiste.

« Il faut enfin rééduquer le cœur humain, lui apprendre ou lui réapprendre le souci d'autrui, la bonté, le sens de l'idéal, perdus ou avilis par des siècles d'oppression inhumaine. Bref, extirper de lui la barbarie héritée de la préhistoire. C'est la fonction propre de l'art socialiste, ce grand "ingénieur des âmes". »

Mais surtout, quand on soulève la question du dépérissement de la religion, c'est qu'en fait on n'a pas bien compris Marx. Le passage à l'athéisme n'est qu'une des formes du dépérissement de la religion. « *Celui-ci se manifeste et se prépare aussi dans les modifications internes de la croyance religieuse.* »

Qu'on se le dise : la disparition de la religion, c'est le retour au mysticisme le plus obscur ! Et de nouveau, de nous développer l'image du petit bon dieu horizontal, qui n'est qu'un athéisme subtil. Et pour faire cette sale besogne, Verret de citer un passage de Feuerbach ! Faussaire ! Il est faux que le petit bon dieu n'ait pas de prédicats. Ceux-ci sont « découverts » par le militant chrétien, le curé, dans leur pratique sociale. Mais ils ne découvrent que ce qu'ils y avaient déjà mis et ce qu'ils y avaient mis, c'est cette idéologie de la « communauté », de l'association du capital et du travail.

Michel Verret comme tous les bons staliniens d'hier et d'aujourd'hui peut se permettre de dénoncer le « culte de la personnalité », d'en parler comme d'une « excroissance » (sans jamais la caractériser socialement bien sûr comme expression de la contre-révolution) « *parasitaire et momentanée de la pratique socialiste* », produit de la centra-

lisation du pouvoir, dommageable sans aucun doute, mais nécessaire vu l'encerclement capitaliste, et de nous promettre un dépérissement rapide de l'Etat, donc de la répression, puisque voyez-vous maintenant l'URSS n'est plus isolée comme avant la guerre.

« Il (« le système socialiste ») est en train d'imposer la coexistence pacifique. Tout ceci permet déjà la décentralisation de l'Etat et la réduction de ses fonctions répressives, premiers signes manifestes de son dépérissement. »

Et de nous présenter la « théorie » stalinienne de l'Etat ouvrier :

« Car l'Etat dépérira. C'est une exigence profonde de la pratique socialiste et surtout communiste. Le progrès y a pour moteur l'initiative des masses. Celle-ci doit d'abord être éduquée, protégée, dirigée. L'Etat socialiste exerce pour un temps ces fonctions. »

L'Etat, c'est moi, disait Louis XIV. Louis XVI parlait de son peuple et, en son nom, décidait contre la représentation politique... Les masses lui ont coupé la tête. Une chose juste que dit Verret : « *Si l'Etat doit disparaître, les religions d'Etat n'ont pas l'éternité devant elles.* »

Ni les bureaucrates du Kremlin et leur valet de plume du PCF. La révolution prolétarienne déferlera et passera tous ces messieurs par la fenêtre.

Constituer le prolétariat en classe dominante la question des syndicats

Si, pour Marx et Engels, la religiosité, cette forme sentimentale de l'attitude des hommes par rapport aux puissances qui les dominent, ne peut être éliminée par décret, pour la simple raison qu'il faut un acte pratique pour supprimer ce qui se reflète dans la religion, cela veut dire en particulier que la tâche du parti révolutionnaire en construction est d'organiser cet acte pratique,

dans la lutte pour l'unification du prolétariat comme classe contre l'Etat bourgeois. Parce que la classe ouvrière, négation vivante de la société bourgeoise, est une classe de la société bourgeoise et en porte tous les stigmates, elle ne saurait accéder à la conscience de sa mission historique par les degrés de l'école, de la théorie, mais dans le combat pratique qui la constitue comme classe pour soi, indépendante et antagonique à la société bourgeoise. De ce point de vue, ce que Marx met au centre, par-delà les idées que peut se faire tel ou tel prolétaire sur sa situation, c'est l'organisation de la solidarité de classe du prolétariat, la stratégie du front unique ouvrier, dont la première expression, le premier organe est le syndicat de classe rassemblant tous les travailleurs, quelles que soient par ailleurs leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Solidarité de classe, par-delà les opinions religieuses ou philosophiques, dans le but d'en finir avec le système du salariat, tels sont les fondements du syndicat ouvrier tels qu'ils apparaissent dans les textes de la 1^{re} Internationale et que la Charte d'Amiens, dans ce qu'elle a de juste, reprendra en 1908.

« La CGT groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. »

Vouloir imposer le matérialisme dialectique comme condition d'appartenance au syndicat ne pourrait signifier que diviser la classe ouvrière, favoriser les entreprises de regroupements de la hiérarchie elle-même. La lutte du prolétariat pour la défense de ses conditions de travail est une lutte révolutionnaire et, de ce point de vue, l'organisation syndicale participe pleinement au combat pour la constitution du prolétariat comme classe, en rassemblant les travailleurs contre la bourgeoisie dans la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

Nous l'avons vu, le point de départ de l'appareil stalinien pour aliéner l'indépendance de classe du prolétariat par la soumission de ses organisations de classe à la hiérarchie catholique, c'est précisément cette aspiration fondamentale à son unité de classe. Ce sont eux, les staliniens, qui divisent le prolétariat

en chrétiens et non-chrétiens, entretenant la confusion la plus noire pour conforter les organisations bourgeoises mises en place par la hiérarchie catholique : prêtres ouvriers, JOC, JEC, CFTC et CFDT.

Cette politique de la main tendue aux catholiques, c'est la volonté de l'appareil de subordonner les organisations indépendantes de la classe ouvrière à la bourgeoisie par une « alliance » avec des organisations de la classe ennemie, baptisées par les staliniens organisations ouvrières, et qui n'ont pu tirer une quelconque réalité dans la classe ouvrière que par la caution que lui ont apportée les staliniens.

Le caractère de ces organisations comme organisations de la hiérarchie catholique est reconnue par les staliniens pour ce qui est de leur formation. (Encore qu'ils soient tout de même discrets sur la question. Ainsi Kanapa consacre-t-il un livre entier à la doctrine sociale de l'Eglise, qui met bout à bout les textes officiels de l'Eglise depuis Louis XIII et montre la constance contre-révolutionnaire de l'Eglise romaine — bien qu'il tente toujours de minimiser les choses —, en ne consacrant que quelques lignes à la création des « syndicats » chrétiens, le bras armé de l'Eglise dans les rangs ouvriers, car, dit-il, ce n'est pas mon propos : je parle ici uniquement de la doctrine.) Mais les masses prolétariennes, porteuses de « l'idéologie ouvrière », auraient transformé ces organisations en leur contraire et elles seraient devenues aujourd'hui des armes de la classe ouvrière.

L'infatigable croisé Casanova, dans un autre ouvrage publié par *La Nouvelle Critique*, ayant pour but de montrer que le processus démocratique engagé à Vatican II avait été à l'origine d'un bond en avant formidable de la hiérarchie vers la paix dans le monde, voire même le socialisme, écrit :

« C'est parmi les catholiques les plus militants dans l'Eglise, dans les organisations de masse mises en place hier par la hiérarchie (admirez le « hier ») pour diffuser l'ancienne (suggestion : elle n'a plus cours aujourd'hui) « doctrine sociale de l'Eglise », que se manifestent maintenant avec force la prise de conscience des dimensions globales de la politique, du refus

du capitalisme, l'affirmation de la réalité des luttes de classes, l'aspiration à la démocratie et au socialisme. » (Crise de la société, Eglises et Union populaire, p. 20.)

Dotés par les staliniens de la qualité d'organisations ouvrières, voire socialistes, elles vont bientôt être proposées comme objet de l'unification syndicale. Dès 1936, au CC d'Ivry, alors que la CFTC n'était qu'une petite officine de l'Eglise, Thorez proposait l'idée de « l'unification » syndicale avec les organisations chrétiennes, dont le chef Pie XI était un ardent défenseur du corporatisme mussolinien. Il faut remarquer dans ce texte avec quelle maîtrise contre-révolutionnaire Thorez joue sur justement ce qui fait le fond de la Charte d'Amiens pour proposer l'unité avec une organisation dont le point de départ, étranger et ennemi du mouvement ouvrier, c'est précisément la doctrine sociale de l'Eglise, le maintien du patronat.

« L'idée de l'unité syndicale complète progresse peu à peu. Ceux qui inspirent l'activité des syndicats chrétiens ont admis qu'en vue de sauvegarder les intérêts ouvriers, un accord pouvait être conclu entre les syndicats chrétiens et confédérés. (...) Rien ne saurait justifier plus longtemps la division, d'autant plus que la CGT admet dans son sein tous les salariés, quelles que soient leurs opinions politiques, leurs conceptions religieuses ou philosophiques. »

La notion de « travailleur chrétien » introduite frauduleusement par l'appareil du PCF n'a qu'un but : permettre l'alliance avec la hiérarchie dont nous verrons tout à l'heure que, sous la pression du petit bon dieu populaire, elle peut, aux dires des théoriciens de *La Nouvelle Critique*, quasi abandonner sa doctrine sociale et se prononcer comme option possible pour le socialisme.

Propager l'athéisme révolutionnaire la religion affaire privée ...vis-à-vis de l'Etat

Cette attitude des marxistes envers la question de la religion sur le terrain du syndicalisme ne saurait en aucun cas

être assimilée à un renoncement à la lutte politique contre l'Eglise et la religion sous toutes ses formes. Contrairement aux assertions du PCF, le « dépassement » par le parti révolutionnaire de l'athéisme ne signifie en rien l'indifférence vis-à-vis de l'idéologie bourgeoise, voire une attitude compréhensive. Comme le dit Engels dans le texte sur les blanquistes émigrés : les communistes « ne sont plus en opposition théorique mais seulement pratique avec la croyance en Dieu », c'est dire qu'ils la combattent comme ils combattent les autres idéologies, par la dénonciation « montrant les liens de tous les dieux avec la société d'exploitation ».

Dire que la religion est une affaire privée, comme le dit Lénine, reprenant l'affirmation traditionnelle de la II^e Internationale, ce n'est pas considérer que, somme toute, le parti devrait être indifférent dans la question de la religion. En parlant « d'affaire privée », Lénine a une chose bien particulière en tête : il s'agit des libertés démocratiques, de la liberté de conscience. Dire que c'est affaire privée, c'est dire que l'Etat, la police n'y doivent pas fourrer leur nez. C'est par rapport à l'Etat que la religion doit rester affaire privée. C'est dire que nous sommes pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Dans la critique qu'il adresse au *Programme de Gotha* du Parti social-démocrate allemand, Engels écrit à propos du mot d'ordre de « liberté de conscience » mis en avant dans le programme et qui, sous cette forme, n'est que le premier pas d'une capitulation devant la religion qui verra plus tard Kautsky en 1902 expliquer ce que nous expliquent les staliniens aujourd'hui, à savoir que la théologie peut être le véhicule et le moteur de la libération du prolétariat, Engels écrit donc :

« Liberté de conscience ! Si on voulait par ces temps de Kulturkampf rappeler au libéralisme ses vieux mots d'ordre, on ne pouvait le faire que sous cette forme : « Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux et corporels, sans que la police y fourre son nez. » Mais le parti ouvrier avait là l'occasion d'exprimer sa conviction que la bourgeoisie « liberté de conscience » n'est rien de plus que la tolérance envers

toutes les sortes possibles de liberté de conscience religieuse, tandis que lui s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse. Seulement, on se complait à ne pas dépasser le niveau bourgeois. »

D'une manière très claire, Engels se prononce ici pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et dit non moins clairement que du point de vue du parti, la religion n'est pas affaire privée, mais que celui-ci s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse.

Le premier point est très important. Défense des libertés démocratiques, donc séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'est dire que les révolutionnaires ne sauraient cautionner un quelconque Kulturkampf. Cette question s'est pratiquement posée en Russie, où Lénine a combattu dans le parti russe contre ceux qui refusaient de mener le combat pour le droit de vote pour les popes sous prétexte que les popes étaient de fiefés réactionnaires. C'est vrai, dit Lénine, mais les révolutionnaires doivent défendre les libertés démocratiques pour l'ensemble des couches de la société. D'ailleurs, c'est le seul moyen pour qu'apparaisse clairement aux yeux des masses leur travail réactionnaire qu'ils font autrement en cachette.

Affaire privée vis-à-vis de l'Etat, la religion ne saurait l'être pour le parti. Cette position n'est que le premier pas de ceux qui, à la suite de Kautsky, expliquent que le socialisme « est plus proche du christianisme primitif que de tout autre mouvement contemporain ».

Lénine, à la suite d'Engels et de Marx, organise la propagande contre la religion, mais se sert y compris de la tribune parlementaire pour dénoncer cet « opium du peuple ». La manière dont Lénine aborde cette question à propos de l'activité de la fraction bolchevique au Parlement est particulièrement significative.

« En proclamant du haut de la tribune parlementaire que la religion est l'opium du peuple, notre fraction a agi de façon parfaitement juste ; elle a créé de la sorte un précédent qui doit servir de base à toutes les interventions des social-démocrates russes sur la question de la religion. »

Et ici, c'est particulièrement intéress-

sant ; comme Lénine n'est pas un sectateur de la Raison, comme ces religieux que sont les francs-maçons, il dit : vis-à-vis des masses, aller plus loin serait une erreur. Ce serait considérer que la Raison pensante pourrait tenir lieu de la mobilisation des masses contre le tzarisme, et non seulement ce serait inopérant, mais bien plus, cela diviserait la classe ouvrière.

« Faut-il aller plus loin et développer plus à fond les positions athées ? Nous ne le croyons pas. Car cela menacerait de porter le parti politique du prolétariat à exagérer la lutte contre la religion ; cela conduirait à effacer la démarcation entre la lutte bourgeoise et la lutte socialiste contre la religion. » (Tome 15, p. 442.)

Non pas indifférence, mais combat, subordonné à la lutte pour la mobilisation des masses en vue de la prise du pouvoir. Par rapport au parti, la religion n'est en aucun cas affaire privée.

« Par rapport au parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée. Notre parti est une association de militants conscients d'avant-garde, combattant pour l'émancipation de la classe ouvrière. Cette association ne peut pas et ne doit pas rester indifférente à l'inconscience, à l'ignorance ou à l'obscurantisme revêtant la forme des croyances religieuses. Nous réclamons la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat afin de combattre le brouillard de la religion avec des armes purement et exclusivement idéologiques : notre presse et notre propagande. Mais notre association, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, lors de sa fondation, s'est donné pour but, entre autres, de combattre tout abâtissement religieux des ouvriers. Pour nous, la lutte des idées n'est pas une affaire privée, elle intéresse tout le parti, tout le prolétariat. »

Cette propagande marxiste contre la religion, il faut l'organiser, et Lénine reprend ici la position d'Engels.

« Notre propagande comprend

nécessairement celle de l'athéisme ; et la publication à cette fin d'une littérature scientifique que le régime autocratique et féodal a proscrite et poursuivie jusqu'à ce jour doit devenir maintenant une des branches de l'activité de notre parti. Nous aurons probablement à suivre les conseils qu'Engels donna un jour aux socialistes allemands : traduire et répandre parmi les masses la littérature française du XVIII^e siècle athée et démystifiante. » (Tome 10, p. 82.)

Mais Lénine n'élève pas cette tâche de propagande au-dessus de la lutte révolutionnaire du prolétariat et des nécessités politiques de son organisation. Il ne construit pas une société de propagande, une amicale rationaliste, ou un club de savants matérialistes et dialecticiens de surcroît. Il sait que, par elle-même, la science, même si elle allait plus loin que l'économie bourgeoise classique, ne saurait rien résoudre : il faut une action pratique, la révolution, un parti. Rien de plus vain que de vouloir développer le matérialisme dialectique en dehors des besoins pratiques de combat du parti, besoins pratiques qui intègrent la théorie comme arme pour la lutte. Une telle position nous mène tout droit au bon dieu sous la forme du scientisme, ainsi que le prouvent les staliniens qui, ce faisant, ne font d'ailleurs que défendre les intérêts de la caste bureaucratique campant au Kremlin.

« Aucun livre de vulgarisation n'expurgera des masses abruties par le capitalisme, assujetties aux forces aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces racines de la religion, contre le règne du capital sous toutes ses formes. Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile ? Non. La conclusion qui s'impose est tout autre. C'est que la propagande athée doit être subordonnée à sa tâche fondamentale, à savoir au développement de la lutte de classe des masses exploitées contre les exploités. » (Tome 15 pp. 436-437.)

Etat ouvrier, laïcité ?

Ici se pose maintenant un problème : celui de la laïcité et de l'attitude de l'Etat ouvrier vis-à-vis de la religion et des idéologies. Après avoir transformé le marxisme en religion officielle et obligatoire, les staliniens, dans leur quête de la hiérarchie catholique, dans le cadre de leur combat pour donner aujourd'hui et maintenant des garanties pour le futur qui sont garanties pour aujourd'hui qu'il ne faut pas toucher à l'Etat bourgeois, ont infesté la classe ouvrière, ses organisations, de cette indifférence à l'égard de la religion et de l'idéologie, qui n'est que l'acceptation de l'indifférence qu'a la classe capitaliste vis-à-vis de toutes les formes de l'idéologie, comme moyens divers d'abrutissement des masses.

Les marxistes se prononcent inconsciemment pour la défense de cette liberté démocratique qu'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Combattant l'Eglise et l'idéologie religieuse pour assurer son pouvoir, à la fin du siècle, la bourgeoisie française a instauré la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ce faisant, elle développait sa propre idéologie sous la forme du positivisme.

Si, au jour de la décadence du capitalisme, la bourgeoisie tend à remettre en cause cette conquête démocratique, il est du devoir du prolétariat, contre la bourgeoisie, de combattre cette régression. Mais, ce faisant, le prolétariat ne saurait reprendre à son compte la théorie de la bourgeoisie. Les curés hors de l'école : cela ne veut en rien dire que le prolétariat reprendrait cette théorie que la bourgeoisie a véhiculée sous le nom de laïcité, et qui prétend que l'enseignement pourrait être neutre, n'aurait pas de rapport avec la politique, masque sous lequel la classe dominante diffuse son idéologie.

Laïcité, neutralité, disent les staliniens. Pas de philosophie officielle. Confrontation libre de toutes les idéologies dans le cadre de l'enseignement. L'Etat ouvrier serait fondamentalement différent de l'Etat bourgeois en ce que lui devrait renoncer aux armes de la théorie dans sa dictature de classe, au profit d'une neutralité qui n'a d'autre contenu qu'idéologique, qu'opium scientifique, faisant d'ailleurs bon ménage, comme « philosophie marxiste », « humanisme vrai », avec les

formes les plus réactionnaires de l'idéologie bourgeoise : la religion.

Sans développer ici cette question, il suffit de citer Lénine pour se rendre compte de l'abîme qui sépare les staliniens du marxisme sur ce problème. Lénine se prononce pour l'école communiste et l'Etat ouvrier organise l'enseignement du communisme, dont la propagande athée est partie intégrante. De ce point de vue, l'Etat ouvrier n'est pas neutre vis-à-vis du matérialisme dialectique, du communisme. Ce n'est pas seulement le parti qui enseignera le communisme, propagera l'athéisme militant, ce sont les départements d'Etat. Loin donc est Lénine de cette position bourgeoise sur la « laïcité » comme « neutralité » de l'enseignement vis-à-vis des idéologies et particulièrement de la religion. Parlant de la revue *Sous la bannière du marxisme* Lénine écrit :

« Cette revue doit être en second lieu l'organe de l'athéisme militant. Nous avons des départements d'Etat où, pour le moins, des institutions chargées de ce travail. Mais celui-ci y est effectué avec une extrême mollesse... »
(Tome 33 - p. 232.)

Dans un discours à la jeunesse communiste, il dit, parlant non de la propagande de parti mais de l'enseignement :

« Dès lors, comment combiner tout cela pour enseigner le communisme ? (...) Notre école doit donner à la jeunesse les bases de la connaissance, lui apprendre à élaborer elle-même les conceptions communistes, elle doit en faire des hommes cultivés. »

Combattant les élucubrations idéalistes sur la culture prolétarienne, Lénine écrit dans un projet de résolution :

« Dans la République soviétique des ouvriers et des paysans, tout l'enseignement, tant dans le domaine de l'éducation politique en général que, plus spécialement, dans celui de l'art, doit être pénétré de l'esprit de la lutte de classe du prolétariat pour la réalisation victorieuse des objectifs de sa dictature. »

Et dans un discours à la Conférence de Russie des directions de l'enseignement, il précise :

« Nous ne pouvons manquer de poser la question ouvertement, en affirmant publiquement, contrairement au mensonge d'autrefois, que l'enseignement ne peut qu'être lié à la politique. »

Il faut être très clair sur cette question, le matérialisme dialectique n'est pas une philosophie et l'enseignement le refuge de la neutralité vis-à-vis de la religion. L'Etat ouvrier enseignera le communisme et combattra l'opium du peuple. Ce n'est pas une raison parce que le visage hideux du stalinisme a transformé le marxisme en religion, pour nous-mêmes le considérer comme une philosophie et retomber dans les vieilles ornières de la laïcité bourgeoise, cette idéologie de soumission à l'Etat des exploités.

Le communisme est incompatible avec une quelconque forme d'idéalisme. Un communiste ne peut être idéaliste, que ce soit sous la forme du positivisme bourgeois, du rationalisme ou sous la forme du déisme. Il faut rappeler à ce sujet la bataille menée par la III^e Internationale dans le parti français sur la question de l'incompatibilité de l'appartenance au parti et à la franc-maçonnerie.

« L'incompatibilité de la franc-maçonnerie et du socialisme était considérée comme évidente dans la plupart des partis de la II^e Internationale. Le Parti socialiste italien a exclu les francs-maçons en 1914. »

L'Internationale Communiste exige la rupture publique avec la franc-maçonnerie :

« Celui qui, avant le 1^{er} janvier, n'aura pas déclaré ouvertement à son organisation et rendu public par la presse du Parti sa rupture complète avec la franc-maçonnerie est, par là même, automatiquement exclu du Parti communiste sans droit d'y jamais adhérer à nouveau. »

L'Internationale marque comme une honte que toutes les fractions, y compris les révolutionnaires, se soient tués sur

cette question, pratiquant « l'indifférence » en matière de théorie, c'est-à-dire l'acceptation des représentants des organisations de la classe ennemie dans le parti.

« Un fait particulièrement déplorable est celui que tout le Parti, dans toutes ses tendances, n'a pas soulevé cette question après Tours, malgré sa clarté évidente pour toute l'Internationale. »

L'alliance du stalinisme et de la hiérarchie

Si nous avons abordé le problème de la religion, ce n'est pas qu'en elle-même cette question présente le moindre intérêt « théorique » ou qu'il y ait sur ce sujet quelque chose de plus à dire que ce que Marx en dit. *« Guerre à la situation de l'Allemagne... l'objet de la critique est son ennemi... qu'elle veut anéantir. »* Si donc nous avons été obligés de suivre les détours de la « théorie » des staliniens jusque dans les sombres régions du mysticisme, ce n'est pas pour succomber à l'illusion qu'il s'agirait là d'une dégradation de la pensée « marxiste ». Que les staliniens, comme représentants des intérêts de la caste bureaucratique du Kremlin, renouent avec l'idéologie bourgeoise sous ses formes les plus réactionnaires ne saurait nous faire oublier qu'il ne s'agit pas ici d'idées, de concepts ou d'interprétations. Il s'agit de forces sociales, et le petit bon dieu construit par les staliniens — qu'ils soient amenés eux-mêmes à y croire ou non ne change rien à l'affaire — a une fonction politique bien précise : trouver la jonction avec la hiérarchie catholique sur le plan de l'idée comme reflet de la jonction pratique contre-révolutionnaire qu'ils opèrent. Il s'agit bien de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, et ce n'est pas un hasard si depuis 1968 il y a profusion d'ouvrages et d'articles « théoriques » des staliniens sur cette question.

La démarche des staliniens est simple : la religion est une philosophie qui, d'une part, est accaparée par la bourgeoisie laquelle, avec son dieu transcendant tente de justifier la « misère réelle » mais qui, d'autre part, est l'expression de la protestation des classes révolutionnaires ainsi

que le démontre l'histoire du christianisme lui-même. Chaque classe secrète sa propre idéologie, qui participe plus ou moins de la raison selon le développement des forces productives, de la science, etc. Le prolétariat peut donc trouver dans la religion qu'il se construit, avec son petit bon dieu démocratique en relation horizontale avec le croyant, un cadre théorique, certes moins parfait que la « philosophie marxiste », mais participant tout de même de cette marche en avant de la rationalité. Cette religion, ce dieu populaire, s'il se meut cependant dans le cadre de la théologie de la hiérarchie, va, en tant que négation du dieu vertical, contraindre la hiérarchie à adopter des conceptions plus démocratiques de Dieu. Pour pouvoir continuer à assumer leur rôle pastoral, les évêques des pays industrialisés d'une part, ou du tiers monde « révolutionnaire » de l'autre, vont démocratiser l'image de Dieu, répondre aux aspirations égalitaires des fidèles et en matière de dogmes le peuple démocratique de Dieu pourra accéder à lui à travers la lecture des livres saints. Bien sûr, le pape demeure, comme seul représentant de Dieu sur terre, le seul interprète valable de la parole de Dieu. Mais quand même, on n'arrête pas le progrès et la marche en avant de la démocratie, ce qui va se traduire par la réforme introduite à Vatican II : la concertation dans l'Eglise, les assemblées épiscopales nationales, etc.

Cette démocratisation de Dieu qui correspond à la montée des aspirations populaires va trouver sa traduction profane dans la modification, voire l'abandon par l'Eglise romaine de sa théorie traditionnelle, sa doctrine sociale. Ainsi, la boucle est bouclée et par l'intermédiaire du dieu populaire nous retrouvons la hiérarchie catholique, l'institution réactionnaire qui, bien sûr, reste globalement partisan du « capitalisme monopoliste d'Etat », mais qui, pour ne pas perdre ses ouailles, est obligée de faire droit aux exigences socialistes du petit bon dieu, ce qui à son tour ne manque pas d'être à l'origine du renforcement des aspirations et positions révolutionnaires des militants catholiques.

Avant de montrer à travers les textes comment s'exprime ce processus et son contenu précis, notons qu'il n'y a cependant pas de voie privilégiée pour la liaison avec la hiérarchie. Si le dieu popu-

laire a toutes les sympathies des staliniens, la raison « marxiste » commande de ne pas choisir ses chrétiens, et l'unité, le dialogue compréhensif, exige que la théorie intégriste ne soit pas repoussée : n'est-il pas vrai que les couches les plus exploitées de la paysannerie sont attachées au dieu transcendantal et tout-puissant, qui par là se charge lui-même d'un contenu populaire ?

La première chose d'importance, c'est qu'aujourd'hui la hiérarchie condamnerait le capitalisme. Voici dans quels termes Antoine Casanova présente la chose :

« Les militants ouvriers dont les évêques rapportent les analyses constatent la disparité énorme entre les travailleurs et leurs employeurs, l'asservissement économique, l'absence d'égalité des chances à la culture, la non-satisfaction des besoins essentiels, l'absence de démocratie, la puissance des « monopoles des grandes entreprises internationales qui échappent à tout contrôle politique ». Et au plan des causes (le mouvement ouvrier attribue ces injustices au système socio-économique qui, réservant le pouvoir aux détenteurs du capital, utilise l'homme pour accroître la production en vue du profit). »

La simple lecture du texte montre à l'évidence que les évêques, comme leurs « militants ouvriers », n'ont pas changé d'un pouce leur conception, leur doctrine sociale. Partage du pouvoir entre patron et ouvriers, diminution de la disparité jugée énorme, etc. De ce point de vue, l'analyse des textes de l'Eglise, qui n'est pas ici notre propos, est d'une clarté aveuglante. Présenter les diverses Encycliques depuis Léon XIII jusqu'à Paul VI comme représentant à chaque fois l'abandon de la doctrine sociale de l'Eglise — que par ailleurs ils analysent comme permanence du corporatisme dans l'ouvrage de Kanapa — est une constante de l'appareil stalinien pour la lutte contre le prolétariat quand celui-ci s'engage sur la voie de la révolution prolétarienne.

Ainsi, en 1936, Thorez transforme Léon XIII en marxiste :

« L'encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII a dénoncé ce mal (le capitalisme) en 1891 presque

dans les mêmes termes que le Manifeste du Parti communiste de Marx et d'Engels. »

Et Pie XI, ce suppôt du régime fasciste mussolinien, du corporatisme, est comparé à Lénine et présenté comme un ennemi du capital.

« Ce qui, dès à présent, est admis pour tout homme de bon sens, par tous les vrais républicains, c'est que les grands moyens de production, les monopoles, les trusts, qui rançonnent le peuple et mettent en péril la souveraineté nationale, peuvent et doivent redevenir propriété de la nation. C'est aussi l'avis du pape. »

En fait, à cette époque comme aujourd'hui, l'Eglise se prononce pour l'intervention de l'Etat bourgeois dans l'économie selon le principe de subsidiarité, c'est-à-dire de « soumission » de l'Etat à la défense de la propriété privée, droit naturel, don de dieu.

La vieille doctrine de la charité chrétienne est présentée comme quelque chose de fondamentalement nouveau, reflet de la pression des masses travailleuses, et les « cheminement de l'aspiration au changement » débouchent dans la hiérarchie elle-même.

« L'épiscopat est amené à tenir compte des données d'ensemble que nous avons tenté d'évoquer dans le cadre de la conception générale qui (non sans disparités) est celle des évêques. Vision doctrinale d'une nécessaire et harmonieuse concorde et collaboration entre les hommes et les classes, en dépit de leurs différences et antagonismes, l'Eglise étant le signe et le lien de cette possibilité d'Amour interclasses. »

Que la doctrine de l'association capital-travail soit le cadre dans lequel les évêques vont modifier la formulation de leur lutte anti-ouvrière, cela ne compte pas pour Casanova, ce qui compte, c'est que l'épiscopat est contraint d'entendre la voix du peuple...

« C'est dans ce cadre que les prélats sont contraints... à entendre et écouter, sous peine d'échec

pastoral irréversible, les questions convergentes des travailleurs catholiques, le refus du capitalisme qui se pose avec une force grandissante dans les organisations mises en place par la hiérarchie elle-même pour orienter les masses !

« Il s'agit pour l'épiscopat à la fois de sauvegarder les thèmes de la concorde et de l'Amour entre les classes et de tenir compte des aspirations nouvelles (ou plus nettes) à la démocratie et au socialisme. D'où une prise en compte plus claire (ils ne savaient pas les malheureux, ils soutenaient le capital par manque de clarté...) de ces revendications populaires... et la prise de distance par rapport au pouvoir. »

Ce qui en fait est dans le cadre de la survie du régime bonapartiste frappé à mort par la grève générale de mai-juin 1968, dans le cadre d'un système de crise lui-même en décomposition, une tentative de l'épiscopat de préservation de l'avenir quand le bateau sombre, est présenté par les staliniens comme une « prise de distance » avec la bourgeoisie. De la même manière, le clergé espagnol, l'Opus Dei, pilier du régime franquiste, est aujourd'hui présenté comme « force de progrès ». Ici comme là, il s'agit, à travers l'affirmation de l'Union du peuple de France comme à travers la Junte démocratique, de soutenir jusqu'au bout les gouvernements bourgeois tels qu'ils sont.

Casanova poursuit :

« D'où aussi une orientation vers la thèse (forme en retrait de la concorde et collaboration des classes) du nécessaire pluralisme des options politiques dans l'Eglise dans la coexistence et le dépassement des oppositions sociales et idéologiques par l'Amour chrétien. L'option politique pour le socialisme existerait aussi parmi d'autres... aussi compatible avec la foi chrétienne que les autres. »

Le contenu de ce socialisme possible, ce socialisme clérical, qui n'est que la forme démagogique de l'association capital-travail, Casanova ne nous en parle pas et pourtant les textes de l'Eglise

sur cette question sont d'une netteté absolue. Aussi la constitution « *Gaudium et Spes* » du 7 septembre 1965 est-elle particulièrement claire. On peut toucher à tout mais pas à la propriété privée des moyens de production, et si l'Etat bourgeois est amené à exproprier, c'est avec une juste indemnisation, dans le cadre du principe de subsidiarité. Inversement, toute « expropriation » remboursée ne peut et doit se faire que sous l'autorité de l'Etat bourgeois, garant de la propriété privée.

« La propriété et les autres formes de pouvoir privé sur les biens extérieurs contribuent à l'expression de la personne (il s'agit du fameux « droit naturel ») et lui donnent l'occasion d'exercer sa responsabilité dans la société et l'économie. »

Par le capital s'exprime pleinement l'amour chrétien, la charité : le patron a l'occasion de donner du travail.

« Il faut les regarder comme un prolongement de la liberté. Enfin, en stimulant l'exercice des responsabilités, ils constituent l'une des conditions des libertés civiles. »

« La légitimité de la propriété privée ne fait toutefois pas obstacle à celle des divers modes de propriété publique, à condition que le transfert des biens au domaine public soit effectué par la seule autorité compétente selon les exigences du bien commun, dans les limites de celui-ci et au prix d'une indemnisation équitable. L'Etat a, par ailleurs, compétence pour empêcher qu'on abuse de la propriété privée contrairement au bien commun. »

Voilà ce que les staliniens nous présentent comme la reconnaissance de la nécessité de la réforme agraire dans les pays arriérés. C'est à cette institution qui proclame « qu'il faut en même temps rendre hommage aux qualités et aux réalisations des colonisateurs qui, en tant de régions déshéritées ont apporté leur science et leurs techniques et laissé des fruits heureux de leur présence » que rend hommage l'appareil stalinien, qu'il voudrait soumettre le mouvement ouvrier.

Pour les staliniens, la hiérarchie recule dans ces conceptions sur toute la ligne et sous la pression du petit bon dieu, ils en viendraient non seulement à reconnaître la lutte des classes mais à dénoncer les fausses théologies de l'Amour et de la collaboration de classe.

« Aussi, dans l'heure présente, l'idéologie traditionnelle de collaboration de classe de la hiérarchie est-elle en grande partie contrainte au recul, érodée, transformée par son propre effort pour prendre en compte les aspirations de plus en plus nettes et vigoureuses des travailleurs chrétiens dans leur refus du capitalisme.

« ... Disparités internes du texte de Lourdes de 1972 : l'effort y est incontestable pour tenter d'amener les chrétiens de classes et d'options politiques antagoniques à « dépasser » leurs divergences... Mais en raison même de la nécessité où sont les évêques en tant que « pasteurs » de ne pas s'éloigner des aspirations des dirigeants et militants de leurs propres organisations... les évêques sont amenés à battre en brèche, à un degré inédit de force, cette même idéologie de collaboration de classes ; cela sur des points essentiels et dans le cadre d'une position collégiale (ce ne sont même plus les évêques qui combattraient la collaboration de classes, mais les institutions — position collégiale — de l'Eglise démocratisée — NDLR) ... L'essentiel est, en effet ici, qu'après nombre de mouvements de masse catholiques, les évêques reconnaissent, en tant qu'Assemblée plénière de l'Episcopat, la réalité des classes et des conflits de classes. »

Ce qu'on oublie de dire Casanova, c'est que la « reconnaissance » de la lutte de classe, c'est la position de la bourgeoisie et que depuis Augustin Thierry et Guizot, — progressiste s'il en fut — même pour la bourgeoisie, ce n'est pas une découverte. Ce qui distingue le marxisme, ce n'est pas la reconnaissance de la lutte des classes, mais deux choses : d'une part la mise à jour de la plus-value, et la reconnaissance de la nécessité de la

dictature du prolétariat. Continuant sa besogne obscurantiste de falsification, Casanova poursuit :

« ...Présente, la doctrine du dépassement des conflits de classes dans l'Eglise est, en effet, en même temps, fait nouveau et de grande portée, contredite par le refus de la collaboration dans la confusion. »

Ici, notre stalinien lâche quand même sa vérité : il faut collaborer dans la clarté. Et de nous citer le texte des évêques :

« C'est une fausse théologie de l'Amour qui est invoquée par ceux qui voudraient camoufler les situations conflictuelles, prôner des attitudes de collaboration dans la confusion, en minimisant la réalité des antagonismes collectifs de tous genres. L'amour évangélique demande la lucidité dans l'analyse et le courage des affrontements qui permettent de progresser vraiment vers plus de vérité. »

Et cette vérité, nous savons ce qu'elle est, c'est l'unité plus grande des deux antagonistes à travers leur affrontement. Il faut citer de nouveau ce que disait clairement l'administrateur chrétien de l'INSEE à la « semaine de la pensée marxiste » : « La lutte des classes n'est pas une opposition à l'unité, mais un facteur d'unité. »

Cette « reconnaissance » de la lutte des classes, elle a eu sa pratique chez Lip où le militant chrétien Piaget et son évêque, chacun de son côté, ont appliqué l'amour évangélique lucide.

Sceller la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire avec l'Eglise contre les masses, pour la défense de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, la défense de la contre-révolution de la caste bureaucratique dans les pays de l'Europe de l'Est, telle est la signification de toutes ces élucubrations sur la religion. Et il n'est pas étonnant que dans ce cadre l'appareil stalinien considère comme l'essentiel la position de l'Eglise sur la « paix dans le monde ».

« C'est sur la question de la paix que la positivité de l'œuvre conciliaire est peut-être la plus profonde... Le concile, à la suite de Pacem in Terris condamne la guerre totale nucléaire « fermement et sans hésitation », comme « un crime contre dieu et l'homme »... Aussi le concile appelle-t-il les hommes et particulièrement les chefs d'Etat à lutter inlassablement pour [préparer le moment où toute guerre pourra être absolument interdite]. »

Aujourd'hui, c'est sous la houlette et la présidence de la plus vieille institution réactionnaire du monde que l'impérialisme et le stalinisme tentent de faire face et de préparer la contre-révolution,

contre l'URSS, les conquêtes d'Octobre, le prolétariat mondial et singulièrement le prolétariat européen. Les « intégristes Portugais », présentés il y a trois ans comme des réactionnaires ne comprenant pas les exigences modernes des masses, sont soudain devenus eux aussi des forces de progrès, tant il est nécessaire à l'appareil stalinien pour maintenir et reconstruire l'Etat bourgeois démantelé de sonner le rappel de toute la réaction mondiale.

Mais le prolétariat a engagé la révolution en Europe... Tremblent les gardes spirituels et matériels, tremblent tous ces prêtres de l'Etat... C'est l'heure de la critique par les armes.

César CORTE.
1^{er} septembre 1975.

N.B. La première partie de cet article a paru dans « La Vérité » n° 570 de février 1976.

MILITANTS !

Votre seule librairie :

LA S.E.L.I.O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

C.C.P. 31.697-97 LA SOURCE 45

VOUS Y TROUVEREZ :

- Le plus grand choix d'ouvrages sur le mouvement ouvrier.
- Les dernières nouveautés de l'édition dans le domaine social, économique et politique.
- Tous les ouvrages disponibles chez les éditeurs peuvent être fournis dans les plus courts délais.

Expédition en province dès réception du chèque correspondant à la commande.

Remise spéciale importante sur les manuels universitaires.

SOMMAIRE

Pour la libération de Hernan Cuentas et Victor Cuadros	p. 1
Notes sur la situation politique, par Stéphane Just	p. 3
Deux mois après le congrès de l'OCI. Où en sommes-nous ?, par Marc Lacaze	p. 21
L'OCI, la jeunesse, la construction du parti révolutionnaire, par Gérard Bauvert	p. 36
Un secteur important de la lutte des classes : l'enseignement, par Michel Landron	p. 61
Le XXII ^e congrès du PCF et la crise de l'appareil international du Kremlin, par François Forgeue	p. 87
Espagne : de la grève du métro aux événements de Vitoria, par Etienne Laurent	p. 104
Les staliniens contre le marxisme défendent l'Eglise (2 ^e partie et fin), par César Corte	p. 114

RAPPEL TRES IMPORTANT

Le CCP Michel Renaudie n'est plus celui de « La Vérité ». Dorénavant, l'administration de « La Vérité » vous prie de libeller tous vos chèques ou mandats à l'ordre de Gérard SERFATI, sans indication de numéro de compte. Merci.